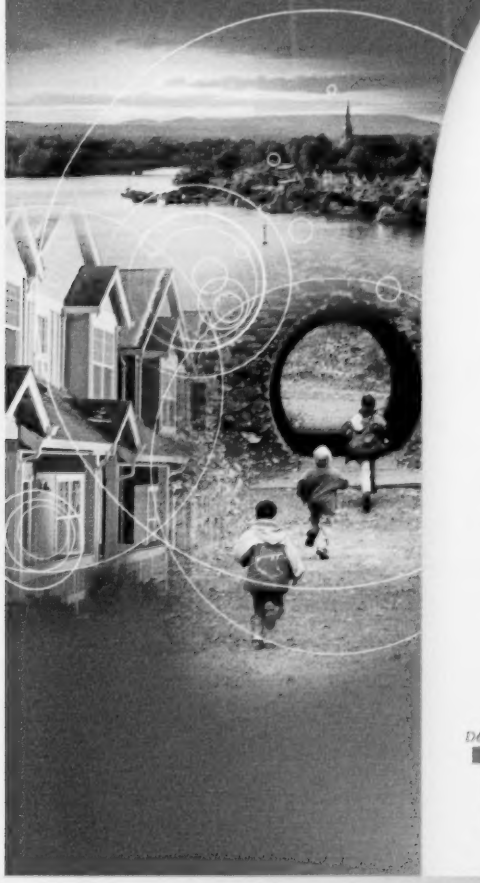
INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS



Panorama des régions du Québec

Édition 2013

DÉJÀ 100 ans de patrimoine statistique

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec, (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2e trimestre 2013
ISBN 978-2-550-68098-7 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-68099-4 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juin 2013

Avant-propos

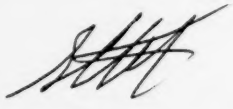
Le *Panorama des régions du Québec, édition 2013* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives du Québec. Un dossier thématique, dont la matière varie avec les années suivant les sujets d'intérêt général, amorce cette publication. Pour la présente édition, M. André Lemelin, professeur à l'Institut national de recherche scientifique – Urbanisation, Culture et Société (INRS UCS), étudie l'évolution de la répartition spatiale de la population, de la production et du revenu au Québec et ses régions, en réorganisant les données afin de construire des régions analytiques selon un point de vue du centre-périphérie.

Par la suite, douze thématiques variées sont analysées d'après les plus récentes statistiques : démographie, conditions de vie et bien-être, marché du travail, comptes économiques, investissements et permis de bâtir, mines, industrie bioalimentaire, science et technologie, santé, éducation, culture et communications. À cela s'ajoute le thème des familles et des ménages, nouvellement traité.

De plus, le Panorama compte une section spéciale consacrée aux statistiques par municipalités régionales de comté (MRC), dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu disponible des ménages et le taux de travailleurs. Enfin, un portrait statistique de chaque région administrative est disponible en un coup d'œil à la fin de ce document. Il est à noter que l'Institut publiera bientôt le *Bulletin statistique régional* pour chacune des régions administratives et également pour les MRC, permettant d'obtenir des analyses encore plus détaillées. La prochaine parution de ces bulletins est prévue pour juillet 2013.

Avec cette cinquième édition du *Panorama des régions du Québec*, l'Institut désire continuer à offrir un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales au Québec et un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs régionaux.

Le directeur général,



Stéphane Mercier

Cette publication a été réalisée sous la coordination de : Pierre Cambon et Stéphane Ladouceur

Service des statistiques sectorielles et du développement durable : Yrène Gagné, chef de service

Rédaction :
Marianne Bernier, Raymond Beullac, Danielle Bilodeau, Anne Binette Charbonneau, Maude Boulet, Pierre Cambon, Stéphane Crespo, Jean-François Fortin, Chantal Girard, Hugo Johnston-Laberge, Stéphane Ladouceur, Christine Lessard, Éric Massicotte, Philippe Pacaut, Marie-Hélène Provençal, Martine St-Amour

Collaboration spéciale : André Lemelin, Institut national de la recherche scientifique

Avec l'assistance technique de :
Claudette D'Anjou, Virginie Lachance, Danielle Laplante, Hugo Leblanc, Gabrielle Tardif

Révision linguistique : Esther Frève

Pour tout renseignement sur le contenu de cette publication :
Pierre Cambon
Service des statistiques sectorielles
et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec, (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2411, poste 3065
Courriel : pierre.cambon@stat.gouv.qc.ca

Le *Panorama des régions du Québec, édition 2013* contient les statistiques les plus récentes au moment de sa composition. Pour des données actualisées, veuillez consulter le site de l'Institut à www.stat.gouv.qc.ca

Notes : L'usage du masculin a pour seul but d'alléger le texte.
En raison de l'arrondissement de certaines données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Crédits de la page frontispice :
© iStockphoto.com/Ron Tech 2000/Devin Allphin, photographes

Abréviations et symboles

%	Pour cent ou Pourcentage
dm^3	Décimètre cube
pi^3	Pied cube
Var.	Variation
km^2	Kilomètre carré
hab.	Habitant
MRC	Municipalité régionale de comté
RA	Région administrative
RMR	Région métropolitaine de recensement
TE	Territoire équivalent
TAAM	Taux d'accroissement annuel moyen
TCAM	Taux de croissance annuel moyen
PIB	Produit intérieur brut

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
–	Néant ou zéro
—	Donnée infime
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée
e	Donnée estimée
F	Donnée peu fiable
x	Donnée confidentielle
g	Gramme
kg	Kilogramme
t	Tonne métrique
hl	Hectolitre
n	Nombre
$	En dollars
k	En milliers
M	En millions
G	En milliards

Régions administratives du Québec

01	Bas-Saint-Laurent
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean
03	Capitale-Nationale
04	Mauricie
05	Estrie
06	Montréal
07	Outaouais
08	Abitibi-Témiscamingue
09	Côte-Nord
10	Nord-du-Québec
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
12	Chaudière-Appalaches
13	Laval
14	Lanaudière
15	Laurentides
16	Montérégie
17	Centre-du-Québec

Table des matières

1. La géographie économique du Québec dans une perspective centre-périphérie 15

2. Démographie 39

3. Familles et ménages 55

4. Conditions de vie et bien-être 61

5. Marché du travail 69

6. Comptes économiques 79
   - 6.1 Produit intérieur brut 79
   - 6.2 Revenu disponible des ménages 84

7. Investissements et permis de bâtir 93
   - 7.1 Investissements 93
   - 7.2 Permis de bâtir 98

8. Mines 103

9. Industrie bioalimentaire 113

10. Science et technologie 121
    - 10.1 Ressources humaines en science et technologie 121
    - 10.2 Accès des ménages à Internet 124

11. Santé 129

12. Éducation 135

13. Culture et communications 139

14. Statistiques par MRC 145
    - 14.1 Démographie 145
    - 14.2 Revenu disponible des ménages par habitant 152
    - 14.3 Taux de travailleurs 159

Concepts et définitions 167

Coup d'oeil sur les régions 173

Liste des tableaux

1. La géographie économique du Québec dans une perspective centre-périphérie

1.1 Définition des régions analytiques 18
1.2 Croisance de la population, du PIB et du revenu personnel, Québec, 1997-2010 (%) 20
1.3 Parts de la population, du PIB et du revenu personnel, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2010 25
1.4 Analyse structurelle résiduelle de la croissance régionale, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2010 27
1.5 Composante structurelle de la croissance régionale selon les grands groupes d'industries, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2010 28
1.6 Population, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2012 31
1.7 PIB, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2011 32
1.8 Revenu personnel, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2010 33
1.9 Composante structurelle de la croissance par industrie, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2010 34

2. Démographie

2.1 Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population totale, régions administratives et ensemble du Québec, 1996 et 2012 50
2.2 Naissances, décès et accroissement naturel, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2012 51
2.3 Entrants, sortants et solde migratoire interrégional, régions administratives du Québec, 2001-2002 à 2011-2012 52
2.4 Population par grand groupe d'âge et âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 1996 et 2012 53

3. Familles et ménages

3.1 Familles de recensement selon la structure, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 59
3.2 Familles de recensement avec enfants selon le nombre d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 59

4. Conditions de vie et bien-être

4.1 Taux de faible revenu de l'ensemble des familles et selon le type de famille, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 64
4.2 Taux de faible revenu des enfants, nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 65
4.3 Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 66
4.4 Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et le Québec, 2009-2010 67

5. Marché du travail

5.1 Emploi selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 73
5.2 Emploi selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 74
5.3 Emploi selon le régime de travail, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 75
5.4 Emploi selon le secteur d'activités, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 76
5.5 Taux de chômage et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 77
5.6 Taux d'emploi et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 78

6. Comptes économiques

6.1 Produit intérieur brut

6.1.1 Croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) des grands agrégats industriels, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2011 82
6.1.2 PIB par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2011 83
6.1.3 PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2011 83

6.2 Revenu disponible des ménages

6.2.1 Revenu disponible des ménages et ses principales composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011 88

7. Investissements et permis de bâtir

7.1 Investissements

7.1.1 Comparaison entre les intentions et les données réelles provisoires, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 96
7.1.2 Dépenses en immobilisation par groupe d'industries et par secteur, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2013 97

7.2 Permis de bâtir

7.2.1 Nombre de nouvelles unités de logement indépendantes autorisées, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2012 99
7.2.2 Valeur des permis de bâtir résidentiels, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 101

8. Mines

8.1 Volume et valeur des expéditions minérales par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2013 108
8.2 Emploi, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2012 110

9. Industrie bioalimentaire

9.1 Superficie ensemencée et superficie récoltée, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 116
9.2 Rendement et production, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012 118

10. Science et technologie

10.1 Ressources humaines en science et technologie

10.1.1 Personnes de 25 à 64 ans qui occupent un emploi en science et technologie (ST), régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2012 123
10.1.2 Personnes de 25 à 64 ans qui occupent un emploi en science et technologie (ST), selon le sexe et le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 123

10.2 Accès des ménages à Internet

10.2.1 Proportion de ménages branchés à Internet, selon le quartile du revenu du ménage, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 127
10.2.2 Proportion de ménages branchés à Internet, selon le plus haut niveau de scolarité atteint dans le ménage, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 127
1..2.3 Proportion de ménages branchés à Internet, selon la présence d'enfants de moins de 16 ans, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 128

11. Santé

11.1 Médecins et nombre pour 1 000 personnes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2007-2011 131
11.2 Dentistes[1] et nombre pour 1 000 personnes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2007-2011 132
11.3 Personnel infirmier du réseau de la santé et des services sociaux, et nombre pour 1 000 personnes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2008-2009 à 2011-2012 132

11. Santé (suite)

11.4 Nombre de lits dressés et d'usagers dans le secteur des soins de santé physique et de gériatrie, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2006-2007 à 2010-2011 133
11.5 Taux d'occupation des lits dressés et séjour moyen des usagers dans le secteur des soins de santé physique et de gériatrie, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2006-2007 à 2010-2011 133
11.6 Nombre de lits dressés et d'usagers dans le secteur de l'hébergement et des soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2006-2007 à 2010-2011 134
11.7 Taux d'occupation des lits dressés et séjour moyen des usagers dans le secteur de l'hébergement et des soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2006-2007 à 2010-2011 134

12. Éducation

12.1 Nombre de diplômes décernés au collégial par type de formation, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2011 137
12.2 Nombre de diplômes décernés au collégial selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011 137

13. Culture et communications

13.1 Dépenses culturelles des municipalités en services rendus, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 à 2011 142
13.2 Dépenses culturelles des municipalités en services rendus par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 à 2011 142
13.3 Sources de financement des dépenses culturelles des municipalités en services rendus, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 à 2011 143

14. Statistiques par MRC

14.1 Démographie

14.1.1 Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC1, régions administratives et ensemble du Québec, 1996-2012 149

14.2 Revenu disponible des ménages par habitant

14.2.1 Les 25 MRC présentant le revenu disponible des ménages par habitant le plus élevé en 2011 et changement de rang par rapport à 2010 152
14.2.2 Revenu disponible des ménages par habitant, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011 156

14.3 Taux de travailleurs

14.3.1 Les 50 MRC présentant le plus haut taux de travailleurs des 25-64 ans en 2011 et changement de rang par rapport à 2010 159
14.3.2 Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC et ensemble du Québec, 2007-2011 164

Liste des figures

1. La géographie économique du Québec dans une perspective centre-périphérie

1.1 Variation des parts du PIB et indice ACCÈS du potentiel de marché avec RA Montréal 20
1.2 Variation des parts du PIB et indice ACCÈS du potentiel de marché sans RA Monteréal 20
1.3 Variation des parts des régions périphériques, PIB et population, 1997-2010 21
1.4 Variation des parts des régions périphériques, revenu personnel et population, 1997-2010 21
1.5 Variation des parts à l'intérieur de la RMR de Montréal et aux alentours, PIB et population, 1997-2010 22
1.6 Variation des parts à l'intérieur de la RMR de Montréal et aux alentours, revenu personnel et population, 1997-2010 23
1.7 Variation des parts des RMR et des régions péri-métropolitaines, PIB et population, 1997-2010 24
1.8 Variation des parts des RMR et des régions péri-métropolitaines, revenu personnel et population, 1997-2010 24

2. Démographie

2.1 Taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2012 39
2.2 Indice synthétique de fécondité, régions administratives et ensemble du Québec, 2002, 2007 et 2012 41
2.3 Taux net de migration interrégionale, régions administratives du Québec, 2001-2002, 2006-2007 et 2011-2012 43
2.4 Part des immigrants admis en 2006-2010 et présents au Québec en janvier 2012 selon la région administrative de résidence 45
2.5 Âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 1996 et 2012 47
2.6 Répartition de la population par grand groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 48

3. Familles et ménages

3.1 Familles de recensement selon la structure (en %), régions administratives et ensemble du Québec, 2011 55
3.2 Familles de recensement comptant trois enfants ou plus parmi les familles avec enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 56
3.3 Couples avec enfants selon le type d'union, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 57
3.4 Personnes vivant seules parmi l'ensemble de la population âgée de 15 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 58

5. Marché du travail

5.1 Taux de croissance de l'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2012 69
5.2 Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 70

6. Comptes économiques

6.1 Produit intérieur brut

6.1.1 Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2011 79

6.2 Revenu disponible des ménages

6.2.1 Revenu disponible des ménages par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 85
6.2.2 Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 86

7. Investissements et permis de bâtir

7.1 Investissements

7.1.1 Variation annuelle des dépenses en immobilisation selon les régions administratives et le groupe d'industries, 2012-2013 94
7.1.2 Variation annuelle des dépenses en immobilisation selon les régions administratives, secteur public et secteur privé non résidentiel, perspectives 2013 95

7.2 Permis de bâtir

7.2.1 Nombre de nouvelles unités de logement indépendantes autorisées, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2012 99

8. Mines

8.1 Répartition des livraisons minérales, régions administratives du Québec, 2012 106
8.2 Répartition de l'investissement minier, régions administratives du Québec, 2012 106

10. Science et technologie

10.1 Ressources humaines en science et technologie

10.1.1 Emploi en science et technologie en pourcentage de l'emploi des 25-64 ans, régions administratives et ensemble du Québec, 2007 et 2012 121

10.2 Accès des ménages à Internet

10.2.1 Proportion de ménages branchés à Internet, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 124
10.2.2 Proportion de ménages branchés à Internet haute vitesse sur l'ensemble des ménages branchés, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 126

11. Santé

11.1 Évolution de la proportion de l'effectif des médecins de 34 ans et moins et de ceux de 60 ans et plus, selon la spécialité, ensemble du Québec, 2002-2011 129
11.2 Composition de l'effectif du réseau de la santé et des services sociaux selon certaines catégories du personnel infirmier, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2011-2012 130

12. Éducation

12.1 Proportions de diplômes collégiaux décernés par type de formation, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 135

13. Culture et communications

13.1 Taux de croissance annuel moyen des dépenses culturelles des municipalités en services rendus, selon la région administrative, Québec, 2009 à 2011 139
13.2 Dépenses culturelles des municipalités en services rendus, selon le type de région, Québec, 2011 140

14. Statistiques par MRC

14.2 Revenu disponible des ménages par habitant

14.2.1 Écarts entre les MRC affichant le revenu disponible des ménages par habitant le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2011 155

14.3 Taux de travailleurs

14.3.1 Écarts entre les MRC affichant le plus haut et le plus bas taux de travailleurs des 25 à 64 ans pour chacune des régions administratives, 2011 162
14.3.2 Écarts entre le taux de travailleurs masculins et féminins pour certaines MRC, 2011 163

Liste des cartes

1. La géographie économique du Québec dans une perspective centre-périphérie

1.1 Le Québec la nuit (image satellitaire de la NASA) 15
1.2 Régions analytiques 18

8. Mines

8.1 Mines en production/en aménagement, Québec, 2012 107

14. Statistiques par MRC

14.1 Démographie

14.1.1 Taux d'accroissement annuel moyen, MRC du Québec, 2006-2012 148

14.2 Revenu disponible des ménages par habitant

14.2.1 Revenu disponible des ménages par habitant, MRC du Québec, 2011 153

14.3 Taux de travailleurs

14.3.1 Taux de travailleurs des 25 à 64 ans, MRC du Québec, 2011 160

1. La géographie économique du Québec dans une perspective centre-périphérie[1]

par André Lemelin, Institut national de recherche scientifique – Urbanisation, Culture et Société[2]

Introduction

Dans son article fondateur de la Nouvelle géographie économique (NEG), Krugman (1991) remarque « It has often been noted that nighttime satellite photos of Europe reveal little of political boundaries but clearly suggest a center-periphery pattern whose hub is somewhere in or near Belgium. » (p. 484). Plus près de nous, un coup d'oeil au planisphère de la Terre la nuit diffusé par la NASA[3] suffit à révéler la position incontestablement périphérique du Québec en Amérique du Nord : on reconnaît nettement les taches de lumière que forment les villes de Montréal, Québec et Ottawa-Gatineau qui forment avec Saguenay la frange septentrionale de l'éperon Atlantique de la zone de forte densité en Amérique du Nord. Au-delà, seuls quelques feux épars percent l'obscurité. Ces impressions visuelles sont loin d'être dépourvues de contenu scientifique. En effet, au-delà de la beauté de l'image, Henderson et autres (2012) proposent un traitement statistique des données satellitaires sur l'éclairage nocturne pour améliorer la qualité des données officielles de croissance économique.

Carte 1.1

Le Québec la nuit (image satellitaire de la NASA), 2000

Source : Fragment de l'image land_lights_16384.tif téléchargée du site de la NASA [En ligne]. [http://visibleearth.nasa.gov/view.php?id=55167].

Mais qu'entend-on par « périphérie »? Le couple centre-périphérie est chargé de significations multiples. Chez l'historien Fernand Braudel, une économie-monde est un « morceau de la planète économiquement autonome, capable pour l'essentiel de se suffire à lui-même et auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique. » (Braudel, 1979, Tome 3, p. 14). Les diverses zones d'une économie-monde sont hiérarchisées : elles « regardent vers un même point, le centre : " polarisées ", elles forment déjà un ensemble aux multiples cohérences. » (Braudel, 1979, Tome 3, p. 31). « Toute

1. Cet article a été élaboré à partir de travaux menés avec Pierre Mainguy, consultant, Danielle Bilodeau et Réjean Aubé, de l'Institut de la statistique du Québec. Il les reprend en mettant à jour plusieurs éléments de Lemelin et autres (2013), dont une version préliminaire a été diffusée dans la collection des Inédits de l'INRS-Urbanisation Culture Société (Lemelin et autres, 2011). L'auteur tient à remercier Stéphane Ladouceur de l'ISQ, qui a répondu avec gentillesse et promptitude à ses demandes de données, ainsi que le professeur Frédéric Laurin de l'Université du Québec à Trois-Rivières, qui a eu la générosité de partager les données de son indice ACCÈS de potentiel de marché.
2. M. André Lemelin est professeur à l'Institut national de recherche scientifique. Les propos de cet article n'engagent que l'auteur.
3. [En ligne]. [http://apod.nasa.gov/apod/ap040822.html].

économie-monde est un emboîtement, une juxtaposition de zones liées ensemble, mais à des niveaux différents. Sur le terrain, trois " aires ", trois catégories au moins se dessinent : un centre étroit, des régions secondes assez développées, pour finir d'énormes marges extérieures [...]. L'immense périphérie, avec ses peuplements peu denses, c'est au contraire [du centre], l'archaïsme, le retard, l'exploitation facile par autrui. » (Braudel, 1979, Tome 3, p. 35). Pas étonnant que ceux qui dénoncent les inégalités économiques à l'échelle de la planète se soient vite emparés de la terminologie de Braudel pour dénoncer le colonialisme et, plus récemment, certaines dérives de la globalisation.

Ici, la notion de périphérie est utilisée dans un sens relatif, pour distinguer une hiérarchie parmi ce que Braudel appelle les « régions secondes assez développées ». Elle fait référence aux modèles économiques qui cherchent à représenter, voire à expliquer, la polarisation observée de l'activité économique dans l'espace. On peut remonter à la théorie des places centrales de Christaller (1935) et de Lösch (1944), selon laquelle les avantages économiques du regroupement des activités engendrent la formation de centres (villes), dont les zones d'influence s'étendent plus ou moins loin selon le rang qu'occupe une ville dans la hiérarchie urbaine. La géographie économique a pris un nouvel essor sous l'impulsion de Krugman (1991). Dans son modèle théorique, les produits d'une même catégorie sont « différenciés », c'est-à-dire qu'au lieu d'être tous identiques, ils se distinguent les uns des autres par des caractéristiques différentes (comme les tablettes électroniques, les vêtements ou les automobiles), en réponse au goût des consommateurs pour la diversité. Cette différenciation des produits est associée à des économies d'échelle et, puisque chaque consommateur est prêt à payer un peu plus pour obtenir la variété de produits qu'il préfère, à des variations de prix au sein d'une même catégorie de biens. Krugman montre que, dans ces conditions, lorsque les coûts de transport sont suffisamment bas, la production tend à se concentrer sur une partie du territoire, qui devient le centre, alors que le reste constitue la périphérie. L'approche de Krugman a donné naissance à un foisonnement de modèles théoriques. Mentionnons aussi l'approche topodynamique développée par Luc-Normand Tellier, qui combine une vision large à la Braudel avec un modèle de simulation fondé sur la microéconomie de la localisation spatiale en fonction des forces d'attraction et de répulsion[4].

Le centre et la périphérie du Québec

Au Québec et au Canada, comme dans bien d'autres pays, les disparités économiques régionales soulèvent depuis longtemps des discussions de politique économique. Assez récemment, Polèse et Shearmur (2002) ont mené une étude majeure visant à évaluer la situation courante et les perspectives d'avenir des régions périphériques au Canada[5]. Pour eux, l'adjectif « périphérique » exprime à la fois l'idée de distance et celle de situation relative (2002, p. 4). Si le Québec tout entier est périphérique par rapport à l'Amérique du Nord, certaines parties du Québec sont périphériques par rapport à la zone de forte densité de la vallée du Saint-Laurent. Concrètement, Polèse et Shearmur (2002) reprennent la définition opérationnelle de Coffey et Polèse (1988), selon laquelle tout lieu situé à plus de 100 km d'une ville de 100 000 habitants ou plus est périphérique.

Leur analyse s'appuie sur un découpage géographique fin des données des recensements de 1971 à 1996; les variables prises en compte incluent la population, l'emploi réparti en 142 industries et 6 catégories professionnelles, le revenu et le niveau de scolarité. Les auteurs concluent :

> « Les tendances lourdes sont manifestes. La part des régions périphériques dans l'emploi et la population de l'ensemble du Canada ne cessera de diminuer dans l'avenir prévisible. Le déplacement graduel de la population et de l'emploi vers les grandes métropoles et les localisations centrales va se poursuivre. Pour autant que l'on puisse voir, ce mouvement est irréversible, et aucune politique ne pourrait l'infléchir. » (Polèse et Shearmur, 2002, p. 189-190) ».

On peut s'étonner de ce que les auteurs fassent peu de cas des écarts de revenu des régions périphériques. On trouve l'explication dans l'analyse statistique sur laquelle s'appuie l'étude :

4. Tellier (1997) donne une illustration de l'approche topodynamique; on y trouve aussi les références clés. La vision globale de l'auteur se déploie dans Tellier (2009).
5. Six des onze régions examinées par Polèse et Shearmur (2002) se trouvent au Québec : l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, la Gaspésie, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, et deux subdivisions de la région administrative du Bas-Saint-Laurent.

> « De manière générale, il n'existe pas de problème de revenu dans les régions périphériques. Pour des raisons qui ont probablement à voir avec la tendance des chômeurs à migrer vers les régions métropolitaines et avec le niveau souvent élevé des salaires des actifs occupés dans les régions périphériques, les revenus gagnés par travailleur (ou les salaires) sont en fait plus élevés dans certaines régions urbaines de la périphérie que dans celles du centre. En outre, tout indique que le régime de transferts redistribue le revenu des régions riches aux régions pauvres, et que cette fonction redistributive s'est accrue entre 1971 et 1996. » (Shearmur, 2001, p. iv) ».

Les migrations interrégionales au Québec et au Canada sont un phénomène bien connu (Polèse et Shearmur, 2002, chap. 5). Aussi, à mesure que les différences de revenu par habitant stimulent l'émigration à partir des régions plus pauvres, dans un contexte de croissance démographique lente ou même négative, la population tend à se concentrer dans les régions centrales, tandis qu'elle diminue dans les régions périphériques.

Dans cet article, nous examinons de tout autres données qui montrent néanmoins que les tendances lourdes identifiées par Polèse et Shearmur (2002) continuent de s'affirmer, du moins au Québec. Nous utilisons les estimations, par l'Institut de la statistique du Québec, du PIB et du revenu personnel des régions du Québec pour illustrer la poursuite du mouvement de concentration relative identifié par Polèse et Shearmur (2002). Les données que nous analysons sont celles de la période 1997-2010. Bien que les estimations du PIB des régions pour 2011 soient disponibles, celles du revenu personnel ne le sont pas. Car le concept de revenu personnel dans le Système de comptabilité nationale du Canada (SCNC) de 1997 a cédé la place à celui de revenu disponible des ménages dans le SCNC de 2012 et, au moment d'écrire cet article, les données de revenu personnel s'arrêtent en 2010, alors que les données rétrospectives de revenu disponible des ménages ne remontent provisoirement qu'à 2007.

Un découpage géographique aux fins d'analyse économique

Le Québec est divisé en 17 régions administratives (RA). Il y a aussi 21 Conférences régionales des élus (CRÉ), qui réunissent les maires et les préfets d'une région. Les limites de 15 des 17 RA coïncident avec celles d'un territoire de CRÉ, mais 2 des RA contiennent 3 territoires de CRÉ chacune. Le Québec compte en outre 6 régions métropolitaines de recensement (RMR). Deux des 17 RA, Laval et Montréal, sont enclavées dans la RMR de Montréal, tandis que 7 autres sont à cheval sur les limites d'une RMR. Enfin, l'une des RMR, Gatineau, fait partie de la RMR d'Ottawa-Gatineau qui s'étend des deux côtés de la frontière Ontario-Québec. L'Institut de la statistique du Québec publie des données sur la population, le PIB et le revenu personnel pour les 6 RMR, les 17 RA et les trois territoires de CRÉ de la Montérégie. C'est sur ces données que s'appuie notre analyse de l'évolution récente de la géographie économique du Québec.

Statistique Canada définit une RMR comme un « territoire formé d'une ou de plusieurs municipalités voisines les unes des autres qui sont situées autour d'un grand noyau urbain. Une région métropolitaine de recensement doit avoir une population d'au moins 100 000 habitants et le noyau urbain doit compter au moins 50 000 habitants [...]. Pour être incluses dans une RMR ou une agglomération de recensement, les autres municipalités adjacentes doivent avoir un degré d'intégration élevé avec la région urbaine centrale, lequel est déterminé par le pourcentage de navetteurs établi d'après les données du recensement sur le lieu de travail ».[6]

Tandis que le concept de RMR est économiquement significatif, les 17 régions administratives (RA) du Québec ont été définies à d'autres fins. Aussi, pour analyser l'évolution de la géographie économique, nous avons défini 16 régions, que nous appellerons des « régions analytiques ». Celles-ci sont définies de telle manière que leur population, leur PIB ou le revenu personnel de leurs habitants peuvent se calculer par addition ou soustraction des données relatives aux RA et aux RMR.

6. [En ligne]. [http://www.statcan.gc.ca/pub/93-600-x/2010000/definitions-fra.htm] (Consulté le 16 avril 2013).

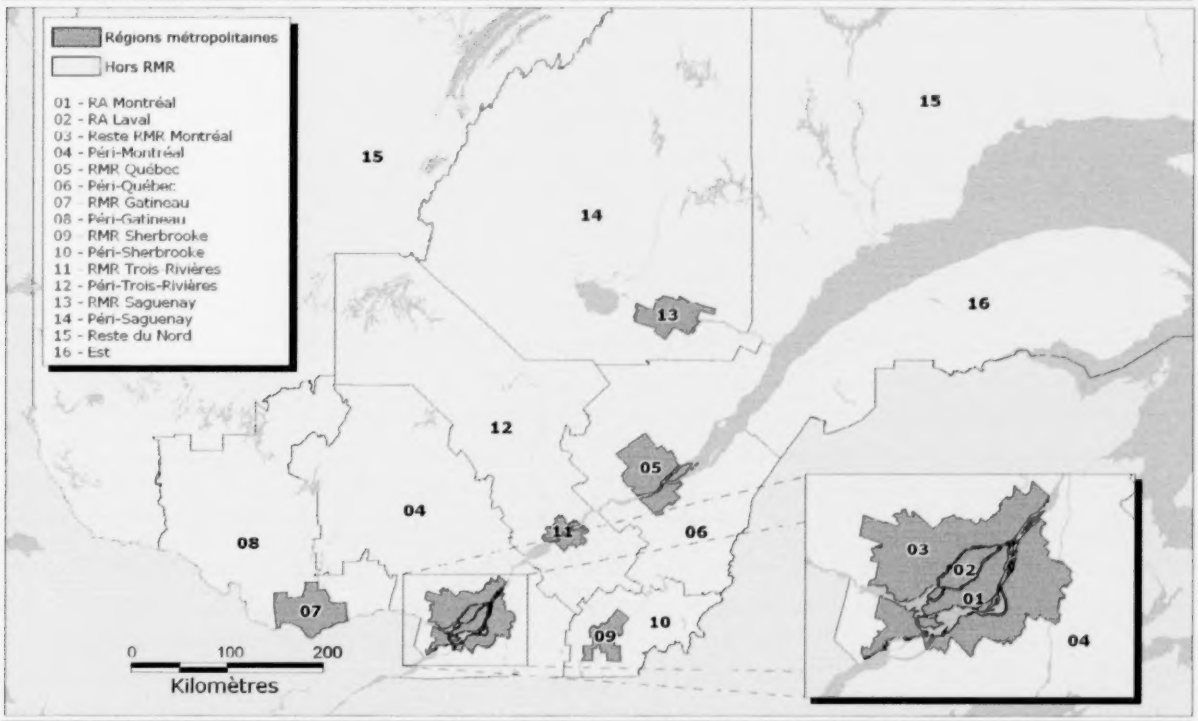
Tableau 1.1

Définition des régions analytiques

Région analytique	Description	Région analytique	Description
01 RA Montréal	RA Montréal	09 RMR Sherbrooke	RMR Sherbrooke
02 RA Laval	RA Laval	10 Péri-Sherbrooke	RA Estrie – RMR Sherbrooke
03 Reste RMR Montréal	RMR Montréal – (RA Montréal + RA Laval)	11 RMR Trois-Rivières	RMR Trois-Rivières
04 Péri-Montréal	(RA Laurentides + RA Lanaudière + RA Montérégie) – Reste RMR Montréal	12 Péri-Trois-Rivières	(RA Mauricie + RA Centre-du-Québec) – RMR Trois-Rivières
05 RMR Québec	RMR Québec	13 RMR Saguenay	RMR Saguenay
06 Péri-Québec	(RA Chaudière-Appalaches + RA Capitale-Nationale) – RMR Québec	14 Péri-Saguenay	RA Saguenay–Lac-Saint-Jean – RMR Saguenay
07 RMR Gatineau	partie de la RMR Ottawa-Gatineau en territoire québécois	15 Reste-du-Nord	RA Abitibi-Témiscamingue + RA Nord-du-Québec + RA Côte-Nord
08 Péri-Gatineau	RA Outaouais – RMR Gatineau	16 Est	RA Bas-Saint-Laurent + RA Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Carte 1.2

Régions analytiques du Québec



Sources : INRS (Laboratoire d'Analyse Spatiale et d'Économie Régionale); ministère des Ressources naturelles; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Chacune des six RMR constitue une région analytique, sauf pour la RMR de Montréal, qui est subdivisée en trois, un raffinement qui est rendu possible du fait que les RA de Montréal et de Laval sont englobées dans la RMR. Six autres régions analytiques dites « péri-métropolitaines » sont constituées des parties hors RMR de la ou des RA, dont une partie du territoire est commun avec la RMR. Enfin, nous avons défini deux régions périphériques, Reste du Nord et Est. Dans certains cas, les limites des RA entourant une RMR s'étendent très loin; tel est le cas, par exemple, de la région péri-métropolitaine de la RMR de Saguenay, dont la plus grande partie pourrait être attribuée à la région périphérique Reste du Nord. Bien que cela puisse être vu comme une faiblesse de l'approche, son impact est atténué du fait que la densité de la population et des activités économiques est

généralement faible dans les parties éloignées des RA, de sorte que la limite de l'écoumène réel est plus rapprochée de la RMR. La carte 1.2 montre les limites des régions analytiques et le tableau 1.1 donne leur définition en termes d'addition et de soustraction de données des RA et des RMR.

Rappelons enfin que la délimitation des RMR est révisée à chaque recensement quinquennal. La RMR de Sherbrooke, en particulier, s'est agrandie considérablement en 2006. Il s'ensuit qu'il y a des bris dans les séries chronologiques du PIB et du revenu personnel par RMR. Heureusement, il existe des données de population par RMR selon la délimitation de 2006 pour toute la période 1997-2010. Cela a permis d'appliquer une correction approximative au PIB et au revenu personnel par RMR pour les années 1997-2005, en calculant les chiffres par habitant, puis en les multipliant par la population selon la délimitation de 2006. L'hypothèse sous-jacente est évidemment que, dans les zones qui sont contiguës à une RMR selon la délimitation de 1996 ou 2001 et qui sont incluses dans la RMR à partir de 2006, les valeurs par habitant sont les mêmes qu'à l'intérieur de la RMR. Cette reconstruction des données a éliminé la plus grande partie des irrégularités dans les séries.

La définition des régions analytiques a été élaborée sous la contrainte du découpage géographique selon lequel sont publiées les données de PIB. L'objectif poursuivi était néanmoins d'organiser ces données d'une manière qui soit aussi cohérente que possible avec les notions de centre et de périphérie. Nous avons fait appel à l'indice de potentiel de marché ACCÈS (Laurin, 2012)[7] pour faire une première évaluation de la pertinence du découpage proposé. Un indice de potentiel de marché mesure l'ampleur des marchés auxquels on peut avoir accès pour écouler la production à partir d'un emplacement géographique donné, compte tenu de l'éloignement de chaque marché. On peut donc utiliser le potentiel de marché pour évaluer la position d'une région le long du continuum centre-périphérie.

La formule générale de calcul d'un indice de potentiel de marché est :

$$\text{Potentiel de marché de la région } j = \sum_{k} \frac{\text{Taille du marché } k}{(\text{Distance entre } k \text{ et } j)}$$

où le paramètre *a* détermine l'ampleur de l'effet dissuasif de la distance. Laurin (2012) construit l'indice ACCÈS pour chaque MRC au Québec au moyen de distances routières; la taille du marché est mesurée par le revenu personnel disponible. L'auteur présente deux versions de son indice : la première mesure le potentiel de marché au Québec, tandis que la seconde tient compte des marchés de l'Ontario et des États-Unis à l'est de Chicago et au nord de Nashville. Dans le contexte de l'ALENA, il est clair que l'indice $\text{ACCÈS}_{\text{Amérique}}$ est le plus pertinent, puisqu'il tient compte des possibilités d'exportation.

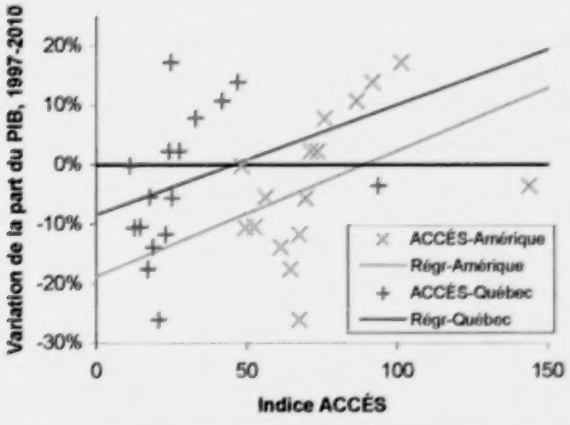
Nous avons calculé l'indice moyen pondéré des MRC comprises dans chacune des régions analytiques. Le poids attribué à chaque MRC est proportionnel à son revenu personnel disponible de 2010, ce qui est cohérent avec la définition de l'indice ACCÈS. Dans le cas de MRC dont une partie se trouve en région métropolitaine et une autre hors RMR, le poids de la MRC a été réparti au pro rata de la population. La figure 1.1 montre la variation relative de la part du PIB des régions analytiques en regard de la valeur des deux indices ACCÈS.

Les lignes de la figure 1.1 sont les droites de régression. Le coefficient de détermination multiple R^2 est de 17,8 % avec l'indice $\text{ACCÈS}_{\text{Amérique}}$ et de 9,7 % avec $\text{ACCÈS}_{\text{Québec}}$. Mais la relation est brouillée par la présence de l'observation excentrique que constitue la RA de Montréal (à l'extrême droite de chacun des deux nuages de points). Quand on écarte la RA de Montréal (figure 1.2), les R^2 montent à 47,9 % avec $\text{ACCÈS}_{\text{Amérique}}$ et à 41,9 % avec $\text{ACCÈS}_{\text{Québec}}$. Le découpage géographique selon nos régions analytiques semble donc économiquement significatif : il fait ressortir que les régions qui sont plus périphériques selon leur potentiel de marché moyen pondéré (indice ACCÈS relativement faible) sont aussi celles dont la part du PIB diminue.

7. Basé sur Harris (1954).

Figure 1.1

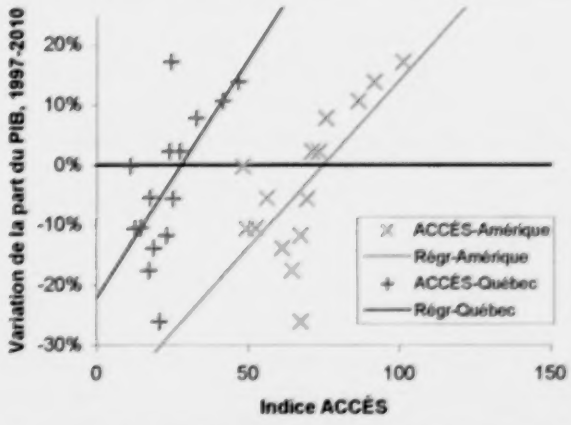
Variation des parts du PIB et indice ACCÈS du potentiel de marché avec RA Montréal



Source : Calcul de l'auteur à partir du tableau 1.7 et des données gracieusement fournies ar le professeur Frédéric Laurin sur les indices ACCÈS de potentiel de marrché par MRC.

Figure 1.2

Variation des parts du PIB et indice ACCÈS du potentiel de marché sans RA Monteréal



Source : Calcul de l'auteur à partir du tableau 1.7 et des données gracieusement fournies ar le professeur Frédéric Laurin sur les indices ACCÈS de potentiel de marrché par MRC.

Évolution de la répartition spatiale de la population, de la production et du revenu

Le tableau 1.2 résume l'évolution récente de la géographie économique du Québec. Il montre le taux de croissance cumulée de la population, du PIB et du revenu personnel des régions analytiques de 1997 à 2010. Les chiffres du PIB ont été dégonflés au moyen de l'indice implicite des prix du produit intérieur brut du Québec, et ceux du revenu personnel (RP) au moyen de l'indice implicite des dépenses personnelles en biens et services de consommation pour le Québec. On note que le PIB et le RP ont augmenté beaucoup plus rapidement que la population, et que la variabilité des taux de croissance entre les régions est plus forte pour le PIB et le RP que pour la population. Il est cependant difficile de voir à l'œil nu si l'évolution de la population va de pair avec celle du PIB et du RP. En d'autres mots, le PIB par habitant et le RP par habitant des régions sont-ils à peu près constants relativement à ceux de l'ensemble du Québec? La réponse à cette question fournit une indication quant à l'évolution du bien-être dans les régions et de la capacité des régions à générer du revenu par la production. Par ailleurs, l'évolution des régions semble-t-elle influencée par une logique centre-périphérie?

Tableau 1.5

Croissance de la population, du PIB et du revenu personnel, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2010

Régions analytiques	Population	PIB ($ constants)	Revenu personnel ($ constants)
	%		
01 RA Montréal	8,2	31,5	29,4
02 RA Laval	17,8	55,3	44,6
03 Reste RMR	18,5	50,9	53,7
04 Péri-Montréal	11,0	39,4	47,7
05 RMR Québec	9,2	47,0	45,2
06 Péri-Québec	0,5	17,4	31,5
07 RMR Gatineau	19,1	59,8	72,7
08 Péri-Gatineau	0,9	12,4	33,4
09 RMR Sherbrooke	13,0	39,4	41,0
10 Péri-Sherbrooke	2,2	0,8	26,3
11 RMR Trois-Rivières	3,0	28,7	35,6
12 Péri-Trois-Rivières	1,6	20,3	29,7
13 RMR Saguenay	– 6,0	26,9	30,3
14 Péri-Saguenay	– 6,4	22,0	24,9
15 Reste-du-Nord	– 5,7	36,1	35,1
16 Est	– 6,7	21,8	28,9
Ensemble du Québec	**8,7**	**36,3**	**40,3**

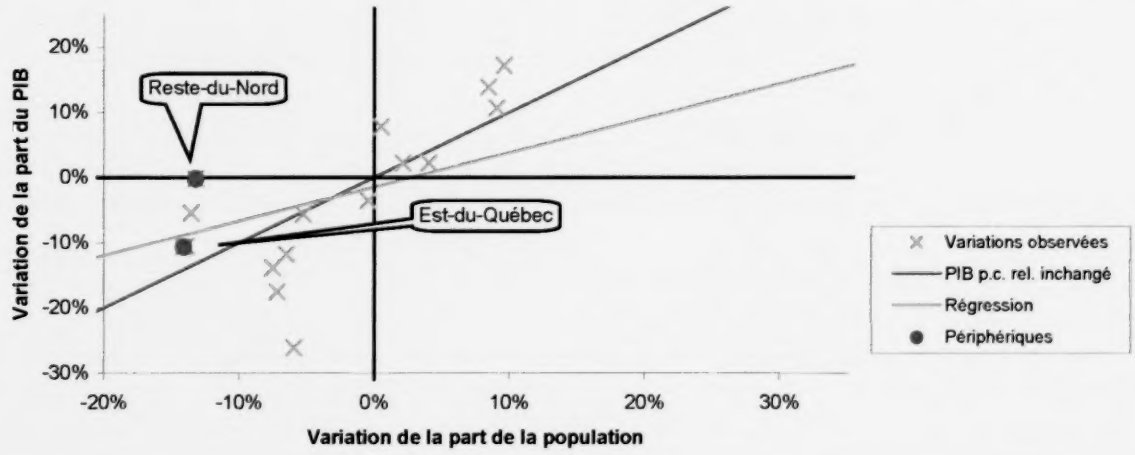
Note : Les indices des prix utilisés sont pour le PIB : l'indice implicite (CANSIM 384-0013) et pour le revenu personnel : l'indice implicite des dépenses personnelles en biens et services de consommation (CANSIM 384-0036)

Source : Tabeaux 1.6, 1.7 et 1.8.

Nous examinons ces questions sous l'angle de l'évolution des parts des régions analytiques dans l'ensemble du Québec. Plus précisément, nous comparons les régions du point de vue des variations relatives[8] de leurs parts de la population du Québec, de son PIB et du revenu personnel, sur la période 1997-2010 (voir plus loin le tableau 1.3). La figure 1.3 montre les variations relatives des parts du PIB et de la population et la figure 1.4, celles des parts du revenu personnel et de la population.

Figure 1.3

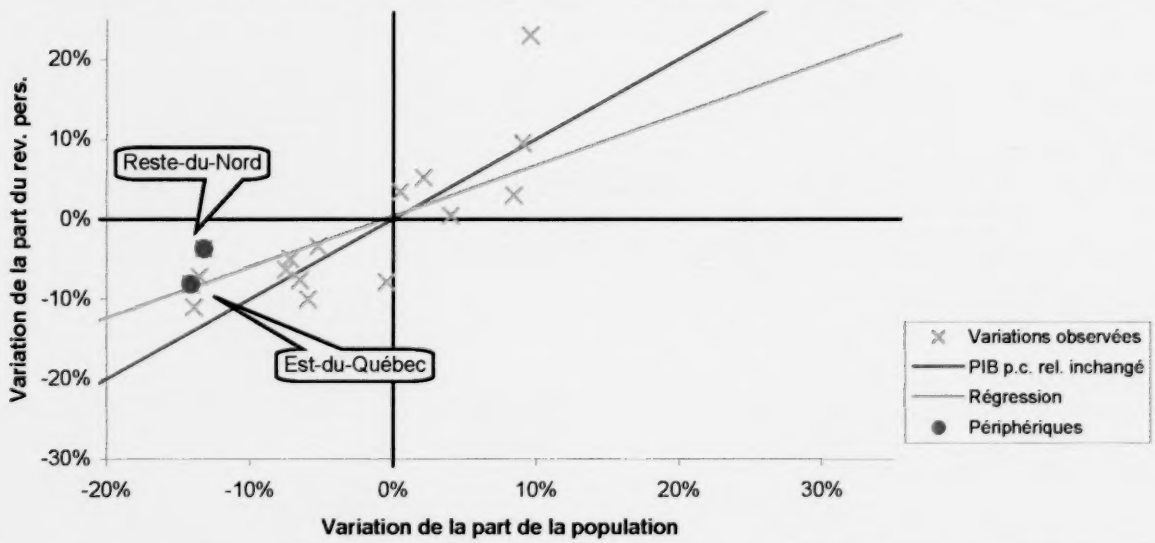
Variation des parts des régions périphériques, PIB et population, 1997-2010



Source : Tableau 1.2.

Figure 1.4

Variation des parts des régions périphériques, revenu personnel et population, 1997-2010



Source : Tableau 1.2.

8. $\frac{\text{Part de la région en 2010} - \text{part de la région en 1997}}{\text{Part de la région en 1997}}$

Chaque région analytique est représentée par un « X ». La première chose que l'on constate est que les régions sont toutes situées, soit dans le quadrant nord-est, soit dans le quadrant sud-ouest du graphique : les parts du PIBm, de la population et du revenu personnel d'une région augmentent ou diminuent ensemble. On voit aussi à l'œil nu que l'écart type des changements de parts du PIB est supérieur à celle du revenu personnel et de la population (les écarts types sont de 11,53 points de pourcentage pour le PIB, de 8,57 pour le revenu personnel et de 8,09 pour la population).

Le long de la droite à 45° (trait bleu), la variation de la part de la population est égale à celle de la part du PIB ou du revenu personnel. Autrement dit, pour les régions qui se situent sur cette ligne, le PIB par habitant ou le revenu personnel par habitant demeure constant par rapport à celui du Québec dans son ensemble. La ligne verte est la droite de régression de la variation de la part du PIB ou du revenu personnel sur la variation de la part de la population[9].

Régions périphériques

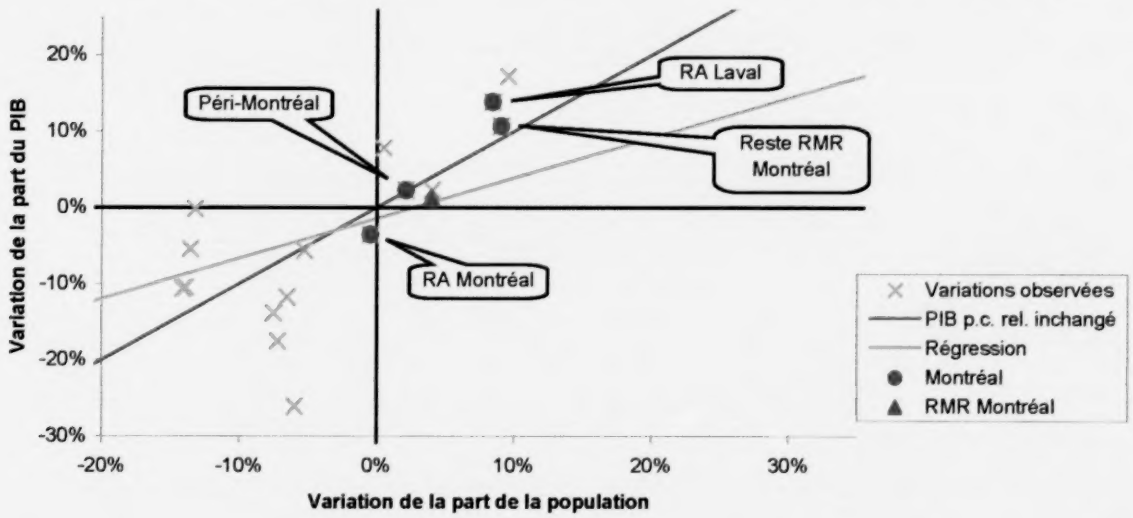
Les deux régions mises en évidence dans les figures 1.3 et 1.4 (pastilles bleues) sont les régions périphériques Est et Reste du Nord. Avec la RMR de Saguenay et sa région péri-métropolitaine, ce sont celles qui voient leur part de la population décliner le plus rapidement. Par contre, elles sont toutes deux situées au-dessus de la diagonale, ce qui indique que le PIB par habitant et le revenu personnel par habitant y augmentent en termes relatifs. Cela est plus prononcé dans le Reste du Nord, sans doute à cause du boom minier et des grands chantiers hydroélectriques.

Montréal

Les figures 1.5 et 1.6 sont identiques aux figures 1.3 et 1.4, sauf que ce sont les régions analytiques de Montréal et des alentours qui sont mises en évidence (pastilles bleues).

Figure 1.5

Variation des parts à l'intérieur de la RMR de Montréal et aux alentours, PIB et population, 1997-2010

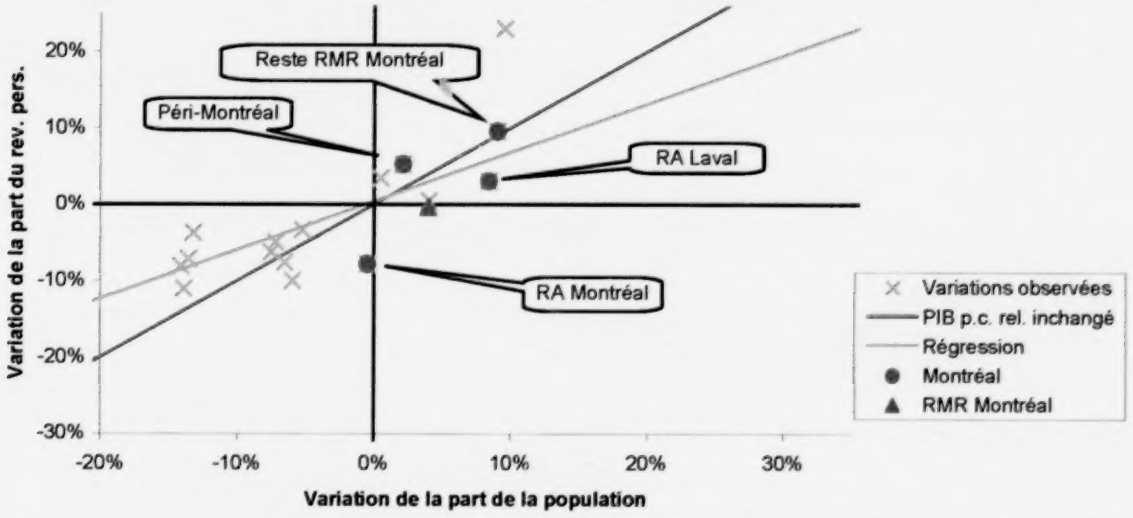


Source : Tableau 1.2.

9. Bien qu'il faille être prudent, compte tenu du petit nombre d'observations (16), le R^2 est de 37,1% pour le PIB et de 68,1% pour le RP.

Figure 1.6

Variation des parts à l'intérieur de la RMR de Montréal et aux alentours, revenu personnel et population, 1997-2010



Source : Tableau 1.2.

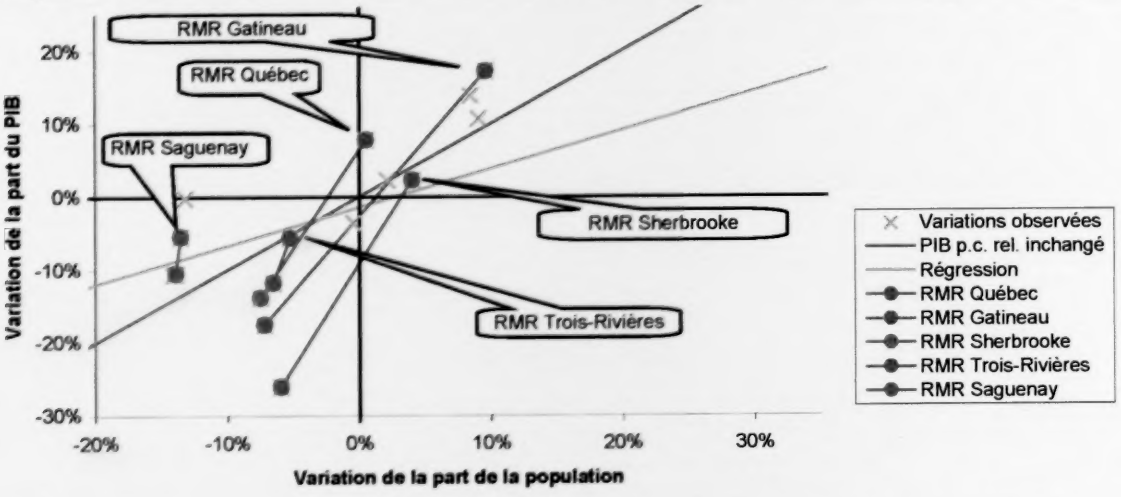
Le triangle bleu représente la RMR dans son ensemble, constituée de la RA de Montréal, de la RA de Laval et du reste de la RMR. Des quatre régions analytiques, seule la RA de Montréal se situe dans le quadrant sud-ouest; sa part de la population décroît à peine, tandis que sa part du PIB et celle du revenu personnel diminuent : le PIB par habitant et le RP par habitant de la RA de Montréal diminuent par rapport à ceux du Québec dans son ensemble. Dans la RA de Laval, le PIB par habitant augmente par rapport à l'ensemble du Québec (RA Laval est au-dessus de la diagonale), tandis que le revenu personnel par habitant relatif diminue (RA Laval est en dessous de la diagonale). En somme, on constate une déconcentration au sein de la RMR de Montréal au détriment de l'Île de Montréal, qui coïncide avec la RA du même nom. Ce mouvement de déconcentration déborde quelque peu sur la région péri-métropolitaine.

Les autres RMR et régions péri-métropolitaines

Les figures 1.7 et 1.8 montrent l'évolution des autres régions métropolitaines et des régions péri-métropolitaines correspondantes. Chaque RMR est reliée par un trait à sa région péri-métropolitaine.

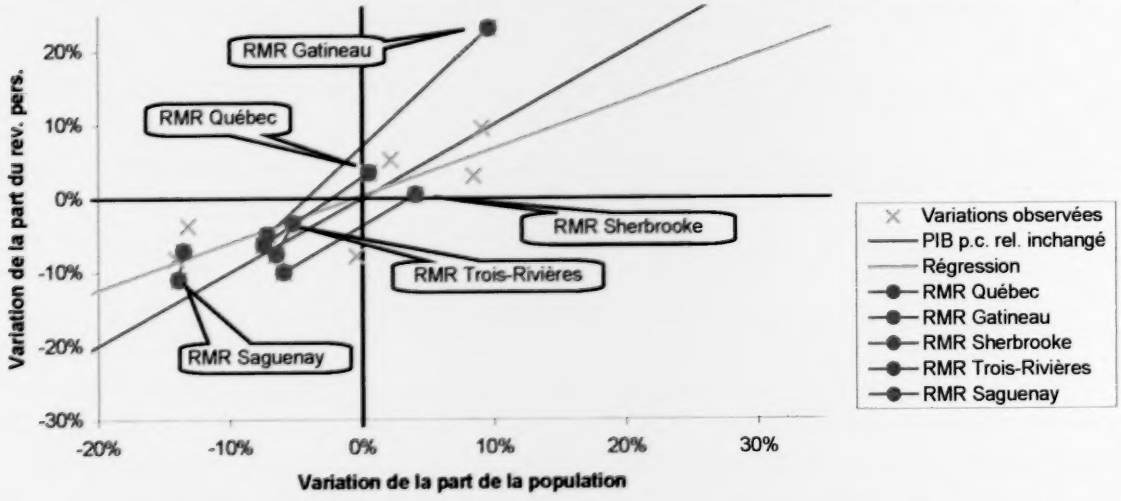
Il est remarquable de constater que toutes les régions péri-métropolitaines sont dans le quadrant sud-ouest : elles perdent des parts de PIB, de revenu personnel et de population. Deux des RMR, Saguenay et Trois-Rivières, sont dans la même situation, mais dans les deux cas, la région péri-métropolitaine correspondante en perd encore davantage. On constate aussi que, non seulement les régions péri-métropolitaines associées aux RMR avec des parts croissantes sont dans le quadrant négatif, mais leurs parts du PIB diminue davantage que celles de Péri-Saguenay et Péri-Trois-Rivières. Cela pourrait suggérer l'hypothèse que les résidants des régions autour des RMR dynamiques hors Montréal font de plus en plus la navette vers un emploi situé sur le territoire de la RMR, et que ces régions péri-métropolitaines évoluent vers le statut de région-dortoir. En résumé, en dehors de Montréal et de ses environs, on assiste à un mouvement de concentration vers les RMR de Québec et Gatineau et, à un moindre degré, de Sherbrooke.

Figure 1.7
Variation des parts des RMR et des régions péri-métropolitaines, PIB et population, 1997-2010



Source : Tableau 1.2.

Figure 1.8
Variation des parts des RMR et des régions péri-métropolitaines, revenu personnel et population, 1997-2010



Source : Tableau 1.2.

Tableau 1.2

Parts de la population, du PIB et du revenu personnel, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2010

	Part de la population		Changement proportionnel (%) 1997-2010	Part du PIB		Changement proportionnel (%) 1997-2010	Part du revenu personnel		Changement proportionnel (%) 1997-2010
	1997 (%)	2010 (%)		1997 (%)	2010 (%)		1997 (%)	2010 (%)	
Montréal RMR+péri	58,5	60,7	3,6	62,2	63,1	1,4	61,9	62,2	0,6
RMR Montréal	47,1	48,9	4,0	53,0	53,6	1,2	51,5	51,3	– 0,3
01 RA Montréal	24,7	24,6	– 0,5	36,0	34,8	– 3,5	27,4	25,3	– 7,8
02 RA Laval	4,6	5,0	8,4	3,6	4,1	13,9	5,0	5,1	3,0
03 Reste RMR Mtl	17,7	19,3	9,0	13,3	14,7	10,7	19,1	20,9	9,6
04 Péri-Montréal	11,5	11,7	2,1	9,3	9,5	2,3	10,4	10,9	5,2
Autres régions métropolitaines	19,6	19,7	0,4	19,0	20,1	5,7	19,4	20,3	4,8
Hors RMR	33,4	31,4	– 5,9	28,1	26,3	– 6,2	29,1	28,4	– 2,6
Hors RMR sauf péri-Montréal	21,9	19,7	– 10,1	18,8	16,9	– 10,3	18,8	17,5	– 7,0
Régions périphériques	10,2	8,8	– 13,7	9,2	8,7	– 5,3	8,8	8,2	– 6,7
05 RMR Québec	9,5	9,5	0,5	10,0	10,7	7,8	9,9	10,3	3,5
06 Péri-Québec	4,7	4,3	– 7,5	3,8	3,3	– 13,9	4,0	3,8	– 6,3
07 RMR Gatineau	3,5	3,9	9,6	2,8	3,3	17,2	3,4	4,1	23,0
08 Péri-Gatineau	0,8	0,7	– 7,2	0,5	0,4	– 17,6	0,6	0,6	– 4,9
09 RMR Sherbrooke	2,4	2,5	4,0	2,1	2,2	2,3	2,3	2,3	0,5
10 Péri-Sherbrooke	1,5	1,4	– 6,0	1,4	1,1	– 26,1	1,3	1,2	– 10,0
11 RMR Trois-Rivières	2,0	1,9	– 5,2	2,0	1,9	– 5,6	1,8	1,7	– 3,4
12 Péri-Trois-Rivières	4,7	4,4	– 6,5	3,9	3,4	– 11,8	4,1	3,8	– 7,6
13 RMR Saguenay	2,2	1,9	– 13,5	2,1	2,0	– 5,5	2,0	1,8	– 7,1
14 Péri-Saguenay	1,8	1,5	– 13,9	1,3	1,2	– 10,5	1,5	1,3	– 11,0
15 Reste du Nord	4,1	3,6	– 13,2	4,6	4,6	– 0,2	3,9	3,7	– 3,7
16 Est	4,3	3,7	– 14,1	3,2	2,8	– 10,6	3,4	3,1	– 8,1
Ensemble du Québec	**100,0**	**100,0**		**100,0**	**100,0**		**100,0**	**100,0**	

Source : Tableaux 1.6, 1.7 et 1.8.

Analyse structurelle-résiduelle de la croissance du produit intérieur brut selon l'industrie

Le PIB régional est la somme du PIB par industrie. Nous allons donc utiliser les estimations du PIB par industrie pour examiner de plus près l'évolution des parts des régions dans le PIB du Québec. La variation en pourcentage, entre 1997 et 2010, de la part d'une région peut s'écrire sous la forme suivante :

$$100 * \left(\frac{\left(x_{i,2010}/X_{2010}\right)}{\left(x_{i,1997}/X_{1997}\right)} - 1 \right) = 100 * \left(\frac{\left(x_{i,2010}/x_{i,1997}\right)}{\left(X_{2010}/X_{1997}\right)} - 1 \right) = 100 * \left(\frac{\left(x_{i,2010}/x_{i,1997}\right) - \left(X_{2010}/X_{1997}\right)}{\left(X_{2010}/X_{1997}\right)} \right)$$

où x_{it} est le PIB de la région i à l'année t et X_t est le PIB du Québec dans son ensemble. Le numérateur du rapport à l'extrême droite de l'expression ci-dessus est le taux de croissance différentiel de la région :

$$100 * \left(x_{i,2010}/x_{i,1997}\right) - \left(X_{2010}/X_{1997}\right) = 100 * \left[\left(x_{i,2010}/x_{i,1997}\right) - 1\right] - 100 * \left[\left(X_{2010}/X_{1997}\right) - 1\right]$$

Nous allons appliquer la technique de l'analyse structurelle-résiduelle (connue sous le nom de shift-share en anglais) au PIB par industrie afin de décomposer la croissance différentielle du PIB en deux composantes, traditionnellement appelées « croissance structurelle » et « croissance résiduelle ». La croissance structurelle, qui peut être positive ou négative, est définie comme le supplément ou la perte de croissance qu'aurait connu la région si chacune de ses industries avait crû au même taux que l'industrie correspondante à l'échelle nationale (ici, à l'échelle du Québec dans son ensemble).

Il faut reconnaître d'emblée que l'analyse structurelle-résiduelle comporte de nombreuses faiblesses. Sa principale limite est que l'ampleur de la croissance structurelle dépend de la classification industrielle et qu'il est impossible de déterminer dans quelle direction les résultats sont biaisés par l'utilisation d'une classification moins détaillée par rapport à une classification plus fine. Il faut aussi garder à l'esprit que le calcul de la composante structurelle dépend du choix de l'année de base, un peu comme c'est le cas d'un indice de prix de Laspeyres; si, pour une raison quelconque, la composition industrielle de l'année de base n'est pas représentative de la structure économique à long terme d'une région, alors le calcul de la composante structurelle ne représente pas adéquatement l'effet de cette structure sur la croissance régionale. En outre, les décompositions structurelles-résiduelles de la croissance sur plusieurs sous-périodes consécutives ne sont pas additives : la somme des décompositions des sous-périodes n'est pas la décomposition de la période dans son ensemble, puisque le mixte industriel de l'année de base est différent pour chaque sous-période. Compte tenu de ces limites, il n'est absolument pas justifié d'interpréter la composante résiduelle comme une indication de la compétitivité de la région.

C'est donc avec toute la prudence requise que nous appliquons l'analyse structurelle-résiduelle pour éclairer la question suivante : au niveau de détail industriel disponible, est-il possible d'identifier des industries ou groupes d'industries dont le taux de croissance relativement élevé ou faible à l'échelle du Québec ait pu influencer la croissance régionale?

Mais auparavant, il faut résoudre deux défis méthodologiques. Le premier a trait aux modifications des limites des RMR déjà mentionnées. Pour l'ensemble des industries, nous avons estimé le PIB et le RP des RMR définies selon les limites de 2006, en ajustant les chiffres au pro rata de la population selon les différentes délimitations. Il ne serait pas approprié de faire un ajustement semblable à l'échelle des industries individuellement. À la place, la solution retenue a été d'estimer l'effet des modifications des limites de RMR sur le PIB global de la région, en prenant simplement le rapport en 2005 du PIB selon les limites de 2006 sur le PIB en fonction des limites de 2001. Dans l'analyse structurelle-résiduelle, cet « effet de modification de limites » a été soustrait de la composante résiduelle. Aucun ajustement n'a été fait en 2000 pour les modifications de limites de 2001, parce que ces modifications étaient mineures.

L'autre défi est posé par les conséquences des règles de divulgation. Dans la diffusion de données, l'ISQ applique les règles de Statistique Canada dites « règles de Duffett »[10]. Ces règles sont conçues pour empêcher la divulgation de renseignements obtenus en vertu de la Loi de la statistique qui concernent des individus, personnes ou organisations (les données confidentielles sont représentées par un « X » dans le tableau 1.9). Sauf pour les grands groupes d'industries comme Fabrication, il n'y a guère d'industrie qui ne soit confidentielle pour au moins une région. En conséquence, si l'on devait regrouper toutes les industries dont les chiffres sont confidentiels pour une région, l'analyse ne pourrait être menée qu'à un niveau d'agrégation très grossier.

Afin de pouvoir utiliser toute l'information disponible, nous avons créé quatre industries résiduelles pour chaque région analytique :

- Agriculture, etc., non déterminé (données confidentielles)
- Extraction minière, services publics et construction, non déterminé (données confidentielles)
- Fabrication, non déterminé (données confidentielles)
- Services, non déterminé (données confidentielles)

10. Du nom de Walter Duffett, qui était statisticien en chef au début des années 1970, quand ces règles ont été adoptées. En ce qui concerne l'Institut, l'obligation de confidentialité à l'égard des renseignements qu'il recueille est prescrite à l'Institut par la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13.011).

Le PIB de ces industries résiduelles a été obtenu en soustrayant les données des industries individuelles connues du chiffre du grand groupe correspondant. Or, comme nous l'avons mentionné, le schème de divulgation n'est pas le même d'une région à l'autre, ce qui implique que la composition des industries résiduelles varie d'une région à l'autre. Donc, dans l'estimation de la composante structurelle associée à une industrie résiduelle, le taux de croissance de cette industrie à l'échelle du Québec dans son ensemble est calculé séparément pour chaque région.

Le tableau 1.4 résume les résultats de l'analyse structurelle-résiduelle. Dans ce tableau, la somme des composantes des colonnes 4, 5 et 6 est égale au taux de croissance différentielle de la colonne 3. Dans les colonnes 7, 8 et 9, les composantes des colonnes 4, 5 et 6 sont exprimées en pourcentage du total de la croissance différentielle (la somme des parts est de 100 % ou de – 100 %, selon que la croissance différentielle est positive ou négative).

On remarque tout d'abord que l'effet des modifications des limites de RMR (colonne 5) a en effet été assez substantiel pour la RMR de Sherbrooke et ses alentours. Ailleurs, cela a surtout eu un effet négatif sur les régions péri-métropolitaines, à cause du transfert à la RMR de territoires à forte densité d'activité économique.

Notre attention se porte principalement sur la composante structurelle (colonne 4). On remarque que celle-ci est négative ou insignifiante pour la plupart des régions sauf pour la partie de la RMR de Montréal qui se trouve en dehors de l'Île (hors RA de Montréal), ainsi que pour les deux centres administratifs et politiques que sont les RMR de Gatineau et de Québec. La composante structurelle est également positive pour la région périphérique Reste du Nord; le tableau 1.4 révèle que cela est surtout associé aux industries du groupe de l'extraction minière, des services publics et de la construction.

Tableau 1.3

Analyse structurelle-résiduelle de la croissance régionale, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2010

	Croissance totale = Québec + différentielle			Composantes de la croissance différentielle			... en % de la croissance différentielle*		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
	Croissance totale	Croissance Québec dans son ensemble	Croissance différentielle	Composante structurelle	Effet des modif. de limites de RMR	Composante résiduelle	Composante structurelle	Effet des modif. de limites de RMR	Composante résiduelle
01 RA Montréal	65,4%	71,5%	– 6,1%	– 0,2%	0,0%	– 5,9%	– 3,2%	0,0%	– 96,8%
02 RA Laval	95,3%	71,5%	23,8%	7,2%	0,0%	16,6%	30,2%	0,0%	69,8%
03 Reste RMR Montréal	96,1%	71,5%	24,6%	1,1%	4,7%	18,8%	4,7%	19,0%	76,4%
04 Péri-Montréal	67,7%	71,5%	– 3,8%	– 3,9%	– 6,2%	6,3%	– 102,7%	– 164,2%	166,9%
05 RMR Québec	102,5%	71,5%	31,0%	8,4%	1,1%	21,6%	26,9%	3,5%	69,6%
06 Péri-Québec	35,5%	71,5%	– 36,0%	– 1,5%	– 5,8%	– 28,6%	– 4,2%	– 16,2%	– 79,6%
07 RMR Gatineau	85,4%	71,5%	13,9%	7,8%	0,1%	5,9%	56,3%	1,0%	42,7%
08 Péri-Gatineau	46,7%	71,5%	– 24,8%	– 10,2%	– 0,4%	– 14,2%	– 41,3%	– 1,5%	– 57,3%
09 RMR Sherbrooke	96,6%	71,5%	25,1%	0,2%	16,6%	8,3%	0,7%	66,1%	33,2%
10 Péri-Sherbrooke	9,5%	71,5%	– 62,0%	– 19,8%	– 18,7%	– 23,5%	– 31,9%	– 30,2%	– 37,9%
11 RMR Trois-Rivières	58,6%	71,5%	– 12,9%	– 3,0%	– 3,0%	– 6,9%	– 23,5%	– 22,9%	– 53,5%
12 Péri-Trois-Rivières	52,9%	71,5%	– 18,6%	– 7,8%	1,6%	– 12,3%	– 42,2%	8,6%	– 66,5%
13 RMR Saguenay	57,3%	71,5%	– 14,2%	– 4,9%	– 3,9%	– 5,3%	– 34,6%	– 27,7%	– 37,7%
14 Péri-Saguenay	61,1%	71,5%	– 10,4%	– 5,6%	6,5%	– 11,4%	– 53,4%	62,7%	– 109,3%
15 Reste du Nord	71,1%	71,5%	– 0,3%	5,4%	0,0%	– 5,8%	1 551,2%	0,0%	– 1 651,2%
16 Est	53,3%	71,5%	– 18,2%	0,2%	0,0%	– 18,4%	1,2%	0,0%	– 101,2%
Ensemble du Québec	**71,5%**	**71,5%**	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**			

* Les parts des composantes sont multipliées par – 1 quand la croissance différentielle est négative.

Source : Tableau 1.9.

Le tableau 1.5 détaille la composante structurelle selon les grands groupes d'industries. La somme des éléments des colonnes 2, 3, 4 et 5 est égale à la composante structurelle de la croissance régionale de la colonne 1, qui est identique à la colonne 4 du tableau 1.4. Chacune des sous-composantes sectorielles est la somme des contributions d'industries individuelles, au niveau de détail affiché dans le tableau 1.9.

Tableau 1.4

Composante structurelle de la croissance régionale selon les grands groupes d'industries, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2010

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Composante structurelle totale	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	Mines etc., Serv.pub. & Construc.	Fabrication	Secteur des services
01 RA Montréal	– 0,2%	– 0,0%	2,4%	– 12,2%	9,6%
02 RA Laval	7,2%	– 0,1%	4,1%	– 7,7%	10,9%
03 Reste RMR Montréal	1,1%	– 0,2%	4,5%	– 11,6%	8,4%
04 Péri-Montréal	– 3,9%	– 1,0%	3,9%	– 14,3%	7,5%
05 RMR Québec	7,8%	– 0,2%	2,7%	– 5,2%	10,5%
06 Péri-Québec	– 10,2%	– 1,4%	2,6%	– 17,1%	5,6%
07 RMR Gatineau	8,4%	– 0,2%	3,1%	– 4,1%	9,6%
08 Péri-Gatineau	– 1,5%	– 3,0%	5,2%	– 9,2%	5,5%
09 RMR Sherbrooke	0,2%	– 0,2%	2,3%	– 10,8%	8,9%
10 Péri-Sherbrooke	– 19,8%	– 1,2%	2,5%	– 25,4%	4,2%
11 RMR Trois-Rivières	– 3,0%	– 0,2%	6,7%	– 16,0%	6,5%
12 Péri-Trois-Rivières	– 7,8%	– 1,3%	3,3%	– 16,4%	6,5%
13 RMR Saguenay	– 4,9%	– 0,3%	3,6%	– 16,4%	8,2%
14 Péri-Saguenay	– 5,6%	– 1,8%	3,2%	– 14,7%	7,8%
15 Reste du Nord	5,4%	– 0,8%	11,4%	– 10,6%	5,4%
16 Est	0,2%	– 1,7%	3,6%	– 9,0%	7,3%
Ensemble du Québec	**0,0%**	**– 0,4%**	**3,5%**	**– 11,9%**	**8,8%**

Note : Toutes les données dans les tableaux sont le résultat des calculs de l'auteur, à partir de données publiées par l'Institut.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Par définition, la composante structurelle pour l'ensemble du Québec est nulle, parce que la croissance moyenne pondérée des industries est égale à la croissance du PIB global du Québec. Mais pris individuellement, les industries ou groupes d'industries ne croissent pas au même rythme. Ainsi, on peut voir qu'au Québec, comme dans toutes les économies matures, le secteur de la fabrication a crû moins que celui des services. En conséquence, la contribution de la fabrication à la composante structurelle est négative pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, et elle est plus grande (en valeur absolue) dans les régions où se concentre l'industrie manufacturière. À l'inverse, le secteur des services a grossi plus rapidement que l'économie globalement, de sorte que sa contribution est partout positive, et plus forte dans les RMR, où l'économie des services tend à se concentrer. Il est intéressant de constater, à partir des résultats du tableau 1.9, que la contribution des services à la composante structurelle dans les centres administratifs et politiques de Gatineau et de Québec n'est pas principalement associée à la croissance de l'administration publique. À propos du groupe des mines etc., des services publics et de la construction, sa croissance accélérée semblerait due en majeure partie au boom de la construction des dernières années, dans la mesure où permettent de le voir les données non confidentielles du tableau 1.9.

Revenons à la question de départ : oui, il est possible d'identifier des industries ou groupes d'industries dont la croissance relativement rapide ou lente a pu influencer la croissance régionale. Toutefois, le tableau 1.4 montre que la composante résiduelle, inexpliquée, a beaucoup plus de poids que la composante structurelle dans la plupart des cas, même après avoir soustrait l'effet des modifications des limites de RMR en 2006.

En guise de conclusion

Pour examiner l'évolution de la répartition spatiale de la population, de la production et du revenu au Québec, nous avons réorganisé les données pour construire des régions analytiques selon l'approche centre-périphérie. Les données des régions analytiques s'obtiennent par addition ou soustraction des données correspondantes des régions administratives et des régions métropolitaines. Le portrait qui en ressort est assez net.

Comme en témoigne le tableau 1.2, la répartition géographique est demeurée relativement stable au cours de la période 1997-2010. Près de la moitié de la population du Québec se trouve dans la RMR de Montréal et plus de 60 % dans le territoire de la RMR et de sa région péri-métropolitaine. Les parts du PIB et du revenu personnel sont un peu plus élevées. Au cours de la période 1997-2010, on observe cependant un mouvement de déconcentration au sein de la RMR de Montréal, alors que l'Île de Montréal, qui en constitue le cœur, perd 3,5 % de sa part PIB et 7,8 % de sa part du revenu personnel au Québec, tout en maintenant sa part de la population (– 0,5 %). Ailleurs au Québec, seules les RMR de Gatineau et Québec et, à un moindre degré, Sherbrooke accroissent leur part du PIB et du revenu personnel. Les deux premières de ces RMR sont des centres administratifs et politiques; elles se distinguent cependant en ce que la part de population de la RMR de Québec est à peu près stagnante (+ 0,5 %), tandis que celle de Gatineau augmente de 9,6 %. Les parts de toutes les autres régions analytiques diminuent, tant pour ce qui est de la population que du PIB ou du revenu personnel. C'est le cas en particulier des régions traditionnellement considérées comme périphériques (Est et Reste du Nord).

En somme, on observe un mouvement de concentration de la population, du PIB et du revenu personnel vers les quatre plus grandes RMR. Mais à Montréal, il se produit en même temps un mouvement centripète à partir de la RA de Montréal vers le reste de la RMR et la zone péri-métropolitaine.

Dans quelle mesure peut-on associer l'évolution de la distribution géographique de la production à des changements dans la structure industrielle de l'économie? Pour tenter de jeter un peu de lumière sur cette question, nous avons appliqué la technique de l'analyse structurelle-résiduelle au PIB par industrie, de façon à décomposer la croissance différentielle du PIB en composantes structurelle et résiduelle. Nous avons trouvé qu'il est possible d'identifier des industries ou groupes d'industries dont la croissance plus forte ou moins forte que la moyenne a pu influencer la croissance des régions. Cela dit, en général, la composante résiduelle, inexpliquée, de la croissance différentielle est largement prépondérante par rapport à la composante structurelle, même après correction pour l'effet des modifications des limites des RMR.

On peut conclure sans grande surprise que la logique centre-périphérie sous-jacente à l'évolution de la géographie économique ne peut pas se réduire aux changements du mixte industriel de l'économie.

Références

BRAUDEL, Fernand (1979). *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle*, Armand Collin.

CHRISTALLER, Walter (1933). *Die zentralen Orte in Süddeutschland*, Gustav Fisher, Jena.

COFFEY, William J., et Mario POLÈSE (1988). « Locational shifts in Canadian employment, 1971-1981 : Decentralization v. decongestion », *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, 32(3), p. 248-256.

HARRIS, Chauncy D. (1954). « The market as a factor in the localization of industry in the United States », *Annals of the Association of American Geographers*, 44(4), p. 315-348.

HENDERSON, J. Vernon, STOREYGARD, Adam et WEIL, David N. (2012). « Measuring economic growth from outer space », *American Economic Review*, 102(2), pp. 994-1028.

KRUGMAN, Paul (1991). « Increasing returns and economic geography », *Journal of Political Economy*, 99(3), pp. 483-499.

LAURIN, Frédéric (2012). « Géographie économique, éloignement et développement économique au Québec », dans : *Panorama des régions du Québec, édition 2012*, Institut de la statistique du Québec.

LEMELIN, André, MAINGUY, Pierre, BILODEAU, Danielle et AUBÉ, Réjean (2013). « GDP estimates for regions within the Province of Quebec: The changing geography of economic activity », Chapitre II.2 dans Esteban FERNÁNDEZ-VASQUEZ et Fernando RUBIERA-MOROLLÓN, *Rethinking the economic region. New possibilities of regional analysis from data at small scale*, Springer-Verlag Berlin Heidelberg.

LEMELIN, André, MAINGUY, Pierre, BILODEAU, Danielle et AUBÉ, Réjean (2011). *GDP Estimates for Regions within the Province of Quebec: the Changing Geography of Economic Activity*. Coll. «Inédits/Working papers», no 2011-08. Montréal : Institut national de la recherche scientifique, Centre - Urbanisation Culture Société, 55 p. [En ligne]. [http://www.ucs.inrs.ca/sites/default/files/centre_ucs/pdf/Inedit08-11.pdf]

LEMELIN, André, et MAINGUY, Pierre (2012). « Concentración y convergencia en la provincia de Québec, 1997-2006. Nueva evidencia », Chap. 11, pp. 309-342 in: Miguel Ángel Mendoza, Luis Quintana et Normand Asuad, Coordinadores, *Análisis espacial y regional : Crecimiento, concentración económica, desarrollo y espacio*, Facultad de Economía, Universidad Nacional Autónoma de México.

LEMELIN, André, et MAINGUY, Pierre (2009a) *Estimation du produit intérieur brut régional des 17 régions administratives du Québec*, Cahier technique et méthodologique, Institut de la statistique du Québec. [En ligne]. [http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/cptes_econo/pdf2009/estimation_PIB.pdf].

LÖSCH, August (1940). *Die Raümliche Ordnung der Wirtschaft*, Gustav Fisher, Jena.

POLÈSE, Mario, et SHEARMUR, Richard (2002). *La périphérie face à l'économie du savoir. La dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et des provinces de l'Atlantique, Coll. Régions et économie du savoir, Montréal, Institut national de la recherche scientifique* – Centre Urbanisation, Culture et Société et Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional. [En ligne].[http://www.ucs.inrs.ca/ucs/publications/collections/collection-regions-et-economie-du-savoir]

SHEARMUR, Richard, en collaboration avec Mario POLÈSE (2001). *Le développement économique des régions périphériques au Canada, 1971-1996; analyse statistique*, Coll. Régions et économie du savoir, Montréal, Institut national de la recherche scientifique – Centre Urbanisation, Culture et Société et Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional. [En ligne].[http://www.ucs.inrs.ca/ucs/publications/collections/collection-regions-et-economie-du-savoir].

TELLIER, Luc-Normand (1997). « A challenge for regional science : revealing and explaining the global spatial logic of economic development », *Papers in Regional Science*, 76(4), pp. 371-384.

TELLIER, Luc-Normand (2009). *Urban World History. An economic and geographical perspective*, Presses de l'Université du Québec

Tableau 1.6

Population, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2012

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
				n				
01 RA Montréal	1 799 305	1 801 463	1 814 649	1 832 859	1 850 521	1 867 157	1 873 505	1 875 213
02 RA Laval	337 617	339 826	342 605	346 324	350 287	354 804	359 105	363 265
03 Reste RMR Montréal	1 286 674	1 298 768	1 309 453	1 321 066	1 333 281	1 349 311	1 368 832	1 391 137
04 Péri-Montréal	834 276	838 365	841 143	844 607	849 197	855 717	864 644	875 527
05 RMR Québec	689 763	691 482	693 953	697 027	701 268	705 794	709 491	714 841
06 Péri-Québec	341 940	341 868	341 974	341 712	341 129	340 694	340 981	341 345
07 RMR Gatineau	256 748	258 649	260 213	263 268	267 266	271 382	275 768	279 855
08 Péri-Gatineau	57 039	56 896	56 532	55 824	55 668	55 810	56 393	57 020
09 RMR Sherbrooke	174 709	175 728	176 326	177 830	180 037	181 724	183 604	185 389
10 Péri-Sherbrooke	110 000	110 489	110 695	110 896	111 345	111 596	111 914	112 039
11 RMR Trois-Rivières	142 397	142 089	141 876	141 481	140 937	140 697	140 806	141 392
12 Péri-Trois-Rivières	341 230	342 257	342 501	342 034	341 845	341 293	341 259	342 291
13 RMR Saguenay	161 188	160 902	160 061	158 641	157 255	155 959	154 922	154 009
14 Péri-Saguenay	128 483	128 093	127 586	126 870	126 035	124 836	123 656	122 917
15 Reste du Nord	299 401	297 535	294 808	291 097	287 363	284 515	282 947	282 352
16 Est	313 841	311 525	308 875	305 415	302 897	299 787	298 011	297 337
Ensemble du Québec	**7 274 611**	**7 295 935**	**7 323 250**	**7 356 951**	**7 396 331**	**7 441 076**	**7 485 838**	**7 535 929**

	2005	2006	2007[r]	2008[r]	2009[r]	2010[r]	2011[r]	2012[p]
				n				
01 RA Montréal	1 874 398	1 873 608	1 881 923	1 896 110	1 920 906	1 946 304	1 969 707	1 981 672
02 RA Laval	367 756	372 409	378 337	384 447	391 147	397 800	404 094	409 718
03 Reste RMR Montréal	1 413 628	1 439 107	1 461 990	1 484 141	1 504 609	1 524 664	1 544 074	1 566 325
04 Péri-Montréal	886 249	896 086	903 263	910 427	916 978	925 861	932 135	944 007
05 RMR Québec	718 419	724 302	730 848	738 327	745 741	753 296	760 961	769 639
06 Péri-Québec	341 414	341 379	341 256	341 161	342 081	343 743	344 736	346 533
07 RMR Gatineau	284 044	287 046	291 397	296 004	301 151	305 724	310 449	315 617
08 Péri-Gatineau	57 415	57 815	57 223	57 020	56 971	57 535	58 010	56 712
09 RMR Sherbrooke	187 205	188 776	190 623	192 431	194 905	197 499	200 695	203 454
10 Péri-Sherbrooke	112 401	112 241	111 968	112 389	112 269	112 418	112 163	112 033
11 RMR Trois-Rivières	141 765	142 396	143 255	144 457	145 462	146 622	147 657	148 302
12 Péri-Trois-Rivières	343 033	343 848	344 701	345 166	345 846	346 641	347 069	349 972
13 RMR Saguenay	152 991	152 452	151 856	151 780	151 590	151 461	151 394	152 646
14 Péri-Saguenay	122 226	121 664	121 144	120 794	120 555	120 199	119 911	120 363
15 Reste du Nord	281 957	281 697	281 502	281 369	281 762	282 403	283 257	285 393
16 Est	297 010	296 726	295 777	294 495	293 830	292 917	291 677	292 370
Ensemble du Québec	**7 581 911**	**7 631 552**	**7 687 063**	**7 750 518**	**7 825 803**	**7 905 087**	**7 977 989**	**8 054 756**

Note : Toutes les données dans les tableaux sont le résultat des calculs de l'auteur, à partir de données publiées par l'Institut.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2013), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.7

PIB, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2011

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
				k$				
01 RA Montréal	63 106 448	66 743 932	71 967 144	77 494 746	79 795 660	81 718 445	83 306 883	88 269 286
02 RA Laval	6 376 520	6 645 796	7 066 927	7 575 062	8 050 341	8 455 011	8 879 907	9 471 761
03 Reste RMR Montréal	23 247 476	24 170 115	26 405 072	28 035 114	29 434 599	31 261 270	33 022 923	34 405 667
04 Péri-Montréal	16 230 254	16 537 532	18 029 847	19 094 491	19 638 385	20 581 660	21 769 532	22 922 569
05 RMR Québec	17 453 879	17 895 635	18 946 228	20 121 653	21 190 943	22 181 458	23 965 078	24 630 109
06 Péri-Québec	6 737 770	7 101 836	7 760 123	8 224 871	8 386 172	8 650 339	8 942 337	9 229 135
07 RMR Gatineau	4 866 433	5 054 495	5 343 176	5 872 345	6 199 928	6 734 968	7 042 224	7 256 713
08 Péri-Gatineau	848 661	904 648	933 363	982 988	1 007 665	1 023 152	1 058 121	1 089 638
09 RMR Sherbrooke	3 717 667	3 782 926	4 012 059	4 320 464	4 463 726	4 664 482	4 982 815	5 108 047
10 Péri-Sherbrooke	2 538 406	2 693 724	2 935 400	3 168 409	3 226 198	3 314 457	3 396 845	3 405 784
11 RMR Trois-Rivières	3 565 992	3 656 945	3 826 946	4 102 911	4 169 108	4 399 355	4 517 474	4 548 057
12 Péri-Trois-Rivières	6 766 977	6 995 918	7 629 059	8 152 935	8 240 998	8 359 771	8 711 747	8 978 238
13 RMR Saguenay	3 624 400	3 728 679	3 956 945	4 254 869	4 034 222	4 139 516	4 194 693	4 464 367
14 Péri-Saguenay	2 354 454	2 554 898	2 679 564	2 832 394	3 004 445	2 976 237	3 099 468	3 269 759
15 Reste du Nord	8 135 959	8 061 243	8 227 775	8 823 585	8 618 542	8 913 772	9 279 050	9 982 826
16 Est	5 546 519	5 723 701	6 045 567	6 243 784	6 250 334	6 475 584	6 810 834	6 956 605
Ensemble du Québec[1]	**175 117 816**	**182 252 025**	**195 765 197**	**209 300 623**	**215 711 266**	**223 849 476**	**232 979 930**	**243 988 561**

	2005	2006	2007	2008[r]	2009[er]	2010[p]	2011[pp]
				k$			
01 RA Montréal	90 518 770	93 227 113	96 489 241	99 364 709	100 147 052	104 397 844	109 117 953
02 RA Laval	9 900 567	10 807 030	11 338 997	11 921 634	11 890 643	12 452 023	13 018 891
03 Reste RMR Montréal	35 681 070	38 182 466	40 572 041	42 133 945	42 213 396	44 130 658	46 236 345
04 Péri-Montréal	23 748 029	25 084 979	26 282 324	27 088 100	26 912 197	28 465 099	29 742 837
05 RMR Québec	25 835 354	27 453 369	29 591 656	30 599 086	31 301 433	32 268 276	33 757 228
06 Péri-Québec	9 506 682	9 247 140	9 577 066	9 839 922	9 708 377	9 952 215	10 375 797
07 RMR Gatineau	7 670 672	8 041 447	8 542 903	9 014 107	9 326 219	9 780 158	10 252 218
08 Péri-Gatineau	1 120 389	1 042 131	1 063 069	1 137 138	1 132 246	1 199 813	1 260 493
09 RMR Sherbrooke	5 285 717	5 754 132	5 961 833	6 152 093	6 255 050	6 520 286	6 820 770
10 Péri-Sherbrooke	3 437 594	3 036 629	3 015 681	3 062 480	2 953 158	3 217 114	3 351 730
11 RMR Trois-Rivières	4 872 440	5 349 129	5 524 241	5 726 206	5 654 172	5 771 289	6 031 636
12 Péri-Trois-Rivières	9 240 372	9 412 453	9 695 177	9 959 696	9 988 245	10 238 839	10 679 083
13 RMR Saguenay	4 646 091	5 100 144	5 405 782	5 869 443	5 281 923	5 876 459	6 137 106
14 Péri-Saguenay	3 537 996	3 339 519	3 508 608	3 460 748	3 398 833	3 614 195	3 767 863
15 Reste du Nord	10 626 020	11 435 620	12 612 365	12 919 409	12 740 615	13 923 877	14 560 921
16 Est	7 081 823	7 179 137	7 760 191	8 026 957	8 071 097	8 500 548	8 893 129
Ensemble du Québec[1]	**252 709 585**	**263 692 439**	**276 941 173**	**286 275 674**	**286 974 656**	**300 308 695**	**314 004 000**

Note : Toutes les données dans les tableaux sont le résultat des calculs de l'auteur, à partir de données publiées par l'Institut.

1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, *Produit intérieur brut provincial par industrie*, CANSIM, tableau 379-0025, novembre 2011.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.8

Revenu personnel, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2010

		1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
					k$				
01	RA Montréal	44 220 106	45 934 951	47 805 183	51 017 423	53 559 345	54 616 352	56 422 325	58 554 475
02	RA Laval	8 043 383	8 362 036	8 739 816	9 452 924	9 870 227	10 079 992	10 532 696	11 007 326
03	Reste RMR Montréal	30 820 051	32 361 336	34 022 279	36 671 256	38 482 895	39 190 925	41 733 087	43 909 102
04	Péri-Montréal	16 756 408	17 496 093	18 164 202	19 316 247	20 009 121	20 823 982	21 592 011	22 929 370
05	RMR Québec	16 029 272	16 471 307	17 066 861	18 303 513	19 191 506	19 869 952	20 851 596	21 881 466
06	Péri-Québec	6 529 764	6 732 968	7 066 848	7 433 147	7 695 020	7 829 923	8 057 451	8 413 429
07	RMR Gatineau	5 421 050	5 635 299	6 045 339	7 023 758	7 059 281	7 446 021	7 832 257	8 226 382
08	Péri-Gatineau	940 897	1 004 739	1 036 370	1 090 044	1 128 207	1 154 386	1 195 052	1 277 683
09	RMR Sherbrooke	3 719 434	3 811 977	3 941 162	4 225 383	4 420 506	4 529 502	4 775 530	4 970 512
10	Péri-Sherbrooke	2 078 453	2 181 306	2 323 185	2 450 084	2 552 685	2 668 030	2 722 976	2 839 550
11	RMR Trois-Rivières	2 894 238	2 942 395	3 029 900	3 257 610	3 345 680	3 404 401	3 548 734	3 643 774
12	Péri-Trois-Rivières	6 584 846	6 799 045	7 090 971	7 473 380	7 725 432	7 811 822	8 050 849	8 361 784
13	RMR Saguenay	3 208 781	3 279 036	3 404 599	3 642 814	3 647 033	3 648 323	3 779 131	3 922 484
14	Péri-Saguenay	2 436 516	2 514 648	2 658 483	2 828 687	2 851 224	2 886 444	2 986 262	3 142 469
15	Reste du Nord	6 231 919	6 324 638	6 432 398	6 755 520	6 729 687	7 081 457	7 393 265	7 798 866
16	Est	5 490 882	5 580 225	5 841 404	6 147 211	6 231 150	6 440 488	6 729 776	7 046 327
	Ensemble du Québec	**161 406 000**	**167 432 000**	**174 669 000**	**187 089 000**	**194 499 000**	**199 482 000**	**208 203 000**	**217 925 000**

		2005	2006	2007	2008	2009	2010
				k$			
01	RA Montréal	60 097 421	62 335 107	65 267 774	67 102 884	66 486 422	68 760 511
02	RA Laval	11 513 867	12 120 438	12 744 443	13 428 088	13 416 750	13 977 875
03	Reste RMR Montréal	46 256 938	48 749 854	51 957 412	54 092 857	54 969 855	56 950 337
04	Péri-Montréal	23 938 304	25 445 247	26 909 784	27 788 798	28 059 568	29 744 177
05	RMR Québec	22 722 499	23 821 242	25 204 476	26 408 764	27 216 146	27 973 089
06	Péri-Québec	8 681 655	8 999 207	9 432 408	9 785 686	9 916 627	10 323 383
07	RMR Gatineau	8 684 403	9 292 650	9 869 364	10 356 302	10 830 180	11 250 079
08	Péri-Gatineau	1 316 440	1 301 793	1 378 023	1 419 080	1 444 156	1 508 649
09	RMR Sherbrooke	5 153 349	5 511 062	5 800 881	6 023 927	6 066 672	6 304 174
10	Péri-Sherbrooke	2 852 701	2 837 528	2 971 992	3 082 217	3 074 021	3 155 221
11	RMR Trois-Rivières	3 814 547	4 059 065	4 319 442	4 495 675	4 583 600	4 718 010
12	Péri-Trois-Rivières	8 700 207	9 191 374	9 422 537	9 798 307	9 879 840	10 265 086
13	RMR Saguenay	4 023 321	4 280 892	4 570 722	4 703 958	4 827 516	5 026 297
14	Péri-Saguenay	3 226 021	3 206 146	3 395 252	3 474 464	3 539 377	3 657 328
15	Reste du Nord	7 967 125	8 180 460	8 856 199	9 389 927	9 459 633	10 122 881
16	Est	7 191 202	7 309 936	7 782 293	8 114 065	8 308 636	8 509 902
	Ensemble du Québec	**226 140 000**	**236 642 000**	**249 883 000**	**259 465 000**	**262 079 000**	**272 247 000**

Note : Toutes les données dans les tableaux sont le résultat des calculs de l'auteur, à partir de données publiées par l'Institut.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses, Comptes économiques provinciaux.

Tableau 1.9

Composante structurelle de la croissance par industrie, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2010

Code SCIAN	Industrie	RA Montréal	RA Laval	Reste RMR Montréal	Péri-Montréal
			k$		
T001	**Ensemble des industries**	**– 124 068**	**458 640**	**257 687**	**– 656 667**
T008	**Secteur de production de biens**	**– 6 178 174**	**– 235 688**	**– 1 643 335**	**– 1 922 337**
11	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	– 20 854	– 8 621	– 52 080	– 172 831
111-112	Cultures agricoles et élevage	– 8 299	– 6 126	– 35 251	x
113	Foresterie et exploitation forestière	– 5 582	x	x	x
114	Pêche, chasse et piégeage	x	x	x	x
115	Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	x	x	x	x
	Agriculture, foresterie, pêche et chasse: non déterminé (données confidentielles)	– 6 973	– 2 495	– 16 828	– 172 831
21	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	x	x	x	x
22	Services publics	x	x	x	x
23	Construction	1 449 669	258 143	986 320	654 253
	Extraction minière et extraction de prétrol et de gaz, services publics et construction: non déterminé (données confidentielles)	78 674	4 236	25 178	15 478
31-33	Fabrication	– 7 685 664	– 489 446	– 2 602 753	– 2 419 236
311	Aliments	69 062	8 448	22 148	39 510
312	Boissons et produits du tabac	– 565 190	x	x	x
313-314	Usines de textiles et de produits textiles	– 640 774	x	x	x
315	Vêtements	– 1 565 752	x	x	x
316	Produits en cuir et produits analogues	x	x	x	x
321	Produits en bois	x	x	x	x
322	Papier	– 594 942	– 34 260	– 179 313	x
323	Impression et activités connexes de soutien	– 234 039	– 23 538	– 58 243	x
324	Produits du pétrole et du charbon	x	x	x	x
325	Produits chimiques	– 562 897	x	x	x
326	Produits en plastique et en caoutchouc	– 258 941	– 38 528	– 141 229	– 166 164
327	Produits minéraux non métalliques	x	x	x	x
331	Première transformation des métaux	– 118 105	x	x	x
332	Produits métalliques	– 88 506	– 13 110	– 38 915	– 29 171
333	Machines	– 257 452	– 54 691	– 108 787	– 95 625
334	Produits informatiques et électroniques	– 1 319 442	– 61 223	– 278 702	x
335	Matériel, appareils et composantes électriques	– 49 496	x	x	x
336	Matériel de transport	x	x	x	x
337	Meubles et produits connexes	x	– 5 906	x	x
339	Activités diverses de fabrication	– 252 200	– 23 453	– 97 825	x
	Fabrication: non déterminé (données confidentielles)	– 1 246 990	– 243 186	– 1 721 888	– 2 167 786
T009	**Secteur des services**	**6 054 106**	**694 328**	**1 901 022**	**1 265 670**
41	Commerce de gros	554 032	63 794	161 293	124 284
44-45	Commerce de détail	719 605	138 806	432 005	268 211
48-49	Transport et entreposage	– 535 165	– 20 763	– 129 177	– 70 829
51	Industrie de l'information et industrie culturelle	– 359 299	x	x	x
52, 53, 55	Finances, assurances, services immobiliers et de locaition et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	442 769	60 034	189 579	120 690
54	Services professionnels, scientifiques et techniques	2 296 841	183 766	461 695	221 396
56	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	x	105 850	x	x
61	Services d'enseignement	– 306 773	x	x	x
62	Soins de santé et assistance sociale	1 271 065	115 174	356 193	296 222
71	Arts,spectacles et loisirs	181 817	14 005	49 303	41 894
72	Hébergement et services de restauration	86 720	10 249	36 946	35 619
81	Autres services, sauf les administrations publiques	555 999	x	x	x
91	Administrations publiques	x	x	x	x
	Secteur des services: non déterminé (données confidentielles)	1 146 496	23 413	343 186	228 186

Note : Toutes les données dans les tableaux sont le résultat des calculs de l'auteur, à partir de données publiées par l'Institut.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.9 (suite)

Composante structurelle de la croissance par industrie, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2010

Code SCIAN	Industrie	RMR Québec	Péri-Québec	RMR Gatineau	Péri-Gatineau
		k$			
T001	**Ensemble des industries**	**1 360 213**	**– 694 139**	**403 510**	**– 13 290**
T008	**Secteur de production de biens**	**– 470 646**	**– 1 073 315**	**– 60 766**	**– 62 359**
11	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	– 30 858	– 93 333	– 9 741	– 26 933
111-112	Cultures agricoles et élevage	– 16 165	– 70 700	– 703	– 4 149
113	Foresterie et exploitation forestière	– 7 610	– 17 172	– 8 086	– 21 260
114	Pêche, chasse et piégeage	x	x	x	x
115	Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	x	x	x	x
	Agriculture, foresterie, pêche et chasse: non déterminé (données confidentielles)	– 7 084	– 5 462	– 951	– 1 524
21	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	9 403	x	2 163	x
22	Services publics	– 41 839	x	x	x
23	Construction	504 544	x	x	x
	Extraction minière et extraction de prétrol et de gaz, services publics et construction: non déterminé (données confidentielles)	0	178 378	145 986	46 156
31-33	Fabrication	– 911 895	– 1 158 360	– 199 174	– 81 582
311	Aliments	15 799	19 559	x	x
312	Boissons et produits du tabac	x	x	x	x
313-314	Usines de textiles et de produits textiles	x	x	x	x
315	Vêtements	x	x	x	x
316	Produits en cuir et produits analogues	x	x	x	x
321	Produits en bois	x	x	x	x
322	Papier	– 106 305	x	x	x
323	Impression et activités connexes de soutien	– 39 761	x	– 7 177	– 400
324	Produits du pétrole et du charbon	x	x	x	x
325	Produits chimiques	– 41 891	x	x	x
326	Produits en plastique et en caoutchouc	– 29 624	– 74 836	x	x
327	Produits minéraux non métalliques	469	x	x	x
331	Première transformation des métaux	x	x	x	x
332	Produits métalliques	– 16 737	– 19 357	x	x
333	Machines	x	x	x	x
334	Produits informatiques et électroniques	– 105 841	x	x	x
335	Matériel, appareils et composantes électriques	– 3 206	x	x	x
336	Matériel de transport	x	x	x	x
337	Meubles et produits connexes	– 7 627	– 27 956	x	x
339	Activités diverses de fabrication	– 40 939	x	x	x
	Fabrication: non déterminé (données confidentielles)	– 536 231	– 1 055 769	– 191 998	– 81 182
T009	**Secteur des services**	**1 830 859**	**379 176**	**464 276**	**49 069**
41	Commerce de gros	100 992	27 217	11 754	1 962
44-45	Commerce de détail	277 765	105 692	70 630	13 710
48-49	Transport et entreposage	– 80 129	– 28 756	– 17 975	– 4 456
51	Industrie de l'information et industrie culturelle	– 50 711	– 9 870	x	x
52, 53, 55	Finances, assurances, services immobiliers et de localtion et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	142 594	41 553	37 760	7 914
54	Services professionnels, scientifiques et techniques	458 286	45 914	115 072	1 767
56	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	244 492	52 295	84 006	5 447
61	Services d'enseignement	– 140 430	– 44 159	x	x
62	Soins de santé et assistance sociale	414 379	101 712	108 105	16 356
71	Arts,spectacles et loisirs	31 285	9 620	9 097	1 370
72	Hébergement et services de restauration	45 864	19 479	8 765	2 897
81	Autres services, sauf les administrations publiques	141 586	39 950	x	x
91	Administrations publiques	244 887	18 529	x	x
	Secteur des services: non déterminé (données confidentielles)	0	0	37 062	2 102

Note : Toutes les données dans les tableaux sont le résultat des calculs de l'auteur, à partir de données publiées par l'Institut.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.9 (suite)

Composante structurelle de la croissance par industrie, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2010

Code SCIAN	Industrie	RMR Sherbrooke	Péri-Sherbrooke	RMR Trois-Rivières	Péri-Trois-Rivières
			k$		
T001	**Ensemble des industries**	**6 063**	**– 582 314**	**– 110 142**	**– 523 959**
T008	**Secteur de production de biens**	**– 289 510**	**– 707 147**	**– 344 997**	**– 960 586**
11	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	– 7 388	– 35 291	– 8 095	– 86 260
111-112	Cultures agricoles et élevage	– 4 768	– 26 002	– 5 048	– 57 529
113	Foresterie et exploitation forestière	x	x	x	x
114	Pêche, chasse et piégeage	x	x	x	x
115	Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	x	x	x	x
	Agriculture, foresterie, pêche et chasse: non déterminé (données confidentielles)	– 2 620	– 9 289	– 3 047	– 28 731
21	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	1 169	x	x	x
22	Services publics	x	x	x	x
23	Construction	x	x	x	x
	Extraction minière et extraction de prétrol et de gaz, services publics et construction: non déterminé (données confidentielles)	74 642	73 595	244 264	223 709
31-33	Fabrication	– 357 933	– 745 451	– 581 165	– 1 098 036
311	Aliments	x	x	2 448	15 069
312	Boissons et produits du tabac	x	x	x	x
313-314	Usines de textiles et de produits textiles	x	x	x	x
315	Vêtements	x	x	x	x
316	Produits en cuir et produits analogues	x	x	x	x
321	Produits en bois	x	x	x	x
322	Papier	x	x	x	x
323	Impression et activités connexes de soutien	x	x	x	x
324	Produits du pétrole et du charbon	x	x	x	x
325	Produits chimiques	x	x	– 23 272	– 30 454
326	Produits en plastique et en caoutchouc	– 61 283	– 53 498	x	x
327	Produits minéraux non métalliques	x	x	149	x
331	Première transformation des métaux	x	x	x	x
332	Produits métalliques	– 5 654	– 4 621	– 5 139	– 12 998
333	Machines	– 22 570	– 16 193	– 10 100	– 66 822
334	Produits informatiques et électroniques	x	x	x	x
335	Matériel, appareils et composantes électriques	x	x	x	x
336	Matériel de transport	x	x	x	x
337	Meubles et produits connexes	x	x	– 1 751	– 20 992
339	Activités diverses de fabrication	x	x	x	x
	Fabrication: non déterminé (données confidentielles)	– 268 426	– 671 139	– 543 500	– 981 838
T009	**Secteur des services**	**295 573**	**124 832**	**234 855**	**436 627**
41	Commerce de gros	15 934	8 062	14 646	41 527
44-45	Commerce de détail	51 976	32 077	50 520	101 280
48-49	Transport et entreposage	– 9 262	– 9 587	– 16 571	– 25 797
51	Industrie de l'information et industrie culturelle	x	x	– 8 997	– 8 954
52, 53, 55	Finances, assurances, services immobiliers et de locaition et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	22 376	16 927	19 338	39 726
54	Services professionnels, scientifiques et techniques	64 370	14 189	49 254	60 867
56	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	x	x	30 746	48 107
61	Services d'enseignement	– 43 981	– 15 246	– 26 018	– 39 521
62	Soins de santé et assistance sociale	110 564	36 997	74 341	131 006
71	Arts,spectacles et loisirs	4 668	5 004	3 913	7 866
72	Hébergement et services de restauration	6 389	5 077	4 808	11 366
81	Autres services, sauf les administrations publiques	x	x	23 125	43 680
91	Administrations publiques	x	x	15 749	25 473
	Secteur des services: non déterminé (données confidentielles)	72 540	31 333	0	0

Note : Toutes les données dans les tableaux sont le résultat des calculs de l'auteur, à partir de données publiées par l'Institut.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.9 (suite)

Composante structurelle de la croissance par industrie, régions analytiques et ensemble du Québec, 1997-2010

Code SCIAN	Industrie	RMR Saguenay	Péri-Saguenay	Reste du Nord	Est	Ensemble du Québec
				k$		
T001	**Ensemble des industries**	**– 182 673**	**– 124 815**	**441 148**	**11 743**	**0**
T008	**Secteur de production de biens**	**– 489 086**	**– 299 048**	**665**	**– 395 749**	**– 15 432 422**
11	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	– 11 878	– 41 135	– 63 453	– 95 894	– 738 500
111-112	Cultures agricoles et élevage	– 3 472	– 10 662	x	– 36 270	– 423 139
113	Foresterie et exploitation forestière	– 6 428	– 24 732	– 46 144	– 27 372	– 229 268
114	Pêche, chasse et piégeage	x	x	x	– 28 928	– 44 380
115	Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	x	x	x	– 3 325	– 41 712
	Agriculture, foresterie, pêche et chasse: non déterminé (données confidentielles)	– 1 978	– 5 740	– 17 309	0	0
21	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	14 302	x	x	x	844 169
22	Services publics	x	x	x	x	– 607 320
23	Construction	x	x	x	x	5 867 875
	Extraction minière et extraction de prétrol et de gaz, services publics et construction: non déterminé (données confidentielles)	119 183	71 166	928 267	200 250	0
31-33	Fabrication	– 610 693	– 329 080	– 864 149	– 500 105	– 20 798 647
311	Aliments	x	x	x	8 740	215 051
312	Boissons et produits du tabac	x	x	x	x	– 876 526
313-314	Usines de textiles et de produits textiles	x	x	x	x	– 1 554 460
315	Vêtements	x	x	x	x	– 2 363 333
316	Produits en cuir et produits analogues	x	x	x	x	– 275 085
321	Produits en bois	x	x	x	x	– 1 956 079
322	Papier	x	x	x	x	– 3 844 509
323	Impression et activités connexes de soutien	x	x	x	x	– 457 381
324	Produits du pétrole et du charbon	x	x	x	x	86 195
325	Produits chimiques	x	x	x	x	– 1 161 678
326	Produits en plastique et en caoutchouc	x	x	x	x	– 876 550
327	Produits minéraux non métalliques	x	x	x	x	6 016
331	Première transformation des métaux	x	x	x	x	– 963 740
332	Produits métalliques	x	x	x	x	– 245 668
333	Machines	x	x	x	x	– 789 167
334	Produits informatiques et électroniques	x	x	x	x	– 2 261 231
335	Matériel, appareils et composantes électriques	x	x	x	x	– 78 488
336	Matériel de transport	x	x	x	x	– 2 619 865
337	Meubles et produits connexes	x	x	x	x	– 157 999
339	Activités diverses de fabrication	x	x	x	x	– 624 149
	Fabrication: non déterminé (données confidentielles)	– 610 693	– 329 080	– 864 149	– 508 844	0
T009	**Secteur des services**	**306 412**	**174 233**	**440 483**	**407 492**	**15 432 422**
41	Commerce de gros	15 194	9 802	29 981	19 929	1 200 403
44-45	Commerce de détail	55 844	40 507	88 843	101 056	2 548 528
48-49	Transport et entreposage	– 11 966	– 11 208	– 45 871	– 31 107	– 1 048 621
51	Industrie de l'information et industrie culturelle	x	x	– 10 363	x	– 603 638
52, 53, 55	Finances, assurances, services immobiliers et de locaition et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	20 488	13 253	35 104	35 531	1 245 636
54	Services professionnels, scientifiques et techniques	73 689	23 468	77 090	58 021	4 205 683
56	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	x	x	x	35 885	2 458 126
61	Services d'enseignement	x	x	x	– 42 804	– 1 076 387
62	Soins de santé et assistance sociale	78 636	55 311	122 207	152 367	3 440 634
71	Arts,spectacles et loisirs	3 956	4 080	5 328	8 511	381 715
72	Hébergement et services de restauration	6 018	4 085	12 135	17 217	313 635
81	Autres services, sauf les administrations publiques	23 655	18 746	36 024	39 907	1 348 235
91	Administrations publiques	x	x	x	x	1 018 473
	Secteur des services: non déterminé (données confidentielles)	40 899	16 189	90 004	12 979	0

Note : Toutes les données dans les tableaux sont le résultat des calculs de l'auteur, à partir de données publiées par l'Institut.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

2. Démographie

par Martine St-Amour et Anne Binette Charbonneau, Direction des statistiques sociodémographiques

La dynamique démographique varie grandement d'une région à l'autre. Dans chacune d'entre elles, fécondité, mortalité, immigration et migration interrégionale s'amalgament différemment, déterminant l'intensité de leur croissance ou, dans certains cas, de leur déclin. La présente section commence par comparer l'évolution récente de la population des 17 régions, puis aborde tour à tour les principaux phénomènes démographiques. Une dernière partie permet de constater que les écarts relatifs à la fécondité, à la mortalité et aux mouvements migratoires se répercutent au fil du temps sur la structure par âge des régions, influençant notamment le rythme du vieillissement de leur population.

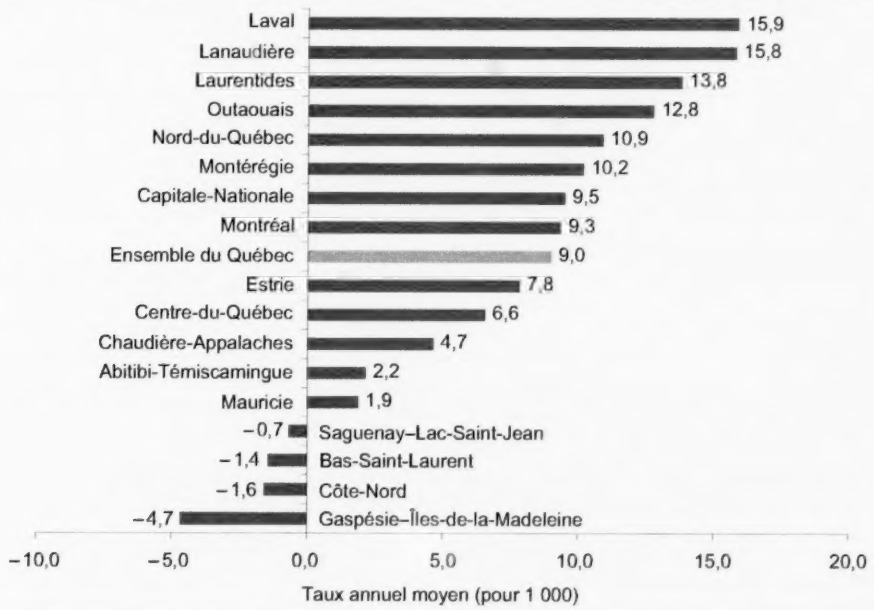
Évolution de la population : Laval, Lanaudière et les Laurentides affichent la croissance la plus rapide

La population du Québec est estimée à 8 054 800 habitants au 1er juillet 2012. Depuis 2006, elle a crû à un taux annuel moyen de 9,0 pour mille. Ce taux surpasse celui enregistré au cours des périodes 2001-2006 (6,3 pour mille) et 1996-2001 (4,1 pour mille), indiquant une accélération de la croissance démographique au Québec depuis le milieu des années 1990 (tableau 2.1).

Si on se concentre sur la période la plus récente, on constate à la figure 2.1 que ce sont les trois régions administratives situées juste au nord de Montréal qui affichent, toutes proportions gardées, la plus forte croissance démographique. Les régions de Laval et de Lanaudière arrivent en tête, avec un taux d'accroissement annuel moyen d'environ 16 pour mille, suivies de la région des Laurentides, dont la croissance moyenne a été de 13,8 pour mille. Au sud de Montréal, la Montérégie n'affiche pas une croissance aussi rapide, mais elle fait bonne figure dans le classement avec un taux d'accroissement annuel moyen de 10,2 pour mille.

Figure 2.1

Taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2012[p]



Note : Voir l'encadré de la page suivante pour des précisions sur l'interprétation des données.

Source : Tableau 2.1.

Outre les quatre régions adjacentes à Montréal, deux régions ont connu une croissance annuelle moyenne de plus de 10 pour mille (ou 1 %) entre 2006 et 2012, soit l'Outaouais et le Nord-du-Québec. Si l'Outaouais figurait déjà parmi les régions à plus forte croissance au cours des périodes 1996-2001 et 2001-2006, le Nord-du-Québec a grandement progressé dans le classement au cours de la période la plus récente.

La Capitale-Nationale, Montréal, l'Estrie et le Centre-du-Québec ont connu une croissance modérée entre 2006 et 2012, avec un taux d'accroissement annuel moyen variant entre 6 et 10 pour mille. Chaudière-Appalaches affiche pour sa part un taux d'accroissement de 4,7 pour mille. Deux autres régions ont connu une légère croissance, soit l'Abitibi-Témiscamingue et la Mauricie, de l'ordre d'environ 2 pour mille annuellement. Il s'agit d'une croissance modeste, mais elle est à souligner, car ces deux régions ont connu des années de déclin dans les années 1990 et au début des années 2000. Les données annuelles montrent que la Mauricie a renoué avec la croissance en 2003-2004 et l'Abitibi-Témiscamingue, en 2005-2006.

Enfin, quatre régions comptent un peu moins d'habitants en 2012 qu'en 2006 selon les estimations provisoires. Le Saguenay–Lac-Saint-Jean fait partie de ce groupe, mais les pertes y sont mineures, le taux d'accroissement annuel moyen y étant de – 0,7 pour mille. Les pertes sont également d'assez faible ampleur dans le Bas-Saint-Laurent (– 1,4 pour mille) et sur la Côte-Nord (– 1,6 pour mille). Seule la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a enregistré des pertes un peu plus substantielles (– 4,7 pour mille). Il importe de préciser que si ces quatre régions présentent un taux d'accroissement négatif, elles ont toutes grandement amélioré leur bilan démographique au cours des dernières années. Les données annuelles provisoires montrent qu'elles pourraient même avoir connu une croissance de leur population au cours de la dernière année, mais il faudra attendre les données révisées pour confirmer cette tendance.

Les estimations de population : prudence dans l'interprétation des données provisoires

Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions administratives entre 2006 et 2012. Les estimations de population de Statistique Canada actuellement disponibles pour cette période ont comme point de départ les comptes du Recensement de 2006 (rajustés pour le sous-dénombrement net), auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Les estimations de population seront révisées en 2014 pour s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011. Il est possible que certains résultats changent à la suite de ces révisions.

Naissances, décès et accroissement naturel : évolution semblable dans la plupart des régions

En 2012, 88 700 enfants sont nés au Québec selon les données provisoires (Girard, 2013). Après avoir augmenté dans la première décennie des années 2000, particulièrement entre 2005 et 2008, le nombre de naissances est demeuré plutôt stable, se situant au-dessus de 88 000 depuis l'année 2009. Outre ces dernières années, il faut remonter à 1994 pour retrouver un nombre annuel de naissances supérieur à 88 000. C'est au début des années 2000 que le nombre de naissances a été à son plus bas, ayant été inférieur à 74 000 de 1999 à 2003.

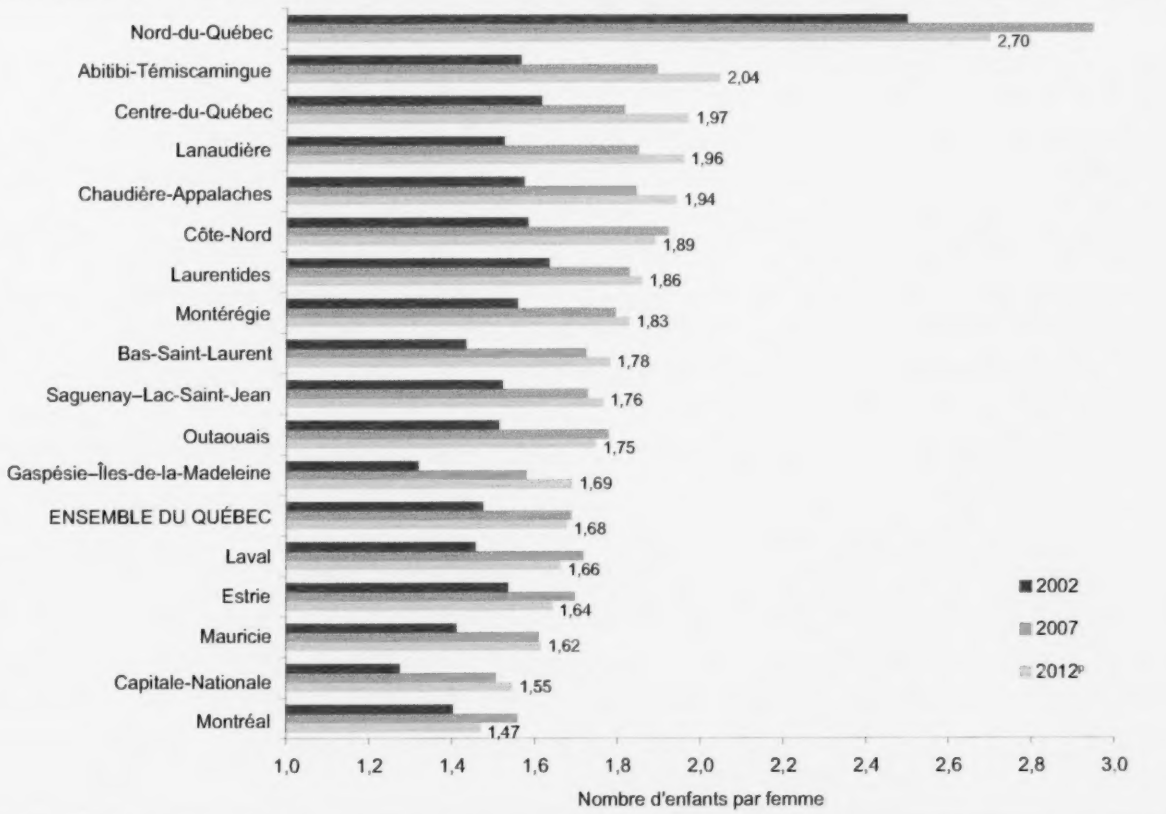
Si on note dans toutes les régions une stabilisation ou une légère baisse des naissances au cours des années les plus récentes, les naissances demeurent partout plus nombreuses en 2012 qu'elles ne l'ont été entre le milieu des années 1990 et le milieu de la décennie 2000. Si on compare les années 2002 et 2012, les régions de Lanaudière et de la Capitale-Nationale sont celles où la croissance des naissances a été la plus forte, de 50 % et 37 % respectivement, comparativement à 22 % dans l'ensemble du Québec (tableau 2.2). L'augmentation dépasse aussi 20 % à Laval, en Montérégie et dans les Laurentides, ainsi qu'en Outaouais et en Abitibi-Témiscamingue. En revanche, la croissance a été moins importante sur la Côte-Nord et en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

Le nombre de naissances fluctue au fil du temps en fonction de l'intensité de la fécondité, ainsi que du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants. Dans l'ensemble du Québec, l'indice synthétique de fécondité, qui mesure l'intensité de la fécondité, s'établit à 1,68 enfant par femme en 2012, comparativement à 1,47 en 2002. Entre ces deux années, la fécondité a culminé à 1,74 enfant par femme en 2008 et en 2009. Si le nombre de naissances est plutôt stable depuis 2009 malgré une légère baisse de la fécondité, c'est que le nombre de femmes dans les groupes d'âge les plus féconds s'est accru.

À l'échelle des régions, la figure 2.2 montre que l'indice de fécondité de 2012 est partout supérieur à celui de l'année 2002, même si dans certains cas un recul observé en toute fin de période le ramène à un niveau légèrement inférieur à ce qu'il était il y a cinq ans. Précisons que dans plusieurs régions, ce récent repli de la fécondité a été en partie compensé par une croissance du nombre de femmes dans les groupes d'âge les plus féconds, d'où des naissances qui sont demeurées stables ou qui n'ont connu qu'une faible baisse. Si l'évolution de la fécondité présente des similitudes d'une région à une autre, son intensité varie grandement. Mise à part la région du Nord-du-Québec, qui se situe toujours loin devant les autres (2,70 enfants par femme), seule l'Abitibi-Témiscamingue affiche un indice supérieur à 2 enfants par femme en 2012. Le Centre-du-Québec, Lanaudière et Chaudière-Appalaches suivent avec une fécondité un peu en deçà de ce seuil. À l'autre extrémité, Montréal et la Capitale-Nationale enregistrent toutes deux un indice inférieur à 1,6 enfant par femme.

Figure 2.2

Indice synthétique de fécondité, régions administratives et ensemble du Québec, 2002, 2007 et 2012



Note : Les indices de fécondité de 2007 et 2012 doivent être interprétés avec prudence. Les estimations de population utilisées dans le calcul de ces indices sont basées sur les comptes du Recensement de 2006; elles seront révisées en 2014 pour s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011. Il est possible que certains résultats changent à la suite de ces révisions.

Source : Institut de la statistique du Québec.

En ce qui concerne les décès, leur nombre tend à augmenter au Québec. On en compte 60 800 en 2012 selon les données provisoires, comparativement à 55 748 en 2002, une hausse de 9 % (tableau 2.2). Cette augmentation s'explique par un contexte de population en croissance et vieillissante, mais elle est atténuée par un régime de mortalité en constante amélioration, qui se traduit par des gains d'espérance de vie (Payeur, 2013)[1]. La tendance à la hausse des décès est commune à la plupart des régions. De fait, Montréal est la seule où les décès sont un peu moins nombreux en 2012 qu'en 2002, une situation que l'on peut notamment attribuer au fait que le vieillissement de la population y est moins rapide que dans les autres régions (voir la section sur la structure par âge).

En soustrayant les décès des naissances, on obtient un solde correspondant à l'accroissement naturel d'une population. Au cours des 10 dernières années, la hausse des naissances a été plus marquée que celle des décès dans la plupart des régions, si bien que l'accroissement naturel a été bonifié presque partout. La progression à ce chapitre est particulièrement importante dans la région de la Capitale-Nationale, où l'accroissement naturel est passé de moins de 400 personnes en 2002 à environ 1 800 en 2012. Montréal, Lanaudière et l'Abitibi-Témiscamingue sont les autres régions où l'amélioration de l'accroissement naturel a été la plus marquée.

Soulignons que si les naissances excèdent les décès dans la plupart des régions en 2012, ce n'est pas le cas en Mauricie, en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et dans le Bas-Saint-Laurent, trois régions qui se distinguent par une population beaucoup plus âgée que la moyenne. En Mauricie et en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, l'accroissement naturel est négatif depuis la fin des années 1990. Dans le Bas-Saint-Laurent, les décès ont été plus nombreux que les naissances de 2001 à 2005, puis la région a connu un accroissement naturel faiblement positif de 2006 à 2011, avant de voir le solde des décès et des naissances redevenir légèrement négatif au cours de la dernière année.

Migration interrégionale : des régions éloignées figurent parmi les régions gagnantes

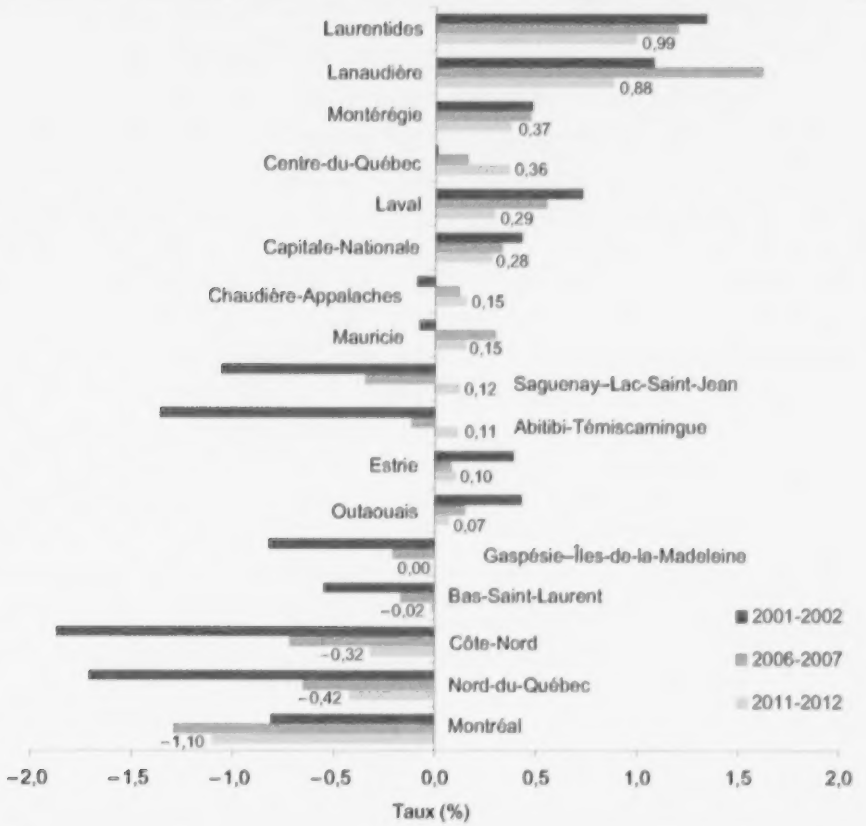
Chaque année, environ 3 % de la population québécoise change de région administrative de résidence (St-Amour, 2013). Les échanges migratoires entre les régions sont un jeu à somme nulle au terme duquel on retrouve des régions gagnantes et des régions perdantes. Les régions qui font des gains migratoires au détriment des autres régions s'en trouvent grandement avantagées d'un point de vue démographique.

Depuis plusieurs années, la migration interrégionale profite grandement aux régions adjacentes à Montréal, les Laurentides et Lanaudière en tête. Les plus récentes données, qui portent sur l'année 2011-2012, confirment cette tendance. Bien que les Laurentides et Lanaudière aient vu leurs gains se réduire comparativement à ce qu'ils étaient il y a 5 ou 10 ans, ces deux régions se démarquent encore clairement à ce chapitre. En effet, leurs taux nets de migration interrégionale sont de loin les plus élevés en 2011-2012, de 0,99 % et 0,88 % respectivement (figure 2.3). Les gains sont moindres en Montérégie (0,37 %) et à Laval (0,29 %), mais tout de même non négligeables si on les compare à ceux de la plupart des autres régions.

Les gains migratoires enregistrés par les quatre régions mentionnées ci-dessus s'expliquent grandement par l'attraction qu'elles exercent sur les résidants de Montréal. En contrepartie, cette dynamique est hautement défavorable à Montréal, qui demeure la grande perdante au chapitre de la migration interrégionale. Depuis maintenant 10 ans, le taux net de migration interrégionale y est d'environ – 1 %. En 2011-2012, ce taux représente un déficit de – 20 500 personnes, le résultat de 40 800 entrées et de 61 300 départs (tableau 2.3). Bien que Montréal soit surtout perdante par rapport à ses voisines immédiates, les échanges de 2011-2012 ont aussi été déficitaires avec la plupart des autres régions.

1. Les données régionales sur la mortalité et l'espérance de vie sont disponibles sur le site Web de l'Institut. Les plus récentes données disponibles à l'échelle régionale portent sur la période 2007-2009.

Figure 2.3
Taux net de migration interrégionale, régions administratives du Québec, 2001-2002, 2006-2007 et 2011-2012



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

À l'extérieur du groupe des régions adjacentes à Montréal, le Centre-du-Québec se démarque avec un taux net de migration interrégionale de 0,36 % en 2011-2012, soit un taux semblable à celui de la Montérégie et supérieur à celui de Laval. La progression est notable pour cette région qui n'était que très faiblement excédentaire dans ses échanges il y a une dizaine d'années. La Capitale-Nationale affiche pour sa part un taux de 0,28 %. Il s'agit pour cette région d'un gain parmi les plus faibles des 10 dernières années, mais la baisse n'est pas très marquée.

L'incidence des échanges interrégionaux est moindre dans Chaudière-Appalaches (0,15 %) et en Mauricie (0,15 %), qui se maintiennent toutefois parmi les régions gagnantes, après avoir été déficitaires au début des années 2000. Quatre autres régions ont fait de faibles gains en 2011-2012, d'environ 0,1 %, soit le Saguenay–Lac-Saint-Jean, l'Abitibi-Témiscamingue, l'Estrie et l'Outaouais. Les données de la figure 2.3 permettent de voir que les régions de l'Estrie et de l'Outaouais ont déjà été beaucoup plus favorisées par la migration interrégionale. À l'inverse, le Saguenay–Lac-Saint-Jean et l'Abitibi-Témiscamingue ont vu leur bilan migratoire s'améliorer de façon notable. Après avoir été largement déficitaire pendant plusieurs années, l'Abitibi-Témiscamingue figure parmi les régions gagnantes pour une deuxième année consécutive en 2011-2012, avec un gain accru au cours de cette dernière année. Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, les pertes ont laissé place à un solde nul en 2010-2011 et à des gains en 2011-2012. En nombre absolu, les gains migratoires de la dernière année se chiffrent à environ 330 personnes au Saguenay–Lac-Saint-Jean et à 150 personnes en Abitibi-Témiscamingue.

Avec un solde nul dans ses échanges migratoires internes en 2011-2012, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine ne parvient pas à se maintenir du côté des régions gagnantes, comme ce fut le cas au cours des deux années précédentes, mais elle ne repasse pas du côté des régions déficitaires. À l'instar du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi-Témiscamingue, elle affiche par ailleurs une situation beaucoup plus favorable qu'il y a 10 ans. Les résultats observés dans le Bas-Saint-Laurent, sur la Côte-Nord et dans le Nord-du-Québec témoignent aussi de l'amélioration du bilan migratoire des régions les plus éloignées des grands centres. Dans le Bas-Saint-Laurent, le taux net de migration interrégionale n'est plus que très faiblement négatif (– 0,02 %). Les pertes sont plus importantes sur la Côte-Nord (– 0,32 %) et dans le Nord-du-Québec (– 0,42 %), mais elles sont grandement réduites par rapport à ce qu'elles étaient encore récemment.

Des résultats détaillés, accessibles sur le site Web de l'Institut, montrent que cette amélioration du bilan migratoire dans les régions éloignées s'observe dans la plupart des groupes d'âge. Le principal changement est toutefois la réduction notable de la propension des 15-24 ans à les quitter pour les grands centres, que ce soit pour Québec ou Montréal. Plus récemment, on note également une augmentation des entrées chez les 25-44 ans dans la plupart d'entre elles.

Immigration internationale : Montréal accueille les deux tiers des nouveaux arrivants

L'immigration internationale est une composante importante du bilan démographique du Québec. Le nombre d'immigrants admis annuellement a augmenté au cours des dernières années, contribuant à l'accélération de la croissance de la population. De fait, tandis que le nombre d'admissions était d'environ 30 000 à la fin des années 1990, il s'est élevé jusqu'à un sommet de 55 000 en 2012. À l'échelle régionale, l'incidence de l'immigration varie de façon importante. Comme les nouveaux arrivants se concentrent principalement à Montréal, l'immigration joue un rôle démographique important dans cette région. En revanche, plusieurs autres régions accueillent très peu d'immigrants.

Pour mesurer la part des nouveaux arrivants qui s'établissent dans les différentes régions, il est possible d'utiliser les études produites annuellement par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) sur la présence au Québec des immigrants récemment admis. En plus de mesurer les taux de présence, ces études nous renseignent sur la région de résidence des immigrants qui sont considérés comme étant toujours présents au Québec. La plus récente étude (MICC, 2012) porte sur les immigrants admis entre 2006 et 2010, dont la présence et la région de résidence ont été vérifiées en janvier 2012, soit en moyenne 3,5 ans après leur admission[2]. Ces données présentent une image légèrement différente, probablement plus juste, de la localisation des nouveaux arrivants que celle établie à partir des données sur les admissions, qui renseignent seulement sur la région de destination envisagée par les immigrants lors de la sélection ou de l'admission.

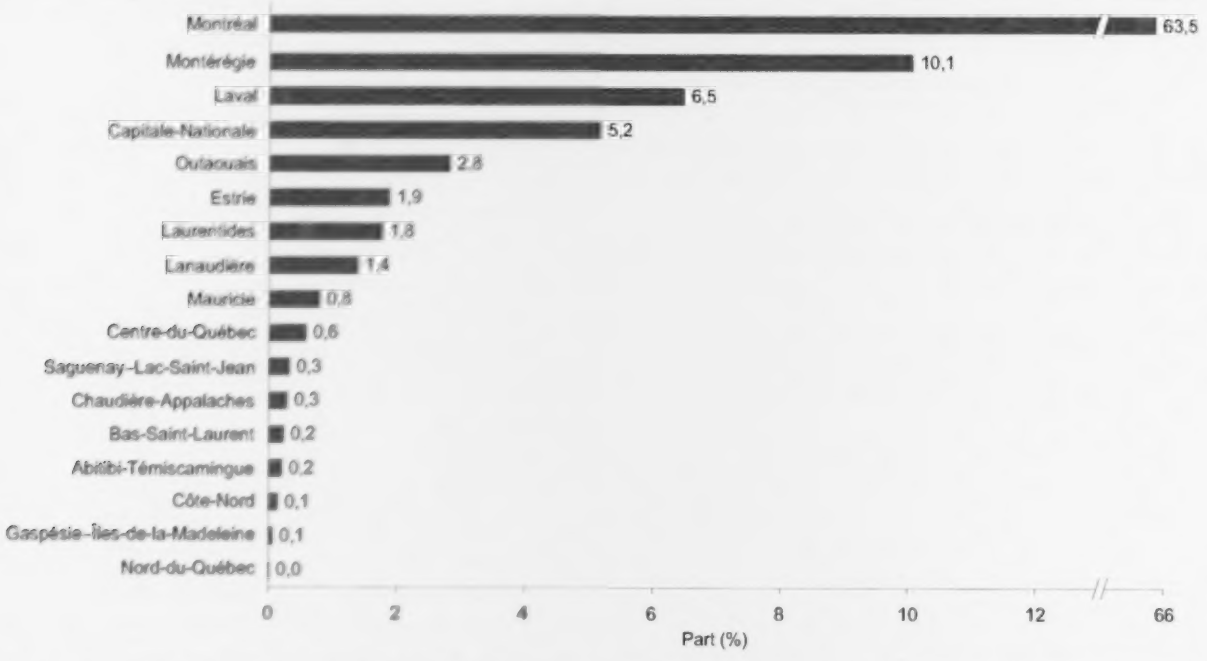
La concentration des immigrants récents à Montréal apparaît clairement à la figure 2.4. On peut voir que parmi les immigrants admis entre 2006 et 2010 et encore présents au Québec en janvier 2012, près de deux sur trois (63,5 %) résidaient dans cette région. Soulignons que cette concentration de l'immigration dans le plus grand centre urbain n'est pas propre au Québec : elle s'observe également dans les autres provinces canadiennes et dans la plupart des autres pays d'immigration.

La Montérégie et Laval sont les deuxième et troisième régions d'accueil des immigrants, mais elles suivent Montréal d'assez loin. En janvier 2012, 10,1 % des immigrants de la cohorte 2006-2010 résidaient en Montérégie et 6,5 % étaient établis à Laval. Les résultats des études antérieures suggèrent toutefois que ces régions ont vu leur part de l'immigration augmenter au cours des dernières années[3].

2. L'étude s'intéresse plus globalement aux immigrants admis sur une période de 10 ans, soit ceux admis entre 2001 et 2010. Nous avons choisi de ne retenir ici que les immigrants les plus récents. Précisons par ailleurs qu'il s'agit des admissions permanentes. Les résidents non permanents, par exemple les étudiants étrangers et les travailleurs temporaires, ne sont pas pris en compte.
3. Pour une comparaison des résultats des études de 2005 à 2011, voir l'édition 2011 du *Panorama des régions du Québec*. En raison d'un changement méthodologique touchant la façon de déterminer si un immigrant est encore présent au Québec, les résultats de l'étude de 2012 ne sont pas directement comparables avec ceux des études antérieures.

Figure 2.4

Part des immigrants admis en 2006-2010 et présents au Québec en janvier 2012 selon la région administrative de résidence



Note : La somme des régions n'est pas égale à 100 %, car la région de résidence en janvier 2012 est non déterminée pour 4 % des immigrants admis en 2006-2010.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective, Banque de données sur la présence.

La Capitale-Nationale arrive au quatrième rang quant au nombre d'immigrants admis, avec 5,2 % des immigrants récents en 2012. Cette part est de 2,8 % en Outaouais et d'environ 2 % en Estrie et dans les Laurentides. La proportion est de 1,4 % dans Lanaudière, alors que les autres régions accueillent toutes moins de 1 % des immigrants récents.

Structure par âge : des écarts marqués quant au rythme du vieillissement

Un vieillissement de la population caractérise l'évolution de la structure par âge au Québec depuis le début des années 1970. La baisse de la fécondité qui a suivi le baby-boom des années 1946-1966, de même que l'élévation de l'espérance de vie contribuent à ce phénomène (ISQ, 2012). L'élévation de l'âge médian illustre bien le vieillissement de la population : entre 1971 et 2012, il est passé de 25,6 ans à 41,5 ans. Durant cette période, la part des personnes âgées de 65 ans et plus s'est élevée de 7 % à 16 %. Elle continuera d'augmenter au cours des prochaines années, avec l'arrivée progressive des générations nombreuses du baby-boom dans ce groupe d'âge.

Des écarts quant à l'intensité de la fécondité, de la mortalité et de la migration, de même que le profil par âge des migrants ont façonné de différentes façons la structure par âge des régions au fil des années, ce qui explique que le vieillissement soit plus avancé dans certaines d'entre elles. C'est notamment le cas en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, où l'âge médian est de 49,5 ans en 2012, soit le plus élevé du Québec (figure 2.5). Dans cette région, plus d'un résidant sur cinq est âgé de 65 ans et plus (21,2 %), correspondant, comme le montre la figure 2.6, à une part plus importante de personnes âgées que de jeunes de moins de 20 ans (18,1 %). Le Bas-Saint-Laurent et la Mauricie figurent aussi parmi les régions les plus âgées du Québec,

avec un âge médian de 47,5 ans en 2012. De plus, à l'instar de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, ces deux régions comptent davantage de personnes âgées de 65 ans et plus que de jeunes de moins de 20 ans. Dans ces trois régions, le maintien d'une fécondité assez faible pendant plusieurs années et un profil migratoire caractérisé par des pertes chez les jeunes adultes et des gains chez les personnes en âge de prendre leur retraite ont contribué à un vieillissement plus rapide qu'ailleurs au Québec. Depuis 1996, l'âge médian en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine s'est élevé de douze ans, comparativement à un peu plus de cinq ans dans l'ensemble du Québec. Dans le Bas-Saint-Laurent et en Mauricie, l'augmentation est respectivement de 10 et 9 ans. L'avancée de l'âge médian a également été rapide au Saguenay–Lac-Saint-Jean, où il atteint 45,6 ans en 2012, 10 ans de plus qu'en 1996.

Les régions de Chaudière-Appalaches, du Centre-du-Québec, de la Capitale-Nationale et de l'Estrie apparaissent aussi plus âgées que la moyenne québécoise. Leur âge médian est d'environ 43 ans en 2012. Dans toutes ces régions, la part des personnes âgées (entre 17 % et 18 %) surpasse la moyenne du Québec, alors que la proportion des moins de 20 ans est comparable, sauf dans celle de la Capitale-Nationale, où la part des jeunes (18,9 %) est parmi les plus faibles du Québec.

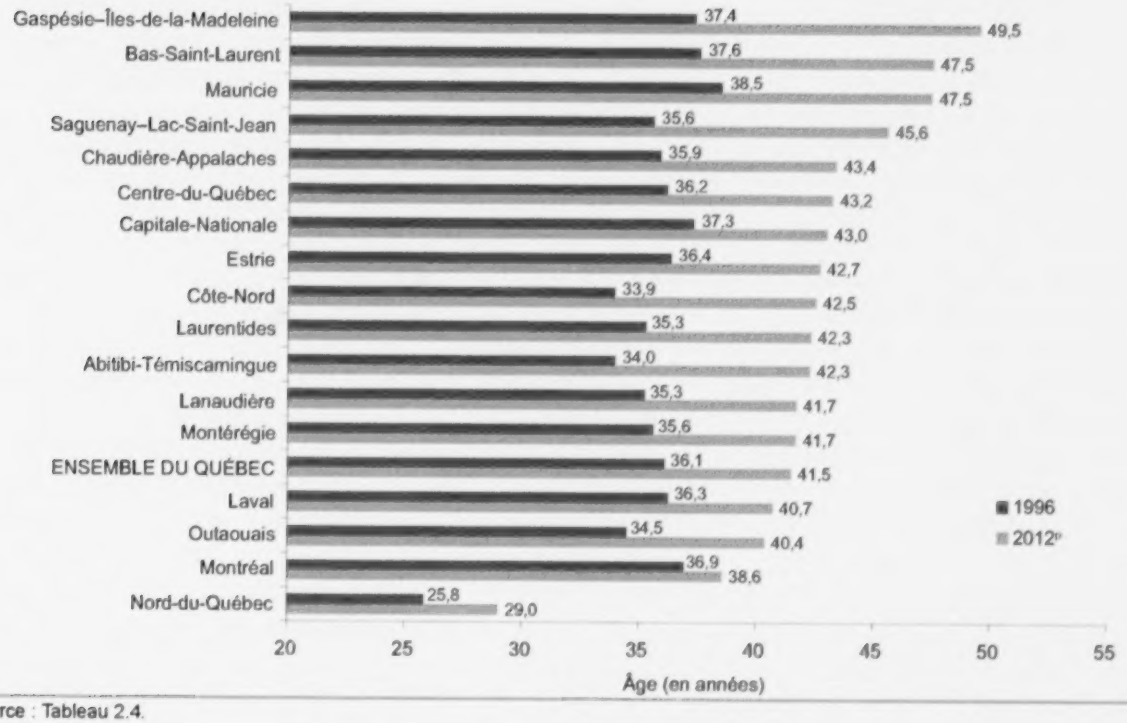
À l'autre bout du spectre, le Nord-du-Québec se distingue comme étant, de loin, la plus jeune région du Québec. Le poids des personnes âgées de 65 ans et plus représente moins de 7 % de la population en 2012, tandis que plus d'une personne sur trois (36,4 %) a moins de 20 ans. Cette structure relativement jeune – l'âge médian est de 29,0 ans – s'explique par une fécondité plus élevée que la moyenne et une espérance de vie plus faible.

Avec un âge médian de 38,6 ans, Montréal est aussi relativement jeune en comparaison de la plupart des autres régions. Son profil par âge est unique : la part des moins de 20 ans est parmi les plus faibles (20,0 %), mais elle compte sur la plus importante population d'âge actif, les 20-64 ans comptant pour près de 65 % de sa population. Les données détaillées, non illustrées ici, montrent par ailleurs que sa population d'âge actif est concentrée chez les 20 à 44 ans. Le maintien d'un bassin de jeunes adultes y est assuré par l'accueil d'immigrants internationaux, majoritairement âgés dans la vingtaine et la trentaine lors de leur établissement au Québec, de même que par l'arrivée de jeunes issus des autres régions du Québec. Quant aux 65 ans et plus, ils représentent environ 15 % des Montréalais. Cette part est restée presque inchangée depuis 1996, tandis qu'elle s'est accrue de quelques points de pourcentage dans toutes les autres régions (tableau 2.4). L'âge médian a lui aussi peu bougé à Montréal en comparaison de ce qui s'observe ailleurs au Québec, ayant augmenté de moins de deux ans depuis 1996. Cette relative stabilité de sa structure par âge explique que Montréal, qui affichait un âge médian supérieur à celui de l'ensemble du Québec en 1996, apparaisse comme une région plutôt jeune en 2012.

Dans les autres régions, la part des jeunes de moins de 20 ans est d'environ 23 % et celle des personnes âgées varie entre 15 % et 16 %, sauf en Outaouais où cette proportion est de 13,4 % (la seconde plus faible du Québec). Cette région se distingue aussi par une proportion de 20-64 ans parmi les plus élevées (63,8 %). L'âge médian, inférieur à celui de l'ensemble du Québec, y est de 40,4 ans. Il est également plus faible à Laval (40,7 ans), tandis qu'il se situe autour de 42 ans sur la Côte-Nord, dans les Laurentides, en Abitibi-Témiscamingue, dans Lanaudière et en Montérégie.

Figure 2.5

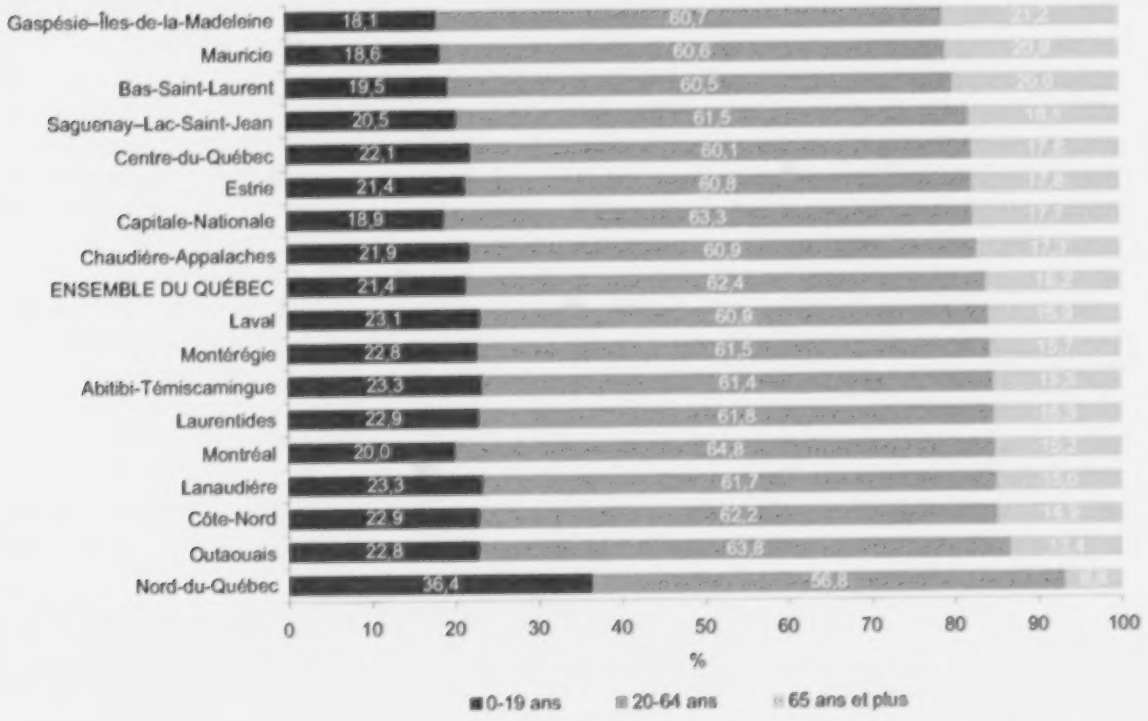
Âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 1996 et 2012[p]



Source : Tableau 2.4.

Figure 2.6

Répartition de la population par grand groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2012[p]



Source : Tableau 2.4.

En guise de conclusion : retour sur quelques régions qui se démarquent

La comparaison du bilan démographique des régions du Québec fait ressortir des différences marquées, les écarts concernant autant leur rythme d'accroissement, l'intensité de leur fécondité, leur force d'attraction ou leur structure par âge. Les régions adjacentes à Montréal se distinguent par la croissance rapide de leur population. Si la plupart des facteurs d'accroissement leur sont favorables, elles s'illustrent particulièrement en ce qui concerne la migration interrégionale, attirant chaque année un grand nombre de résidants des autres régions, notamment de Montréal. Laval et la Montérégie accueillent également un nombre non négligeable d'immigrants internationaux, tandis que Lanaudière est la région où le nombre de naissances a augmenté le plus fortement au cours des dernières années.

La région de Montréal, qui regroupe près du quart de la population québécoise, se distingue en plusieurs points, que ce soit en raison de sa faible fécondité, de ses fortes pertes migratoires interrégionales, du rôle démographique que joue l'immigration internationale ou de sa structure par âge caractérisée par un vieillissement moins rapide que dans les autres régions.

Le Nord-du-Québec présente aussi une dynamique démographique unique. Cette région se caractérise par la jeunesse de sa population et par une fécondité largement supérieure à la moyenne québécoise. On retiendra des autres régions éloignées des grands centres l'amélioration notable de leur bilan démographique au cours des dernières années. Cette progression est notamment attribuable à des soldes migratoires interrégionaux devenus beaucoup moins défavorables au cours des dernières années. Après plusieurs années de déclin, l'Abitibi-Témiscamingue a même vu sa population augmenter depuis le milieu des années 2000.

Parmi les autres régions qui ont amélioré leur bilan démographique au cours des dernières années, mentionnons le Centre-du-Québec, qui compte sur des gains accrus dans ses échanges migratoires avec les autres régions et qui ressort parmi les régions affichant la plus forte fécondité.

Références

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2012). *Le Bilan démographique du Québec. Édition 2012*, Québec, 173 p. [En ligne]. [http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2012/bilan2012.pdf].

GIRARD, Chantal (2013). « Les naissances au Québec en 2012 : un peu moins de 1,7 enfant par femme », *Coup d'œil socio-démographique*, Québec, Institut de la statistique du Québec, nº 25, 6 p. [En ligne]. [http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2013/coupdoeil_sociodemo_no25.pdf].

PAYEUR, Frédéric F. (2013). « La mortalité et l'espérance de vie au Québec, 2012 et tendance récente », *Coup d'œil socio-démographique*, Québec, Institut de la statistique du Québec, nº 26, 4 p. [En ligne]. [http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2013/coupdoeil_sociodemo_no26.pdf].

ST-AMOUR, Martine (2013). « La migration interrégionale au Québec en 2011-2012 », *Coup d'œil sociodémographique, Québec*, Institut de la statistique du Québec, nº 24, 16 p. [En ligne]. [http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2013/coupdoeil_sociodemo_no24.pdf].

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2012). *Présence en 2012 des immigrants admis au Québec de 2001 à 2010*, Montréal, Gouvernement du Québec, 33 p. [En ligne]. [http://www.micc.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Presence_2012_immigrants_admis_Qc_2001-2010.pdf].

Tableau 2.1

Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population totale, régions administratives et ensemble du Québec, 1996 et 2012[p]

Région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]			Part	
	1996	2001	2006	2012[p]	1996-2001	2001-2006	2006-2012[p]	1996	2012[p]
	n				pour 1 000			%	
Bas-Saint-Laurent	208 695	204 298	201 564	199 834	– 4,3	– 2,7	– 1,4	2,9	2,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	290 182	283 290	274 116	273 009	– 4,8	– 6,6	– 0,7	4,0	3,4
Capitale-Nationale	643 377	651 552	668 733	707 984	2,5	5,2	9,5	8,9	8,8
Mauricie	264 581	260 037	260 315	263 269	– 3,5	0,2	1,9	3,7	3,3
Estrie	282 671	291 382	301 017	315 487	6,1	6,5	7,8	3,9	3,9
Montréal	1 797 912	1 850 521	1 873 608	1 981 672	5,8	2,5	9,3	24,8	24,6
Outaouais	311 733	322 934	344 861	372 329	7,1	13,1	12,8	4,3	4,6
Abitibi-Témiscamingue	155 901	148 559	144 867	146 753	– 9,6	– 5,0	2,2	2,2	1,8
Côte-Nord	104 643	99 479	96 559	95 647	– 10,1	– 6,0	– 1,6	1,4	1,2
Nord-du-Québec	39 050	39 325	40 271	42 993	1,4	4,8	10,9	0,5	0,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	106 404	98 599	95 162	92 536	– 15,2	– 7,1	– 4,7	1,5	1,1
Chaudière-Appalaches	385 705	390 845	396 948	408 188	2,6	3,1	4,7	5,3	5,1
Laval	334 918	350 287	372 409	409 718	9,0	12,2	15,9	4,6	5,1
Lanaudière	380 827	396 386	433 778	476 941	8,0	18,0	15,8	5,3	5,9
Laurentides	439 611	472 923	518 395	563 139	14,6	18,3	13,8	6,1	7,0
Montérégie	1 282 798	1 313 169	1 383 020	1 470 252	4,7	10,4	10,2	17,7	18,3
Centre-du-Québec	217 889	222 745	225 929	235 005	4,4	2,8	6,6	3,0	2,9
Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**8 054 756**	**4,1**	**6,3**	**9,0**	**100,0**	**100,0**

Note : Les taux de la période 2006-2012 couvrent une période de six ans, alors que l'amplitude des deux périodes précédentes est de cinq ans. Les taux d'accroissement sont toutefois annualisés, ce qui permet la comparaison du rythme de la croissance d'une période à l'autre. Les périodes sont définies en fonction des années de recensement qui balisent les estimations de population utilisées. Les estimations actuellement disponibles pour les années 2006-2012 ont comme point de départ les comptes du Recensement de 2006. Elles seront révisées en 2014 pour s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011. Comme il est possible que certains résultats changent à la suite de ces révisions, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions au cours de cette période.

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2013), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2

Naissances, décès et accroissement naturel, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2012

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010[p1]	2011[p]	2012[p]
						n					
Naissances	**72 478**	**73 916**	**74 068**	**76 341**	**81 962**	**84 453**	**87 865**	**88 891**	**88 436**	**88 500**	**88 700**
Bas-Saint-Laurent	1 615	1 676	1 587	1 745	1 803	1 869	1 880	1 886	1 878	1 928	1 891
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 492	2 434	2 394	2 511	2 612	2 673	2 810	2 845	2 680	2 765	2 725
Capitale-Nationale	5 479	5 580	5 532	5 843	6 437	6 639	7 154	7 298	7 426	7 516	7 519
Mauricie	2 036	1 948	2 062	2 061	2 286	2 285	2 404	2 444	2 402	2 449	2 382
Estrie	2 818	2 946	2 911	2 972	3 132	3 186	3 312	3 315	3 386	3 273	3 285
Montréal	20 123	20 590	20 396	20 729	21 808	22 472	22 645	23 056	23 258	23 161	23 536
Outaouais	3 397	3 398	3 523	3 662	3 820	4 053	4 209	4 398	4 292	4 226	4 209
Abitibi-Témiscamingue	1 407	1 456	1 371	1 501	1 538	1 599	1 705	1 773	1 666	1 702	1 708
Côte-Nord	981	985	1 029	955	1 061	1 083	1 110	1 078	1 083	1 093	1 006
Nord-du-Québec	785	821	861	816	838	906	880	903	869	860	847
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	677	675	712	665	737	744	786	782	728	789	719
Chaudière-Appalaches	3 737	3 833	3 933	3 955	4 353	4 419	4 710	4 637	4 577	4 639	4 513
Laval	3 421	3 605	3 594	3 780	4 081	4 161	4 354	4 449	4 455	4 402	4 399
Lanaudière	3 568	3 616	3 812	4 005	4 454	4 871	5 328	5 472	5 261	5 396	5 363
Laurentides	4 856	5 008	5 051	5 029	5 650	5 684	5 985	5 960	5 934	5 782	5 915
Montérégie	12 909	13 176	13 152	13 895	14 944	15 367	15 965	15 998	16 017	15 935	16 081
Centre-du-Québec	2 177	2 169	2 148	2 217	2 408	2 442	2 628	2 597	2 524	2 583	2 601
Décès	**55 748**	**54 972**	**55 614**	**55 988**	**54 434**	**56 748**	**57 149**	**58 043**	**58 400**	**59 300**	**60 800**
Bas-Saint-Laurent	1 746	1 729	1 836	1 817	1 699	1 734	1 871	1 886	1 855	1 861	1 914
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 097	2 079	2 021	2 107	2 063	2 098	2 162	2 328	2 142	2 203	2 303
Capitale-Nationale	5 131	5 002	5 162	5 215	5 077	5 510	5 349	5 450	5 458	5 598	5 728
Mauricie	2 412	2 387	2 315	2 363	2 293	2 525	2 472	2 509	2 535	2 612	2 625
Estrie	2 261	2 333	2 357	2 368	2 284	2 261	2 291	2 279	2 429	2 346	2 401
Montréal	15 619	15 302	15 208	14 857	14 571	14 677	14 641	14 949	14 921	14 686	14 817
Outaouais	2 154	2 002	2 114	2 197	2 186	2 239	2 271	2 360	2 367	2 539	2 563
Abitibi-Témiscamingue	1 122	1 120	1 019	1 070	938	1 074	1 132	1 171	1 099	1 165	1 178
Côte-Nord	582	559	583	614	623	620	651	684	645	683	707
Nord-du-Québec	170	195	179	191	174	186	187	201	212	216	236
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	863	918	884	902	908	977	999	957	993	1 032	987
Chaudière-Appalaches	2 739	2 715	2 904	2 796	2 693	2 821	2 904	2 955	2 830	3 006	3 102
Laval	2 323	2 266	2 293	2 343	2 266	2 487	2 434	2 484	2 628	2 594	2 681
Lanaudière	2 541	2 538	2 649	2 783	2 656	2 735	2 939	2 961	2 961	3 263	3 345
Laurentides	3 282	3 114	3 208	3 402	3 291	3 382	3 583	3 615	3 714	3 786	3 908
Montérégie	8 871	8 963	9 033	9 144	8 915	9 649	9 336	9 379	9 777	9 796	10 285
Centre-du-Québec	1 835	1 750	1 849	1 819	1 797	1 773	1 927	1 875	1 834	1 913	2 019
Accroissement naturel	**16 730**	**18 944**	**18 454**	**20 353**	**27 528**	**27 705**	**30 716**	**30 848**	**30 036**	**29 200**	**27 900**
Bas-Saint-Laurent	– 131	– 53	– 249	– 72	104	135	9	0	23	67	– 23
Saguenay–Lac-Saint-Jean	395	355	373	404	549	575	648	517	538	562	423
Capitale-Nationale	348	578	370	628	1 360	1 129	1 805	1 848	1 968	1 917	1 790
Mauricie	– 376	– 439	– 253	– 302	– 7	– 240	– 68	– 65	– 133	– 164	– 243
Estrie	557	613	554	604	848	925	1 021	1 036	957	927	884
Montréal	4 504	5 288	5 188	5 872	7 237	7 795	8 004	8 107	8 337	8 476	8 719
Outaouais	1 243	1 396	1 409	1 465	1 634	1 814	1 938	2 038	1 925	1 687	1 646
Abitibi-Témiscamingue	285	336	352	431	600	525	573	602	567	537	530
Côte-Nord	399	426	446	341	438	463	459	394	438	410	299
Nord-du-Québec	615	626	682	625	664	720	693	702	657	644	611
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 186	– 243	– 172	– 237	– 171	– 233	– 213	– 175	– 265	– 243	– 268
Chaudière-Appalaches	998	1 118	1 029	1 159	1 660	1 598	1 806	1 682	1 747	1 633	1 410
Laval	1 098	1 339	1 301	1 437	1 815	1 674	1 920	1 965	1 827	1 808	1 718
Lanaudière	1 027	1 078	1 163	1 222	1 798	2 136	2 389	2 511	2 300	2 133	2 018
Laurentides	1 574	1 894	1 843	1 627	2 359	2 302	2 402	2 345	2 220	1 996	2 006
Montérégie	4 038	4 213	4 119	4 751	6 029	5 718	6 629	6 619	6 240	6 139	5 795
Centre-du-Québec	342	419	299	398	611	669	701	722	690	670	583

1. Les données sur les naissances de 2010 sont finales.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.3

Entrants, sortants et solde migratoire interrégional, régions administratives du Québec, 2001-2002 à 2011-2012

Région administrative	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
						Entrants (n)					
Bas-Saint-Laurent	4 259	4 374	4 579	4 324	4 371	4 238	4 043	3 884	3 983	4 054	3 987
Saguenay–Lac-Saint-Jean	4 101	3 951	4 394	4 071	4 311	4 287	4 266	4 056	3 953	4 036	4 283
Capitale-Nationale	18 639	17 958	16 975	16 691	18 496	17 221	17 218	17 041	16 892	16 829	16 730
Mauricie	6 114	6 258	6 461	6 390	6 553	6 242	5 926	6 114	6 305	6 283	6 399
Estrie	8 318	8 070	7 821	7 685	7 974	7 485	7 459	7 495	7 841	7 606	7 781
Montréal	47 919	44 389	43 703	42 649	44 906	40 716	40 405	41 682	40 440	39 583	40 760
Outaouais	5 906	5 774	5 303	5 134	5 442	5 077	5 479	5 603	5 646	5 274	4 934
Abitibi-Témiscamingue	2 428	2 450	2 543	2 586	2 882	2 673	2 416	2 359	2 396	2 515	2 719
Côte-Nord	2 081	2 225	2 421	2 294	2 301	2 185	2 073	2 188	2 352	2 629	2 593
Nord-du-Québec	873	1 006	970	874	965	960	1 016	860	998	1 063	1 101
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 407	2 467	2 587	2 377	2 588	2 331	2 243	2 321	2 358	2 361	2 342
Chaudière-Appalaches	9 974	9 738	9 466	9 890	10 077	9 671	9 024	9 201	9 468	9 282	9 241
Laval	21 910	21 743	22 224	21 148	22 577	21 036	20 700	21 137	22 249	20 654	20 323
Lanaudière	20 098	19 881	21 428	21 475	22 287	22 023	20 590	20 323	20 797	20 333	20 781
Laurentides	24 241	24 073	24 613	23 403	23 632	22 939	21 370	21 698	22 859	22 178	23 239
Montérégie	38 992	39 255	40 122	38 973	39 895	37 762	36 525	36 222	37 867	36 723	37 074
Centre-du-Québec	6 506	6 709	6 635	6 654	7 095	6 454	6 934	6 816	7 137	7 214	7 076
						Sortants (n)					
Bas-Saint-Laurent	5 368	5 060	4 550	4 579	4 882	4 581	4 349	4 340	4 145	4 082	4 033
Saguenay–Lac-Saint-Jean	7 074	6 873	6 410	6 041	5 693	5 242	4 714	4 715	4 349	4 033	3 951
Capitale-Nationale	15 900	15 208	15 224	15 497	15 860	15 024	14 173	14 280	14 720	14 275	14 818
Mauricie	6 321	5 966	5 812	5 803	6 164	5 456	5 731	5 993	5 952	5 930	5 997
Estrie	7 187	6 961	7 163	7 223	7 792	7 251	7 389	7 454	7 455	7 373	7 466
Montréal	62 752	64 795	67 803	65 449	67 666	64 564	61 882	61 145	64 080	61 790	61 252
Outaouais	4 541	4 338	4 720	4 570	4 711	4 568	4 117	4 166	4 334	4 258	4 692
Abitibi-Témiscamingue	4 424	3 970	3 506	3 167	3 261	2 839	2 806	2 751	2 803	2 462	2 566
Côte-Nord	3 934	3 426	3 223	3 121	3 212	2 874	2 991	2 640	2 665	2 592	2 899
Nord-du-Québec	1 518	1 301	1 299	1 370	1 408	1 213	1 314	1 244	1 171	1 217	1 272
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3 219	2 977	2 681	2 527	2 805	2 533	2 453	2 382	2 212	2 262	2 343
Chaudière-Appalaches	10 313	9 637	9 410	9 020	9 722	9 176	8 996	8 738	8 715	8 758	8 635
Laval	19 341	19 329	19 882	18 951	19 905	18 991	18 099	18 255	19 150	18 810	19 150
Lanaudière	15 810	15 374	14 842	14 535	15 470	14 983	15 149	15 933	16 473	16 400	16 608
Laurentides	17 882	16 921	17 347	17 212	18 208	16 645	17 165	17 363	17 697	17 696	17 705
Montérégie	32 693	31 888	32 111	31 366	33 029	31 265	30 409	31 361	31 365	30 463	31 737
Centre-du-Québec	6 490	6 299	6 262	6 187	6 566	6 096	5 950	6 239	6 256	6 218	6 239
						Solde migratoire interrégional (n)					
Bas-Saint-Laurent	– 1 109	– 686	28	– 255	– 511	– 343	– 306	– 456	– 162	– 28	– 46
Saguenay–Lac-Saint-Jean	– 2 973	– 2 922	– 2 016	– 1 969	– 1 382	– 955	– 448	– 659	– 396	3	332
Capitale-Nationale	2 739	2 750	1 751	1 194	2 636	2 197	3 044	2 761	2 172	2 554	1 912
Mauricie	– 207	292	649	587	389	786	195	121	353	353	402
Estrie	1 131	1 109	658	462	182	234	70	40	386	234	314
Montréal	– 14 833	– 20 406	– 24 100	– 22 800	– 22 760	– 23 848	– 21 477	– 19 463	– 23 640	– 22 207	– 20 492
Outaouais	1 364	1 437	583	564	731	510	1 363	1 437	1 312	1 017	243
Abitibi-Témiscamingue	– 1 996	– 1 520	– 963	– 581	– 379	– 166	– 390	– 392	– 407	53	153
Côte-Nord	– 1 853	– 1 201	– 802	– 827	– 911	– 689	– 918	– 452	– 313	37	– 306
Nord-du-Québec	– 645	– 293	– 329	– 496	– 443	– 253	– 298	– 384	– 173	– 154	– 171
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 812	– 510	– 94	– 150	– 217	– 202	– 210	– 61	146	99	– 1
Chaudière-Appalaches	– 339	101	56	869	355	495	28	463	754	525	606
Laval	2 569	2 414	2 342	2 197	2 672	2 045	2 601	2 882	3 099	1 844	1 173
Lanaudière	4 288	4 507	6 586	6 940	6 818	7 040	5 441	4 390	4 324	3 933	4 173
Laurentides	6 358	7 151	7 266	6 191	5 424	6 295	4 205	4 335	5 162	4 482	5 534
Montérégie	6 300	7 367	8 011	7 607	6 867	6 497	6 116	4 861	6 502	6 260	5 337
Centre-du-Québec	17	409	373	467	529	359	984	577	881	996	837

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ).

Tableau 2.4

Population par grand groupe d'âge et âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 1996 et 2012[p]

	Groupe d'âge								Âge
	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	médian
	n				%				
1996	**1 879 759**	**4 498 154**	**868 984**	**7 246 897**	**25,9**	**62,1**	**12,0**	**100,0**	**36,1**
Bas-Saint-Laurent	55 370	124 066	29 259	208 695	26,5	59,4	14,0	100,0	37,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	84 352	175 416	30 414	290 182	29,1	60,5	10,5	100,0	35,6
Capitale-Nationale	150 717	411 731	80 929	643 377	23,4	64,0	12,6	100,0	37,3
Mauricie	65 266	160 948	38 367	264 581	24,7	60,8	14,5	100,0	38,5
Estrie	75 528	169 977	37 166	282 671	26,7	60,1	13,1	100,0	36,4
Montréal	393 861	1 138 244	265 807	1 797 912	21,9	63,3	14,8	100,0	36,9
Outaouais	85 852	197 795	28 086	311 733	27,5	63,5	9,0	100,0	34,5
Abitibi-Témiscamingue	46 703	94 023	15 175	155 901	30,0	60,3	9,7	100,0	34,0
Côte-Nord	30 111	66 739	7 793	104 643	28,8	63,8	7,4	100,0	33,9
Nord-du-Québec	15 534	22 226	1 290	39 050	39,8	56,9	3,3	100,0	25,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	27 476	65 025	13 903	106 404	25,8	61,1	13,1	100,0	37,4
Chaudière-Appalaches	108 302	231 664	45 739	385 705	28,1	60,1	11,9	100,0	35,9
Laval	86 912	210 309	37 697	334 918	26,0	62,8	11,3	100,0	36,3
Lanaudière	111 380	234 112	35 335	380 827	29,2	61,5	9,3	100,0	35,3
Laurentides	123 878	272 287	43 446	439 611	28,2	61,9	9,9	100,0	35,3
Montérégie	357 463	794 448	130 887	1 282 798	27,9	61,9	10,2	100,0	35,6
Centre-du-Québec	61 054	129 144	27 691	217 889	28,0	59,3	12,7	100,0	36,2
2012[p]	**1 727 552**	**5 025 818**	**1 301 386**	**8 054 756**	**21,4**	**62,4**	**16,2**	**100,0**	**41,5**
Bas-Saint-Laurent	38 880	120 934	40 020	199 834	19,5	60,5	20,0	100,0	47,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	55 841	167 865	49 303	273 009	20,5	61,5	18,1	100,0	45,6
Capitale-Nationale	133 952	448 482	125 550	707 984	18,9	63,3	17,7	100,0	43,0
Mauricie	48 904	159 436	54 929	263 269	18,6	60,6	20,9	100,0	47,5
Estrie	67 668	191 706	56 113	315 487	21,4	60,8	17,8	100,0	42,7
Montréal	397 102	1 283 715	300 855	1 981 672	20,0	64,8	15,2	100,0	38,6
Outaouais	84 979	237 560	49 790	372 329	22,8	63,8	13,4	100,0	40,4
Abitibi-Témiscamingue	34 202	90 034	22 517	146 753	23,3	61,4	15,3	100,0	42,3
Côte-Nord	21 909	59 494	14 244	95 647	22,9	62,2	14,9	100,0	42,5
Nord-du-Québec	15 641	24 409	2 943	42 993	36,4	56,8	6,8	100,0	29,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	16 754	56 178	19 604	92 536	18,1	60,7	21,2	100,0	49,5
Chaudière-Appalaches	89 263	248 496	70 429	408 188	21,9	60,9	17,3	100,0	43,4
Laval	94 840	249 655	65 223	409 718	23,1	60,9	15,9	100,0	40,7
Lanaudière	111 351	294 076	71 514	476 941	23,3	61,7	15,0	100,0	41,7
Laurentides	129 092	348 153	85 894	563 139	22,9	61,8	15,3	100,0	42,3
Montérégie	335 255	904 344	230 653	1 470 252	22,8	61,5	15,7	100,0	41,7
Centre-du-Québec	51 919	141 281	41 805	235 005	22,1	60,1	17,8	100,0	43,2

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2013), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

3. Familles et ménages

par la Direction des statistiques sociodémographiques

L'analyse des caractéristiques des familles et des ménages contribue à une meilleure compréhension des modes de vie de la population d'un territoire donné. La présente section cherche à faire ressortir les régions qui se démarquent à cet égard à partir des données les plus récentes disponibles, soit celles du Recensement canadien de 2011. Les régions sont notamment comparées par rapport à l'importance des familles monoparentales et des familles nombreuses, à la fréquence du mariage et de l'union libre chez les couples avec enfants et à la part de la population qui vit seule.

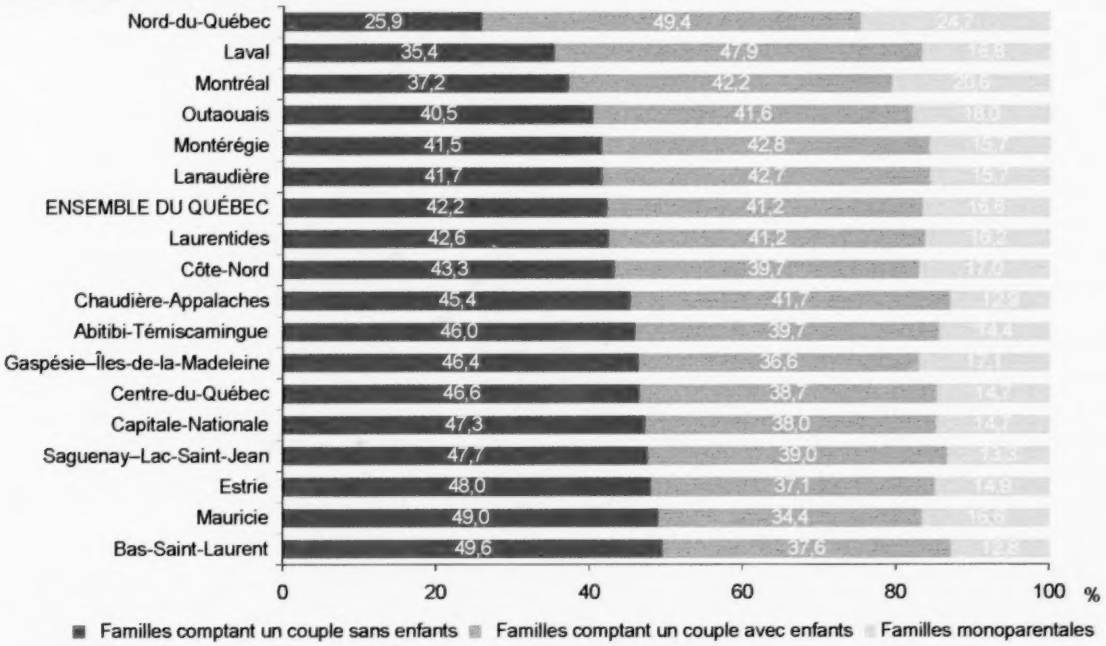
Dans cet article, les familles et les enfants correspondent aux définitions de Statistique Canada retenues dans le cadre du Recensement de 2011. Le glossaire placé à la fin du document présente ces définitions. Les enfants peuvent ici être de tous âges. Des données complémentaires portant plus spécifiquement sur les familles comptant au moins un enfant de moins de 25 ans sont disponibles sur le site Web de l'Institut.

Des structures familiales diversifiées selon la région

En 2011, on a dénombré un peu plus de 2,2 millions de familles au Québec (tableau 3.1). Parmi celles-ci, 42,2 % sont formées de couples sans enfants (figure 3.1). La part des couples avec enfants est légèrement inférieure, soit 41,2 %. Soulignons que lors du Recensement de 2006, les couples avec enfants étaient encore un peu plus nombreux que les couples sans enfants (données non illustrées). Le revirement survenu au cours des dernières années est notamment attribuable au vieillissement démographique, qui fait en sorte qu'une proportion accrue de la population atteint les âges où les enfants ont quitté le domicile familial. La proportion de familles monoparentales parmi l'ensemble des familles est quant à elle de 16,6 %. La grande majorité d'entre elles sont dirigées par une femme.

Figure 3.1

Familles de recensement selon la structure (en %), régions administratives et ensemble du Québec, 2011



Source : Statistique Canada, Recensement 2011, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

L'examen des structures familiales révèle certaines différences entre les régions du Québec. La distinction la plus manifeste concerne le Nord-du-Québec, qui se démarque comme étant la région comptant à la fois la plus forte proportion de couples avec enfants (49,4 %) et de familles monoparentales (24,7 %). Elle affiche de ce fait la plus faible proportion de couples sans enfants (25,9 %). Ce profil unique au Québec reflète notamment la fécondité beaucoup plus forte et précoce du Nord-du-Québec comparativement à la moyenne québécoise. De même, la structure par âge du Nord-du-Québec est beaucoup plus jeune que celle des autres régions, ce qui fait qu'elle compte davantage de personnes dans les groupes d'âge les plus susceptibles d'avoir des enfants à la maison (voir la section 2 sur la Démographie).

Mis à part le Nord-du-Québec, ce sont les régions de Laval et de Montréal qui comptent les plus faibles proportions de familles sans enfants, soit 35,4 % et 37,2 % respectivement. Si Montréal présente une proportion de familles monoparentales plus élevée (20,6 %) que l'ensemble du Québec, Laval se démarque plutôt par une proportion assez importante de couples avec enfants, ceux-ci comptant pour près de la moitié des familles de recensement de la région (47,9 %).

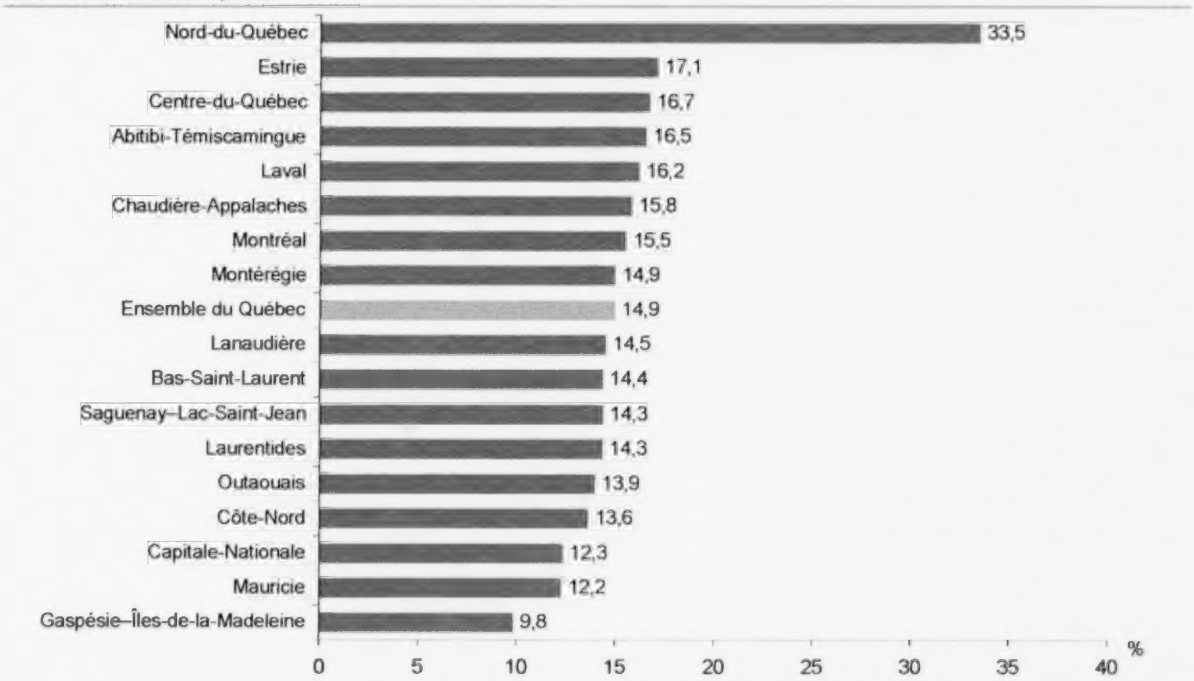
Les régions où les proportions de familles sans enfants sont les plus élevées se caractérisent par une population plus âgée que la moyenne. Plusieurs d'entre elles ont également une assez faible fécondité depuis plusieurs années. C'est notamment le cas du Bas-Saint-Laurent où près de la moitié des familles de recensement sont formées de couples sans enfants.

Une forte présence de familles nombreuses dans le Nord-du-Québec

L'addition des couples avec enfants et des familles monoparentales permet d'obtenir le nombre total de familles ayant au moins un enfant présent au domicile familial. Le tableau 3.2 montre la répartition de ces dernières selon le nombre d'enfants. On peut voir que dans l'ensemble du Québec, près de la moitié (46,8 %) des familles avec enfants en comptent un seul, alors que 38,3 % d'entre elles en comptent deux. Les familles nombreuses, constituées de trois enfants ou plus, sont beaucoup moins fréquentes; elles représentent 14,9 % des familles avec enfants.

Figure 3.2

Familles de recensement comptant trois enfants ou plus parmi les familles avec enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2011



Source : Statistique Canada, Recensement 2011, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

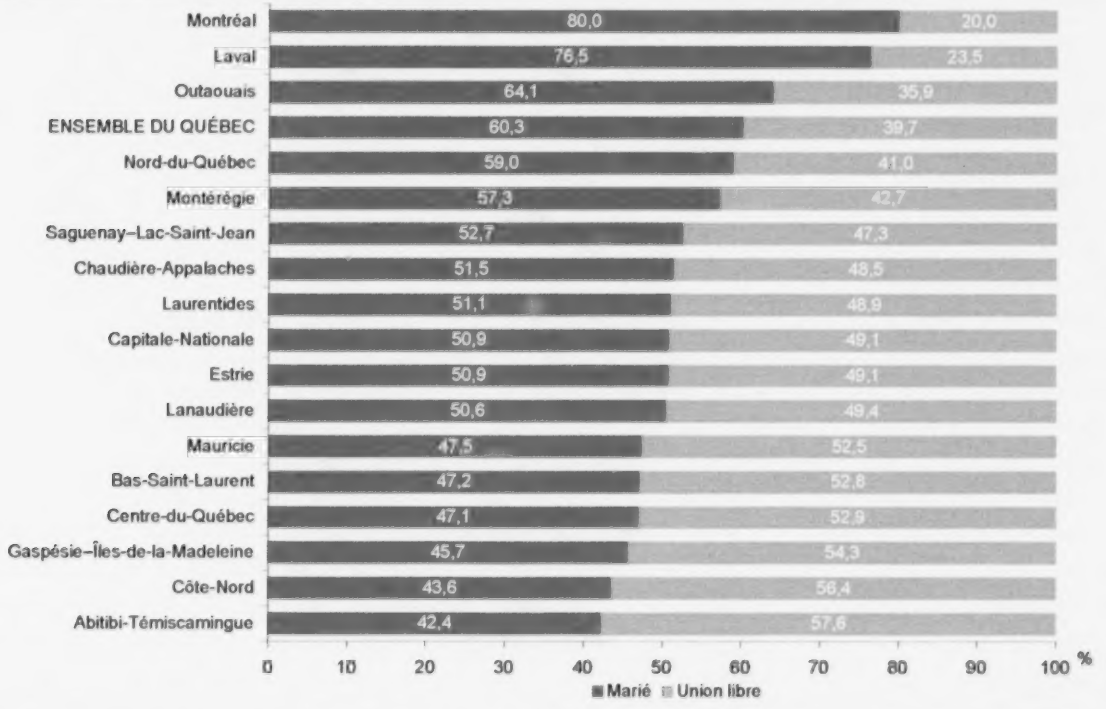
Sur le plan régional, le Nord-du-Québec se démarque en affichant de loin la plus grande proportion de familles nombreuses, soit 33,5 % (figure 3.2). Comme mentionné précédemment, cette situation découle de sa structure par âge beaucoup plus jeune que celle des autres régions et de sa fécondité largement supérieure à la moyenne québécoise. À l'inverse, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine présente la plus faible proportion de familles nombreuses, soit un peu moins d'une famille avec enfants sur dix (9,8 %). Les proportions des autres régions varient entre 12 % et 17 %.

Plus de trois couples avec enfants sur quatre sont mariés dans les régions de Montréal et de Laval

En ne considérant que les familles formées de couples avec enfants, on constate que 60,3 % des couples avec enfants sont mariés, alors que 39,7 % vivent en union libre en 2011 au Québec. On observe une forte variabilité à ces égards sur le plan régional (figure 3.3). Montréal et Laval se distinguent comme étant les régions qui affichent les plus fortes proportions de couples mariés parmi ceux qui ont des enfants, soit respectivement 80,0 % et 76,5 %. À l'opposé, les couples avec enfants sont plus souvent en union libre que mariés dans six régions. Ces régions sont la Mauricie, le Bas-Saint-Laurent, le Centre-du-Québec, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue.

Figure 3.3

Couples avec enfants selon le type d'union, régions administratives et ensemble du Québec, 2011



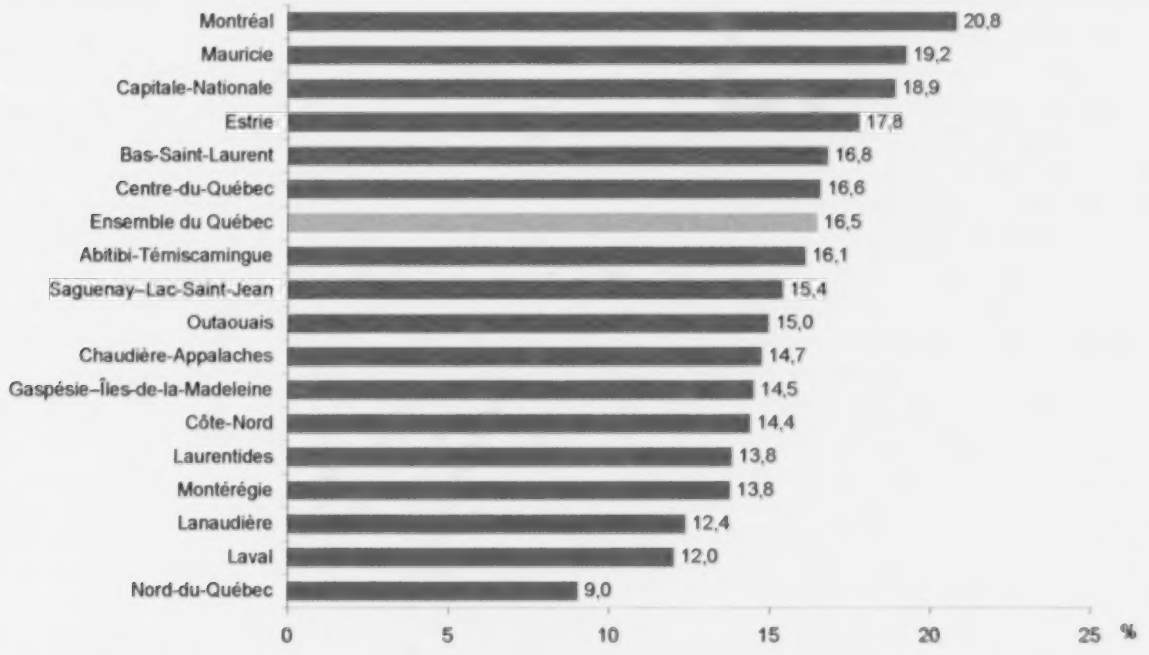
Source : Statistique Canada, Recensement 2011, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Montréal compte la plus forte proportion de personnes vivant seules

Au Québec, la très large majorité des personnes vivent au sein d'une famille de recensement. Chez les 15 ans et plus, cette proportion est de 75,2 % en 2011[1]. Les personnes de ce groupe d'âge qui ne font pas partie d'une famille vivent le plus souvent seules. Dans l'ensemble du Québec, 16,5 % des personnes de 15 ans et plus vivent seules. Cette proportion varie du simple au double d'une région à l'autre (figure 3.4). C'est à Montréal qu'elle est la plus importante. Dans cette région, 20,8 % de la population vit seule, soit plus d'une personne sur cinq chez les 15 ans et plus. La proportion est d'environ 19 % en Mauricie et dans la Capitale-Nationale. À l'opposé, le fait de vivre seul est moins fréquent dans le Nord-du-Québec (9,0 %), à Laval (12,0 %) et dans Lanaudière (12,4 %).

Figure 3.4

Personnes vivant seules parmi l'ensemble de la population âgée de 15 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2011



Source : Statistique Canada, Recensement 2011, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

En résumé...

Les données présentées dans cette section permettent de faire ressortir un certain nombre de particularités régionales à l'égard des structures familiales. Le Nord-du-Québec et Montréal sont les deux régions qui se démarquent le plus. Le Nord-du-Québec affiche la plus forte proportion de familles avec enfants et, parmi celles-ci, la plus forte proportion de familles monoparentales et de familles comptant 3 enfants et plus. C'est également dans cette région que l'on compte le moins de personnes vivant seules. Quant à Montréal, elle se distingue notamment par une forte proportion de couples mariés parmi les couples avec enfants. C'est aussi dans cette région que la propension à vivre seul est la plus grande.

1. Cette proportion est de 99 % chez les moins de 15 ans.

Tableau 3.1

Familles de recensement selon la structure, régions administratives et ensemble du Québec, 2011

	Familles comptant un couple		Familles monoparentales			Total
	Sans enfants	Avec enfants	Parent de sexe féminin	Parent de sexe masculin	Total	
			n			
Bas-Saint-Laurent	28 460	21 550	5 505	1 845	7 355	57 365
Saguenay–Lac-Saint-Jean	38 520	31 485	7 980	2 765	10 750	80 760
Capitale-Nationale	92 080	73 980	21 235	7 480	28 700	194 750
Mauricie	36 540	25 650	9 290	3 125	12 400	74 590
Estrie	41 925	32 385	9 375	3 600	12 985	87 300
Montréal	176 745	200 305	80 150	17 900	98 050	475 095
Outaouais	42 830	44 025	14 225	4 785	19 015	105 870
Abitibi-Témiscamingue	19 220	16 590	4 280	1 730	6 020	41 825
Côte-Nord	12 170	11 150	3 505	1 290	4 785	28 120
Nord-du-Québec	2 860	5 450	1 995	735	2 725	11 040
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	13 155	10 370	3 670	1 175	4 850	28 360
Chaudière-Appalaches	54 125	49 740	11 170	4 275	15 425	119 295
Laval	39 930	54 045	14 800	4 110	18 910	112 880
Lanaudière	57 825	59 235	15 835	5 910	21 740	138 820
Laurentides	69 330	67 130	19 210	7 270	26 460	162 935
Montérégie	173 655	178 820	48 600	16 935	65 555	418 040
Centre-du-Québec	31 000	25 795	7 105	2 685	9 790	66 570
Ensemble du Québec	**930 390**	**907 720**	**277 930**	**87 580**	**365 515**	**2 203 625**

Note: Les totaux peuvent différer légèrement de la somme des parties en raison de l'arrondissement des données.

Source : Statistique Canada, Recensement 2011, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.2

Familles de recensement avec enfants selon le nombre d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2011

	1	2	3 et plus	Total	1	2	3 et plus	Total
	n				%			
Bas-Saint-Laurent	14 150	10 605	4 150	28 910	48,9	36,7	14,4	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	20 235	15 935	6 060	42 235	47,9	37,7	14,3	100,0
Capitale-Nationale	50 575	39 460	12 645	102 680	49,3	38,4	12,3	100,0
Mauricie	19 620	13 785	4 660	38 065	51,5	36,2	12,2	100,0
Estrie	20 460	17 165	7 745	45 365	45,1	37,8	17,1	100,0
Montréal	144 420	107 695	46 240	298 355	48,4	36,1	15,5	100,0
Outaouais	30 210	24 040	8 785	63 035	47,9	38,1	13,9	100,0
Abitibi-Témiscamingue	10 310	8 555	3 730	22 600	45,6	37,9	16,5	100,0
Côte-Nord	8 020	5 750	2 170	15 945	50,3	36,1	13,6	100,0
Nord-du-Québec	2 910	2 520	2 735	8 175	35,6	30,8	33,5	100,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8 660	5 065	1 495	15 220	56,9	33,3	9,8	100,0
Chaudière-Appalaches	28 855	26 025	10 290	65 165	44,3	39,9	15,8	100,0
Laval	31 160	30 015	11 785	72 955	42,7	41,1	16,2	100,0
Lanaudière	37 470	31 765	11 740	80 980	46,3	39,2	14,5	100,0
Laurentides	42 800	37 395	13 405	93 605	45,7	39,9	14,3	100,0
Montérégie	110 300	97 585	36 505	244 385	45,1	39,9	14,9	100,0
Centre-du-Québec	15 845	13 805	5 930	35 575	44,5	38,8	16,7	100,0
Ensemble du Québec	**596 020**	**487 150**	**190 080**	**1 273 240**	**46,8**	**38,3**	**14,9**	**100,0**

Note: Les totaux peuvent différer légèrement de la somme des parties en raison de l'arrondissement des données.

Source : Statistique Canada, Recensement 2011, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

4. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

La présente section a été préparée à partir de tableaux sur les familles de recensement, dont la source est le Fichier des familles T1 (FFT1). Il s'agit de données fiscales, extraites des déclarations de revenus des particuliers. Plus particulièrement, le faible revenu est ici calculé d'après la Mesure du faible revenu (MFR) après impôt. Une famille est à faible revenu lors d'une année si son revenu ajusté après impôt est inférieur au seuil correspondant à la moitié du revenu médian ajusté après impôt de l'ensemble des familles et des personnes hors famille du Québec durant la même année.

Taux de faible revenu des familles

En 2010, la distribution du taux de faible revenu après impôt des familles selon les régions administratives révèle certaines disparités (tableau 4.1, volet 1). D'un côté, la région de Montréal, suivie de près par la région du Nord-du-Québec, affichent de loin les taux les plus élevés, soit 16,6 % et 15,4 % respectivement. Les troisième et quatrième régions où ce taux est le plus élevé sont la Mauricie (8,9 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (8,8 %). D'un autre côté, c'est dans Chaudière-Appalaches (4,8 %), la Capitale-Nationale (5,5 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (6,0 %), le Bas-Saint-Laurent (6,1 %), l'Abitibi-Témiscamingue (7,1 %) et dans les régions périphériques de Montréal, soit les Laurentides (7,3 %), Lanaudière (7,5 %), et la Montérégie (7,5 %) qu'on trouve, en pourcentage, le moins de familles à faible revenu. La région de Laval affiche un taux de 8,1 %.

Entre 2009 et 2010, une diminution survient dans toutes les régions. La plus élevée concerne la Côte-Nord (– 1,3 point de pourcentage), tandis que la plus faible concerne Laval et Montréal (– 0,3 point).

Si l'on considère l'évolution à plus long terme, soit entre 2006 et 2010, on voit que le faible revenu diminue dans 11 régions sur 17; cette diminution s'élève à au moins un point de pourcentage dans les régions suivantes : Côte-Nord (– 1,3 point), Bas-Saint-Laurent, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Abitibi-Témiscamingue (– 1,2 point), Nord-du-Québec et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 1,1 point). Dans cinq régions, on constate toutefois une augmentation. Toutefois, seules les régions de Laval (+ 0,7 point) et de Montréal (+ 0,6 point) affichent une augmentation d'au moins un demi-point. Dans la région des Laurentides, le taux est demeuré stable entre ces deux années à 7,3 %.

Taux de faible revenu selon le type de famille

La comparaison des taux régionaux de 2010 par type de famille (tableau 4.1, volets 2, 3 et 4) révèle que les familles monoparentales sont à faible revenu dans une proportion beaucoup plus élevée que les couples avec ou sans enfants, quelle que soit la région. Les taux des couples sans enfants et avec enfants sont relativement comparables.

Entre 2009 et 2010, dans toutes les régions, on assiste à une diminution du faible revenu des couples sans enfants. La diminution maximale est redevable au Nord-du-Québec (– 1,2 point), tandis que la diminution minimale l'est à Laval (– 0,2 point). La conclusion est du même ordre pour les couples avec enfants et les familles monoparentales, en ce sens que le taux de faible revenu diminue dans toutes les régions. La Côte-Nord affiche la plus grande diminution du faible revenu des couples avec enfants (– 0,9 point), tandis que l'Outaouais et l'Estrie enregistrent la plus faible (– 0,2 point). Pour ce qui est des familles monoparentales, les diminutions s'étendent entre un maximum de 3,5 points (Côte-Nord) et un faible minimum de 0,1 point (Montréal).

Au cours de la période plus longue comprise entre 2006 et 2010, le taux des couples sans enfants est en diminution dans 12 régions sur 17, avec une intensité maximale de deux points (Nord-du-Québec). C'est aussi dans 12 régions sur 17 que le faible revenu des couples avec enfants diminue. La région du Nord-du-Québec arrive en tête de liste avec une diminution de 2,3 points. Par contraste, dans une majorité de régions (11 sur 17), le faible revenu des familles monoparentales augmente : la plus forte des augmentations concerne l'Estrie (+ 1,8 point).

Taux de faible revenu des enfants et nombre d'enfants à faible revenu

À l'instar de ce que l'on observe dans l'ensemble des familles, la région de Montréal présente, en ce qui concerne les enfants, c'est-à-dire les personnes âgées de 0 à 17 ans, le taux le plus élevé de toutes les régions en 2010, soit 25,6 % (tableau 4.2, volet 1). Le second taux le plus élevé est attribuable au Nord-du-Québec (19,7 %) et à la Côte-Nord pour le troisième (16,9 %). Ce taux est le moins élevé dans Chaudière-Appalaches (7,2 %), la Capitale-Nationale (8,6 %), le Bas-Saint-Laurent (9,3 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (9,8 %). Les régions périphériques de Montréal, soit la Montérégie (11,2 %), les Laurentides (11,3 %), Lanaudière (11,7 %) et Laval (12,1 %) présentent des taux intermédiaires.

Entre 2009 et 2010, le faible revenu des enfants diminue dans toutes les régions, et c'est dans celle de la Côte-Nord que cette diminution, en points de pourcentage, est la plus élevée : 1,8 point, soit 18,7 % en 2009 contre 16,9 % en 2010. Les diminutions les moins élevées se chiffrent toutes à 0,3 point, et sont attribuables aux régions de Montréal (de 25,9 % à 25,6 %), de la Capitale-Nationale (de 8,9 % à 8,6 %), de l'Estrie (de 14,4 % à 14,1 %) et de Laval (12,5 % à 12,1 %).

À plus long terme, soit entre 2006 et 2010, la diminution du faible revenu des enfants est observée dans neuf régions, et ne dépasse pas 1,1 point, une donnée qui concerne le Bas-Saint-Laurent (de 10,4 % en 2006 à 9,3 % en 2010). Dans les huit autres régions, le taux des enfants augmente par contre. Laval est la région qui voit la plus forte hausse (1,1 point, soit de 11,0 % à 12,1 %).

Entre 2009 et 2010, l'effectif des enfants à faible revenu décroît dans toutes les régions. La plus forte diminution, en pourcentage, est attribuable à la Côte-Nord, où cet effectif passe de 3 760 à 3 360, une baisse de 10,6 %; cette baisse surpasse de beaucoup celle du nombre total d'enfants (– 1,1 %, soit de 20 070 à 19 840), et permet d'illustrer autrement le fait, noté plus haut, que c'est dans cette région que la diminution du faible revenu est la plus élevée entre ces deux années (– 1,8 point). À Montréal par contre, le nombre d'enfants à faible revenu est pratiquement stationnaire (– 0,1 % de décroissance, soit 87 830 en 2009, contre 87 720 en 2010).

En considérant l'évolution entre 2006 et 2010, remarquons que l'augmentation du nombre d'enfants à faible revenu touche 6 régions sur 17. C'est à Laval que la hausse est la plus prononcée; celle-ci atteint 14,1 % (soit 9 190 en 2006 contre 10 490 en 2010) et elle excède de beaucoup celle du nombre total d'enfants (3,8 %, soit respectivement 83 270 contre 86 440). Avec ce contraste, il n'est pas surprenant que cette région affiche la plus forte augmentation du taux de faible revenu des enfants sur cette période (+ 1,1 point), comme nous l'avons déjà noté.

À l'inverse, dans les dix régions où une diminution se produit, c'est au Bas-Saint-Laurent qu'elle est la plus prononcée (– 16,2 %, soit 3 820 en 2006 contre 3 200 en 2010). Comme cette diminution est nettement plus importante que celle du nombre total d'enfants (– 6,3 %, soit 36 880 contre 34 560), il n'est donc pas surprenant que cette région affiche en même temps la diminution la plus élevée du taux de faible revenu des enfants entre les deux années (– 1,1 point).

Revenu médian des familles

Le revenu des familles comptant un couple est plus élevé que celui des familles monoparentales. Bien sûr, les premières sont plus susceptibles que les secondes de bénéficier de la présence d'un pourvoyeur additionnel de revenu, en l'occurrence le conjoint ou la conjointe. L'indicateur utilisé dans cette section est le revenu médian après impôt; il confirme toujours cette réalité en 2010 (tableau 4.3).

Attirons plutôt l'attention, pour commencer, sur le fait qu'entre les familles comptant un couple et les familles monoparentales, ce ne sont pas les mêmes régions qui détiennent le revenu médian après impôt le plus élevé comme le plus faible. Parmi les familles comptant un couple, la région du Nord-du-Québec présente, en 2010, le revenu médian le plus élevé (70 400 $). Les régions de la Côte-Nord et de l'Outaouais suivent, avec des revenus respectifs de 69 970 $ et de 69 540 $. À l'inverse, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se caractérise en 2010 par le revenu des couples le moins élevé de toutes les régions (53 520 $). Les positions du Centre-du-Québec et de Montréal se classent également parmi les moins avantageuses, le revenu médian

des couples y étant respectivement de 55 490 $ et de 55 780 $. Cela dit, et pour quantifier la plus grande différence de revenu médian entre deux régions, mentionnons que celui de la région la moins avantagée (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine) représente environ les trois quarts (76,0 %) de celui de la région la plus avantagée (Nord-du-Québec).

Si l'on se tourne du côté des familles monoparentales, on se rend compte que c'est dans la Capitale-Nationale (41 090 $) que le revenu médian de 2010 est le plus élevé, suivie de Laval (40 160 $) et de l'Outaouais (39 550 $). À l'opposé, le Nord-du-Québec (31 800 $), la Mauricie (33 160 $) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (33 280 $) constituent les trois premières régions où ce revenu est le plus faible.

Il ressort principalement de ces faits que la situation relative des couples et des familles monoparentales diffère radicalement dans la région du Nord-du-Québec. En effet, il s'agit de la première région où le revenu médian des couples est le plus élevé, mais de la première où celui des familles monoparentales est le plus faible.

Un autre indicateur illustre cette différence radicale : il s'agit du revenu médian après impôt des familles monoparentales, tel qu'exprimé en pourcentage de celui des familles comptant un couple (tableau 4.3, dernière colonne). Ainsi, dans la région du Nord-du-Québec, le revenu médian des familles monoparentales ne représente pas même la moitié de celui des familles comptant un couple (45,2 %). Il s'agit du pourcentage le plus faible de toutes les régions. Toutes les autres régions, à l'exception de la Côte-Nord (47,7 %), montrent des pourcentages au moins égaux à la moitié. Dans 11 régions, les pourcentages arrondis oscillent entre 58 % et 62 % inclusivement. C'est au Bas-Saint-Laurent (63,9 %) et dans Chaudière-Appalaches (63,3 %) que le revenu médian des familles monoparentales se rapproche le plus de celui des couples.

Considérons pour terminer l'évolution, en dollars constants, du revenu médian entre 2009 et 2010 dans ces deux types de familles (tableau 4.4). On constate que dans le cas des familles comptant un couple, 12 régions sur 17 affichent une augmentation. Les augmentations maximales touchent la Côte-Nord (+ 3,2 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (+ 2,7 %). À l'inverse, dans Montréal, l'Outaouais, Laval, la Capitale-Nationale et la Mauricie, une faible décroissance survient, ne dépassant pas 0,3 % toutefois.

Dans le cas des familles monoparentales, une augmentation du revenu médian, entre 2009 et 2010, touche toutes les régions, à l'exception de Laval (– 0,8 %), de Montréal (– 0,5 %) et de la Mauricie (– 0,4 %). Les plus fortes augmentations concernent la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 3,6 %) et la Côte-Nord (+ 3,5 %).

Tableau 4.1

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles et selon le type de famille, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	VOLET 1 : ensemble des familles							VOLET 2 : couples sans enfants						
	2006	2007	2008	2009	2010	Écart 2010-2009	Écart 2010-2006	2006	2007	2008	2009	2010	Écart 2010-2009	Écart 2010-2006
	%					point de %		%					point de %	
Bas-Saint-Laurent	7,3	7,7	7,3	6,9	6,1	– 0,8	– 1,2	6,3	6,3	6,1	5,5	4,7	– 0,8	– 1,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	7,2	7,4	7,0	6,7	6,0	– 0,7	– 1,2	5,3	5,4	5,0	4,7	4,0	– 0,7	– 1,3
Capitale-Nationale	6,0	6,3	5,9	5,9	5,5	– 0,4	– 0,6	4,2	4,4	4,2	4,4	4,0	– 0,4	– 0,2
Mauricie	9,4	10,0	9,7	9,6	8,9	– 0,7	– 0,5	6,0	6,5	6,1	5,9	5,3	– 0,6	– 0,7
Estrie	8,4	9,1	9,0	9,1	8,7	– 0,5	0,2	5,5	6,2	5,9	6,2	5,7	– 0,5	0,1
Montréal	16,1	16,8	16,7	17,0	16,6	– 0,3	0,6	10,8	11,3	11,4	11,8	11,3	– 0,5	0,5
Outaouais	9,1	9,4	9,0	8,9	8,4	– 0,4	– 0,7	5,7	5,8	5,4	5,3	4,9	– 0,4	– 0,8
Abitibi-Témiscamingue	8,3	8,6	8,1	8,0	7,1	– 0,8	– 1,2	5,2	5,7	5,2	5,1	4,3	– 0,8	– 1,0
Côte-Nord	9,7	10,1	10,0	9,7	8,5	– 1,3	– 1,3	3,8	3,8	4,1	3,5	3,0	– 0,4	– 0,7
Nord-du-Québec	16,5	17,5	14,9	16,0	15,4	– 0,6	– 1,1	6,8	7,5	7,0	6,0	4,8	– 1,2	– 2,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9,9	10,4	10,0	9,7	8,8	– 0,9	– 1,1	7,5	7,6	7,0	6,9	5,9	– 1,0	– 1,6
Chaudière-Appalaches	5,3	5,7	5,5	5,4	4,8	– 0,5	– 0,5	4,3	4,7	4,6	4,2	3,7	– 0,5	– 0,7
Laval	7,4	8,0	8,1	8,4	8,1	– 0,3	0,7	5,4	5,7	5,9	6,0	5,7	– 0,2	0,4
Lanaudière	7,3	8,1	8,0	8,1	7,5	– 0,6	0,1	4,9	5,8	5,4	5,7	5,1	– 0,6	0,2
Laurentides	7,3	8,1	7,9	7,9	7,3	– 0,7	0,0	4,9	5,8	5,4	5,6	4,8	– 0,8	– 0,1
Montérégie	7,1	8,0	7,8	8,0	7,5	– 0,6	0,3	4,9	5,9	5,5	6,0	5,4	– 0,5	0,5
Centre-du-Québec	7,9	8,5	8,4	8,6	7,8	– 0,8	– 0,2	5,5	6,3	5,9	6,2	5,2	– 1,1	– 0,3
Ensemble du Québec	**9,3**	**9,9**	**9,7**	**9,8**	**9,3**	**– 0,5**	**– 0,1**	**6,3**	**6,8**	**6,6**	**6,8**	**6,2**	**– 0,6**	**– 0,1**

	VOLET 3 : couples avec enfants							VOLET 4 : familles monoparentales						
	2006	2007	2008	2009	2010	Écart 2010-2009	Écart 2010-2006	2006	2007	2008	2009	2010	Écart 2010-2009	Écart 2010-2006
	%					point de %		%					point de %	
Bas-Saint-Laurent	4,1	4,4	4,0	3,7	3,4	– 0,4	– 0,7	21,7	24,2	23,3	22,8	20,9	– 1,8	– 0,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3,5	3,6	3,5	3,3	2,9	– 0,3	– 0,6	27,0	28,3	27,2	26,9	25,2	– 1,7	– 1,7
Capitale-Nationale	3,5	3,6	3,3	3,3	3,0	– 0,3	– 0,5	19,4	20,7	19,6	18,7	18,2	– 0,5	– 1,2
Mauricie	5,4	5,6	5,7	5,7	5,2	– 0,5	– 0,2	28,9	31,0	30,3	30,5	29,5	– 1,0	0,6
Estrie	5,6	6,0	6,2	6,0	5,8	– 0,2	0,2	25,1	27,3	27,2	28,0	27,0	– 1,1	1,8
Montréal	14,2	15,0	15,0	15,4	15,1	– 0,3	0,9	32,1	33,8	33,5	33,2	33,1	– 0,1	1,0
Outaouais	5,7	5,8	5,6	5,6	5,4	– 0,2	– 0,3	25,8	27,1	26,6	26,3	25,3	– 0,9	– 0,5
Abitibi-Témiscamingue	4,6	4,6	4,2	4,3	3,8	– 0,5	– 0,8	27,5	29,3	28,0	27,8	25,7	– 2,1	– 1,8
Côte-Nord	5,2	5,2	5,3	5,3	4,3	– 0,9	– 0,8	34,1	36,3	35,4	35,7	32,1	– 3,5	– 2,0
Nord-du-Québec	9,5	10,2	6,7	7,8	7,2	– 0,6	– 2,3	38,5	40,6	37,4	39,6	38,9	– 0,7	0,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	5,7	6,1	5,7	5,1	4,8	– 0,4	– 1,0	25,4	27,7	27,8	27,6	26,0	– 1,5	0,6
Chaudière-Appalaches	2,8	2,8	2,8	2,7	2,4	– 0,4	– 0,4	18,0	20,0	19,4	19,8	18,5	– 1,3	0,5
Laval	5,4	5,9	6,1	6,5	6,2	– 0,3	0,8	20,3	21,9	21,7	22,0	21,7	– 0,2	1,5
Lanaudière	4,5	4,8	4,9	4,8	4,4	– 0,4	– 0,1	23,4	25,7	25,7	25,8	24,7	– 1,1	1,4
Laurentides	4,3	4,6	4,6	4,7	4,3	– 0,3	0,0	22,9	25,4	25,0	25,0	23,7	– 1,2	0,8
Montérégie	4,4	4,7	4,8	4,9	4,5	– 0,4	0,1	22,7	24,8	24,4	24,7	23,7	– 0,9	1,1
Centre-du-Québec	4,9	4,8	4,9	4,9	4,5	– 0,4	– 0,3	25,1	27,3	27,6	27,9	26,7	– 1,2	1,5
Ensemble du Québec	**6,5**	**6,9**	**6,9**	**7,0**	**6,6**	**– 0,3**	**0,1**	**25,7**	**27,6**	**27,1**	**27,0**	**26,2**	**– 0,8**	**0,5**

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.2

Taux de faible revenu des enfants, nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	VOLET 1 : taux de faible revenu des enfants (0-17 ans)						
	2006	2007	2008	2009	2010	Écart 2010-2009	Écart 2010-2006
	%					point de %	
Bas-Saint-Laurent	10,4	11,1	10,4	10,1	9,3	– 0,9	– 1,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10,4	10,7	10,5	10,3	9,8	– 0,5	– 0,6
Capitale-Nationale	9,5	9,8	9,3	8,9	8,6	– 0,3	– 0,9
Mauricie	16,3	17,5	17,5	17,5	16,9	– 0,6	0,6
Estrie	13,1	14,3	14,3	14,4	14,1	– 0,3	1,0
Montréal	24,8	26,0	25,8	25,9	25,6	– 0,3	0,8
Outaouais	13,7	14,3	13,8	13,9	13,5	– 0,4	– 0,2
Abitibi-Témiscamingue	12,9	13,7	12,9	12,8	12,0	– 0,8	– 1,0
Côte-Nord	17,7	19,1	19,1	18,7	16,9	– 1,8	– 0,7
Nord-du-Québec	20,1	21,6	18,0	20,3	19,7	– 0,6	– 0,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	15,6	17,0	16,8	16,0	15,4	– 0,6	– 0,2
Chaudière-Appalaches	7,5	7,9	7,9	7,9	7,2	– 0,7	– 0,2
Laval	11,0	11,9	12,0	12,5	12,1	– 0,3	1,1
Lanaudière	11,1	12,2	12,2	12,3	11,7	– 0,6	0,6
Laurentides	10,6	11,7	11,6	11,7	11,3	– 0,4	0,7
Montérégie	10,6	11,5	11,5	11,8	11,2	– 0,6	0,6
Centre-du-Québec	12,3	12,8	13,0	13,2	12,5	– 0,8	0,2
Ensemble du Québec	**14,2**	**15,2**	**15,0**	**15,1**	**14,6**	**– 0,5**	**0,4**
	VOLET 2 : nombre d'enfants (0-17 ans) à faible revenu						
	2006	2007	2008	2009	2010	Écart 2010-2009	Écart 2010-2006
	n					%	
Bas-Saint-Laurent	3 820	4 010	3 720	3 560	3 200	– 10,1	– 16,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	5 560	5 680	5 460	5 290	4 930	– 6,8	– 11,3
Capitale-Nationale	11 190	11 630	11 030	10 460	10 120	– 3,3	– 9,6
Mauricie	7 610	8 090	7 950	7 880	7 490	– 4,9	– 1,6
Estrie	7 990	8 700	8 620	8 630	8 430	– 2,3	5,5
Montréal	84 820	88 110	87 940	87 830	87 720	– 0,1	3,4
Outaouais	10 520	11 010	10 630	10 640	10 380	– 2,4	– 1,3
Abitibi-Témiscamingue	4 100	4 280	3 980	3 880	3 610	– 7,0	– 12,0
Côte-Nord	3 700	3 950	3 890	3 760	3 360	– 10,6	– 9,2
Nord-du-Québec	2 850	3 070	2 560	2 920	2 850	– 2,4	0,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 700	2 870	2 730	2 560	2 390	– 6,6	– 11,5
Chaudière-Appalaches	6 120	6 450	6 410	6 350	5 810	– 8,5	– 5,1
Laval	9 190	10 030	10 190	10 680	10 490	– 1,8	14,1
Lanaudière	11 170	12 340	12 350	12 430	11 750	– 5,5	5,2
Laurentides	12 460	13 780	13 560	13 620	13 070	– 4,0	4,9
Montérégie	32 210	35 020	34 790	35 490	33 530	– 5,5	4,1
Centre-du-Québec	5 910	6 100	6 180	6 280	5 890	– 6,2	– 0,3
Ensemble du Québec	**221 880**	**235 120**	**231 970**	**232 270**	**225 000**	**– 3,1**	**1,4**

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.2 (suite)

Taux de faible revenu des enfants, nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	VOLET 3 : nombre total d'enfants (0-17 ans)						
	2006	2007	2008	2009	2010	Écart 2010-2009	Écart 2010-2006
	n					%	
Bas-Saint-Laurent	36 880	36 260	35 680	35 110	34 560	– 1,6	– 6,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	53 700	52 840	51 870	51 130	50 320	– 1,6	– 6,3
Capitale-Nationale	118 360	118 270	118 280	117 960	118 220	0,2	– 0,1
Mauricie	46 760	46 310	45 480	44 930	44 320	– 1,4	– 5,2
Estrie	61 030	60 830	60 200	59 760	59 700	– 0,1	– 2,2
Montréal	342 500	339 140	340 640	339 420	342 460	0,9	– 0,0
Outaouais	77 030	76 990	76 870	76 760	76 880	0,2	– 0,2
Abitibi-Témiscamingue	31 670	31 330	30 750	30 400	30 110	– 1,0	– 4,9
Côte-Nord	20 940	20 630	20 350	20 070	19 840	– 1,1	– 5,3
Nord-du-Québec	14 200	14 190	14 260	14 360	14 470	0,8	1,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	17 350	16 840	16 290	15 980	15 520	– 2,9	– 10,5
Chaudière-Appalaches	81 890	81 600	81 010	80 350	80 290	– 0,1	– 2,0
Laval	83 270	84 190	85 110	85 620	86 440	1,0	3,8
Lanaudière	100 960	101 120	101 090	101 040	100 700	– 0,3	– 0,3
Laurentides	118 100	118 200	117 230	116 730	116 020	– 0,6	– 1,8
Montérégie	304 690	304 470	302 820	301 480	300 430	– 0,3	– 1,4
Centre-du-Québec	48 180	47 650	47 530	47 410	47 260	– 0,3	– 1,9
Ensemble du Québec	**1 557 510**	**1 550 850**	**1 545 480**	**1 538 500**	**1 537 510**	**– 0,1**	**– 1,3**

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.3

Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2010

	Familles comptant un couple	Familles monoparentales	Comparaison[1]
	$		%
Bas-Saint-Laurent	56 630	36 190	63,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	60 910	35 870	58,9
Capitale-Nationale	66 890	41 090	61,4
Mauricie	56 160	33 160	59,0
Estrie	57 140	34 740	60,8
Montréal	55 780	33 320	59,7
Outaouais	69 540	39 550	56,9
Abitibi-Témiscamingue	64 120	35 930	56,0
Côte-Nord	69 970	33 400	47,7
Nord-du-Québec	70 400	31 800	45,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	53 520	33 280	62,2
Chaudière-Appalaches	62 230	39 380	63,3
Laval	64 660	40 160	62,1
Lanaudière	62 810	37 310	59,4
Laurentides	63 130	37 160	58,9
Montérégie	65 450	38 440	58,7
Centre-du-Québec	55 490	34 580	62,3
Ensemble du Québec	**61 790**	**36 680**	**59,4**

1. Il s'agit du revenu médian après impôt des familles monoparentales, exprimé en pourcentage de celui des familles comptant un couple.

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.4

Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et le Québec, 2009-2010

	Familles comptant un couple			Familles monoparentales			
	2009	2010	Variation 2010/2009	2009	2010	Variation 2010/2009	Variation comparée[1]
	$ constants de 2010		%	$ constants de 2010		%	ratio
Bas-Saint-Laurent	56 084	56 630	1,0	35 857	36 190	0,9	1,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	60 346	60 910	0,9	35 432	35 870	1,2	1,3
Capitale-Nationale	66 997	66 890	– 0,2	40 939	41 090	0,4	– 2,3
Mauricie	56 195	56 160	– 0,1	33 286	33 160	-0,4	6,0
Estrie	56 600	57 140	1,0	34 440	34 740	0,9	0,9
Montréal	55 952	55 780	– 0,3	33 478	33 320	-0,5	1,5
Outaouais	69 740	69 540	– 0,3	38 996	39 550	1,4	– 4,9
Abitibi-Témiscamingue	62 421	64 120	2,7	35 068	35 930	2,5	0,9
Côte-Nord	67 817	69 970	3,2	32 263	33 400	3,5	1,1
Nord-du-Québec	69 690	70 400	1,0	31 312	31 800	1,6	1,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	52 966	53 520	1,0	32 112	33 280	3,6	3,5
Chaudière-Appalaches	61 844	62 230	0,6	38 773	39 380	1,6	2,5
Laval	64 800	64 660	– 0,2	40 504	40 160	-0,8	3,9
Lanaudière	62 502	62 810	0,5	37 183	37 310	0,3	0,7
Laurentides	62 948	63 130	0,3	36 951	37 160	0,6	2,0
Montérégie	65 306	65 450	0,2	38 165	38 440	0,7	3,3
Centre-du-Québec	55 163	55 490	0,6	34 238	34 580	1,0	1,7
Ensemble du Québec	**61 611**	**61 790**	**0,3**	**36 495**	**36 680**	**0,5**	**1,7**

1. Il s'agit de la valeur absolue du ratio entre la variation 2010/2009 pour les familles monoparentales et celle des familles comptant un couple.

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

5. Marché du travail

par Maude Boulet, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

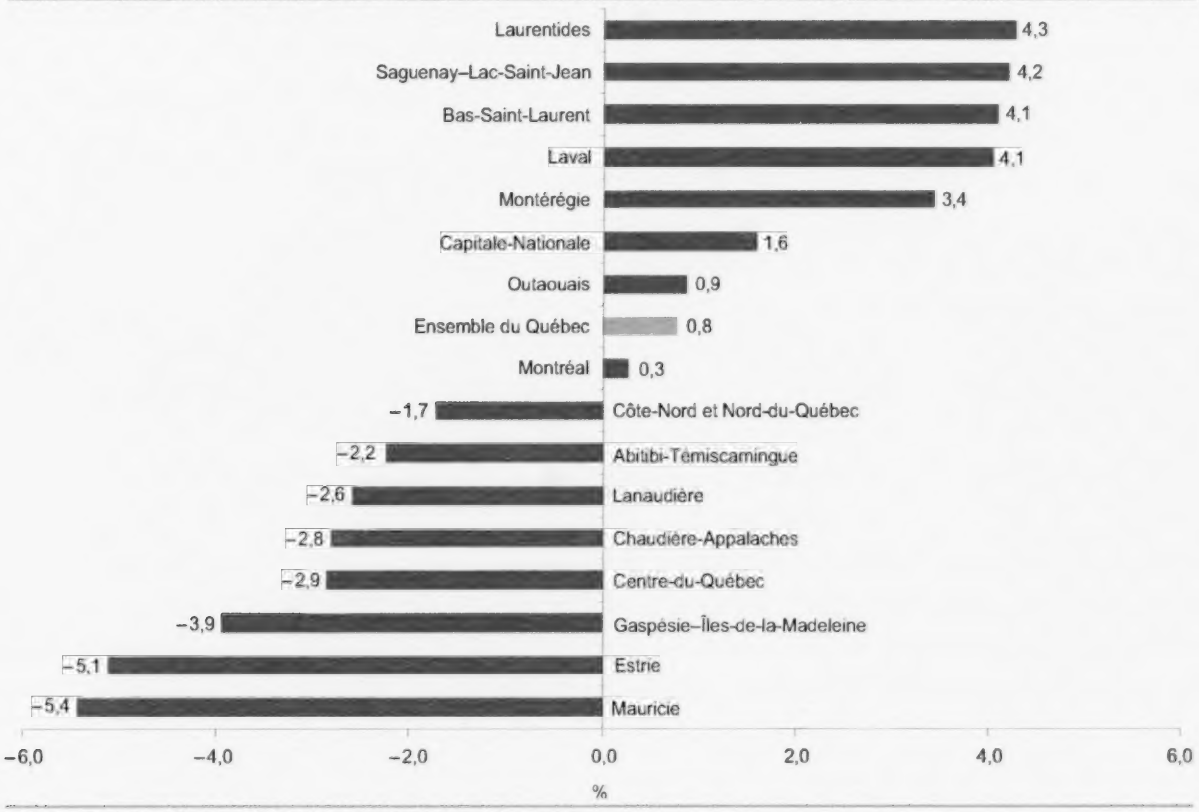
Cette section analyse le marché du travail des différentes régions administratives du Québec en 2012. Pour chaque région, la croissance de l'emploi par rapport à l'année dernière est présentée dans un premier temps. Dans un deuxième temps, les variations de l'emploi sont décomposées selon le sexe, le groupe d'âge (15-29 ans et 30 ans et plus), le régime de travail (temps plein et temps partiel) et le secteur d'activités (biens et services). Dans un troisième temps, les taux de chômage et d'emploi sont exposés.

En 2012, la création d'emplois dans l'ensemble du Québec est moins élevée que l'année précédente. En effet, le marché du travail québécois profite d'une hausse de 30 800 emplois (+ 0,8 %) comparativement à 38 500 (+ 1,0 %) en 2011. Tous les nouveaux emplois sont à temps plein (+ 36 700); l'emploi à temps partiel (– 5 900) recule. La progression de l'emploi profite autant aux hommes (+ 15 200) qu'aux femmes (+ 15 600). Par ailleurs, la création d'emplois se concentre presque exclusivement chez les travailleurs âgés de 30 ans et plus (+ 30 300); une stabilité de l'emploi est observée chez les travailleurs de moins de 30 ans. Des gains d'emplois sont constatés dans le secteur des services (+ 18 400) et dans le secteur des biens (+ 12 400). Le taux de chômage au Québec reste stable à 7,8 %, alors que le taux d'emploi recule de 0,1 point pour s'établir à 60,0 %.

Sur les 16 régions administratives, la moitié présente une augmentation de l'emploi. Parmi celles-ci, cinq régions affichent un taux de croissance supérieur à 3 %. Les Laurentides, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, le Bas-Saint-Laurent et Laval enregistrent même un taux de croissance dépassant 4 %. Cependant, en nombre, c'est la région de la Montérégie (+ 25 100) qui a créé le plus d'emplois en 2012. À l'opposé, la région de l'Estrie encaisse la perte d'emplois la plus élevée (– 7 900). En pourcentage, c'est la Mauricie qui subit la baisse la plus prononcée (– 5,4 %) suivie de près par l'Estrie (– 5,1 %).

Figure 5.1

Taux de croissance de l'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2012



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2012.

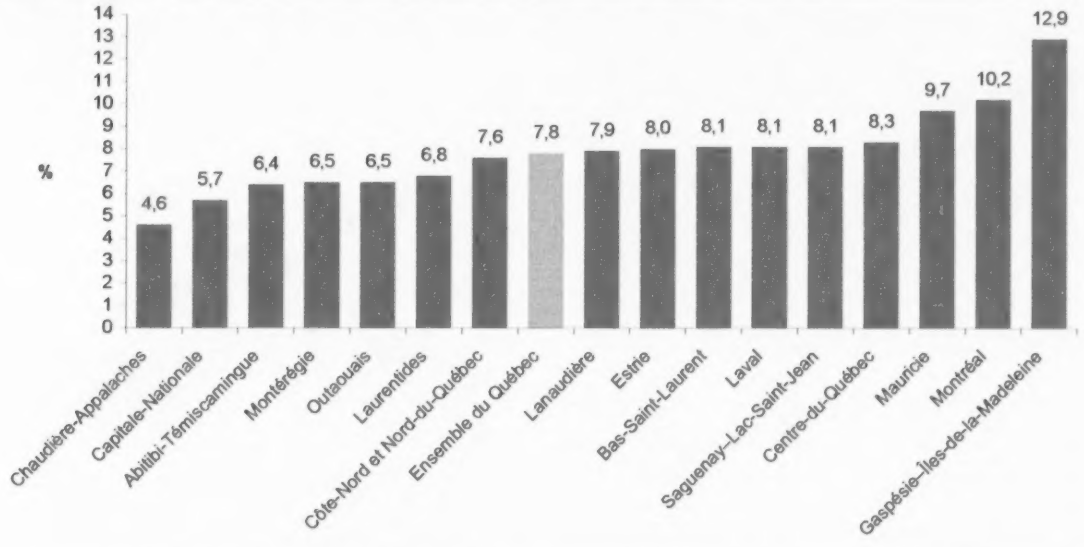
L'emploi progresse de 3 700 dans le Bas-Saint-Laurent (+ 4,1 %) en 2012 après avoir connu une relative stabilité en 2011. Cette progression touche exclusivement les hommes, les travailleurs de 30 ans et plus ainsi que l'emploi à temps plein. Le secteur des biens (+ 1 700) et celui des services (+ 2 100) se partagent la croissance de l'emploi. Le taux de chômage s'accroît de 0,1 point pour se fixer à 8,1 % en 2012, de sorte que cette région occupe le 10e rang sur 16. Elle se classe aussi au 10e rang pour ce qui est du taux d'emploi qui s'élève à 56,4 %.

À la suite de la stabilité observée en 2011, la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean enregistre une augmentation de 5 100 emplois (+ 4,2 %) dont 3 400 chez les femmes et 1 800 chez les hommes. Les jeunes de 15 à 29 ans connaissent une hausse de 1 400 emplois contre 3 800 pour les travailleurs de 30 ans et plus. La création d'emplois se répartit quasi également entre le secteur des biens (+ 2 500) et celui des services (+ 2 600). En 2012, le taux de chômage s'établit à 8,1 % au Saguenay–Lac-Saint-Jean en baisse de 0,2 point. À égalité avec le Bas-Saint-Laurent et Laval, la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean se classe au 10e rang pour ce qui est du taux de chômage. Le taux d'emploi est en hausse de 0,2 point et s'établit à 53,7 %.

L'emploi dans la région de la Capitale-Nationale poursuit sa progression avec un taux de croissance de 1,6 %. Ceci représente un gain de 6 000 emplois, dont une bonne partie se retrouve chez les travailleurs âgés de 30 ans et plus (+ 5 000). Les femmes (+ 3 600) tout comme les hommes (+ 2 400) bénéficient de la création d'emplois. L'emploi à temps partiel (+ 3 900) et celui à temps plein (+ 2 100) s'accroissent. L'examen de la croissance par secteur d'activités cache une tendance contrastée, puisque l'emploi se replie de 9 200 dans le secteur des biens, tandis qu'il augmente de 15 200 dans celui des services. La Capitale-Nationale demeure au deuxième rang pour ce qui est du taux de chômage, qui se situe à 5,7 %, mais elle occupe le premier rang pour ce qui est du taux d'emploi (64,3 %).

Figure 5.2

Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2012



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2012.

Contrairement à 2011, la Mauricie affiche une baisse de 6 500 emplois en 2012. Il s'agit du repli le plus élevé en pourcentage (– 5,4 %) parmi toutes les régions. Cette perte touche notamment les femmes (– 3 600) et l'emploi à temps partiel (– 4 000) et affecte uniquement le secteur des services (– 7 100) ainsi que les travailleurs de 30 ans et plus (– 7 100). La position de la Mauricie en ce qui a trait au taux de chômage se détériore passant du 10e rang en 2011 au 14e rang en 2012 avec un taux de 9,7 % (+ 1,9 point). Par surcroît, cette région occupe l'avant-dernier rang au chapitre du taux d'emploi (50,8 %).

En 2012, l'Estrie enregistre le plus grand nombre d'emplois perdus (– 7 900). Par contre, le recul de l'emploi est moins prononcé en Estrie (– 5,1 %) qu'en Mauricie, lorsqu'on l'exprime en pourcentage. Les baisses se concentrent chez les femmes (– 4 500) et les travailleurs âgés de 30 ans et plus (– 5 000) et concernent surtout l'emploi à temps plein (– 5 400) et le secteur des services (– 5 900). En 2011, l'Estrie occupait le 3e rang au chapitre du taux de chômage, mais sa performance relative est moins favorable en 2012, puisque cette région occupe désormais le 9e rang avec un taux de 8,0 %. Pour ce qui est du taux d'emploi qui se situe à 56,1 %, l'Estrie se classe au 12e rang après avoir occupé le 9e en 2011.

À la suite d'une baisse de 10 200 emplois en 2011, la région de Montréal génère 2 500 emplois en 2012. Cette faible progression cache une évolution contrastée selon le sexe et l'âge. En effet, l'emploi recule chez les femmes (– 6 100) et augmente chez les hommes (+ 8 600). De même, une hausse est observée chez les jeunes de 15 à 29 ans (+ 9 000), tandis qu'un repli est constaté chez les personnes âgées de 30 ans et plus (– 6 400). L'emploi à temps plein (+ 3 200) et le secteur des services (+ 4 000) profitent de tous les gains d'emplois. Au contraire, une stagnation est observée dans l'emploi à temps partiel et un recul est constaté dans secteur des biens. Stable depuis 2010, le taux de chômage de la région de Montréal s'accroît de 0,5 point pour se fixer à 10,2 %. Concernant ce taux, elle se situe à l'avant-dernier rang. Malgré la hausse de l'emploi, le taux d'emploi se replie, passant de 57,9 % à 57,7 %.

En Outaouais, le taux de croissance de l'emploi suit de très près celui de l'ensemble du Québec (0,9 % contre 0,8 %). Des 1 700 nouveaux emplois, 1 200 vont aux femmes. Les personnes de 30 ans et plus affichent une progression de 3 200 emplois contrairement aux plus jeunes. L'emploi à temps plein augmente, alors que celui à temps partiel recule. Le secteur des services crée 3 700 emplois et celui des biens en perd 2 100. En 2012, la région de l'Outaouais voit son taux de chômage diminuer de 0,9 point pour s'établir à 6,5 %. Elle occupe donc le 4e rang pour cet indicateur. Toutefois, le taux d'emploi de la région se contracte de 0,5 point pour se fixer à 63,2 %.

En Abitibi-Témiscamingue, l'emploi décroît de 2,2 % (– 1 600) en 2012. Les hommes (– 2 700) ainsi que les personnes de 15-29 ans (– 2 800) sont les seuls à être touchés par ce déclin, alors que les femmes et les personnes de 30 ans et plus profitent plutôt d'une hausse de l'emploi. La décroissance affecte uniquement l'emploi à temps partiel et le secteur des services. En effet, une stabilité est observée dans l'emploi à temps plein et dans le secteur des biens. Pour une troisième année consécutive, le taux de chômage de cette région diminue d'au moins 1 point et s'établit à 6,4 %, ce qui la place au 3e rang. Pour ce qui est du taux d'emploi, l'Abitibi-Témiscamingue affiche un taux en deçà de la barre des 60 %, soit 59,3 %. Malgré la baisse de ce taux de 1,5 point depuis 2011, cette région conserve la 8e position.

Après avoir connu une diminution de l'emploi en 2011 (– 3,3 %), le regroupement de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec encaisse un repli moins prononcé en 2012 (– 1,7 %) qui se traduit par la perte de 900 emplois. Les hommes et les travailleurs de 30 ans et plus sont les seuls à être touchés par ces pertes puisque les femmes et les jeunes enregistrent des gains. L'emploi à temps partiel (– 700) recule davantage que celui à temps plein et les pertes se retrouvent uniquement dans le secteur des services. Malgré le repli de l'emploi, le taux de chômage de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec fléchit de 0,2 point en 2012 pour s'établir à 7,6 %. En parallèle, on note une baisse de 1 point du taux d'emploi qui passe à 56,4 %, ce qui place maintenant ce regroupement des régions Côte-Nord et Nord-du-Québec au 10e rang parmi les 16 régions administratives.

Contrairement à 2011, l'emploi se replie dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 1 500) en 2012. Ce recul est constaté principalement chez les hommes et les jeunes de moins de 30 ans. En outre, cette baisse s'observe dans l'emploi à temps plein et dans le secteur des biens (– 1 300). Cette région occupe encore le dernier rang en ce qui a trait au taux de chômage qui s'établit à 12,9 % en 2012. Il s'agit d'une hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2011, mais un recul de 4,3 points comparativement à 2008 (17,2 %). Pour ce qui est du taux d'emploi, il a diminué de 1,9 point de pourcentage par rapport à 2011 pour s'établir à 46,4 %.

La région de Chaudière-Appalaches subit un recul de 2,8 % (– 6 200) en 2012, contrairement à l'année précédente où elle a enregistré une croissance de 2,0 %. Plus particulièrement, ce sont les hommes (– 6 300) et les travailleurs âgés de 30 ans et plus (– 4 000) qui sont affectés. De plus, l'emploi à temps plein et celui à temps partiel se partagent les pertes également

(– 3 100 chacun). Le secteur des services (– 4 900) subit en grande partie ce repli de l'emploi. Malgré les pertes d'emploi, la région Chaudière-Appalaches conserve la première position au chapitre du taux de chômage qui se situe à 4,6 % en 2012. Concernant le taux d'emploi, cette région cède le premier rang à la Capitale-Nationale, mais occupe tout de même la deuxième position avec un taux de 63,7 %.

Pour une troisième année consécutive, la région de Laval accroît son volume d'emplois avec la création de 8 300 emplois; une hausse appréciable de 4,1 % en 2012. Les femmes (+ 6 500) profitent de ces gains d'emploi dans une plus grande mesure que les hommes. Ce résultat traduit cependant une évolution contrastée selon l'âge puisque des emplois sont retranchés aux jeunes de 15 à 29 ans (– 2 100), tandis que les personnes de 30 ans et plus bénéficient de 10 400 emplois. Une tendance similaire est observée selon le secteur d'activités où le secteur des biens perd des emplois et celui des services enregistre un gain notable (+ 9 800). La quasi-totalité de la progression se retrouve dans l'emploi à temps plein (+ 8 200). Malgré la hausse de l'emploi, la région de Laval voit son taux de chômage augmenter de 1 point par rapport à 2011, ce qui l'amène à 8,1 %. Nonobstant sa 10e position au chapitre du taux de chômage, Laval occupe le quatrième rang en ce qui a trait à son taux d'emploi qui s'établit à 62,9 % en 2012.

La région de Lanaudière enregistre un taux de croissance négatif de 2,6 % en 2012, soit un repli de 6 400 emplois. Les pertes se divisent entre les hommes (– 2 500) et les femmes (– 3 900) ainsi qu'entre les jeunes de 15-29 ans (– 3 000) et les 30 ans et plus (– 3 400). Par contre, c'est seulement l'emploi à temps plein (– 12 600) qui subit ce recul puisque celui à temps partiel augmente. La même tendance est constatée en ce qui concerne le secteur d'activité; celui des services cède 12 600 emplois, tandis que celui des biens en gagne. Depuis 2011, le taux de chômage de cette région s'est accentué de deux dixièmes de point pour se fixer à 7,9 %. En outre, la région de Lanaudière voit son taux d'emploi décroître à 60,5 %, soit une importante baisse de 2,6 points par rapport à 2011.

En 2012, la région des Laurentides affiche le plus fort taux de croissance en 2012 parmi toutes les régions, soit 4,3 %, ce qui représente une création de 12 300 emplois. Ce nombre constitue plus du tiers des emplois créés dans l'ensemble du Québec. Cette progression profite aux femmes (+ 6 500) et aux hommes (+ 5 800). Elle concerne principalement les 30 ans et plus (+ 11 000) et l'emploi à temps partiel (+ 8 000). Le secteur des biens (+ 6 000) et celui des services (+ 6 300) font des gains assez similaires. Avec cette augmentation importante de l'emploi, le taux de chômage de la région des Laurentides se contracte de 1,3 point pour se fixer à 6,8 %. Au classement général, cette région occupe le 6e rang pour cet indicateur et le 2e rang, à égalité avec Chaudière-Appalaches, pour ce qui est du taux d'emploi. Ce dernier se chiffre d'ailleurs à 63,7 %.

La Montérégie génère 25 100 emplois en 2012 (+ 3,4 %), ce qui représente plus des quatre cinquièmes de la croissance de l'emploi de l'ensemble du Québec. L'emploi s'est accru de 14 000 chez les femmes et de 11 100 chez les hommes. Tous les gains sont observés chez les personnes de 30 ans et plus (+ 25 700) et dans l'emploi à temps plein (+ 32 600). Le secteur des services (+ 15 800) progresse plus rapidement que celui des biens (+ 9 300). Par ailleurs, le taux de chômage régresse de 0,5 point en Montérégie et s'établit désormais à 6,5 %. Pour une deuxième année consécutive, il s'agit du quatrième meilleur taux des 16 régions étudiées. En hausse de 1,4 point par rapport à 2011, le taux d'emploi de cette région se fixe à 62,7 % en 2012, ce qui entraîne une amélioration de son classement qui passe de la 7e à la 5e position.

Le volume d'emplois fléchit de 2,9 % dans la région du Centre-du-Québec (– 3 100) en 2012. Cette baisse touche davantage l'emploi à temps plein (– 2 100) et affecte uniquement les femmes (– 3 600), les personnes de 30 ans et plus (– 5 100) ainsi que le secteur des services (– 6 100). En parallèle, le taux de chômage dans le Centre-du-Québec s'accroît de 1,1 point pour s'établir à 8,3 % et fait passer cette région du 6e au 13e rang de 2011 à 2012. Cette hausse du taux de chômage s'accompagne d'une baisse de 2,1 points du taux d'emploi qui se fixe à 54,9 %.

Tableau 5.1

Emploi selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

	2008	2009	2010	2011	2012
			k		
Bas-Saint-Laurent	**94,0**	**91,3**	**89,4**	**90,2**	**93,9**
Hommes	48,7	48,0	44,9	45,6	49,5
Femmes	45,3	43,3	44,5	44,6	44,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**124,1**	**121,5**	**120,6**	**120,9**	**126,0**
Hommes	67,9	65,2	62,5	66,2	68,0
Femmes	56,2	56,3	58,1	54,7	58,1
Capitale-Nationale	**358,1**	**357,9**	**366,6**	**376,1**	**382,1**
Hommes	180,8	180,0	186,3	191,5	193,9
Femmes	177,3	177,9	180,4	184,6	188,2
Mauricie	**116,7**	**113,4**	**115,2**	**119,4**	**112,9**
Hommes	59,9	59,6	60,5	61,6	58,7
Femmes	56,8	53,7	54,7	57,8	54,2
Estrie	**149,1**	**153,5**	**145,7**	**154,2**	**146,3**
Hommes	77,6	80,7	75,4	80,7	77,2
Femmes	71,4	72,8	70,3	73,6	69,1
Montréal	**950,0**	**919,8**	**949,6**	**939,4**	**941,9**
Hommes	506,1	474,3	493,9	491,9	500,5
Femmes	443,9	445,5	455,7	447,5	441,4
Outaouais	**196,1**	**190,2**	**192,0**	**194,8**	**196,5**
Hommes	99,7	95,6	95,9	99,4	99,8
Femmes	96,4	94,6	96,2	95,5	96,7
Abitibi-Témiscamingue	**68,6**	**65,8**	**68,2**	**71,5**	**69,9**
Hommes	35,9	35,1	36,5	39,2	36,5
Femmes	32,8	30,7	31,8	32,3	33,4
Côte-Nord et Nord-du-Québec	**49,8**	**48,7**	**53,9**	**52,1**	**51,2**
Hommes	26,8	25,6	29,2	29,0	27,6
Femmes	23,0	23,1	24,7	23,1	23,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**35,7**	**34,4**	**36,4**	**38,0**	**36,5**
Hommes	16,8	16,6	17,6	19,1	17,2
Femmes	18,9	17,7	18,8	18,9	19,2
Chaudière-Appalaches	**206,7**	**207,7**	**215,4**	**219,8**	**213,6**
Hommes	107,9	109,6	114,6	118,1	111,8
Femmes	98,8	98,1	100,8	101,7	101,8
Laval	**204,1**	**199,0**	**202,1**	**204,9**	**213,2**
Hommes	101,7	98,1	108,5	105,3	107,2
Femmes	102,4	100,9	93,6	99,5	106,0
Lanaudière	**223,5**	**234,3**	**237,7**	**246,9**	**240,5**
Hommes	118,1	122,2	132,5	132,6	130,1
Femmes	105,4	112,1	105,2	114,3	110,4
Laurentides	**270,0**	**274,1**	**282,9**	**287,4**	**299,7**
Hommes	145,3	143,2	147,2	149,6	155,4
Femmes	124,7	130,9	135,8	137,8	144,3
Montérégie	**718,9**	**721,6**	**730,7**	**729,5**	**754,6**
Hommes	374,7	380,3	384,6	380,0	391,1
Femmes	344,3	341,3	346,2	349,5	363,5
Centre-du-Québec	**115,1**	**115,3**	**108,6**	**108,6**	**105,5**
Hommes	60,2	61,8	55,1	58,0	58,5
Femmes	55,0	53,5	53,6	50,6	47,0
Ensemble du Québec	**3 880,4**	**3 848,4**	**3 915,1**	**3 953,6**	**3 984,4**
Hommes	2 028,0	1 995,9	2 045,0	2 067,8	2 083,0
Femmes	1 852,4	1 852,5	1 870,2	1 885,8	1 901,4

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2012.

Tableau 5.2

Emploi selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

	2008	2009	2010	2011	2012
			k		
Bas-Saint-Laurent					
15-29 ans	23,4	19,0	23,5	22,0	22,5
30 ans et +	70,5	72,3	65,9	68,1	71,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
15-29 ans	31,6	30,7	30,8	30,6	32,0
30 ans et +	92,5	90,8	89,8	90,2	94,0
Capitale-Nationale					
15-29 ans	93,4	93,7	104,8	102,1	103,0
30 ans et +	264,6	264,2	261,9	274,1	279,1
Mauricie					
15-29 ans	31,8	29,6	26,6	25,9	26,7
30 ans et +	84,9	83,8	88,6	93,4	86,3
Estrie					
15-29 ans	36,9	34,7	34,0	35,6	32,6
30 ans et +	112,2	118,8	111,7	118,7	113,7
Montréal					
15-29 ans	248,5	244,7	250,9	237,9	246,9
30 ans et +	701,6	675,1	698,7	701,5	695,1
Outaouais					
15-29 ans	53,6	48,0	51,7	49,4	47,8
30 ans et +	142,6	142,2	140,3	145,5	148,7
Abitibi-Témiscamingue					
15-29 ans	15,7	14,7	17,3	18,6	15,8
30 ans et +	52,9	51,1	50,9	52,9	54,1
Côte-Nord et Nord-du-Québec					
15-29 ans	10,5	9,5	11,8	10,4	11,6
30 ans et +	39,3	39,2	42,2	41,6	39,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
15-29 ans	6,5	6,6	6,2	7,4	6,2
30 ans et +	29,2	27,8	30,2	30,6	30,2
Chaudière-Appalaches					
15-29 ans	54,3	56,9	53,6	54,0	52,0
30 ans et +	152,4	150,9	161,8	165,7	161,7
Laval					
15-29 ans	49,3	49,3	47,1	56,0	53,9
30 ans et +	154,7	149,7	155,0	148,9	159,3
Lanaudière					
15-29 ans	62,3	55,7	53,0	52,2	49,2
30 ans et +	161,2	178,6	184,7	194,7	191,3
Laurentides					
15-29 ans	66,2	62,1	67,9	66,2	67,6
30 ans et +	203,8	212,0	215,1	221,2	232,2
Montérégie					
15-29 ans	189,2	181,6	182,1	179,0	178,5
30 ans et +	529,7	540,0	548,6	550,4	576,1
Centre-du-Québec					
15-29 ans	29,8	27,1	25,7	26,2	20,1
30 ans et +	85,3	88,1	82,9	82,4	77,3
Ensemble du Québec					
15-29 ans	1 002,9	963,9	987,1	973,7	974,2
30 ans et +	2 877,5	2 884,5	2 928,1	2 979,9	3 010,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2012.

Tableau 5.3

Emploi selon le régime de travail, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

	2008	2009	2010	2011	2012
			k		
Bas-Saint-Laurent					
Temps plein	75,3	73,8	70,6	70,7	76,0
Temps partiel	18,6	17,5	18,8	19,4	17,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
Temps plein	95,7	94,0	93,8	93,7	100,1
Temps partiel	28,5	27,5	26,8	27,1	25,9
Capitale-Nationale					
Temps plein	290,1	288,1	292,2	306,6	308,7
Temps partiel	68,0	69,7	74,4	69,5	73,4
Mauricie					
Temps plein	94,1	89,6	89,5	93,2	90,8
Temps partiel	22,5	23,8	25,7	26,2	22,2
Estrie					
Temps plein	117,9	123,0	115,0	120,3	114,9
Temps partiel	31,2	30,5	30,6	33,9	31,4
Montréal					
Temps plein	768,8	748,8	759,4	756,1	759,3
Temps partiel	181,2	171,0	190,2	183,4	182,6
Outaouais					
Temps plein	162,0	160,9	161,0	162,4	164,3
Temps partiel	34,1	29,3	31,1	32,5	32,2
Abitibi-Témiscamingue					
Temps plein	56,5	54,0	55,2	58,8	58,8
Temps partiel	12,1	11,8	13,1	12,7	11,1
Côte-Nord et Nord-du-Québec					
Temps plein	41,2	40,9	46,2	42,6	42,4
Temps partiel	8,6	7,7	7,7	9,5	8,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
Temps plein	29,8	27,7	30,4	31,4	30,0
Temps partiel	5,9	6,7	5,9	6,6	6,4
Chaudière-Appalaches					
Temps plein	168,0	167,0	174,6	181,2	178,1
Temps partiel	38,7	40,7	40,8	38,6	35,5
Laval					
Temps plein	165,7	160,1	160,3	164,3	172,5
Temps partiel	38,4	38,9	41,8	40,5	40,7
Lanaudière					
Temps plein	185,0	193,4	200,0	205,6	193,0
Temps partiel	38,5	40,9	37,7	41,3	47,5
Laurentides					
Temps plein	219,1	219,1	222,9	234,4	238,7
Temps partiel	50,8	55,0	60,0	53,0	61,0
Montérégie					
Temps plein	591,9	593,3	597,4	585,8	618,4
Temps partiel	127,0	128,3	133,4	143,6	136,2
Centre-du-Québec					
Temps plein	91,8	92,0	86,4	86,9	84,8
Temps partiel	23,4	23,3	22,3	21,7	20,7
Ensemble du Québec					
Temps plein	3 152,9	3 125,7	3 154,9	3 194,0	3 230,7
Temps partiel	727,5	722,7	760,2	759,6	753,7

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2012.

Tableau 5.4

Emploi selon le secteur d'activités, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

	2008	2009	2010	2011	2012
			k		
Bas-Saint-Laurent					
Secteur des biens	25,4	22,8	21,2	21,8	23,5
Secteur des services	68,6	68,5	68,1	68,3	70,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
Secteur des biens	32,8	30,8	28,7	31,9	34,4
Secteur des services	91,3	90,7	91,9	89,0	91,6
Capitale-Nationale					
Secteur des biens	53,9	51,8	46,9	55,3	46,1
Secteur des services	304,1	306,1	319,7	320,8	336,0
Mauricie					
Secteur des biens	31,8	32,2	30,5	29,2	29,9
Secteur des services	84,9	81,1	84,7	90,1	83,0
Estrie					
Secteur des biens	44,7	45,3	41,3	41,0	38,9
Secteur des services	104,3	106,3	104,4	113,3	107,4
Montréal					
Secteur des biens	147,8	140,6	132,6	136,5	134,9
Secteur des services	802,2	779,2	817,0	803,0	807,0
Outaouais					
Secteur des biens	28,3	26,1	23,7	28,5	26,4
Secteur des services	167,8	164,1	168,4	166,4	170,1
Abitibi-Témiscamingue					
Secteur des biens	20,2	17,7	18,4	22,2	22,9
Secteur des services	48,4	48,1	49,8	49,3	47,0
Côte-Nord et Nord-du-Québec					
Secteur des biens	15,3	13,5	16,9	14,6	15,7
Secteur des services	34,5	35,2	37,0	37,5	35,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
Secteur des biens	6,9	7,1	7,3	9,3	8,0
Secteur des services	28,8	27,3	29,0	28,7	28,5
Chaudière-Appalaches					
Secteur des biens	74,5	68,9	70,3	70,4	69,2
Secteur des services	132,3	138,8	145,1	149,3	144,4
Laval					
Secteur des biens	37,5	35,7	38,2	38,8	37,4
Secteur des services	166,5	163,2	163,9	166,0	175,8
Lanaudière					
Secteur des biens	59,4	64,7	64,4	61,7	67,9
Secteur des services	164,1	169,6	173,3	185,2	172,6
Laurentides					
Secteur des biens	64,2	60,8	69,1	68,3	74,3
Secteur des services	205,7	213,3	213,8	219,1	225,4
Montérégie					
Secteur des biens	204,9	201,0	195,3	177,1	186,4
Secteur des services	514,0	520,6	535,5	552,4	568,2
Centre-du-Québec					
Secteur des biens	40,7	46,1	43,5	40,5	43,6
Secteur des services	74,5	69,2	65,2	68,0	61,9
Ensemble du Québec					
Secteur des biens	888,5	865,1	848,3	847,2	859,6
Secteur des services	2 991,9	2 983,3	3 066,8	3 106,4	3 124,8

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2012.

Tableau 5.5

Taux de chômage et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Bas-Saint-Laurent	%	**8,7**	**9,2**	**10,0**	**8,0**	**8,1**
Rang	n	13	10	15	12	10
Saguenay–Lac-Saint-Jean	%	**8,5**	**10,0**	**8,1**	**8,3**	**8,1**
Rang	n	11	14	10	14	10
Capitale-Nationale	%	**4,6**	**5,3**	**5,1**	**5,8**	**5,7**
Rang	n	1	1	1	2	2
Mauricie	%	**8,5**	**9,6**	**9,1**	**7,8**	**9,7**
Rang	n	11	12	13	10	14
Estrie	%	**5,9**	**7,5**	**8,1**	**6,7**	**8,0**
Rang	n	4	5	10	3	9
Montréal	%	**8,7**	**11,1**	**9,7**	**9,7**	**10,2**
Rang	n	13	15	14	15	15
Outaouais	%	**5,4**	**6,4**	**6,9**	**7,4**	**6,5**
Rang	n	3	3	4	7	4
Abitibi-Témiscamingue	%	**7,5**	**9,5**	**8,5**	**7,5**	**6,4**
Rang	n	9	11	12	8	3
Côte-Nord et Nord-du-Québec	%	**11,2**	**9,8**	**6,9**	**7,8**	**7,6**
Rang	n	15	13	4	10	7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	%	**17,2**	**15,7**	**14,8**	**12,4**	**12,9**
Rang	n	16	16	16	16	16
Chaudière-Appalaches	%	**5,0**	**5,9**	**5,2**	**4,8**	**4,6**
Rang	n	2	2	2	1	1
Laval	%	**6,6**	**7,6**	**8,0**	**7,1**	**8,1**
Rang	n	5	6	9	5	10
Lanaudière	%	**7,2**	**8,2**	**7,3**	**7,7**	**7,9**
Rang	n	7	9	6	9	8
Laurentides	%	**7,2**	**7,8**	**7,8**	**8,1**	**6,8**
Rang	n	7	8	8	13	6
Montérégie	%	**6,6**	**7,6**	**7,7**	**7,0**	**6,5**
Rang	n	5	6	7	4	4
Centre-du-Québec	%	**7,8**	**7,1**	**6,5**	**7,2**	**8,3**
Rang	n	10	4	3	6	13
Ensemble du Québec	%	**7,2**	**8,5**	**8,0**	**7,8**	**7,8**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2012.

Tableau 5.6

Taux d'emploi et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Bas-Saint-Laurent	%	**56,2**	**54,6**	**53,5**	**54,1**	**56,4**
Rang	n	14	12	14	13	10
Saguenay–Lac-Saint-Jean	%	**56,5**	**55,0**	**53,9**	**53,5**	**53,7**
Rang	n	12	13	13	15	14
Capitale-Nationale	%	**63,1**	**62,3**	**63,1**	**63,9**	**64,3**
Rang	n	7	3	3	2	1
Mauricie	%	**53,5**	**51,7**	**52,3**	**53,9**	**50,8**
Rang	n	15	15	15	14	15
Estrie	%	**59,4**	**60,6**	**56,9**	**59,7**	**56,1**
Rang	n	9	10	12	9	12
Montréal	%	**60,1**	**57,6**	**58,9**	**57,9**	**57,7**
Rang	n	10	9	9	10	9
Outaouais	%	**67,7**	**64,5**	**63,9**	**63,7**	**63,2**
Rang	n	2	1	2	3	6
Abitibi-Témiscamingue	%	**59,1**	**56,5**	**58,2**	**60,8**	**59,3**
Rang	n	11	11	10	8	8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	%	**54,5**	**53,5**	**59,4**	**57,4**	**56,4**
Rang	n	13	14	8	11	10
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	%	**45,2**	**43,7**	**46,3**	**48,3**	**46,4**
Rang	n	16	16	16	16	16
Chaudière-Appalaches	%	**62,8**	**62,8**	**64,9**	**65,9**	**63,7**
Rang	n	4	5	1	1	2
Laval	%	**64,9**	**62,1**	**61,8**	**61,5**	**62,9**
Rang	n	1	2	7	6	4
Lanaudière	%	**60,7**	**62,4**	**62,0**	**63,1**	**60,5**
Rang	n	8	8	6	4	7
Laurentides	%	**61,9**	**61,6**	**62,3**	**62,1**	**63,7**
Rang	n	3	7	5	5	2
Montérégie	%	**62,9**	**62,4**	**62,3**	**61,3**	**62,7**
Rang	n	4	4	4	7	5
Centre-du-Québec	%	**61,8**	**61,5**	**57,5**	**57,0**	**54,9**
Rang	n	6	6	11	12	13
Ensemble du Québec	%	**61,0**	**59,8**	**60,2**	**60,1**	**60,0**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2012.

6. Comptes économiques

6.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques et du développement durable

Produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants et croissance économique

Le produit intérieur brut constitue l'un des principaux indicateurs de la situation économique d'un pays ou d'une région. Le produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants (PIB) est la valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'un pays ou d'une région, au cours d'une période donnée, peu importe le lieu de résidence de ceux qui en reçoivent le revenu.

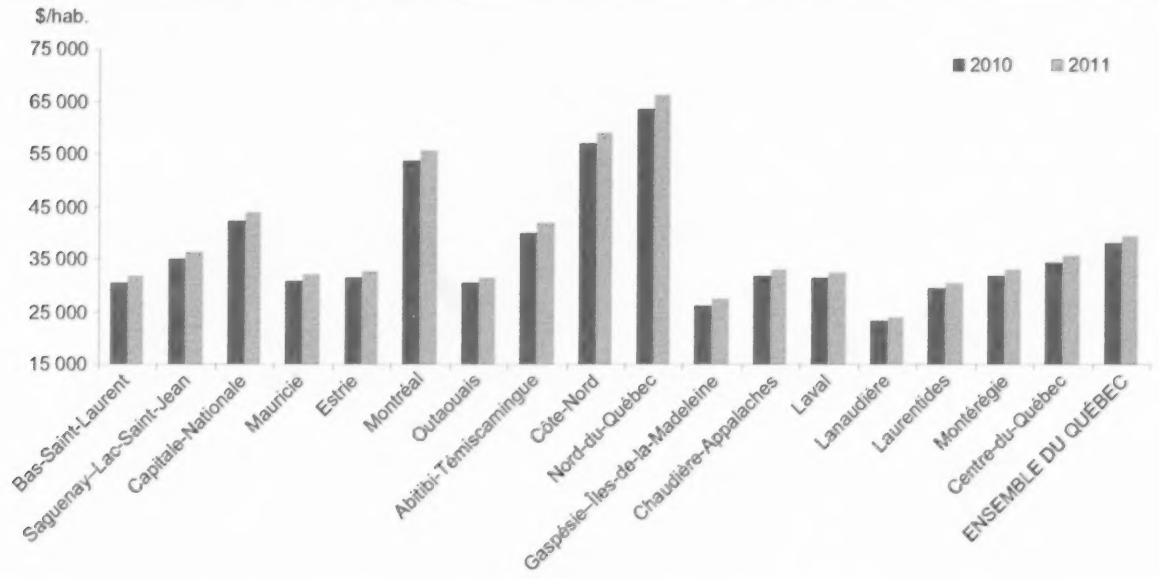
En 2011, le PIB affiche un taux de croissance de 4,6 % au Québec. Plus particulièrement, 2 des 17 régions administratives enregistrent une croissance de 5,0 %, sensiblement plus élevée que la moyenne, soit l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec.

Les taux de croissance des régions des Laurentides (+ 4,9 %), de l'Outaouais (+ 4,9 %), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 4,8 %), de la Capitale-Nationale (+ 4,7 %) et de Lanaudière (+ 4,7 %) évoluent un peu plus rapidement que la moyenne québécoise en 2011. Les régions de la Montérégie, de Laval et du Bas-Saint-Laurent montrent une croissance identique à celle du Québec. Les régions de Montréal, de l'Estrie et de la Mauricie suivent de près avec un taux de 4,5 %, pendant que celles du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 4,4 %), du Centre-du-Québec (+ 4,3 %) et de Chaudière-Appalaches (+ 4,2 %) croissent un peu plus lentement.

La Côte-Nord, après avoir enregistré une très forte hausse en 2010, présente la plus faible augmentation régionale en 2011 avec un gain de 3,9 %.

Figure 6.1.1

Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2011



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En cette année 2011, le PIB par habitant croît de 3,6 % au Québec et il s'accroît dans toutes les régions administratives du Québec. Les hausses les plus importantes se retrouvent dans les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 4,7 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 4,4 %), du Bas-Saint-Laurent (+ 4,4 %), de la Mauricie (+ 4,2 %) et du Nord-du-Québec (+ 4,0 %). Dans ces régions, la croissance du PIB par habitant atteint ou surpasse le cap du 4,0 %. Le PIB par habitant des régions de Montréal et du Saguenay–Lac-Saint-Jean croît à un rythme de 3,9 %, plus rapide que celui du Québec et celui de l'Estrie (+ 3,6 %) égale celui du Québec. La Capitale-Nationale présente un taux de croissance de ce PIB par habitant de 3,5 %, la Montérégie, Chaudière-Appalaches, l'Outaouais ainsi que les Laurentides, de 3,4 %. Certaines régions présentent de moins bons résultats au chapitre du PIB par habitant. C'est le cas notamment du Centre-du-Québec (+ 3,3 %), de la Côte-Nord (+ 3,2 %), de Lanaudière (+ 3,2 %) et de Laval (+ 3,0 %).

Analyse du produit intérieur brut selon l'industrie

Au Québec, l'année 2011 voit l'économie croître de 4,6 %, taux de croissance identique à celui enregistré en 2010. En analysant l'année 2010 selon les industries[1], il ressort que le PIB continue d'agmenter dans les industries des services (+ 4,2 %) et qu'il se redresse dans celles productrices de biens (+ 5,8 %) après une décrue de 5,6 % en 2009.

La production industrielle (+ 4,2 %) montre de la vigueur poussée par ses trois composantes, soit celle de la fabrication (+ 3,6 %), qui présente une hausse après cinq années à la baisse, celle de l'extraction minière, pétrolière et gazière qui affiche une croissance de 23,5 % et celle des services publics qui augmente de 2,0 %. Du côté des industries productrices de biens, on observe une augmentation de 9,8 % dans le groupe de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse ainsi que dans l'industrie de la construction. Plus particulièrement, l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière, après trois années de forte décroissance, grimpe de 22,0 %. De façon similaire, après quelques années en baisse, l'industrie des cultures agricoles et de l'élevage s'accroît de 6,1 %, celle des activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie, de 12,4 %, tandis que celle de la pêche, de la chasse et du piégeage (– 2,0 %) décroît à nouveau.

Dans la production des services, en 2010, toutes les industries sont en expansion. Le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 5,3 %), les soins de santé et l'assistance sociale (+ 3,9 %), le commerce de détail (+ 4,6 %), les administrations publiques (+ 4,3 %), les services d'enseignement (+ 4,6 %), l'industrie du transport et de l'entreposage (+ 5,7 %) et le commerce de gros (+ 4,1 %) enregistrent des gains appréciables qui contribuent de façon importante à la croissance de la production. L'hébergement et les services de restauration (+ 3,7 %), les autres services (+ 3,5 %), l'industrie de l'information et l'industrie culturelle (+ 2,6 %), les services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (+ 2,3 %), les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 2,2 %) ainsi que les arts, les spectacles et les loisirs (+ 1,5 %) croissent plus lentement. Les industries de services croissent de façon soutenue au cours de la dernière décennie.

D'un point de vue régional, en 2010, 10 des 17 régions administratives du Québec affichent un taux de croissance supérieur à celui du Québec (+ 4,6 %) : la Côte-Nord (+ 13,7 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 9,3 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 8,8 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 6,9 %), le Nord-du-Québec (+ 6,2 %), l'Estrie (+ 5,7 %), la Montérégie (+ 5,2 %), Lanaudière (+ 5,2 %), l'Outaouais (+ 5,0 %) ainsi que Laval (+ 4,7 %). La région des Laurentides (+ 4,6 %) présente un taux de croissance identique à celui de l'ensemble du Québec, pendant que celles de Montréal (+ 4,2 %), du Bas-Saint-Laurent (+ 4,0 %), de Chaudière-Appalaches (+ 3,3 %), de la Capitale-Nationale (+ 2,8 %), du Centre-du-Québec (+ 2,5 %) et de la Mauricie (+ 2,2 %) avancent plus lentement.

Les résultats régionaux obtenus reflètent ceux atteints par les industries, plus particulièrement lorsqu'une industrie représente une base économique d'une région. Dans cette analyse, « une industrie est considérée comme une industrie de base d'une région si une partie au moins de sa production de biens ou de services répond, directement ou indirectement, à la demande

1. Les données du PIB régional ainsi que celles du PIB par habitant pour les différentes régions sont disponibles jusqu'à l'année 2011, tandis que les données du PIB par industrie ne sont disponibles que jusqu'à l'année 2010.

d'acheteurs (ménages ou entreprises) situés à l'extérieur de cette région. C'est l'« argent neuf » reçu en paiement de l'extérieur qui permet d'amorcer le roulement de toutes les autres industries. Une région dont les industries de base croissent sera donc en expansion économique »[2] et si l'inverse se produit, elle accusera les effets négatifs dus au déclin de ses bases économiques.

Ainsi, en 2010, la croissance solide de l'industrie de l'extraction minière qui constitue la principale base économique du Nord-du-Québec, de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue favorise ces régions. La hausse observée dans le secteur des services transparaît dans les bons résultats obtenus par la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

L'industrie de la fabrication présente des taux de croissance très différents dans les industries qui la composent, mais le regain observé par cette industrie améliore de façon globale la performance économique de plusieurs régions, notamment celles du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de l'Estrie et de la Côte-Nord. Plus spécifiquement, la première transformation des métaux (+ 32,9 %) se redresse de beaucoup après trois années plus moroses. La fabrication de produits chimiques (+ 8,4 %) apporte de l'eau au moulin, ainsi que la fabrication d'aliments (+ 3,4 %), de produits en plastique et en caoutchouc (+ 9,2 %), de produits en bois (+ 8,0 %) et de matériel, d'appareils et de composants électriques (+ 13,1 %). À l'inverse, l'industrie de la fabrication de matériel de transport (– 12,8 %) et celle du papier (– 4,9 %) enregistrent des pertes importantes. Pour leur part, la fabrication de produits du pétrole et du charbon (+ 9,8 %), les activités diverses de fabrication (+ 5,8 %) ainsi que la fabrication de produits minéraux non métalliques (+ 4,2 %) et de vêtements (+ 6,8 %), celle-ci à la suite de près d'une décennie de tendance baissière, affichent aussi de fortes hausses. La fabrication de machines (+ 2,9 %) et celle de produits métalliques (+ 2,4 %) se portent bien.

Le secteur des services, pour sa part, est constitué de bases économiques plus diffuses. L'industrie des administrations publiques croît de 4,3 %, ce qui alimente la production économique dans la région de la Capitale-Nationale et dans celle de l'Outaouais. Le secteur des services constitue un facteur important pour expliquer la croissance économique survenue dans les régions de l'Outaouais, de la Capitale-Nationale, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Centre-du-Québec, du Bas-Saint-Laurent, de Lanaudière, des Laurentides, de Montréal, de Laval, de l'Estrie, de la Montérégie, de Chaudière-Appalaches, de la Mauricie et du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

2. Pour en savoir plus, voir : LEMELIN, André et MAINGUY, Pierre (2008). « *Analyse des structures économiques des 17 régions administratives québécoises en 2005* », Cahier technique et méthodologique, Institut de la statistique du Québec, mars, 133 p. [En ligne]. [http://www.stat.gouv.qc.ca/clacon/concepts.htm/struct_econo_17regions[1].pdf]

Tableau 6.1.1

Croissance annuelle du produit intérieur brut[1] (PIB) des grands agrégats industriels, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2011

	2010/2009						2011/2010
	Cultures agricoles et élevage	Foresterie et exploitation forestière	Fabrication	Secteur de production de biens	Secteur des services	Ensemble des industries	Ensemble des industries
			%				%
Bas-Saint-Laurent	***3,3***	***18,5***	8,1	***7,0***	2,7	4,0	4,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	***1,6***	***– 21,1***	***16,9***	***11,6***	7,8	9,3	4,4
Capitale-Nationale	– 6,1	20,8	– 4,3	0,1	***3,5***	2,8	4,7
Mauricie	***5,8***	***16,6***	***– 2,4***	***2,8***	1,9	2,2	4,5
Estrie	***– 1,3***	***52,4***	***12,5***	***11,8***	3,1	5,7	4,5
Montréal	– 4,6	25,7	2,8	2,8	***4,6***	4,2	4,5
Outaouais	– 9,1	***157,4***	0,4	10,8	***3,8***	5,0	4,9
Abitibi-Témiscamingue	...	***36,6***	8,1	***16,3***	– 0,7	6,9	5,0
Côte-Nord	– 2,3	***19,6***	***28,5***	***18,5***	5,7	13,7	3,9
Nord-du-Québec	...	***22,6***	– 4,8	***7,1***	3,6	6,2	5,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	***69,5***	***17,4***	9,4	***25,6***	2,8	8,8	4,8
Chaudière-Appalaches	***3,3***	***– 23,9***	***– 2,0***	***1,6***	4,3	3,3	4,2
Laval	7,1	...	2,1	6,4	***4,2***	4,7	4,6
Lanaudière	***6,3***	16,2	2,2	5,5	***5,0***	5,2	4,7
Laurentides	...	***36,7***	– 0,9	***4,5***	4,6	4,6	4,9
Montérégie	***12,2***	47,6	***5,5***	***6,6***	4,4	5,2	4,6
Centre-du-Québec	***2,5***	...	***– 1,0***	***2,7***	2,4	2,5	4,3
Ensemble du Québec[2]	**6,1**	**22,0**	**3,6**	**5,8**	**4,2**	**4,6**	**4,6**

1. La croissance annuelle régionale du PIB d'une industrie considérée comme une base économique d'une région est indiquée en caractères gras et italiques
2. Statistique Canada, Division des comptes des industries, *Produit intérieur brut provincial par industrie*, CANSIM, tableau 379-0025, novembre 2011.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.1.2

PIB par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2011

	2002[r]	2003[r]	2004[r]	2005[r]	2006[r]	2007[r]	2008[r]	2009[er]	2010[e]	2011[ep]
	$/hab.									
Bas-Saint-Laurent	23 033	24 222	24 816	25 289	25 995	28 294	28 969	29 127	30 347	31 669
Saguenay–Lac-Saint-Jean	25 341	26 184	27 928	29 737	30 789	32 654	34 230	31 876	34 859	36 221
Capitale-Nationale	31 940	33 769	34 295	35 772	37 405	39 225	40 657	41 633	42 371	43 862
Mauricie	24 230	25 148	26 100	26 914	28 880	29 369	30 638	30 106	30 702	31 999
Estrie	27 202	28 356	28 625	29 116	29 204	29 668	30 230	29 985	31 445	32 588
Montréal	43 766	44 466	47 072	48 292	49 758	51 266	52 399	52 107	53 622	55 722
Outaouais	23 711	24 387	24 776	25 746	26 340	27 556	28 757	29 214	30 255	31 269
Abitibi-Témiscamingue	26 070	26 475	28 088	30 465	31 701	35 514	35 922	37 540	40 028	41 784
Côte-Nord	37 208	40 025	40 973	42 248	46 093	50 287	51 935	50 214	57 097	58 909
Nord-du-Québec	36 285	38 247	48 066	52 679	59 412	64 943	67 289	60 535	63 610	66 131
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	18 611	19 983	20 413	20 798	20 382	21 859	23 600	23 885	26 087	27 323
Chaudière-Appalaches	25 310	27 223	28 288	29 263	29 441	31 991	32 025	30 977	31 831	32 915
Laval	23 830	24 728	26 074	26 922	29 019	29 970	31 010	30 406	31 316	32 245
Lanaudière	17 977	18 735	19 520	20 141	21 328	21 923	22 532	22 379	23 223	23 959
Laurentides	23 679	25 452	25 125	25 638	26 268	27 911	28 739	28 387	29 276	30 282
Montérégie	25 125	25 958	27 125	27 688	29 210	30 406	31 004	30 578	31 812	32 879
Centre-du-Québec	29 075	30 099	30 119	31 647	32 062	33 279	33 637	33 832	34 471	35 613
Ensemble du Québec[1]	**30 083**	**31 123**	**32 377**	**33 331**	**34 553**	**36 025**	**36 935**	**36 665**	**37 986**	**39 351**

1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, *Produit intérieur brut provincial par industrie*, CANSIM, tableau 379-0025, novembre 2011.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.1.3

PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2011

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008[r]	2009[er]	2010[e]	2011[ep]
	M$									
Bas-Saint-Laurent	4 668	4 889	4 999	5 094	5 240	5 693	5 811	5 838	6 071	6 348
Saguenay–Lac-Saint-Jean	7 116	7 294	7 734	8 184	8 440	8 914	9 330	8 681	9 491	9 905
Capitale-Nationale	20 932	22 235	22 734	23 787	25 014	26 412	27 641	28 579	29 384	30 756
Mauricie	6 275	6 505	6 765	6 993	7 518	7 656	8 001	7 864	8 036	8 395
Estrie	7 979	8 380	8 514	8 723	8 791	8 978	9 215	9 208	9 737	10 172
Montréal	81 718	83 307	88 269	90 519	93 227	96 489	99 365	100 147	104 398	109 118
Outaouais	7 758	8 100	8 346	8 791	9 084	9 606	10 151	10 458	10 980	11 513
Abitibi-Témiscamingue	3 829	3 860	4 076	4 411	4 592	5 145	5 212	5 451	5 825	6 118
Côte-Nord	3 651	3 900	3 984	4 094	4 451	4 822	4 947	4 780	5 433	5 644
Nord-du-Québec	1 433	1 520	1 923	2 121	2 393	2 645	2 760	2 510	2 666	2 799
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 808	1 921	1 957	1 988	1 940	2 067	2 216	2 233	2 429	2 545
Chaudière-Appalaches	9 900	10 672	11 125	11 555	11 687	12 757	12 798	12 431	12 837	13 377
Laval	8 455	8 880	9 472	9 901	10 807	11 339	11 922	11 891	12 452	13 019
Lanaudière	7 198	7 615	8 097	8 550	9 252	9 701	10 140	10 221	10 748	11 259
Laurentides	11 399	12 496	12 576	13 071	13 617	14 686	15 345	15 346	16 045	16 825
Montérégie	33 245	34 682	36 656	37 807	40 399	42 468	43 737	43 559	45 803	47 896
Centre-du-Québec	6 484	6 725	6 761	7 119	7 244	7 563	7 685	7 779	7 975	8 316
Ensemble du Québec[1]	**223 849**	**232 980**	**243 989**	**252 710**	**263 692**	**276 941**	**286 276**	**286 975**	**300 309**	**314 004**

1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, *Produit intérieur brut provincial par industrie*, CANSIM, tableau 379-0025, novembre 2011.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

6.2 Revenu disponible des ménages

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du developpement durable

Le Système de comptabilité nationale du Canada (SCNC), dont sont issus plusieurs agrégats macroéconomiques comme le revenu disponible des ménages et le PIB, a fait l'objet récemment d'une révision historique et conceptuelle de la part de Statistique Canada. Cette révision vise à mieux rendre compte des nouvelles normes internationales, lesquelles ont été élaborées conjointement par quelques organismes internationaux, dont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Ainsi, des changements majeurs ont été apportés à la définition du revenu disponible des ménages. Parmi les modifications, on note que les revenus des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ne sont plus combinés avec ceux des ménages. Par exemple, les revenus des partis politiques, des syndicats ou des groupes d'actions sociales étaient auparavant pris en compte dans le calcul du revenu disponible. De même, les subventions que recevaient les organisations autochtones étaient incluses dans le revenu disponible, puisque ces organismes étaient considérés comme des ISBLSM dans la version précédente du SCNC. Avec ce changement conceptuel, les estimations du revenu reflètent plus strictement le secteur des ménages.

Il importe également de souligner que le revenu disponible des ménages tient compte désormais uniquement des revenus reçus par les résidants canadiens, et exclut les revenus gagnés au Canada par des non-résidents tels que les travailleurs agricoles étrangers. Cette modification a fait en sorte que les estimations du revenu disponible ont été révisées à la baisse dans les régions qui comptent un nombre important de travailleurs agricoles étrangers, comme la Montérégie et la Capitale-Nationale.

Nouvelle définition du revenu disponible des ménages

Le revenu disponible se définit maintenant comme la somme de tous les revenus reçus par les ménages résidant dans un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels. Plus précisément, il se compose de la rémunération des salariés, du revenu net des entreprises individuelles, du revenu des loyers des ménages et du revenu net de la propriété. À cela s'ajoutent les transferts courants que reçoivent les ménages des non-résidents, des ISBLSM et des administrations publiques, tels que les prestations d'assurance-emploi, de la Sécurité de la vieillesse et de l'aide sociale moins les transferts courants que les ménages versent aux non-résidents, aux ISBLSM (les dons) ainsi qu'aux administrations publiques comme les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes d'assurance sociale. Le revenu disponible représente donc la part du revenu qui reste à la disposition des ménages pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne.

Redressement du revenu disponible au Québec

Le revenu disponible des ménages par habitant progresse au Québec, en termes réels[1], de 0,7 % en 2011, soit un taux légèrement supérieur à celui de 2010 (+ 0,5 %). En dollars courants, l'augmentation est de 2,6 %. L'accroissement en 2011 s'explique par la hausse plus rapide de la rémunération des salariés et du revenu net de la propriété. Au Canada, le revenu disponible des ménages par habitant croît à un rythme similaire à celui du Québec, soit de 0,6 % en termes réels et de 2,7 % en dollars courants.

Amélioration marquée dans plusieurs régions éloignées ainsi qu'à Montréal

La croissance du revenu disponible des ménages par habitant n'est pas uniforme sur le territoire québécois. La plus forte augmentation, en dollars courants[2], a été enregistrée dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 5,3 %), stimulée, notamment, par l'accroissement des activités dans le secteur des mines. Avec le prix de l'or qui demeure élevé, les investissements aurifères et

1. L'indice implicite des prix des dépenses de consommation finale des ménages sert à dégonfler le revenu disponible.
2. Il n'est pas possible de calculer l'évolution du revenu des ménages par habitant en termes réels selon les régions administratives, car Statistique Canada ne produit pas d'indice implicite des prix à cette échelle géographique.

la production minérale dans la région ont atteint des niveaux sans précédent, ce qui a contribué à rehausser la rémunération des salariés, principale composante du revenu disponible des ménages. Il importe de noter que depuis 2007, le revenu disponible des ménages de l'Abitibi-Témiscamingue augmente à un rythme sans cesse plus rapide que celui observé au Québec.

Outre l'Abitibi-Témiscamingue, quatre régions connaissent une croissance supérieure à la moyenne québécoise (+ 2,6 %), à savoir la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 4,1 %), Montréal (+ 3,8 %), Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 3,0 %) et le Nord-du-Québec (+ 2,7 %). Dans les trois premières régions, l'accroissement du revenu disponible des ménages provient principalement de l'augmentation importante de la rémunération des salariés, du revenu des loyers ainsi que du revenu net de la propriété. En ce qui a trait au Nord-du-Québec, la progression s'explique essentiellement par une hausse plus rapide des transferts en provenance des administrations publiques et de la rémunération des salariés.

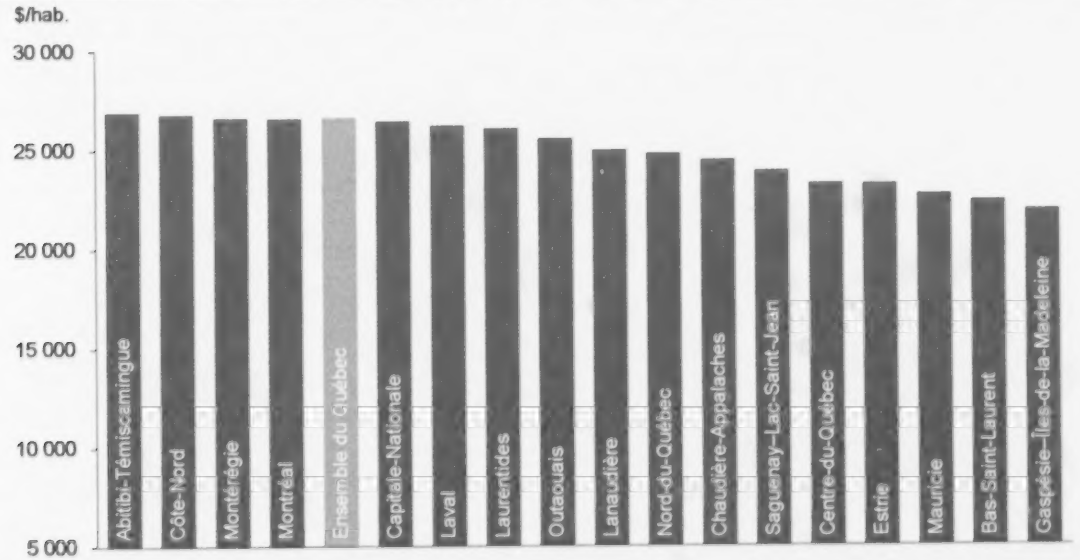
En revanche, la région de la Mauricie (+ 1,5 %) est celle qui présente la plus faible croissance du revenu disponible des ménages en 2011, sous l'effet conjugué d'une hausse modeste de la rémunération des salariés et la diminution du revenu des loyers. D'ailleurs, cette dernière région (22 664 $) continue de présenter, avec la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (21 857 $) et le Bas-Saint-Laurent (22 345 $), le revenu disponible le plus bas au Québec. Le faible niveau de revenu dans ces trois régions ressources s'explique, en grande partie, par un taux d'emploi et un salaire hebdomadaire moyen des employés largement plus bas que dans le reste de la province.

L'Abitibi-Témiscamingue arrive en tête des régions

Grâce à une croissance soutenue au cours des dernières années, la région de l'Abitibi-Témiscamingue affiche, pour la première fois, le revenu disponible des ménages le plus élevé parmi les 17 régions administratives, soit 26 907 $ par habitant. La Côte-Nord se classe pour sa part au deuxième rang, avec un revenu disponible des ménages de 26 789 $ par habitant. Les salaires élevés versés dans le secteur minier et les services publics sont les principaux facteurs qui expliquent un tel niveau de revenu.

Figure 6.2.1

Revenu disponible des ménages par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2011



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale; Régie des rentes du Québec; Ressources humaines et Développement des compétences Canada; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Les régions de la Montérégie (26 598 $) et de Montréal (26 567 $) se classent respectivement au troisième et au quatrième rang. Dans le cas de la Montérégie, le niveau de revenu élevé est attribuable à la forte activité sur le marché du travail et à une rémunération des salariés parmi les plus hauts du Québec. En ce qui a trait à la région de Montréal, elle se caractérise par un revenu net de la propriété particulièrement élevé : il s'établit à 4 145 $ par habitant comparativement à 2 905 $ dans l'ensemble du Québec.

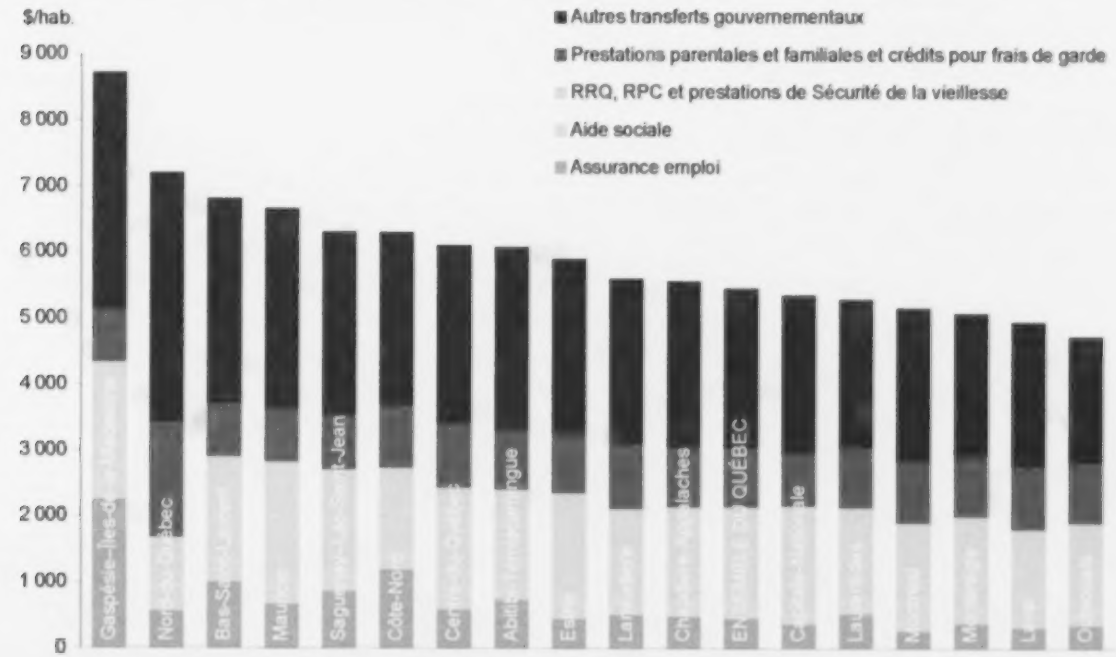
Transferts gouvernementaux : les résidants de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et du Nord-du-Québec sont ceux qui en reçoivent le plus, en moyenne

Au Québec, les administrations publiques ont versé aux ménages en prestations sociales et crédits d'impôt remboursables plus de 43,6 G$ en 2011. Par habitant, cela représente 5 461 $. D'ailleurs, la part relative des transferts courants en provenance des administrations publiques s'établit à 15,8 % du revenu total des ménages. À titre comparatif, les revenus primaires des ménages, qui se composent de la rémunération des salariés, des revenus mixtes nets et du revenu de propriété, représentent plus 83,8 % du revenu total des ménages.

Les transferts versés par l'administration fédérale aux ménages québécois augmentent de 2,5 % et ils atteignent 19,7 G$. Les prestations de l'assurance-emploi, qui avaient baissé de 1,7 % en 2010, reculent considérablement en 2011, soit de 6,5 %. Toutefois, les prestations de la Sécurité de la vieillesse montent de 5,9 %, après une hausse de 3,0 % en 2010. Les transferts de l'administration provinciale progressent, pour leur part, de 0,6 % en 2011 et ils s'établissent à 13,0 G$. Les prestations d'aide sociale sont la seule composante des transferts provinciaux à connaître une baisse, soit de 1,5 %. En revanche, les indemnités versées aux accidentés du travail (+ 0,5 %) et les prestations d'assurance parentale (+ 1,5 %) évoluent à la hausse.

Figure 6.2.2

Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2011



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale; Régie des rentes du Québec; Ressources humaines et Développement des compétences Canada; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

À l'échelle régionale, les résidants de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine sont ceux qui reçoivent le plus en transferts courants des administrations publiques : en 2011, ils ont reçu plus de 8 700 $ par habitant en transferts gouvernementaux. En raison d'un taux de chômage largement supérieur à celui observé au Québec, les habitants de la région ont davantage recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. De plus, les prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec sont particulièrement importantes dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine étant donné que la population y est relativement plus âgée.

Après la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le Nord-du-Québec est la région qui reçoit le plus en transferts des administrations publiques, soit 7 201 $ en moyenne par habitant. Outre les aides financières accordées aux autochtones, les principaux transferts en provenance des administrations publiques sont les prestations du Régime québécois d'assurance parentale, du programme Soutien aux enfants ainsi que les prestations fiscales canadiennes pour enfants et les prestations universelles pour la garde d'enfants, ce qui reflète le taux de fécondité particulièrement élevé dans cette région nordique.

À l'opposé, celles qui reçoivent le moins en transferts gouvernementaux sont l'Outaouais (4 726 $), Laval (4 953 $) et la Montérégie (5 082 $). En raison d'un taux de chômage plus faible, les résidants de ces territoires ont eu moins recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale comparativement à ceux des autres régions administratives. Ces régions reçoivent également moins en prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec, étant donné que leur population y est relativement plus jeune.

D'autre part, la Mauricie est la région où les transferts gouvernementaux versés aux ménages croissent le plus rapidement par rapport à 2010, soit une hausse de 3,1 %. Cette augmentation provient principalement des prestations de la Sécurité de la vieillesse ainsi que du Régime des rentes du Québec. De plus, les prestations de l'assurance-emploi qui avaient reculé en 2010 augmentent dans la région en 2011. En revanche, Laval (+ 0,4 %) et Montréal (+ 0,3%) sont les régions où les transferts en provenance des administrations publiques par habitant montent le moins rapidement. Pendant que la plupart prestations sociales poursuivent leur hausse dans ces deux régions insulaires, les prestations d'assurance-emploi reculent fortement.

Tableau 6.2.1

Revenu disponible des ménages et ses principales composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

	2007	2008	2009	2010	2011[p]	TCAM 2011/2007
			$/hab.			%
Bas-Saint-Laurent						
Rémunération des salariés	16 001	16 683	16 999	17 476	18 094	3,1
Revenu mixte net	2 341	2 438	2 427	2 393	2 586	2,5
Revenu net de la propriété	1 773	1 934	1 776	1 745	1 702	– 1,0
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**20 115**	**21 055**	**21 202**	**21 614**	**22 382**	**2,7**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 926**	**6 149**	**6 539**	**6 684**	**6 885**	**3,8**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	66	66	60	61	63	– 1,2
Des administrations publiques	5 854	6 077	6 474	6 617	6 817	3,9
Des non-résidents	6	6	6	5	5	– 1,9
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**6 104**	**6 250**	**6 285**	**6 494**	**6 921**	**3,2**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**19 937**	**20 954**	**21 456**	**21 804**	**22 345**	**2,9**
Saguenay–Lac-Saint-Jean						
Rémunération des salariés	19 312	19 694	19 946	20 707	21 494	2,7
Revenu mixte net	2 027	2 056	2 122	2 134	2 357	3,8
Revenu net de la propriété	1 542	1 513	1 464	1 587	1 629	1,4
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**22 881**	**23 263**	**23 532**	**24 428**	**25 480**	**2,7**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 455**	**5 733**	**6 141**	**6 225**	**6 368**	**3,9**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	60	62	53	54	56	– 1,8
Des administrations publiques	5 390	5 666	6 083	6 167	6 308	4,0
Des non-résidents	5	5	5	5	5	– 2,3
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**7 115**	**7 146**	**7 107**	**7 456**	**7 961**	**2,8**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**21 221**	**21 849**	**22 566**	**23 198**	**23 887**	**3,0**
Capitale-Nationale						
Rémunération des salariés	22 059	22 913	23 213	23 573	24 155	2,3
Revenu mixte net	3 435	3 392	3 364	3 386	3 555	0,9
Revenu net de la propriété	2 714	2 708	2 792	2 735	2 842	1,2
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**28 209**	**29 014**	**29 369**	**29 694**	**30 553**	**2,0**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**4 715**	**4 875**	**5 222**	**5 351**	**5 466**	**3,8**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	89	91	79	81	83	– 1,6
Des administrations publiques	4 606	4 762	5 120	5 248	5 360	3,9
Des non-résidents	20	22	23	22	23	2,4
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**8 821**	**8 969**	**8 885**	**9 141**	**9 588**	**2,1**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**24 103**	**24 920**	**25 706**	**25 904**	**26 431**	**2,3**
Mauricie						
Rémunération des salariés	17 439	17 909	17 810	18 166	18 545	1,5
Revenu mixte net	2 302	2 306	2 373	2 461	2 484	1,9
Revenu net de la propriété	2 089	2 079	2 058	2 064	2 138	0,6
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**21 830**	**22 293**	**22 241**	**22 690**	**23 168**	**1,5**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 718**	**5 976**	**6 391**	**6 533**	**6 733**	**4,2**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	63	63	52	53	55	– 3,2
Des administrations publiques	5 646	5 903	6 328	6 470	6 668	4,2
Des non-résidents	9	10	10	10	10	2,9
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**6 729**	**6 805**	**6 672**	**6 904**	**7 236**	**1,8**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**20 819**	**21 464**	**21 960**	**22 319**	**22 664**	**2,1**

Tableau 6.2.1 (suite)

Revenu disponible des ménages et ses principales composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

	2007	2008	2009	2010	2011[p]	TCAM 2011/2007
			$/hab.			%
Estrie						
Rémunération des salariés	17 579	17 952	17 758	18 158	18 830	1,7
Revenu mixte net	2 900	2 991	3 113	3 242	3 290	3,2
Revenu net de la propriété	2 755	2 807	2 490	2 533	2 604	– 1,4
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**23 234**	**23 750**	**23 362**	**23 932**	**24 724**	**1,6**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 144**	**5 367**	**5 815**	**5 917**	**6 018**	**4,0**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	91	94	79	81	84	– 2,0
Des administrations publiques	5 027	5 245	5 707	5 807	5 906	4,1
Des non-résidents	26	27	29	29	29	2,5
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**7 035**	**7 139**	**6 928**	**7 143**	**7 562**	**1,8**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**21 343**	**21 978**	**22 250**	**22 707**	**23 180**	**2,1**
Montréal						
Rémunération des salariés	20 369	20 837	20 250	20 564	21 274	1,1
Revenu mixte net	4 507	4 678	4 748	4 767	5 115	3,2
Revenu net de la propriété	4 365	4 253	4 002	3 786	4 145	– 1,3
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**29 241**	**29 768**	**29 000**	**29 116**	**30 535**	**1,1**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**4 960**	**5 098**	**5 405**	**5 501**	**5 520**	**2,7**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	177	180	185	188	193	2,2
Des administrations publiques	4 618	4 747	5 046	5 146	5 161	2,8
Des non-résidents	165	170	174	167	165	0,0
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**9 214**	**9 222**	**8 877**	**9 021**	**9 488**	**0,7**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**24 988**	**25 643**	**25 528**	**25 596**	**26 567**	**1,5**
Outaouais						
Rémunération des salariés	23 288	24 018	24 964	25 199	26 031	2,8
Revenu mixte net	2 341	2 346	2 352	2 420	2 580	2,5
Revenu net de la propriété	1 653	1 641	1 619	1 723	1 801	2,2
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**27 282**	**28 005**	**28 935**	**29 342**	**30 411**	**2,8**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**4 182**	**4 349**	**4 647**	**4 778**	**4 841**	**3,7**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	82	84	74	76	78	– 1,1
Des administrations publiques	4 062	4 227	4 534	4 665	4 726	3,9
Des non-résidents	37	38	39	37	37	– 0,6
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**8 825**	**8 962**	**9 077**	**9 254**	**9 729**	**2,5**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**22 638**	**23 392**	**24 506**	**24 866**	**25 523**	**3,0**
Abitibi-Témiscamingue						
Rémunération des salariés	20 238	21 692	21 437	23 108	24 647	5,1
Revenu mixte net	2 248	2 312	2 414	2 657	2 743	5,1
Revenu net de la propriété	2 011	1 810	1 791	1 805	2 246	2,8
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**24 497**	**25 815**	**25 642**	**27 570**	**29 635**	**4,9**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 455**	**5 653**	**6 139**	**6 075**	**6 134**	**3,0**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	50	51	44	45	47	– 1,9
Des administrations publiques	5 398	5 595	6 088	6 024	6 081	3,0
Des non-résidents	6	7	7	6	6	– 1,2
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**7 368**	**7 686**	**7 473**	**8 096**	**8 862**	**4,7**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**22 584**	**23 781**	**24 308**	**25 550**	**26 907**	**4,5**

Tableau 6.2.1 (suite)

Revenu disponible des ménages et ses principales composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

	2007	2008	2009	2010	2011[p]	TCAM 2011/2007
			$/hab.			%
Côte-Nord						
Rémunération des salariés	22 580	23 639	23 814	25 806	26 782	4,4
Revenu mixte net	1 618	1 367	1 365	1 392	1 474	-2,3
Revenu net de la propriété	1 185	1 215	1 204	1 267	1 299	2,3
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**25 383**	**26 220**	**26 384**	**28 465**	**29 555**	**3,9**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 544**	**5 831**	**6 194**	**6 250**	**6 351**	**3,5**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	44	46	40	41	42	– 1,1
Des administrations publiques	5 495	5 780	6 149	6 205	6 305	3,5
Des non-résidents	5	5	5	5	4	– 3,1
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**7 890**	**7 974**	**7 838**	**8 564**	**9 118**	**3,7**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**23 037**	**24 077**	**24 739**	**26 152**	**26 789**	**3,8**
Nord-du-Québec						
Rémunération des salariés	18 771	19 975	19 552	20 241	20 923	2.8
Revenu mixte net	656	798	984	935	910	8.5
Revenu net de la propriété	1 016	1 578	881	904	985	-0.8
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**20 442**	**22 351**	**21 418**	**22 080**	**22 818**	**2.8**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 919**	**30 610**	**7 133**	**7 091**	**7 268**	**5.3**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	67	78	60	61	63	-1.4
Des administrations publiques	5 849	30 529	7 070	7 026	7 201	5.3
Des non-résidents	3	4	3	3	3	-1.4
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**4 894**	**5 233**	**4 932**	**5 077**	**5 333**	**2.2**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**21 468**	**47 729**	**23 619**	**24 094**	**24 753**	**3.6**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine						
Rémunération des salariés	13 663	14 374	14 799	15 378	16 261	4,4
Revenu mixte net	1 767	1 710	1 665	1 685	1 791	0,3
Revenu net de la propriété	1 170	1 181	1 189	1 226	1 351	3,7
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**16 600**	**17 265**	**17 654**	**18 289**	**19 403**	**4,0**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**7 663**	**7 954**	**8 404**	**8 516**	**8 773**	**3,4**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	47	48	42	43	44	– 1,5
Des administrations publiques	7 612	7 902	8 357	8 469	8 725	3,5
Des non-résidents	4	4	4	4	4	– 1,5
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**5 362**	**5 483**	**5 541**	**5 803**	**6 319**	**4,2**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**18 901**	**19 736**	**20 516**	**21 002**	**21 857**	**3,7**
Chaudière-Appalaches						
Rémunération des salariés	19 598	20 406	20 513	21 086	21 682	2,6
Revenu mixte net	2 593	2 582	2 540	2 586	2 682	0,9
Revenu net de la propriété	2 595	2 542	2 539	2 495	2 516	– 0,8
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**24 785**	**25 529**	**25 592**	**26 167**	**26 880**	**2,0**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**4 760**	**4 994**	**5 400**	**5 519**	**5 634**	**4,3**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	65	68	57	58	60	– 2,1
Des administrations publiques	4 688	4 920	5 336	5 455	5 568	4,4
Des non-résidents	7	7	7	6	6	– 2,7
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**7 281**	**7 457**	**7 376**	**7 658**	**8 070**	**2,5**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**22 264**	**23 067**	**23 616**	**24 028**	**24 444**	**2,4**

Tableau 6.2.1 (suite)

Revenu disponible des ménages et ses principales composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

	2007	2008	2009	2010	2011[p]	TCAM 2011/2007
	$/hab.					%
Laval						
Rémunération des salariés	22 868	23 523	23 191	23 532	24 200	1,4
Revenu mixte net	3 010	3 160	3 200	3 257	3 403	3,1
Revenu net de la propriété	2 938	3 043	2 703	2 743	2 865	– 0,6
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**28 815**	**29 726**	**29 093**	**29 532**	**30 469**	**1,4**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**4 478**	**4 649**	**5 000**	**5 103**	**5 122**	**3,4**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	81	82	70	71	73	– 2,5
Des administrations publiques	4 292	4 461	4 825	4 933	4 953	3,6
Des non-résidents	105	106	105	99	95	– 2,5
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**8 980**	**9 138**	**8 750**	**8 953**	**9 395**	**1,1**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**24 313**	**25 237**	**25 344**	**25 682**	**26 196**	**1,9**
Lanaudière						
Rémunération des salariés	21 217	21 838	21 799	22 294	22 874	1,9
Revenu mixte net	2 404	2 455	2 425	2 596	2 690	2,9
Revenu net de la propriété	2 211	2 135	2 030	2 069	2 195	– 0,2
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**25 833**	**26 428**	**26 254**	**26 960**	**27 760**	**1,8**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**4 811**	**5 018**	**5 410**	**5 568**	**5 668**	**4,2**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	48	49	43	44	46	– 1,0
Des administrations publiques	4 748	4 954	5 352	5 510	5 609	4,3
Des non-résidents	15	15	15	14	14	– 2,9
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**7 850**	**7 935**	**7 765**	**8 066**	**8 494**	**2,0**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**22 794**	**23 511**	**23 900**	**24 463**	**24 934**	**2,3**
Laurentides						
Rémunération des salariés	21 904	22 547	22 395	22 864	23 549	1,8
Revenu mixte net	3 037	3 121	3 151	3 213	3 364	2,6
Revenu net de la propriété	2 956	2 825	2 734	2 890	2 880	– 0,6
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**27 897**	**28 492**	**28 281**	**28 967**	**29 793**	**1,7**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**4 564**	**4 743**	**5 161**	**5 303**	**5 363**	**4,1**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	60	60	50	51	53	– 3,1
Des administrations publiques	4 484	4 664	5 091	5 233	5 292	4,2
Des non-résidents	20	20	20	19	18	– 3,1
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**8 559**	**8 622**	**8 398**	**8 675**	**9 111**	**1,6**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**23 902**	**24 614**	**25 043**	**25 595**	**26 045**	**2,2**
Montérégie						
Rémunération des salariés	22 994	23 630	23 549	24 066	24 844	2,0
Revenu mixte net	2 829	2 890	2 952	3 062	3 248	3,5
Revenu net de la propriété	3 005	2 825	2 786	2 850	2 883	– 1,0
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**28 828**	**29 345**	**29 286**	**29 978**	**30 976**	**1,8**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**4 410**	**4 597**	**5 024**	**5 139**	**5 201**	**4,2**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	84	85	79	81	83	– 0,2
Des administrations publiques	4 287	4 472	4 906	5 021	5 082	4,3
Des non-résidents	39	39	40	38	36	– 1,9
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**8 935**	**9 009**	**8 824**	**9 104**	**9 579**	**1,8**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**24 303**	**24 932**	**25 487**	**26 014**	**26 598**	**2,3**

Tableau 6.2.1 (suite)

Revenu disponible des ménages et ses principales composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

	2007	2008	2009	2010	2011[p]	TCAM 2011/2007
			$/hab.			%
Centre-du-Québec						
Rémunération des salariés	17 230	17 836	17 788	18 184	18 675	2,0
Revenu mixte net	2 625	2 634	2 658	2 755	2 835	1,9
Revenu net de la propriété	2 582	2 679	2 416	2 576	2 600	0,2
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**22 437**	**23 149**	**22 862**	**23 515**	**24 111**	**1,8**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**5 220**	**5 480**	**5 939**	**6 027**	**6 185**	**4,3**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	68	69	64	65	67	– 0,4
Des administrations publiques	5 140	5 399	5 862	5 949	6 105	4,4
Des non-résidents	12	13	13	13	12	1,1
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**6 430**	**6 564**	**6 468**	**6 715**	**7 076**	**2,4**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**21 227**	**22 065**	**22 333**	**22 827**	**23 219**	**2,3**
Ensemble du Québec						
Rémunération des salariés	20 845	21 479	21 379	21 847	22 559	2,0
Revenu mixte net	3 145	3 216	3 258	3 324	3 515	2,8
Revenu net de la propriété	2 966	2 902	2 782	2 767	2 905	– 0,5
***Égale :* Revenu primaire des ménages**	**26 955**	**27 597**	**27 419**	**27 938**	**28 978**	**1,8**
***Plus :* Transferts courants reçus par les ménages**	**4 872**	**5 186**	**5 436**	**5 545**	**5 621**	**3,6**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	98	100	95	97	100	0,3
Des administrations publiques	4 713	5 024	5 277	5 386	5 461	3,8
Des non-résidents	61	63	64	62	60	– 0,3
***Moins :* Transferts courants payés par les ménages**	**8 347**	**8 436**	**8 249**	**8 495**	**8 953**	**1,8**
***Égale :* Revenu disponible des ménages**	**23 480**	**24 347**	**24 606**	**24 988**	**25 646**	**2,2**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale; Régie des rentes du Québec; Ressources humaines et Développement des compétences Canada; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

7. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques et du développement durable

7.1 Investissements

L'investissement tel que décrit dans la présente section est composé des dépenses capitalisées en construction et en machines et matériel, que ce soit des installations neuves ou des améliorations majeures augmentant la durée de vie de l'actif. Les données sont exprimées en dollars courants, c'est-à-dire sans correction pour l'inflation. Les données pour les années 2012 et 2013 sont respectivement des valeurs réelles provisoires et des intentions, recueillies auprès des répondants à la fin de l'année 2012.

Selon les perspectives 2013, les dépenses en immobilisation augmentent de 0,5 % en 2013 pour s'établir à 71,4 G$. Il s'agit d'une quatrième année de croissance consécutive, suivant la récession de 2009. L'investissement des industries productrices de biens diminue de 2,6 % pour atteindre 17,8 G$. Il s'agit d'une première année de décroissance, suivant trois années où la croissance a été supérieure à 10 % pour ces industries. Les industries productrices de services augmentent pour leur part de 3,2 % et atteignent 30,1 G$. Les années 2012 et 2013 marquent un retour à la croissance pour ces industries, qui ont subi trois années de diminution consécutives entre 2009 et 2011. Finalement, les investissements relatifs aux logements sont en baisse de 0,4 % pour s'établir à 23,6 G$ en 2013.

Les investissements du secteur privé non résidentiel sont pour leur part en baisse de 2,9 % en 2013, suivant une croissance de 14,4 % en 2012. Ce faisant, l'investissement privé non résidentiel atteindra 25,5 G$ en 2013, après le sommet historique atteint en 2012 (26,2 G$). La croissance des investissements publics, uniques responsables de la croissance de l'investissement total au Québec, s'établit à 5,7 %, suivant une croissance de 10,1 % en 2012. En 2013, l'investissement du secteur public atteindra 22,4 G$, soit 31,3 % de l'investissement total au Québec.

À l'échelle des régions administratives, la croissance se répercute dans 10 des 17 régions en 2013, avec des taux de croissance oscillant entre 10,4 % (Capitale-Nationale et Laurentides) et – 19,2 % (Côte-Nord). Les trois régions où se concentrent les investissements au Québec sont Montréal (15,9 G$), la Montérégie (11,5 G$) et la Capitale-Nationale (7,5 G$). Malgré une légère décroissance en 2013, Montréal voit ses investissements totaux dépasser les 14 G$ depuis 2011, niveaux élevés d'une perspective historique.

Industries productrices de biens

L'investissement des industries productrices de biens, qui représente 24,9 % de l'investissement au Québec, est concentré dans deux régions nordiques (Côte-Nord : 2,7 G$, Nord-du-Québec : 2,6 G$) et dans deux régions sudistes (Montréal : 2,6 G$, Montérégie : 2,1 G$). Après une performance exceptionnelle en 2012 pour la Côte-Nord (3,4 G$), l'investissement dans les industries productrices de biens diminue de 21,2 % en 2013. Cette baisse est attribuable à la faiblesse des intentions d'investissement dans le secteur minier (– 53,4 % par rapport à 2012), alors que cette baisse est atténuée par la vigueur des investissements dans le secteur des services publics (1,7 G$ en 2013, en hausse de 13,0 %). Par ailleurs, les deux autres régions intensives en investissements miniers, soit l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec, sont en croissance en 2013 (+ 9,3 % et + 10,8 % respectivement).

La région de la Mauricie fait bonne figure en termes de croissance annuelle avec 22,9 % en 2013, attribuable à celles des secteurs des services publics et de la fabrication. La Mauricie est suivie par les régions de la Capitale-Nationale (+ 14,1 %) et du Nord-du-Québec (+ 12,1 %). La région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est celle où la décroissance en 2013 est la plus prononcée (– 40,0 %). La région du Saguenay–Lac-Saint-Jean subit également une décroissance importante (– 22,8 %), quoique l'investissement dans ces industries pour la région témoigne de fortes variations annuelles fréquentes.

Figure 7.1.1

Variation annuelle des dépenses en immobilisation selon les régions administratives et le groupe d'industries, 2012-2013

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Industries productrices de services

Les dépenses en immobilisation attribuables aux industries productrices de services sont en hausse de 3,2 % au Québec pour atteindre 30,1 G$. Ces investissements sont concentrés dans les régions les plus populeuses, à savoir celle de Montréal, en croissance de 3,7 % pour atteindre pour une première fois le cap des 10 G$ (10,1 G$ en 2013), suivie de celles de la Montérégie (4,2 G$, en décroissance de 0,1 %) et de la Capitale-Nationale, également à 4,2 G$, en croissance de 18,6 % en 2013, la plus forte croissance régionale pour ces industries parmi les régions administratives.

L'investissement des industries productrices de services est en croissance dans sept régions administratives. Suivant la Capitale-Nationale, l'investissement des industries productrices de services croît de 10,8 % dans les Laurentides, en grande partie dû à la croissance de l'investissement dans les secteurs de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 50,6 %) et de 5,9 % dans le Bas-Saint-Laurent. Cependant, la majorité des régions voient l'investissement de ces industries diminuer en 2013, oscillant entre – 11,7 % (Côte-Nord) et – 0,1 % (Montérégie).

Secteur du logement

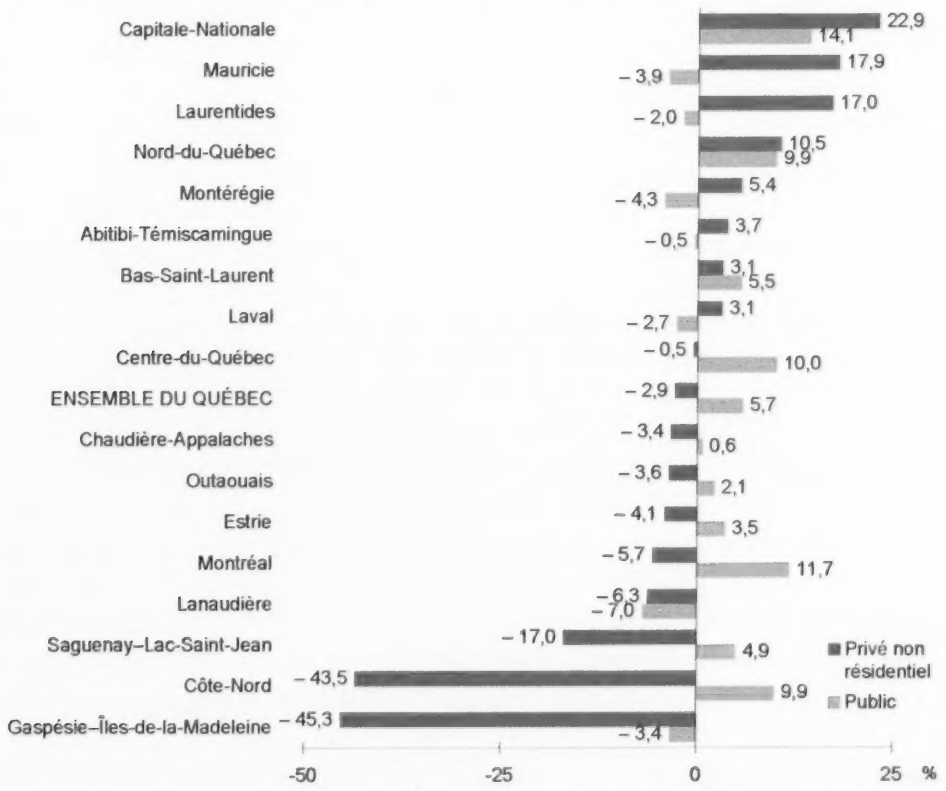
Le secteur du logement, qui représente 33,0 % de l'investissement total au Québec, est en décroissance de 0,4 % pour atteindre 23,6 G$. Cette décroissance se répercute dans 11 des 17 régions administratives. Les trois régions pour lesquelles la croissance est plus prononcée sont toutes adjacentes à la région de Montréal : il s'agit des Laurentides (+ 12,1 %) de Lanaudière (+ 11,2 %) et de Laval (+ 8,0 %). À l'opposé, Montréal enregistre la plus forte décroissance (– 17,4 %), quoique la valeur de l'investissement résidentiel attendu en 2013 soit élevée en comparaison des moyennes historiques.

Investissements publics et privés (non résidentiels)

En 2013, l'investissement privé non résidentiel décroît de 2,9 % au Québec, suivant une croissance de 14,4 % en 2012. C'est la première fois depuis 2009 que la croissance de l'investissement privé non résidentiel est inférieure à la croissance des investissements publics (+ 5,7 %). À l'échelle régionale, l'investissement privé non résidentiel se concentre dans les régions de Montréal (6,4 G$), de la Montérégie (3,7 G$) et de la Capitale-Nationale (2,2 G$). Pour Montréal, il s'agit d'une deuxième année consécutive où l'investissement de ce secteur dépasse les 6 G$, une première depuis 2002. Suivant la Capitale-Nationale (+ 22,9 %) en termes de croissance annuelle, on retrouve la Mauricie (+ 17,9 %) et les Laurentides (+ 17,0 %). Pour les régions en décroissance, notons les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 45,3 %) et de la Côte-Nord (– 43,5 %) qui enregistrent des reculs importants.

Figure 7.1.2

Variation annuelle des dépenses en immobilisation selon les régions administratives, secteur public et secteur privé non résidentiel, perspectives 2013



Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les investissements publics, en croissance de 5,7 % au Québec en 2013, croissent dans 10 des 17 régions administratives. Montréal, région où se concentrent ces investissements, est en croissance de 11,7 % pour atteindre 6,3 G$, quoiqu'elle soit devancée par la région de la Capitale-Nationale en termes de croissance annuelle (+ 14,1 %). Suivant ces régions, le Centre-du-Québec (+ 10,0 %) et celles de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (+ 9,9 % chacune) font également bonne figure. Les régions de Lanaudière (– 7,0 %) et de la Montérégie (– 4,3 %) enregistrent les diminutions les plus prononcées.

Comparaison entre les perspectives 2012 et les données réelles provisoires

Au Québec, les perspectives pour 2012, telles que publiées l'année dernière, se sont révélées très près de ce qui a été publié cette année (70,8 G$ selon les perspectives de l'année dernière contre 71,0 G$ selon les données réelles provisoires). Cependant, en s'intéressant au détail, on constate que selon les secteurs, les intentions ne se sont pas réalisées de façon uniforme.

Cette réalité se traduit également dans les estimations régionales. Par exemple, à Montréal, selon les perspectives 2012, c'est 14,9 G$ d'investissement qui étaient attendus, alors que les données réelles provisoires font plutôt état de 16,2 G$, soit 1,3 G$ de plus qu'anticipé. De la même façon, l'investissement en Abitibi-Témiscamingue a été de 20,6 % supérieur aux attentes. Ces deux régions annulent les niveaux d'investissements réalisés en deçà des intentions dans les régions de la Montérégie, du Nord-du-Québec, des Laurentides et de la Capitale-Nationale.

Tableau 7.1.1

Comparaison entre les intentions et les données réelles provisoires, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

	Réelles provisoires	Perspective	Différence	
	k$		k$	%
Bas-Saint-Laurent	1 690 765	1 543 799	146 966	9,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 349 991	2 498 113	– 148 122	– 5,9
Capitale-Nationale	6 802 707	7 030 451	– 227 744	– 3,2
Mauricie	1 785 673	1 840 454	– 54 782	– 3,0
Estrie	2 303 547	2 264 623	38 924	1,7
Montréal	16 245 450	14 917 173	1 328 276	8,9
Outaouais	3 028 318	3 017 631	10 687	0,4
Abitibi-Témiscamingue	2 069 924	1 716 077	353 847	20,6
Côte-Nord	4 316 693	4 205 410	111 283	2,6
Nord-du-Québec	2 624 935	2 965 023	– 340 088	– 11,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	787 839	735 276	52 563	7,1
Chaudière-Appalaches	3 505 835	3 406 320	99 515	2,9
Laval	3 021 410	2 958 987	62 424	2,1
Lanaudière	3 371 736	3 554 742	– 183 006	– 5,1
Laurentides	4 134 121	4 445 810	– 311 689	– 7,0
Montérégie	11 254 053	11 772 907	– 518 854	– 4,4
Centre-du-Québec	1 754 403	1 909 103	– 154 700	– 8,1
Ensemble du Québec	**71 048 000**	**70 782 300**	**265 700**	**0,4**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 7.1.2

Dépenses en immobilisation par groupe d'industries et par secteur, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2013

Région administrative	Unité	Industrie productrice de...			Total	Secteur	
		Biens	Services	Logement		Privé non résidentiel	Public
Bas-Saint-Laurent	k$	522 463	780 615	443 075	**1 746 153**	508 512	794 566
	Part relative (%)	29,9	44,7	25,4	**100,0**	29,1	45,5
	Variation 2013/2012 (%)	2,5	5,9	– 0,2	**3,3**	3,1	5,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	k$	633 647	777 536	706 882	**2 118 065**	885 120	526 063
	Part relative (%)	29,9	36,7	33,4	**100,0**	41,8	24,8
	Variation 2013/2012 (%)	– 22,8	4,1	– 9,7	**– 9,9**	– 17,0	4,9
Capitale-Nationale	k$	878 688	4 202 294	2 430 764	**7 511 746**	2 221 780	2 859 202
	Part relative (%)	11,7	55,9	32,4	**100,0**	29,6	38,1
	Variation 2013/2012 (%)	14,1	18,6	– 2,4	**10,4**	22,9	14,1
Mauricie	k$	417 337	691 716	733 671	**1 842 725**	545 279	563 774
	Part relative (%)	22,6	37,5	39,8	**100,0**	29,6	30,6
	Variation 2013/2012 (%)	22,9	– 2,5	– 0,4	**3,2**	17,9	– 3,9
Estrie	k$	489 011	856 776	936 947	**2 282 735**	810 814	534 973
	Part relative (%)	21,4	37,5	41,0	**100,0**	35,5	23,4
	Variation 2013/2012 (%)	– 0,2	– 1,8	– 0,4	**– 0,9**	– 4,1	3,5
Montréal	k$	2 559 582	10 111 541	3 184 746	**15 855 869**	6 351 739	6 319 384
	Part relative (%)	16,1	63,8	20,1	**100,0**	40,1	39,9
	Variation 2013/2012 (%)	– 3,0	3,7	– 17,4	**– 2,4**	– 5,7	11,7
Outaouais	k$	407 161	1 429 008	1 192 699	**3 028 868**	857 242	978 927
	Part relative (%)	13,4	47,2	39,4	**100,0**	28,3	32,3
	Variation 2013/2012 (%)	– 7,3	1,4	1,1	**0,0**	– 3,6	2,1
Abitibi-Témiscamingue	k$	1 279 815	448 296	336 266	**2 064 377**	1 366 318	361 793
	Part relative (%)	62,0	21,7	16,3	**100,0**	66,2	17,5
	Variation 2013/2012 (%)	4,2	– 1,0	– 13,5	**– 0,3**	3,7	– 0,5
Côte-Nord	k$	2 700 739	600 873	184 928	**3 486 540**	1 281 128	2 020 484
	Part relative (%)	77,5	17,2	5,3	**100,0**	36,7	58,0
	Variation 2013/2012 (%)	– 21,2	– 11,7	– 12,3	**– 19,2**	– 43,5	9,9
Nord-du-Québec	k$	2 554 362	299 605	32 371	**2 886 339**	1 838 762	1 015 205
	Part relative (%)	88,5	10,4	1,1	**100,0**	63,7	35,2
	Variation 2013/2012 (%)	12,1	– 3,6	– 11,4	**10,0**	10,5	9,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	k$	172 899	316 637	165 193	**654 730**	156 271	333 265
	Part relative (%)	26,4	48,4	25,2	**100,0**	23,9	50,9
	Variation 2013/2012 (%)	– 40,0	– 7,6	5,3	**– 16,9**	– 45,3	– 3,4
Chaudière-Appalaches	k$	1 117 056	1 193 585	1 116 354	**3 426 995**	1 446 329	864 312
	Part relative (%)	32,6	34,8	32,6	**100,0**	42,2	25,2
	Variation 2013/2012 (%)	– 0,4	– 3,3	– 2,9	**– 2,2**	– 3,4	0,6
Laval	k$	358 680	1 135 285	1 659 891	**3 153 856**	884 426	609 540
	Part relative (%)	11,4	36,0	52,6	**100,0**	28,0	19,3
	Variation 2013/2012 (%)	6,2	– 1,0	8,0	**4,4**	3,1	– 2,7
Lanaudière	k$	435 538	1 089 015	1 935 717	**3 460 270**	936 838	587 715
	Part relative (%)	12,6	31,5	55,9	**100,0**	27,1	17,0
	Variation 2013/2012 (%)	1,3	– 9,4	11,2	**2,6**	– 6,3	– 7,0
Laurentides	k$	516 832	1 350 415	2 695 594	**4 562 840**	1 056 377	810 870
	Part relative (%)	11,3	29,6	59,1	**100,0**	23,2	17,8
	Variation 2013/2012 (%)	1,1	10,8	12,1	**10,4**	17,0	– 2,0
Montérégie	k$	2 101 349	4 233 333	5 200 154	**11 534 836**	3 675 552	2 659 130
	Part relative (%)	18,2	36,7	45,1	**100,0**	31,9	23,1
	Variation 2013/2012 (%)	3,6	– 0,1	4,2	**2,5**	5,4	– 4,3
Centre-du-Québec	k$	642 340	534 570	619 448	**1 796 359**	661 216	515 695
	Part relative (%)	35,8	29,8	34,5	**100,0**	36,8	28,7
	Variation 2013/2012 (%)	6,4	0,9	– 0,2	**2,4**	– 0,5	10,0
Ensemble du Québec	**k$**	**17 787 800**	**30 050 500**	**23 574 700**	**71 413 000**	**25 483 118**	**22 355 182**
	Part relative (%)	**24,9**	**42,1**	**33,0**	**100,0**	**35,7**	**31,3**
	Variation 2013/2012 (%)	**– 2,6**	**3,2**	**– 0,4**	**0,5**	**– 2,9**	**5,7**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

7.2 Permis de bâtir

Les permis de bâtir constituent un indicateur précurseur de l'activité dans le secteur de la construction : ils sont la seule source exprimant des valeurs pouvant être attribuées aux projets de construction. Délivrés par les municipalités, ils octroient le droit de construire un type de bâtiment donné, mais ne nous renseignent ni sur la durée de construction ni sur le moment où le droit de construire sera exercé. Les données annuelles proviennent de la somme des données mensuelles nominales (sans correction pour l'inflation) dessaisonalisées. Il faut éviter de mettre en relation le nombre d'unités créées avec la valeur totale pour dériver une moyenne, car la valeur des permis inclut à la fois les constructions neuves, les rénovations et les additions mineures (par exemple l'ajout d'une piscine).

La valeur totale des permis de bâtir émis par les municipalités québécoises en 2012 atteint 16,1 G$, en croissance de 3,7 % par rapport à 2011. Il s'agit d'une valeur significativement supérieure à la moyenne des cinq dernières années (14,0 G$). Selon les composantes, les permis de bâtir commerciaux sont en décroissance (– 5,8 %), alors que toutes les autres composantes sont en croissance : le secteur institutionnel croît de 42,5 %, le secteur industriel de 29,8 % et le secteur résidentiel de 0,2 %. Dans l'ensemble, la valeur de chacune des composantes des permis de bâtir se situe à un niveau supérieur à la moyenne des cinq dernières années.

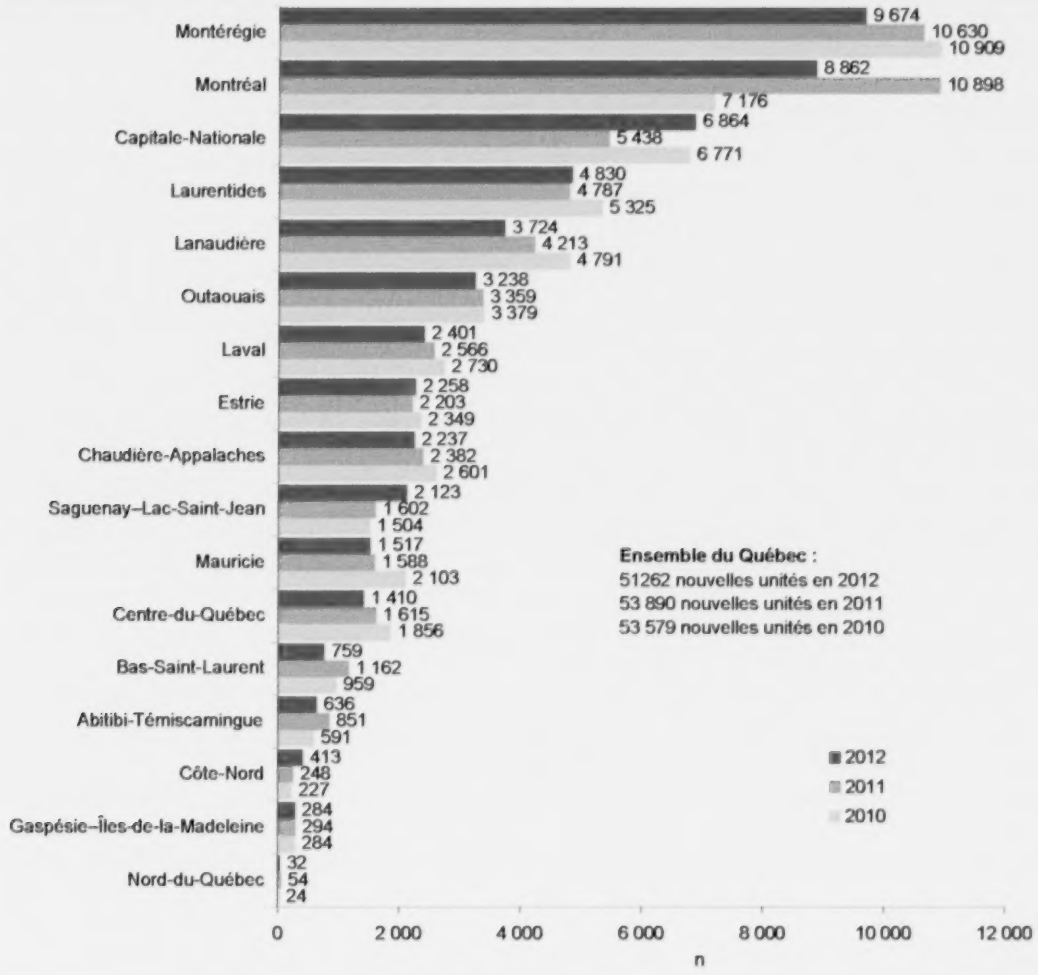
Secteur résidentiel

En hausse de 0,2 %, la valeur des permis de bâtir résidentiels émis au Québec en 2012 atteint 10,2 G$, soit près des deux tiers du total de la valeur émise. La région de la Montérégie arrive au premier rang à l'échelle des régions administratives, avec 2,1 G$ de valeur émise, soit 20,5 % du total québécois. Montréal, pour une deuxième année consécutive, maintient une valeur relativement élevée d'une perspective historique, avec 1,8 G$ de permis émis en 2011 et 1,7 G$ en 2012 (moyenne 2007-2011 : 1,2 G$). Viennent ensuite les régions de la Capitale-Nationale (1,1 G$, en croissance de 10,6 % par rapport à 2011) et des Laurentides (1,0 G$, soit 10,1 % du total québécois). La Côte-Nord, malgré un poids relativement faible (1,0 %), croît fortement en 2012 (+ 40,7 %) pour dépasser le seuil du 100 M$ pour une première fois depuis 1998. Les régions du Nord-du-Québec (– 20,2 %) et de Lanaudière (– 11,4 %) sont les régions où les décroissances sont les plus prononcées par rapport à 2011.

Les permis de bâtir émis en 2012 dans le secteur résidentiel autorisent la création de 51 262 nouvelles unités de logement indépendantes, comparativement à 53 890 en 2011 et 53 579 en 2010. Il s'agit d'une diminution de 4,9 %. Les régions de Montréal et de la Montérégie, avec des baisses de 2 036 unités (– 18,7 %) et 956 unités (– 9,0 %) respectivement, sont les deux régions où les nouvelles unités de logement autorisées diminuent le plus en 2012. Ces deux régions, qui représentent plus du tiers des unités autorisées en 2012, s'échangent tour à tour la première position depuis 2010. Par ailleurs, la région de la Capitale-Nationale, avec 6 864 nouvelles unités autorisées en 2012, est la région où l'augmentation est la plus importante (1 426 de plus qu'en 2011). La région de la Côte-Nord, malgré une quantité plus faible de nouvelles unités autorisées, est en forte croissance (+ 66,5 %) : c'est 413 nouvelles unités qui ont été autorisées en 2012.

Figure 7.2.1

Nombre de nouvelles unités de logement indépendantes autorisées, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2012



Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Secteur non résidentiel

Au Québec, la valeur des permis de bâtir non résidentiels émis par les municipalités augmente de 10,4 % par rapport à 2011 pour atteindre 5,9 G$. Ces permis sont concentrés dans la région de Montréal (1,7 G$, soit 29,0 % du total québécois). Malgré la diminution de 7,0 % à l'échelle régionale, il s'agit tout de même d'une valeur bien au-delà de la moyenne quinquennale (1,3 G$). Viennent ensuite les régions de la Montérégie, avec une valeur de permis émis de 988,1 M$, en croissance de 36,0 % par rapport à 2011, de la Capitale-Nationale (467,8 M$ de permis émis) et de Laval (328,9 M$). La région de la Côte-Nord enregistre une valeur exceptionnelle en 2012, avec 285,6 M$ de permis non résidentiels émis (la moyenne des cinq dernières années avoisine les 50 M$), et fait partie du groupe de quatre régions où les permis non résidentiels émis en 2012 sont plus du double de l'année 2011, avec le Nord-du-Québec, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et Laval. Le Saguenay–Lac-Saint-Jean enregistre également une forte croissance (+ 50,2 %). Parmi les régions en baisse, Lanaudière diminue de 46,2 % par rapport à 2011, légèrement en deçà de la moyenne des cinq dernières années.

Selon les composantes, le secteur commercial, responsable de 52,6 % de la valeur non résidentielle émise, est en décroissance de 5,8 % au Québec (2012 : 3,1 G$). Tout comme l'ensemble des composantes non résidentielles, Montréal arrive en première position à l'échelle régionale : la valeur émise en 2012 s'établit à 1,0 G$, comparativement à une moyenne de 751,7 M$ entre 2007 et 2011. Les municipalités de la Montérégie, deuxième région en importance pour la valeur de ces permis, ont émis pour 549,2 M$ de permis en 2012, valeur significativement supérieure à la moyenne des cinq dernières années (449,9 M$). Pour ce qui est de la croissance annuelle, les régions de l'Estrie (+ 127,4 %), de Laval (+ 82,1 %) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 82,0 %) font également bonne figure, toutes trois au-delà des moyennes 2007-2011.

La valeur des permis de bâtir industriels émis est pour sa part en forte progression de 29,8 % en 2012, pour s'établir à 1,3 G$. Il s'agit d'une valeur supérieure à la moyenne entre 2007 et 2011 (934,7 M$). À l'échelle des régions administratives, la région de la Côte-Nord, avec l'émission de 233,9 M$ de permis de bâtir industriels en 2012, domine pour ce qui est de la croissance annuelle. Il s'agit d'ailleurs de la première fois depuis 2003 où la valeur dépasse les 100 M$ (la moyenne des cinq dernières années indique plutôt l'émission de 16,3 M$ annuellement). Toutefois, en ce qui a trait à la valeur émise, la région de Montréal demeure en tête avec 252,7 M$, une valeur supérieure de plus de 120 M$ de la moyenne des cinq dernières années. L'Abitibi-Témiscamingue est la région où la décroissance annuelle est la plus prononcée (– 51,4 %), les 26,2 M$ de permis industriels émis étant sous la moyenne 2007-2011 (36,9 M$)

Finalement, la valeur des permis de bâtir institutionnels s'élève à 1,5 G$, en croissance de 42,5 % par rapport à 2011. Il s'agit d'une valeur supérieure à la moyenne quinquennale (1,2 G$). Pour les régions administratives, Montréal arrive en tête, avec une valeur émise de 442,1 M$, en croissance de 9,9 % par rapport à 2011 (moyenne 2007-2011 : 366,9 M$). Pour ce qui est de la croissance annuelle, les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 399,8 %, suivant une forte baisse en 2011), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 201,1 %) et de la Capitale-Nationale (+ 187,3 %) se démarquent en 2012, se situant toutes trois à un niveau supérieur à la moyenne 2007-2011.

Tableau 7.2.1

Valeur des permis de bâtir résidentiels, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011	Part dans le Québec (2012)
			k$			%	
Bas-Saint-Laurent	149 827	189 780	183 990	201 503	184 714	– 8,3	1,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	264 843	254 750	276 796	329 069	392 012	19,1	3,8
Capitale-Nationale	823 528	1 025 424	1 067 605	996 012	1 101 743	10,6	10,8
Mauricie	250 121	261 877	359 144	309 528	299 652	– 3,2	2,9
Estrie	343 625	363 380	390 792	396 350	409 167	3,2	4,0
Montréal	1 015 916	940 616	1 236 026	1 811 499	1 712 639	– 5,5	16,8
Outaouais	453 307	411 557	482 769	484 691	523 772	8,1	5,1
Abitibi-Témiscamingue	114 740	120 501	139 510	176 180	169 207	– 5,0	1,7
Côte-Nord	59 329	84 278	71 853	75 354	106 020	40,7	1,0
Nord-du-Québec	10 307	11 904	11 674	18 974	15 138	– 20,2	0,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	70 860	61 651	67 638	63 750	68 623	7,6	0,7
Chaudière-Appalaches	403 624	393 962	510 956	494 759	480 020	– 3,0	4,7
Laval	748 274	598 543	643 915	635 327	673 438	6,0	6,6
Lanaudière	780 438	671 249	841 253	773 317	685 337	– 11,4	6,7
Laurentides	1 147 734	951 685	1 096 797	975 151	1 029 116	5,5	10,1
Montérégie	2 056 907	1 837 042	2 190 290	2 166 393	2 084 387	– 3,8	20,4
Centre-du-Québec	218 249	228 369	275 243	264 831	261 097	– 1,4	2,6
Ensemble du Québec	**8 911 629**	**8 406 568**	**9 846 251**	**10 174 688**	**10 196 082**	**0,2**	**100,0**

Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

Tableau 7.2.2

Valeur des permis de bâtir non résidentiels selon le type de construction, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

	Commercial		Industriel		Institutionnel		Total	
	2012	Moyenne 2007-2011	2012	Moyenne 2007-2011	2012	Moyenne 2007-2011	2012	Moyenne 2007-2011
				k$				
Bas-Saint-Laurent	42 931	59 878	45 563	33 646	27 517	32 388	116 011	125 912
Saguenay–Lac-Saint-Jean	83 520	73 014	38 750	69 991	150 781	50 276	273 051	193 281
Capitale-Nationale	284 536	350 130	58 034	88 897	125 229	109 612	467 799	548 639
Mauricie	71 339	68 716	22 022	36 662	39 449	44 875	132 810	150 252
Estrie	134 657	83 834	24 132	36 160	70 452	51 560	229 241	171 554
Montréal	1 005 429	751 660	252 681	132 473	442 107	366 887	1 700 217	1 251 020
Outaouais	152 621	147 953	19 247	22 625	36 950	51 994	208 818	222 572
Abitibi-Témiscamingue	47 313	41 169	26 230	36 904	25 818	36 114	99 361	114 187
Côte-Nord	31 532	26 054	233 875	16 276	20 161	12 445	285 568	54 776
Nord-du-Québec	3 350	5 198	27 159	7 166	2 840	5 804	33 349	18 168
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	29 286	20 819	14 277	5 017	20 326	17 253	63 889	43 089
Chaudière-Appalaches	150 165	124 349	53 074	58 070	34 553	51 668	237 792	234 088
Laval	207 514	146 143	54 123	38 050	67 271	45 663	328 908	229 857
Lanaudière	98 429	139 903	43 408	43 884	73 190	40 492	215 027	224 279
Laurentides	114 621	158 881	88 545	69 603	113 327	63 347	316 493	291 831
Montérégie	549 192	449 923	187 489	190 039	251 387	202 096	988 068	842 058
Centre-du-Québec	77 884	71 534	65 699	49 236	26 441	20 956	170 024	141 726
Ensemble du Québec	**3 084 319**	**2 719 160**	**1 254 308**	**934 697**	**1 527 799**	**1 203 431**	**5 866 426**	**4 857 288**

Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

8. Mines

par Hugo Johnston-Laberge et Raymond Beullac, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

L'industrie minière est présente dans chacune des 17 régions administratives du Québec. Ses activités s'articulent autour de deux pôles principaux : l'investissement minier et la production minérale. L'investissement englobe l'ensemble des travaux liés à l'exploration et à la mise en valeur d'un dépôt minéral, les travaux d'aménagement nécessaires à sa mise en production, la construction non résidentielle et l'acquisition d'équipement et de machinerie. La production minérale, quant à elle, concerne aussi bien les mines de métaux précieux (or, argent) et usuels (cuivre, zinc, nickel) que les minéraux industriels (sel, graphite, mica, tourbe, carbonate de lithium) et les matériaux de construction (sable et gravier, pierre, briques, ciment). Elle inclut aussi certaines substances secondaires (soufre, tellure, sélénium, cadmium) produites dans des fonderies et affineries. Dans le cadre de cette analyse, il est important de noter que les données de 2011 sont finales, celles de 2012 sont de nature provisoire, tandis que celles de 2013 représentent des intentions. De plus, en raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties.

L'activité minière au Québec[1]

En 2012, l'investissement minier a connu une augmentation de 22,9 %, passant de 3 923 M$ en 2011 à 4 819 M$ en 2012, ce qui établit un nouveau record absolu. Trois régions administratives se partagent 97,5 % des investissements miniers totaux au Québec. Il s'agit de la Côte-Nord (41,7 %), du Nord-du-Québec (34,3 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (21,4 %). Pour la 2e année consécutive, les trois régions affichent chacune des investissements miniers supérieurs à un milliard de dollars. Par ailleurs, selon les intentions exprimées par les compagnies minières au cours des derniers mois, en 2013, l'investissement minier devrait connaître une première baisse après neuf années de croissance consécutive pour se replier à 4 070 M$; une diminution de 749 M$, soit 15,5 %.

Les livraisons minérales au Québec ont enregistré une diminution de 3,4 %, passant de 8 482 M$ en 2011 à 8 193 M$ en 2012. Quatre régions sont responsables de 86,3 % des livraisons minérales du Québec. La Côte-Nord (32,8 %), la Montérégie (18,9 %), l'Abitibi-Témiscamingue (18,0 %) ainsi que le Nord-du-Québec (16,6 %) sont les régions les plus importantes au niveau des livraisons minérales. Selon les prévisions des producteurs miniers, en 2013, les livraisons minérales de l'ensemble du Québec devraient atteindre 9 127 M$, une augmentation prévue de 11,4 % (934 M$) par rapport à 2012.

L'activité minière dans les régions administratives du Québec

Côte-Nord

En 2012, la région administrative de la Côte-Nord occupe le premier rang pour l'investissement minier avec 2 012 M$, en hausse de 41,8 % par rapport à 2011. Ces investissements sont un sommet historique pour cette région et il s'agit de la première fois qu'une région affiche des investissements supérieurs à 2 G$. Ceux-ci représentent 41,7 % des investissements miniers totaux réalisés au Québec en 2012.

La région occupe également le premier rang pour les livraisons minérales avec 2 689 M$, soit 32,8 % du total québécois. Les livraisons minérales de la région ont diminué de 19,2 % par rapport aux données de 2011 (3 328 M$); cette diminution étant principalement attribuable à la baisse du prix du minerai de fer. Malgré cette baisse, les quantités livrées de minerai de fer ont augmenté de 4,7 % au cours de la dernière année, passant de 19,8 millions de tonnes à 20,7 millions de tonnes.

En 2012, trois mines étaient en exploitation sur le territoire de la Côte-Nord : la mine de fer du Mont-Wright de la société indienne ArcelorMittal Mines Canada, la mine de fer du lac Bloom de Cliffs Natural Resources et la mine d'ilménite Tio de QIT-Fer et Titane. Pour cette dernière, seules les ventes d'ilménite sont comptabilisées dans la région; la production de bioxyde de titane et de

1. Les renseignements contenus dans cette section proviennent du Répertoire des exploitants miniers de l'Institut de la statistique du Québec. Si les renseignements résultent d'une autre source, celle-ci est alors indiquée.

fer de refonte est rapportée par le complexe métallurgique de Sorel-Tracy en Montérégie. En 2012, Cliffs Natural Resources a annoncé la suspension de ses travaux d'expansion de sa mine de fer Lac Bloom près de Fermont. En raison de la forte volatilité des prix du fer et de la baisse de la demande, l'entreprise reporte d'au moins une année son projet d'expansion Phase II[2]. De plus, l'entreprise a annoncé l'arrêt des activités de son usine de boulettes de Pointe-Noire, à Sept-Îles, pour le 2e trimestre de 2013[3]. Pour sa part, ArcelorMittal Canada continue ses travaux d'expansion de la mine du Mont-Wright qui devraient être menés à terme en 2013[4]. Mine Arnaud, en partenariat avec Investissement-Québec et YARA International ASA, poursuit ses travaux de développement de son projet de mine d'apatite située près de Sept-Îles. Enfin, QIT-Fer et Titane poursuit d'importants travaux afin de prolonger la durée de vie de la mine Tio[5].

En 2013, les intentions de livraisons minérales pour la Côte-Nord s'élèvent à 3 460 M$, en hausse de 28,7 % par rapport à 2012. Les intentions de livraisons de la région représentent 37,9 % du total québécois qui atteint 9 127 M$.

Nord-du-Québec

En 2012, le Nord-du-Québec (1 654 M$) occupe le deuxième rang pour l'investissement minier. Celle-ci représente 34,3 % de tous les investissements miniers effectués au Québec en 2012. L'investissement minier du Nord-du-Québec affiche une hausse de 25,9 % (340 M$) par rapport à l'année précédente (1 314 M$).

Toujours en 2012, le Nord-du-Québec constitue la quatrième région en importance pour la valeur des expéditions minérales. Ces dernières atteignent 1 363 M$, soit 16,6 % des livraisons minérales québécoises. C'est une diminution de 4,7 % par rapport à 2011 (1 431 M$). Plusieurs substances minérales sont produites dans cette région, notamment le nickel (489 M$), l'or (281 M$), le cuivre (155 M$), l'argent (32 M$), et plusieurs autres métaux, dont le zinc et les platinoïdes. Le Nord-du-Québec est la région où la valeur des livraisons repose le plus sur les substances métalliques; en effet, 99,6 % des livraisons totales de la région sont constituées de telles substances.

Les opérations de la mine Géant Dormant de North American Palladium ont cessé en janvier 2012[6]. La mine Langlois, maintenant la propriété de la compagnie belge Nyrstar, a recommencé sa production en début de 2012[7]. Située près de Lebel-sur-Quévillon, elle produit des concentrés de zinc et de cuivre, accompagnés d'un peu d'or et d'argent. La mine d'or Vezza de North American Palladium commencera sa production en janvier 2013[8]. Le minerai sera acheminé sur une distance de 80 km à l'usine de l'ancienne mine d'or Géant Dormant. La mine d'or du lac Bachelor de Ressources Métanor devrait également entrer en production au cours de 2013[9]. Toujours en 2013, l'ouverture de la mine Bracemac-McLeod (zinc, cuivre, or, argent) de Xstrata Zinc Canada (70 %) et Donner Metals (30 %) devrait s'arrimer avec la fin de la production à la mine Persévérance, aussi détenue par Xstrata Zinc, de façon à ne pas interrompre l'approvisionnement à l'usine de traitement de Matagami[10]. La mine à ciel ouvert Nunavik Nickel de Jilin Jien Nickel Industry Co Ltd., connue aussi sous le nom de Canadian Royalties, poursuit son développement. En début de 2013, elle produira un concentré de nickel/cuivre/cobalt comprenant aussi des platinoïdes[11]. Stornoway Diamonds poursuit la construction d'une route permanente lui assurant un accès à la future première mine de diamants au Québec, la mine Renard, dont le démarrage de la production est prévu en début de 2016[12].

Pour 2013, la valeur des livraisons devrait atteindre 1 395 M$, une hausse de 2,3 % par rapport à 2012. Celles-ci représentent 15,3 % de l'ensemble des livraisons minérales du Québec en 2013.

2. « Cliffs Natural Resources Inc. Announces Significant Adjustments to 2013 Operating Plan », Cliffs Natural Resources Inc., 19 novembre 2012.
3. « Cliffs Natural Resources Inc. annonce ses plans pour l'arrêt de son usine de boulettes de Wabush Pointe Noire », Cliffs Natural Resources Inc., 11 mars 2013.
4. « ArcelorMittal holds 2013 Investor Day », Arcelor Mittal Canada, 15 mars 2013.
5. « Le projet TiO2050 de Rio Tinto, Fer et Titane : les investissements se poursuivent », QIT- Fer et Titane., 29 février 2012.
6. « Mine Géant Dormant cesse sa production », Abitibi Express, 17 janvier 2012.
7. « Mining Operations », Nyrstar, 2013.
8. « Vezza est en route vers la production le 7 janvier », L'écho abitibien, 22 août 2012.
9. « Lac Bachelor projette être en pleine production en 2013 », Ressources Métanor, 2013.
10. « Mine Bracemac-McLeod », Donner Metals, 2013.
11. « Nunavik Nickel Project Nearing Production », Nickel Investing News, 8 novembre 2012.
12. « Stornoway Reports Optimized Renard Mine Design And Cost Estimates", Stornoway Diamond Coporation, 29 janvier 2013.

Abitibi-Témiscamingue

En 2012, l'Abitibi-Témiscamingue est la troisième région en importance au Québec pour l'investissement minier avec 1 033 M$, soit 21,4 % du total québécois. Ce montant représente une légère baisse de 0,8 % par rapport à 2011, soit une diminution de 8,5 M$.

La région, avec des livraisons de 1 476 M$ en 2012, occupe le troisième rang pour les expéditions minérales, soit 18,0 % du total québécois. Les livraisons minérales de la région ont augmenté de 11,9 % par rapport à 2011. La principale substance exploitée demeure l'or (1 253 M$), qui accapare 84,9 % des livraisons minérales de la région. Il s'agit d'une hausse de 25,6 % (255 M$) des livraisons d'or par rapport à 2011. Pour la première fois de l'histoire de la région, les livraisons d'or franchissent le cap du milliard de dollars. Ces livraisons représentent 81,7 % de toutes les livraisons d'or du Québec en 2012. Les livraisons d'argent, qui accompagne généralement l'or, ont atteint en 2012, la somme de 77,8 M$, soit une diminution de 40,1 % par rapport aux données de l'année précédente (129,9 M$). Du zinc, du cuivre et du soufre sous forme d'acide sulfurique provenant de la fonderie Horne font également partie des substances produites dans la région.

En 2012, la région comptait huit mines d'or, une mine polymétallique (LaRonde), une mine de carbonate de lithium (Québec Lithium), une usine de traitement aurifère (usine Camflo), une fonderie de cuivre (Horne) et des carrières de pierre et des sablières. La mine Francoeur, propriété de Mines Richmont, a recommencé ses activités de production le 1er août 2012, mais déjà en novembre, elle a annoncé un arrêt définitif en raison des coûts d'exploitation trop élevés[13]. La mine Lamaque de White Tiger Gold a également cessé ses opérations au cours de l'année 2012[14]. La mine Québec Lithium a commencé ses opérations en décembre 2012[15] et la production de carbonate de lithium emploiera 180 employés à temps plein. La compagnie Mines d'or Wesdome a annoncé qu'elle suspendra l'exploitation de la mine Kiena en juin 2013 en raison de la baisse graduelle de la teneur de son minerai[16]. La mine d'or et de cuivre Westwood de Corporation IAMGOLD entrera en production en mars 2013 et le minerai sera traité à l'usine Doyon[17]. La mine Goldex, fermée temporairement en raison de problèmes d'affaissement de sol en octobre 2011, devrait reprendre la production dans de nouvelles zones minéralisées au cours du quatrième trimestre de 2013[18].

Selon les prévisions des producteurs miniers de la région, en 2013, les livraisons d'or devraient atteindre 1 513 M$ et les livraisons minérales totales, 1 678 M$. Ces sommes constitueraient de nouveaux sommets historiques pour l'Abitibi-Témiscamingue. Les livraisons minérales totales de la région prévues pour 2013 représentent 18,4 % du total québécois.

Montérégie

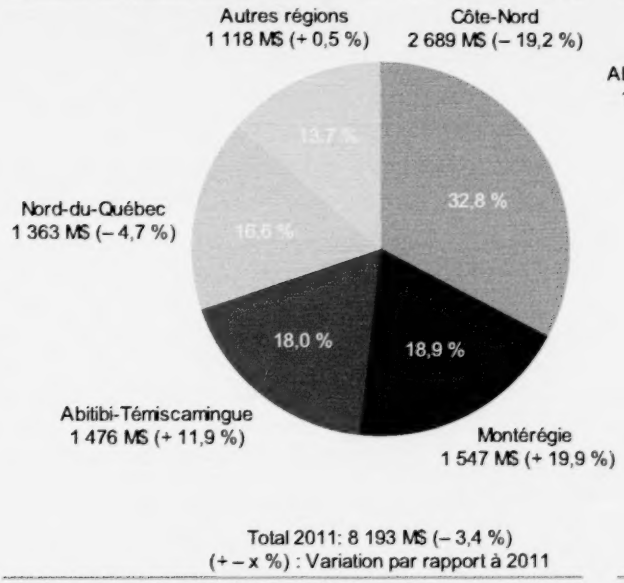
Finalement, malgré des investissements miniers négligeables par rapport aux autres régions, la Montérégie (1 547 M$) occupe le deuxième rang pour la valeur des livraisons minérales grâce à la présence de deux usines de première transformation traitant de l'ilménite (QIT-Fer-et-Titane) et du concentré de zinc (CEZinc) et d'un producteur de ciment. La valeur des expéditions de la région correspond à 18,9 % des livraisons totales du Québec. Les livraisons de la région affichent une hausse de 19,9 % par rapport à 2011 (1 290 M$). Cette région est la plus importante pour la valeur des livraisons de matériaux de construction avec 360 M$, soit 31,9 % du total pour le Québec. La région se classe première pour les livraisons de pierre avec 163 M$, ce qui représente 33,1 % de toutes les livraisons de pierre au Québec. La région est également la plus importante pour les livraisons de minéraux industriels, principalement grâce à la production de scorie de titane.

En 2013, les intentions d'expéditions s'élèvent à 1 470 M$, soit 16,1 % du total québécois et une diminution de 5,0 % de la valeur des livraisons par rapport à 2012. Les livraisons prévues de pierre s'élèvent pour leur part à 167 M$.

13. « Mines Richmont annonce ses résultats du deuxième trimestre de 2012 » et « Mines Richmont annonce la fermeture immédiate de la mine Francoeur et fait une mise à jour du projet Wasamac », Mines Richmont, 3 août et 29 novembre 2012.
14. « White Tiger Gold ferme la mine Lamaque », Abitibi Express, 25 mai 2012.
15. « Canada Lithium annonce la mise en service de la mine Québec Lithium et de son usine de traitement », Canada Lithium Corp., 20 décembre 2012.
16. « Wesdome to suspend mining at Kiena mine », Mines d'or Wesdome Ltée., 8 mars 2013.
17. « Projet Westwood, Canada », IAMGOLD Corporation, 2012.
18. « Agnico-Eagle communique ses résultats financiers et opérationnels du premier trimestre de 2013 - la production à Goldex et à La India devrait commencer plus tôt que prévu », Agnico-Eagle, 30 avril 2013.

Figure 8.1

Répartition des livraisons minérales, régions administratives du Québec, 2012

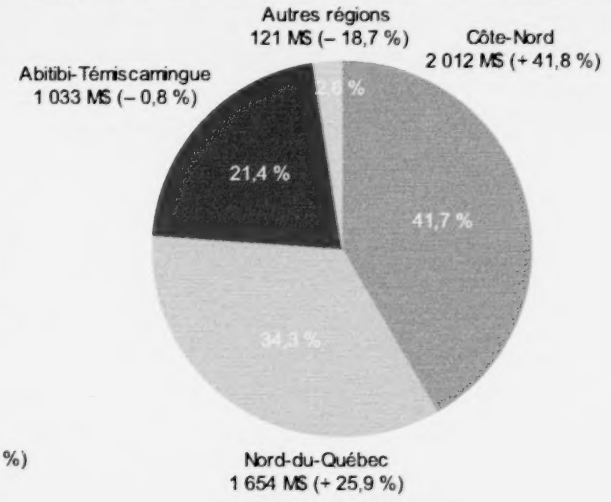


Total 2011: 8 193 M$ (– 3,4 %)
(+ – x %) : Variation par rapport à 2011

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.*

Figure 8.2

Répartition de l'investissement minier, régions administratives du Québec, 2012



Total 2012: 4 819 M$ (+ 22,9 %)
(+ – x %) : Variation par rapport à 2011

Source : Institut de la statistique du Québec, *Relevé des dépenses d'exploration minière, de mise en valeur, et d'aménagement des complexes miniers.*

L'emploi dans le secteur minier[19]

En 2012, 18 166 emplois (année-personne) dans le secteur minier sont recensés au Québec, une augmentation de 10,1 % (1 668 emplois) par rapport à 2011. Les activités reliées à l'extraction (emplois primaires) génèrent 13 371 emplois, tandis que celles qui sont associées à la première transformation des métaux et minéraux (emplois secondaires) regroupent 3 848 emplois. Finalement, les entreprises de forage carottier fournissent de l'emploi à 947 personnes.

La Côte-Nord (4 129 emplois) est la région possédant le plus de travailleurs du secteur minier au Québec, puisqu'elle regroupe 22,7 % des emplois miniers du Québec. La région affiche 569 emplois de plus que l'année dernière, soit une augmentation de 16,0 %.

En 2012, la deuxième région en importance à ce chapitre est l'Abitibi-Témiscamingue avec 3 445 emplois, une hausse de 5,2 % (170 emplois) par rapport à 2011. Le nombre d'emplois dans les mines d'or s'élève à 2 744 emplois, soit 79,7 % des emplois de la région. L'Abitibi-Témiscamingue compte 19,0 % des emplois du secteur minier au Québec.

La Montérégie (3 055 emplois) occupe quant à elle le troisième rang et regroupe 16,8 % des emplois québécois du secteur minier en 2012. L'emploi dans le secteur minier de cette région a diminué de 5,1 % au cours de la dernière année, une baisse de 164 emplois.

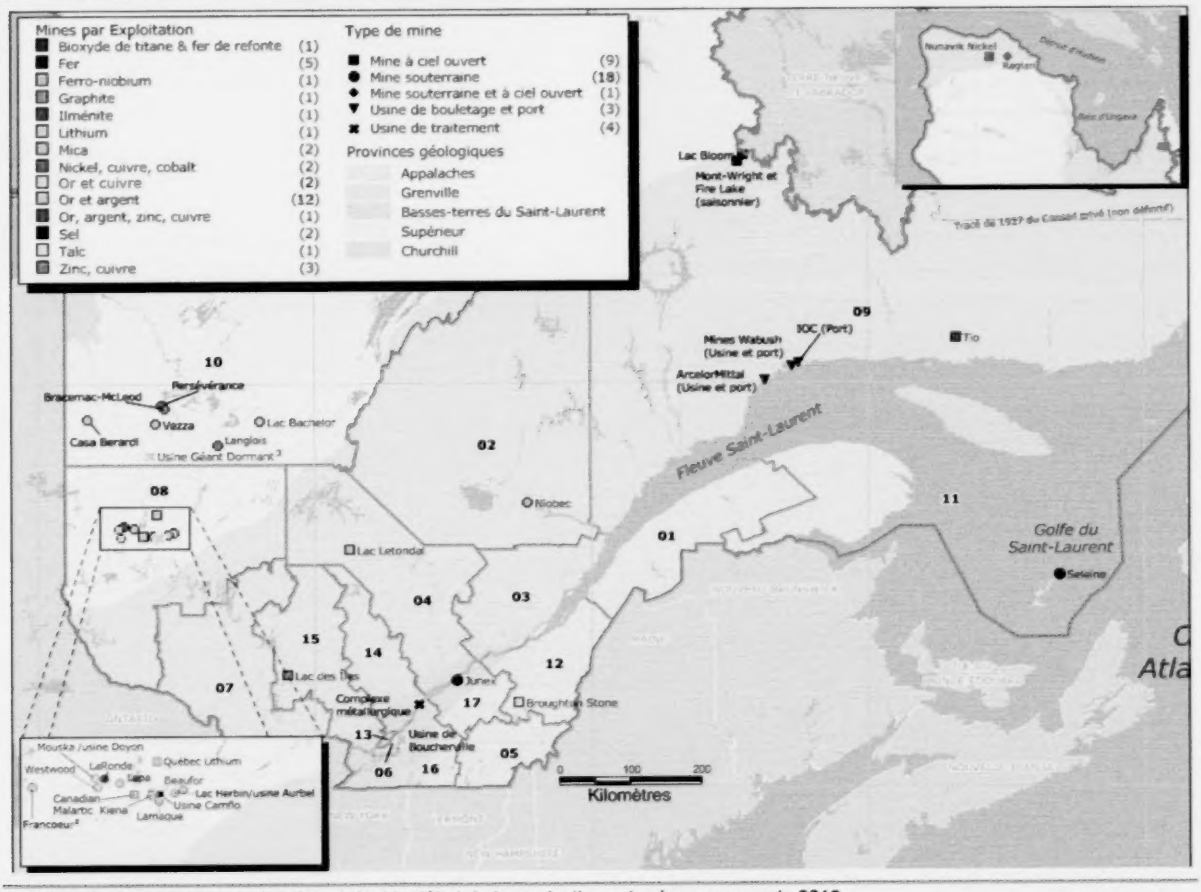
Enfin, la 4e place est occupée par le Nord-du-Québec avec 1 882 emplois, ce qui correspond à 10,4 % des emplois du secteur minier au Québec. La région affiche néanmoins une forte hausse de 43,6 % (571 emplois) par rapport à 2011.

19. L'emploi dans le secteur minier représente les employés des sites d'exploitations (excluant les sous-traitants), des entreprises de forage carottier, des fonderies et affineries de cuivre, de zinc et de titane, des cimenteries, des usines de production de chaux ainsi que des stations portuaires.

Le salaire annuel moyen des travailleurs du secteur minier s'élève à 81 748 $ pour l'ensemble du Québec, en baisse de 2,2 % par rapport à 2011. Le Nord-du-Québec (112 226 $) est la région affichant le salaire annuel moyen le plus élevé, suivi de l'Abitibi-Témiscamingue (99 907 $), de la Côte-Nord (95 296 $) et de la Montérégie (73 033 $).

Carte 8.1

Mines en production/en aménagement[1], Québec, 2012



1. Mine présentement en construction et dont le début de la production est prévu au cours de 2013.
2. Mine fermée en 2012.
3. Mine fermée en 2012. L'usine traitera le minerai de la mine Vezza.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel des mines des carrières et des sablières*; ministère des Ressources naturelles.

Tableau 8.1

Volume et valeur des expéditions minérales par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2013[1]

	Unité	Volume			Unité	Valeur		
		2011	2012[p]	2013[r]		2011	2012[p]	2013[r]
Bas-Saint-Laurent		...	...	...		**58 367 417**	**57 406 306**	**59 587 330**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	1 197 927	1 009 017	942 821	$	6 445 134	4 501 476	4 434 664
Tourbe	s[2]	3 966 468	3 207 977	3 507 324	$	30 577 318	30 276 765	32 150 987
Saguenay–Lac-Saint-Jean		...	...	...		**193 662 818**	**218 989 568**	**225 778 998**
Ferro-niobium	kg	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	678 946	867 029	947 404	$	13 270 501	14 896 943	15 353 118
Sable et gravier	t	2 731 800	1 854 610	2 235 657	$	6 443 995	5 134 875	6 321 130
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Capitale-Nationale		...	...	...		**187 623 315**	**179 541 031**	**179 990 355**
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	5 870 032	5 462 047	5 497 401	$	60 422 265	56 098 555	57 130 380
Sable et gravier	t	2 417 706	2 410 508	2 366 594	$	14 168 568	16 618 476	16 479 975
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Mauricie		...	...	...		**25 278 894**	**30 360 096**	**29 628 169**
Mica	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	587 377	736 018	759 400	$	5 808 298	7 475 721	7 763 990
Sable et gravier	t	1 214 054	2 260 319	2 040 400	$	5 206 088	8 502 002	7 693 840
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Estrie		...	...	...		**83 620 970**	**87 754 189**	**86 615 649**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Chrysotile	t	x	x	-	$	x	x	-
Pierre	t	2 899 297	3 075 805	2 615 934	$	34 875 097	34 850 472	30 212 924
Sable et gravier	t	1 091 754	2 232 017	x	$	5 678 896	11 301 080	x
Montréal		...	...	...		**x**	**x**	**x**
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	x	x	x	$	x	x	x
Outaouais		...	...	...		**24 653 916**	**23 494 116**	**22 906 543**
Pierre	t	1 850 863	1 718 000	1 688 000	$	16 461 245	16 810 000	16 761 000
Sable et gravier	t	1 361 938	1 098 937	996 900	$	8 192 671	6 684 116	6 145 543
Silice	t	-	-	-	$	-	-	-
Abitibi-Témiscamingue		...	...	...		**1 319 523 517**	**1 476 402 261**	**1 678 167 448**
Antimoine	kg	x	x	-	$	x	x	-
Argent	g	114 776 946	77 699 439	57 576 815	$	129 932 782	77 843 027	57 683 217
Bismuth	kg	x	x	-	$	x	x	-
Cadmium	kg	x	x	-	$	x	x	-
Cuivre	kg	3 542 046	5 236 746	4 949 860	$	30 907 894	41 632 131	39 351 387
Or	g	19 994 418	23 372 305	28 222 802	$	997 501 521	1 252 989 271	1 513 024 415
Pierre	t	x	-	-	$	x	-	-
Plomb	kg	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	598 656	538 012	626 812	$	2 748 790	3 498 437	4 080 206
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Soufre	t	x	x	x	$	x	x	x
Sélénium	kg	x	x	x	$	x	x	x
Tellure	kg	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	-	x	x	$	-	x	x
Zinc	kg	x	x	x	$	x	x	x

Tableau 8.1 (suite)

Volume et valeur des expéditions minérales par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2013[1]

	Unité	Volume			Unité	Valeur		
		2011	2012[p]	2013[r]		2011	2012[p]	2013[r]
Côte-Nord		...	...	...		**3 328 485 487**	**2 688 883 334**	**3 460 469 501**
Ilménite	t	x	x	x	$	x	x	x
Minerai de fer	t	19 807 550	20 733 916	26 723 768	$	x	x	x
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	650 385	x	x	$	3 923 649	x	x
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	1 407 048	1 845 501	2 163 167	$	8 778 456	9 212 453	10 685 413
Nord-du-Québec		...	...	...		**1 430 606 533**	**1 362 656 558**	**1 394 610 397**
Argent	g	16 181 410	31 940 231	38 236 011	$	18 318 100	31 999 249	38 306 663
Cadmium	kg	x	x	-	$	x	x	-
Cobalt	kg	449 600	579 327	569 967	$	17 637 808	18 289 933	17 994 428
Cuivre	kg	16 500 716	19 486 806	19 899 327	$	143 985 248	154 920 108	158 200 202
Nickel	kg	26 463 540	28 126 720	29 039 483	$	599 240 400	489 320 548	505 199 886
Or	g	6 099 313	5 243 396	6 283 452	$	304 288 626	281 098 460	336 855 839
Palladium	g	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Platine	g	x	x	x	$	x	x	x
Rhodium	g	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	294 700	1 011 837	717 678	$	1 852 398	5 353 104	3 845 031
Zinc	kg	x	x	x	$	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine		...	...	...		**64 156 185**	**62 565 096**	**66 630 658**
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	279 912	415 883	399 644	$	1 512 175	2 313 476	2 020 290
Sel	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Chaudière-Appalaches		...	...	...		**75 979 689**	**51 783 825**	**46 004 382**
Chrysotile	t	x	-	-	$	x	-	-
Pierre	t	3 377 426	4 053 638	3 221 612	$	29 414 096	35 277 489	28 817 007
Sable et gravier	t	2 023 725	2 155 115	2 142 544	$	12 170 399	14 986 220	15 058 595
Talc	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Laval		...	...	...		**x**	**x**	**x**
Ciment	t	-	x	x	$	-	x	x
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Lanaudière		...	...	...		**201 796 286**	**204 321 998**	**203 815 403**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	1 922 534	1 478 896	1 480 603	$	19 634 616	15 636 372	14 788 092
Sable et gravier	t	3 941 818	2 967 001	2 888 082	$	19 827 220	17 617 853	16 898 083
Laurentides		...	...	...		**98 850 677**	**102 339 807**	**105 292 501**
Graphite	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	5 332 646	4 699 626	4 797 456	$	54 633 462	51 674 071	53 398 221
Sable et gravier	t	1 278 331	1 776 609	1 782 891	$	11 920 326	13 304 044	13 377 280
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x

Tableau 8.1 (suite)

Volume et valeur des expéditions minérales par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2013[1]

	Unité	Volume			Unité	Valeur		
		2011	2012[p]	2013[i]		2011	2012[p]	2013[i]
Montérégie		...	...	...		**1 290 464 714**	**1 547 015 364**	**1 469 578 771**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Fer de refonte	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	18 066 600	15 040 832	14 898 688	$	192 170 597	163 204 380	166 657 465
Produits d'argile (briques)	unité	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	1 799 390	1 804 896	1 803 552	$	10 037 137	10 124 825	10 186 248
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Soufre	t	x	x	x	$	x	x	x
Titane (bioxyde)	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s^2	x	x	x	$	x	x	x
Centre-du-Québec		...	...	...		**36 213 334**	**34 903 341**	**32 108 961**
Pierre	t	1 435 029	1 431 019	1 057 475	$	14 014 612	14 386 406	10 743 389
Sable et gravier	t	422 210	318 679	194 607	$	1 280 054	1 135 185	1 230 572
Sel	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s^2	x	x	x	$	x	x	x
Ensemble du Québec		...	...	...		**8 481 701 132**	**8 193 453 751**	**9 126 987 057**

p : provisoires; i : intentions.
1. 2011 : données finales; 2012 : données provisoires; 2013 : intentions.
2. Exprimé en sacs de 170 dm^3.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.*

Tableau 8.2

Emploi, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2012[1]

	Emploi (personne-année)[2]		Salaire		Heures payées	
	2011	2012[p]	2011	2012[p]	2011	2012[p]
	n		$		n	
Bas-Saint-Laurent	**502**	**584**	**19 625 977**	**16 976 879**	**1 016 698**	**910 586**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	23	116	944 415	2 471 484	38 120	124 601
Tourbe	279	259	9 670 921	7 194 837	570 656	410 351
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**578**	**721**	**46 200 882**	**50 625 549**	**1 232 796**	**1 454 528**
Ferro-niobium	x	x	x	x	x	x
Pierre	78	101	3 373 226	3 437 191	164 301	151 672
Sable et gravier	61	125	2 583 835	3 199 833	116 795	146 031
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Capitale-Nationale	**534**	**585**	**28 238 038**	**28 676 948**	**1 120 942**	**997 490**
Ciment	x	x	x	x	x	x
Pierre	194	209	9 389 693	9 233 870	401 251	355 311
Sable et gravier	84	123	3 602 015	4 129 078	177 395	200 161
Silice	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Mauricie	**83**	**156**	**3 698 476**	**3 580 189**	**170 072**	**165 519**
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	12	73	354 747	1 220 650	19 182	62 462
Silice	x	x	x	x	x	x

Tableau 8.2 (suite)

Emploi, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2012[1]

	Emploi (personne-année)[2]		Salaire		Heures payées	
	2011	2012[p]	2011	2012[p]	2011	2012[p]
	n		$		n	
Estrie	**273**	**383**	**17 331 209**	**20 330 008**	**554 471**	**627 458**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Chrysotile	x	x	x	x	x	x
Pierre	101	138	4 985 476	5 347 086	197 284	180 756
Sable et gravier	48	107	1 908 380	3 222 517	88 471	125 642
Montréal	**x**	**x**	**x**	**x**	**x**	**x**
Fonderies et affineries	x	x	x	x	x	x
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	-	x	-	x	-	x
Outaouais	**70**	**102**	**3 157 715**	**3 362 887**	**133 826**	**144 494**
Pierre	51	60	2 324 716	2 201 970	99 456	93 640
Sable et gravier	19	42	832 999	1 160 917	34 370	50 854
Abitibi-Témiscamingue	**3 275**	**3 445**	**313 048 172**	**344 179 779**	**6 833 357**	**6 842 001**
Fonderies et affineries	x	x	x	x	x	x
Or	2 650	2 744	258 380 482	291 378 907	5 545 259	5 722 169
Sable et gravier	28	118	1 044 775	2 004 872	46 263	83 592
Silice	x	x	x	x	x	x
Côte-Nord	**3 560**	**4 129**	**383 232 815**	**393 477 439**	**7 929 789**	**7 255 127**
Fer (minerai)	3 141	3 601	351 699 762	360 176 734	7 089 657	6 320 737
Fer de refonte	x	x	x	x	x	x
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x
Silice	x	x	x	x	x	x
Tourbe	68	183	2 144 276	4 404 133	136 119	248 189
Nord-du-Québec	**1 311**	**1 882**	**144 182 543**	**211 209 155**	**2 907 835**	**3 876 281**
Nickel	x	x	x	x	x	x
Or	216	384	20 497 941	37 271 189	447 233	797 305
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	36	29	1 230 290	878 938	61 083	43 034
Zinc	x	x	x	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**189**	**262**	**10 468 931**	**11 153 786**	**392 039**	**404 860**
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	11	63	384 244	1 787 164	19 212	69 317
Sel	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Chaudière-Appalaches	**482**	**204**	**21 322 405**	**6 371 029**	**959 312**	**294 222**
Chrysotile	x	-	x	-	x	-
Pierre	40	65	2 106 506	2 836 584	84 751	116 184
Sable et gravier	54	99	1 781 429	2 618 687	96 957	123 889
Talc	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Laval	**x**	**x**	**x**	**x**	**x**	**x**
Pierre	x	x	x	x	x	x

Tableau 8.2 (suite)

Emploi, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2012[1]

	Emploi (personne-année)[2]		Salaire		Heures payées	
	2011	2012[p]	2011	2012[p]	2011	2012[p]
	n		$		n	
Lanaudière	**355**	**381**	**31 001 196**	**29 723 918**	**736 248**	**701 261**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Ciment	x	x	x	x	x	x
Pierre	89	84	5 483 704	2 226 249	171 165	86 764
Sable et gravier	101	100	5 322 216	4 066 005	202 776	175 455
Laurentides	**347**	**413**	**19 178 733**	**18 350 809**	**793 293**	**680 574**
Graphite	x	x	x	x	x	x
Pierre	174	193	10 106 002	9 726 159	418 953	331 145
Sable et gravier	60	115	2 692 999	2 983 400	139 218	148 603
Silice	x	x	x	x	x	x
Montérégie	**3 219**	**3 055**	**228 302 322**	**223 115 108**	**6 743 770**	**6 069 149**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Ciment	x	x	x	x	x	x
Fonderies et affineries	x	x	x	x	x	x
Mica	x	x	x	x	x	x
Pierre	622	634	34 319 034	28 927 428	1 318 569	1 162 449
Produit d'argile	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	79	147	2 966 566	3 954 472	140 164	190 766
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Centre-du-Québec	**168**	**170**	**7 812 444**	**7 110 847**	**327 571**	**302 821**
Pierre	13	15	494 373	482 909	23 297	21 683
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x
Sel	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Forage au diamant[3]	**947**	**947**	**60 316 714**	**60 316 714**	**2 142 941**	**2 142 941**
Ensemble du Québec	**16 498**	**18 166**	**1 379 029 988**	**1 485 036 801**	**35 259 093**	**34 343 670**

1. 2011 : données finales; 2012 : données provisoires.
2. L'emploi dans le secteur minier représente les employés des sites d'exploitations (excluant les sous-traitants), des fonderies et affinerie de cuivre, de zinc et de titane, des cimenteries, des usines de production de chaux ainsi que des stations portuaires.
3. À l'enquête préliminaire, le forage carottier n'est pas enquête. Les données proviennent du Recensement 2011.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.*

9. Industrie bioalimentaire

par Éric Massicotte, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Ce chapitre porte sur les grandes cultures. Il présente des données sur l'avoine, le blé, le canola, les céréales mélangées, le maïs fourrager, le maïs-grain, l'orge et le soya. L'information provient de la Série de rapports sur les grandes cultures de Statistique Canada. L'objectif de cette série d'enquêtes est de produire des estimations pour la superficie ensemencée, la superficie récoltée, la production, le rendement et l'entreposage à la ferme. Les données régionales pour le Québec sont produites par l'Institut. Les résultats sont diffusés sur le site Internet de l'Institut ainsi que dans la base de données socioéconomiques (CANSIM) de Statistique Canada. Il est à noter que certaines cultures ne sont pas présentées dans les tableaux ni analysées dans toutes les régions, puisque les données ne sont pas disponibles.

En 2011, comme montré dans le *Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec*, les ventes de céréales, oléagineux et protéagineux ont totalisé 1,06 milliard de dollars (G$), alors que les exportations de céréales, oléagineux, légumineuses et leurs produits ont atteint 1,25 G$. De 2008 à 2011, les ventes et les exportations ont connu une croissance annuelle moyenne respective de 5,5 % et de 15,5 %. Présentes sur l'ensemble du territoire agricole, les cultures contribuent à l'économie des régions, au dynamisme de leur agriculture ainsi qu'à sa multifonctionnalité, qui peut se traduire par diverses contributions économiques, sociales et environnementales.

Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Au cours de la période 2008-2012, l'avoine (– 4 800 ha), l'orge (– 3 800 ha), le blé (– 1 500 ha) et les céréales mélangées (– 300 ha) ont connu une baisse de leur superficie ensemencée, tandis que le canola (+ 3 500 ha) et le maïs fourrager (+ 1 600 ha) ont connu un accroissement. La plus forte progression annuelle moyenne des semis a été enregistrée par le canola (+ 15,6 %/an), alors que le blé a connu la plus forte régression (– 4,5 %/an). En 2012, le regroupement des régions Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est le premier producteur d'orge (73 900 t), d'avoine (43 000 t), de canola (14 500 t) et de céréales mélangées (12 000 t) au Québec.

Saguenay–Lac-Saint-Jean et Côte-Nord

Entre 2008 et 2012, une réduction de la superficie semée a été notée pour l'avoine (– 4 500 ha), le canola (– 3 000 ha), le blé (– 1 700 ha) et l'orge (– 400 ha). Durant la période, le blé (– 9,1 %/an) et le canola (– 9,0 %/an) ont montré les décroissances annuelles moyennes les plus élevées. En 2012, le regroupement des régions Saguenay–Lac-Saint-Jean et Côte-Nord est deuxième au Québec pour la production d'orge (52 900 t), d'avoine (35 700 t) et de canola (11 400 t). Malgré un recul des semis d'orge, la production a augmenté durant la période (+ 14 900 t).

Capitale-Nationale et Mauricie

Au cours de la période 2008-2012, le regroupement Capitale-Nationale et Mauricie a accru ses superficies en soya (+ 15 300 ha), maïs-grain (+ 8 800 ha), maïs fourrager (+ 1 500 ha), avoine (+ 1 100 ha), blé (+ 1 100 ha) et orge (+ 900 ha). Pendant la période, le regroupement est le seul à avoir haussé sa superficie en orge, qui a connu une croissance annuelle moyenne de 2,2 %. La plus forte progression annuelle moyenne a été notée dans le soya (+ 19,6 %/an), suivi par le maïs fourrager (+ 11,8 %/an) et le maïs-grain (+ 11,8 %/an). Le rendement en céréales mélangées (1,86 t/ha) est le plus faible au Québec en 2012.

Estrie

Durant la période 2008-2012, l'Estrie a réduit ses superficies cultivées en orge (– 2 400 ha), soya (– 1 900 ha), avoine (– 1 800 ha), maïs-grain (– 1 200 ha) et céréales mélangées (– 1 100 ha). En 2012, la principale culture est le maïs fourrager (7 400 ha), suivi par le maïs-grain (6 300 ha) et le soya (6 100 ha). Le maïs fourrager est la seule culture qui a connu une hausse de sa superficie cultivée entre 2008 et 2012 (+ 2 500 ha), pour une augmentation moyenne de 8,6 % par année. L'orge (– 19,7 %/an) et l'avoine (– 9,5 %/an) ont connu les décroissances annuelles moyennes les plus élevées.

Montréal, Laval, Lanaudière

En 2012, le maïs-grain (33 400 ha), le soya (21 400 ha), l'orge (4 200 ha) et l'avoine (3 400 ha) sont les principales cultures semées dans le regroupement des régions de Montréal, de Laval et de Lanaudière. Entre 2008 et 2012, le maïs-grain (– 3 100 ha), le soya (– 2 200 ha), l'avoine (– 200 ha) et l'orge (– 200 ha) ont connu un abaissement de leur superficie ensemencée, tandis que le maïs fourrager (+ 1 100 ha) et le blé (+ 800 ha) ont connu un accroissement. En 2012, l'avoine et le blé enregistrent respectivement les seconds rendements au Québec à 2,79 t/ha et à 3,72 t/ha.

Outaouais et Laurentides

De 2008 à 2012, la production de maïs fourrager (– 31 700 t), d'orge (– 4 200 t), de maïs-grain (– 4 100 t), de soya (– 1 900 t) et d'avoine (– 1 500 t) a été réduite. Les principales cultures semées en 2012 sont le soya (16 200 ha) et le maïs-grain (14 400 ha). La même année, le regroupement des régions de l'Outaouais et des Laurentides a enregistré le plus faible rendement en maïs fourrager (21,21 t/ha), soya (2,26 t/ha) et blé (2,66 t/ha) ainsi que le deuxième plus petit pour le maïs-grain (7,14 t/ha) et l'avoine (2,24 t/ha).

Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec

En 2012, le regroupement des régions Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec se classe au second rang pour les semis d'avoine avec 14 900 ha. Entre 2008 et 2012, ce regroupement a connu le plus fort accroissement des semis d'avoine (+ 4 700 ha). Malgré une diminution de la superficie cultivée en orge durant la période (– 200 ha), la production a augmenté de 2 000 t.

Chaudière-Appalaches

De 2008 à 2012, la région de Chaudière-Appalaches a enregistré une baisse de sa superficie cultivée en orge (– 9 400 ha), blé (– 1 100 ha) et céréales mélangées (– 600 ha). Dans le cas de l'orge, il s'agit de la plus forte réduction au Québec. Au cours de la période, une hausse des semis a été enregistrée pour le maïs fourrager (+ 6 500 ha), le soya (+ 6 400 ha), le maïs-grain (+ 3 600 ha) et l'avoine (+ 1 400 ha). Pour le maïs fourrager, il s'agit de la plus forte croissance au Québec. En 2012, la région a consigné le dernier rendement pour le maïs-grain (6,73 t/ha) et l'avant-dernier pour l'orge (2,86 t/ha).

Montérégie nord-est et Montérégie sud-ouest[1]

En 2012, la Montérégie nord-est est la première région de productrice de soya (220 500 t), de maïs-grain (1 138 700 t) et de blé (39 900 t), alors que la Montérégie sud-ouest est au deuxième rang pour le soya (209 900 t) et le maïs-grain (1 037 900 t). Dans le cas du rendement, les deux régions sont aussi au premier rang pour le soya (3,15 t/ha et 3,10 t/ha) et le maïs-grain (9,21 t/ha et 10,03 t/ha), la Montérégie nord-est étant également première pour le blé (3,95 t/ha). Quant à l'évolution des superficies ensemencées entre 2008 et 2012, le regroupement a enregistré des augmentations pour le soya (+ 23 600 ha) et le maïs fourrager (+ 3 700 ha) et des diminutions pour l'orge (– 5 800 ha), le maïs-grain (– 14 600 ha) et le blé (– 4 100 ha).

Centre-du-Québec

En 2012, le Centre-du-Québec se classe au premier rang pour la production de maïs fourrager (477 100 t), qui compte pour 19,6 % de la production totale au Québec. Entre 2008 et 2012, la région a augmenté sa superficie semée en maïs fourrager (+ 4 900 ha) et en blé (+ 3 400 ha), pour les gains les plus significatifs au Québec pour ces deux cultures. Durant la période, une baisse des superficies de maïs-grain (– 3 600 ha), d'orge (– 3 000 ha) et d'avoine (– 800 ha) a été notée.

1. Montérégie nord-est comprend les MRC suivantes: Brome-Missisquoi, La Haute-Yamaska, Acton, Le Bas-Richelieu, Les Maskoutains, Rouville, La Vallée-du-Richelieu, Longueuil et Marguerite-D'Youville. Montérégie sud-ouest comprend les MRC suivantes: Le Haut-Richelieu, Rousillon, Les Jardins-de-Napierville, Le Haut-Saint-Laurent, Beauharnois-Salaberry et Vaudreuil-Soulanges.

Ensemble du Québec

Entre 2008 et 2012, les semis d'orge (– 27 000 ha), maïs-grain (– 8 000 ha), avoine (– 7 000 ha), blé (– 6 600 ha), céréales mélangées (– 4 000 ha) et canola (– 2 500 ha) ont reculé, tandis que le soya (+ 48 000 ha) et le maïs fourrager (+ 23 000 ha) ont compensé ces réductions. En 2012, les rendements de la majorité des cultures étudiées ont été supérieurs aux rendements moyens de la période, notamment ceux du maïs-grain (9,10 t/ha > 8,50 t/ha), du soya (2,95 t/ha > 2,71 t/ha), de l'avoine (2,46 t/ha > 2,34 t/ha) de l'orge (3,26 t/ha > 2,92 t/ha) et du blé (3,36 t/ha > 2,94 t/ha). Seul le maïs fourrager a montré un rendement inférieur (33,52 t/ha < 35,44 t/ha), alors que le rendement du canola a été de 2,00 ha en moyenne durant la période et en 2012.

En terminant, il est pertinent de souligner qu'outre les informations présentées dans ce texte, des données à l'échelle du Québec sur les recettes monétaires, les prix de vente, l'assurance-récolte, l'assurance-stabilisation, le commerce international et la transformation sont disponibles dans le Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec.

Bibliographie

ISQ et MAPAQ (2013). *Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec, édition 2012*. [En ligne]. [http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/ind_bioalimentaire/prof_bio.htm].

Tableau 9.1

Superficie ensemencée et superficie récoltée, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

	Superficie ensemencée						Superficie récoltée					
	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
	kha					%	kha					%
Bas-Saint-Laurent, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine												
Avoine	24,0	26,7	24,3	15,5	19,2	23,9	22,4	24,3	23,7	15,3	18,0	17,6
Blé	7,3	7,1	4,9	5,3	5,8	9,4	7,0	7,0	4,9	5,3	5,7	7,5
Canola	3,3	..	2,6	4,9	6,8	38,8	3,3	..	2,6	4,9	6,8	38,8
Céréales mélangées	4,7	6,0	5,0	4,3	4,4	2,3	4,5	5,6	4,9	4,1	4,1	–
Maïs fourrager	1,9	2,2	..	2,0	3,5	75,0	1,8	2,2	..	2,0	3,5	75,0
Orge	28,0	38,5	29,5	23,8	24,2	1,7	27,3	38,3	28,6	23,5	23,9	1,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean, Côte-Nord												
Avoine	19,3	16,5	14,5	23,1	14,8	– 35,9	18,5	16,0	13,2	22,1	14,1	– 36,2
Blé	4,5	4,0	2,1	4,6	2,8	– 39,1	4,2	4,0	2,1	4,6	2,8	– 39,1
Canola	8,0	2,6	2,5	6,9	5,0	– 27,5	7,6	2,6	2,5	6,8	5,0	– 26,5
Céréales mélangées	..	2,4	2,1	..	..	...	..	2,2	2,0	..	..	...
Orge	13,8	8,6	12,0	12,3	13,4	8,9	13,7	8,3	11,8	12,0	13,4	11,7
Capitale-Nationale, Mauricie												
Avoine	7,6	6,5	14,8	9,9	8,7	– 12,1	7,3	6,1	14,7	9,6	8,3	– 13,5
Blé	4,2	5,7	7,0	2,4	5,3	120,8	4,2	5,7	6,9	2,4	5,3	120,8
Céréales mélangées	..	..	..	..	1,4	...	..	..	..	..	1,4	...
Maïs fourrager	2,0	2,3	3,9	4,3	3,5	– 18,6	2,0	2,3	3,9	4,3	3,5	– 18,6
Maïs-grain	11,8	12,9	15,8	17,2	20,6	19,8	11,2	11,7	15,8	16,6	20,6	24,1
Orge	7,8	6,4	11,7	6,9	8,7	26,1	7,7	6,2	11,6	6,5	8,7	33,8
Soya	10,6	15,6	22,4	20,3	25,9	27,6	10,5	15,5	22,4	20,3	25,9	27,6
Estrie												
Avoine	4,6	4,3	4,4	4,0	2,8	– 30,0	4,1	3,9	3,0	3,3	2,4	– 27,3
Blé	..	..	..	1,4	..	...	..	..	..	1,2	..	...
Canola	–	–	–	–	–	...	–	–	–	–	–	...
Céréales mélangées	3,0	1,9	3,6	1,7	1,9	11,8	2,5	1,6	3,4	1,6	1,9	18,8
Maïs fourrager	4,9	6,9	4,8	5,5	7,4	34,5	4,9	6,9	4,5	5,5	7,3	32,7
Maïs-grain	7,5	8,0	4,1	..	6,3	...	7,0	6,3	4,1	..	6,2	...
Orge	3,6	1,9	2,9	1,5	1,2	– 20,0	3,4	1,9	2,7	1,5	1,2	– 20,0
Soya	8,0	6,8	5,5	7,1	6,1	– 14,1	7,9	6,7	5,5	7,0	6,1	– 12,9
Montréal, Laval, Lanaudière												
Avoine	3,6	5,8	4,7	3,0	3,4	13,3	3,5	5,7	4,6	2,7	3,3	22,2
Blé	1,7	3,5	3,1	1,8	2,5	38,9	1,7	3,5	3,1	1,8	2,5	38,9
Maïs fourrager	1,6	2,5	1,6	1,8	2,7	50,0	1,6	2,5	1,6	1,7	2,7	58,8
Maïs-grain	36,5	36,0	33,3	36,3	33,4	– 8,0	36,0	34,8	33,2	35,8	33,4	– 6,7
Orge	4,4	4,7	3,4	3,5	4,2	20,0	4,4	4,6	3,2	3,2	4,0	25,0
Soya	23,6	27,0	25,5	28,7	21,4	– 25,4	23,5	26,9	25,5	28,7	21,4	– 25,4
Outaouais, Laurentides												
Avoine	5,4	3,4	..	4,6	4,1	– 10,9	4,6	2,5	..	2,4	3,4	41,7
Blé	..	1,7	2,2	..	2,9	...	..	1,7	2,2	..	2,9	...
Canola	–	–	–	–	..	...	–	–	–	–	..	...
Céréales mélangées	..	..	..	..	1,2	...	..	..	..	..	0,8	...
Maïs fourrager	3,0	5,0	4,3	3,8	4,3	13,2	3,0	4,9	4,3	3,6	4,3	19,4
Maïs-grain	12,2	13,8	16,3	13,8	14,4	4,3	11,7	13,5	16,2	13,8	13,6	– 1,4
Orge	4,6	3,8	3,2	2,2	1,9	– 13,6	4,1	3,7	3,2	2,1	1,7	– 19,0
Soya	15,4	12,3	12,2	20,0	16,2	– 19,0	15,3	12,2	12,2	20,0	16,2	– 19,0

Tableau 9.1 (suite)

Superficie ensemencée et superficie récoltée, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

	Superficie ensemencée						Superficie récoltée					
	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
	kha					%	kha					%
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec												
Avoine	10,2	9,3	14,3	14,4	14,9	3,5	9,2	8,8	13,8	14,2	13,3	– 6,3
Orge	4,1	3,4	4,3	3,4	3,9	14,7	3,9	3,4	4,3	3,4	3,9	14,7
Chaudière-Appalaches												
Avoine	8,9	12,8	10,4	12,0	10,3	– 14,2	7,0	12,0	10,1	10,8	10,0	– 7,4
Blé	8,4	9,6	10,2	7,0	7,3	4,3	8,3	9,6	10,1	6,7	7,3	9,0
Canola	1,8	2,0	2,1	1,3	..	...	1,7	2,0	2,1	1,3	..	...
Céréales mélangées	4,2	5,6	3,5	..	3,6	...	4,0	4,5	2,7	..	2,9	...
Maïs fourrager	7,7	12,8	7,3	10,5	14,2	35,2	7,0	12,7	7,3	10,4	14,0	34,6
Maïs-grain	12,9	17,9	14,4	13,2	16,5	25,0	9,0	12,2	14,1	12,7	16,4	29,1
Orge	13,6	11,4	9,8	7,5	4,2	– 44,0	13,2	11,2	9,8	7,4	4,2	– 43,2
Soya	14,8	19,6	20,5	24,2	21,2	– 12,4	13,7	17,0	20,4	23,9	21,1	– 11,7
Montérégie nord-est												
Avoine	..	1,5	3,4	..	2,6	...	..	1,3	2,9	..	2,6	...
Blé	11,5	10,5	7,9	7,3	10,1	38,4	11,4	10,5	7,8	7,1	10,1	42,3
Canola	..	–	–	–	–	...	..	–	–	–	–	...
Céréales mélangées	..	..	1,2	..	..	...	..	..	1,2	..	..	...
Maïs fourrager	9,0	11,0	10,1	8,9	10,4	16,9	8,4	11,0	10,0	8,8	10,4	18,2
Maïs-grain	141,8	133,4	130,2	127,5	124,0	– 2,7	139,4	129,8	128,3	126,9	123,7	– 2,5
Orge	5,7	4,7	3,8	2,6	2,5	– 3,8	5,7	4,7	3,8	2,3	2,5	8,7
Soya	64,5	64,8	70,4	79,9	70,2	– 12,1	63,7	64,5	70,4	79,7	70,0	– 12,2
Montérégie sud-ouest												
Avoine	..	0,9	..	..	..	...	..	0,6	..	..	..	...
Blé	5,9	4,2	5,2	4,6	3,2	– 30,4	5,8	4,2	5,2	4,5	3,1	– 31,1
Canola	–	–	–	–	..	...	–	–	–	–	..	...
Maïs fourrager	7,3	6,2	6,6	6,9	9,6	39,1	7,3	6,2	6,5	6,9	9,5	37,7
Maïs-grain	100,7	99,4	100,0	116,1	103,9	– 10,5	99,0	97,9	99,7	115,4	103,5	– 10,3
Orge	5,9	4,3	4,6	3,7	3,3	– 10,8	5,9	4,3	4,4	3,5	2,8	– 20,0
Soya	50,0	55,0	60,3	61,3	67,9	10,8	49,7	54,7	60,2	61,1	67,8	11,0
Centre-du-Québec												
Avoine	14,2	17,3	14,5	12,8	13,4	4,7	13,4	16,8	14,1	11,8	13,3	12,7
Blé	2,4	4,4	7,8	5,2	5,8	11,5	1,8	4,4	7,7	5,1	5,8	13,7
Céréales mélangées	2,8	1,7	..	..	..	...	2,7	1,6	..	..	..	...
Maïs fourrager	10,7	15,4	10,4	12,5	15,6	24,8	9,1	15,1	10,4	12,5	15,5	24,0
Maïs-grain	70,1	59,5	54,3	47,8	66,5	39,1	67,3	53,9	54,0	47,3	66,2	40,0
Orge	8,5	8,3	5,8	6,0	5,5	– 8,3	8,2	7,9	5,6	5,6	5,5	– 1,8
Soya	43,1	38,8	48,0	57,5	46,8	– 18,6	42,7	38,4	47,2	57,3	46,7	– 18,5
Ensemble du Québec												
Avoine	102,0	105,0	113,0	103,6	95,0	– 8,3	94,0	98,0	105,0	96,0	89,5	– 6,8
Blé	54,5	55,2	52,5	42,6	47,9	12,4	53,0	54,7	52,0	41,5	47,6	14,7
Canola	19,5	12,0	12,5	16,6	17,0	2,4	19,0	12,0	12,5	16,5	16,5	0,0
Céréales mélangées	21,0	22,5	24,0	18,1	17,0	– 6,1	19,0	20,0	22,0	17,0	15,5	– 8,8
Maïs fourrager	50,0	65,0	53,0	57,5	73,0	27,0	47,0	64,5	52,5	57,0	72,5	27,2
Maïs-grain	395,0	382,0	370,0	379,6	387,0	1,9	382,0	361,0	367,0	376,0	385,0	2,4
Orge	100,0	96,0	91,0	73,4	73,0	– 0,5	97,5	94,5	89,0	71,0	71,8	1,1
Soya	232,0	242,0	267,0	300,0	280,0	– 6,7	229,0	238,0	266,0	299,0	279,5	– 6,5

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, *Enquêtes sur les grandes cultures*.

Tableau 9.2

Rendement et production, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

	Rendement						Production					
	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
	t/ha					%	kt					%
Bas-Saint-Laurent, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine												
Avoine	2,3	2,3	2,5	2,0	2,4	19,1	51,7	55,4	58,3	30,7	43,0	40,1
Blé	2,9	2,8	3,0	2,2	2,7	22,1	20,4	19,5	14,5	11,8	15,5	31,4
Canola	2,1	..	2,1	2,2	2,1	– 3,3	7,0	..	5,4	10,8	14,5	34,3
Céréales mélangées	3,3	3,2	2,8	3,0	2,9	– 1,6	15,0	18,1	13,7	12,2	12,0	– 1,6
Maïs fourrager	31,6	29,2	..	35,8	33,4	– 6,5	56,9	64,2	..	71,5	117,0	63,6
Orge	2,5	2,9	3,0	2,6	3,1	17,4	68,8	112,5	87,1	61,9	73,9	19,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean, Côte-Nord												
Avoine	2,6	2,6	2,5	2,6	2,5	– 2,0	48,1	40,9	33,2	57,1	35,7	– 37,5
Blé	2,5	2,7	2,8	2,7	3,6	30,4	10,6	10,6	5,8	12,6	10,0	– 20,6
Canola	1,8	1,9	2,4	2,3	2,3	0,7	13,7	5,0	5,9	15,4	11,4	– 26,0
Céréales mélangées	..	2,7	3,0	..	..	...	..	5,9	5,9	..	..	...
Orge	2,8	3,2	3,3	3,5	3,9	12,0	38,0	26,4	38,7	42,3	52,9	25,1
Capitale-Nationale, Mauricie												
Avoine	2,1	2,1	2,9	2,3	2,7	14,1	15,6	12,7	42,0	22,4	22,1	– 1,3
Blé	2,2	2,5	2,9	2,8	3,2	13,2	9,1	14,4	20,1	6,8	17,0	150,0
Céréales mélangées	..	..	..	..	1,9	...	..	..	..	..	2,6	...
Maïs fourrager	41,1	31,7	38,0	32,1	32,8	2,1	82,2	72,8	148,1	138,0	114,7	– 16,9
Maïs-grain	6,6	6,5	8,7	6,8	8,4	22,8	73,6	75,8	137,8	113,7	173,3	52,4
Orge	2,7	2,7	3,1	2,3	3,0	26,3	20,6	16,5	35,5	15,2	25,7	69,1
Soya	2,2	1,9	2,9	2,5	2,8	13,4	23,5	28,9	65,0	50,4	72,9	44,6
Estrie												
Avoine	1,6	1,8	2,0	1,9	2,7	37,5	6,5	7,0	6,0	6,4	6,4	–
Blé	..	..	..	2,4	..	...	..	..	..	2,9	..	...
Canola	–	–	–	–	–	...	–	–	–	–	–	...
Céréales mélangées	2,2	2,4	3,2	2,9	2,7	– 4,8	5,5	3,8	10,8	4,6	5,2	13,0
Maïs fourrager	32,0	25,5	30,8	34,2	39,9	16,5	156,8	175,8	138,7	188,2	291,0	54,6
Maïs-grain	5,3	5,7	7,9	..	7,8	...	36,9	35,7	32,2	..	48,4	...
Orge	2,0	2,8	2,6	2,5	3,1	21,7	6,8	5,3	6,9	3,8	3,7	– 2,6
Soya	2,2	1,5	2,7	2,2	2,4	9,5	17,2	10,1	15,0	15,2	14,5	– 4,6
Montréal, Laval, Lanaudière												
Avoine	2,3	2,5	2,6	2,3	2,8	21,4	7,9	14,0	12,0	6,2	9,2	48,4
Blé	3,8	3,3	3,2	2,9	3,7	26,3	6,5	11,5	9,8	5,3	9,3	75,5
Maïs fourrager	51,8	48,8	42,4	50,3	39,7	– 21,1	82,8	122,1	67,8	85,5	107,2	25,4
Maïs-grain	8,0	7,1	9,7	8,1	9,0	11,9	289,0	247,8	322,2	288,7	301,5	4,4
Orge	3,0	3,3	3,6	3,1	3,5	12,7	13,4	15,2	11,6	9,8	13,8	40,8
Soya	2,4	2,2	3,1	2,9	3,2	13,0	57,5	58,6	78,7	82,1	69,2	– 15,7
Outaouais, Laurentides												
Avoine	2,0	2,2	..	2,4	2,2	– 5,9	9,1	5,4	..	5,7	7,6	33,3
Blé	..	3,1	2,6	..	2,7	...	..	5,2	5,8	..	7,7	...
Canola	–	–	–	–	..	...	–	–	–	–	..	...
Céréales mélangées	..	..	..	..	2,8	...	..	..	..	..	2,2	...
Maïs fourrager	41,0	36,7	42,7	32,4	21,2	– 34,5	122,9	179,9	183,5	116,6	91,2	– 21,8
Maïs-grain	8,6	7,7	10,1	8,0	7,1	– 10,8	101,2	103,8	163,5	110,4	97,1	– 12,0
Orge	2,4	2,5	2,8	2,1	3,2	54,4	9,7	9,3	9,1	4,4	5,5	25,0
Soya	2,5	2,5	3,5	2,4	2,3	– 7,4	38,5	30,7	42,8	48,8	36,6	– 25,0

Tableau 9.2 (suite)

Rendement et production, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2012

	Rendement						Production					
	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
	t/ha					%	kt					%
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec												
Avoine	1,5	2,4	2,3	2,7	2,1	– 21,8	14,0	21,2	31,5	37,7	27,6	– 26,8
Orge	2,4	2,9	2,7	2,9	2,9	0,3	9,5	9,7	11,6	10,0	11,5	15,0
Chaudière-Appalaches												
Avoine	2,0	2,0	2,5	2,2	2,6	19,9	14,3	23,6	24,9	23,6	26,2	11,0
Blé	2,8	1,8	2,6	2,6	2,9	9,5	23,5	17,5	25,9	17,6	21,0	19,3
Canola	1,4	1,8	2,4	2,4	..	...	2,3	3,6	5,0	3,1	..	...
Céréales mélangées	2,5	2,0	2,6	..	2,6	...	9,9	9,0	7,1	..	7,6	...
Maïs fourrager	21,6	24,9	30,9	28,2	32,4	14,9	151,5	316,4	225,4	293,1	453,4	54,7
Maïs-grain	3,8	7,0	7,6	6,6	6,7	2,8	33,9	85,1	106,9	83,2	110,4	32,7
Orge	2,2	2,4	2,6	2,5	2,9	16,2	28,4	26,4	25,9	18,2	12,0	– 34,1
Soya	1,9	1,6	2,8	2,4	2,6	8,2	26,0	27,7	56,8	58,1	55,5	– 4,5
Montérégie nord-est												
Avoine	..	2,7	2,4	..	2,8	...	..	3,5	7,1	..	7,3	...
Blé	3,0	3,5	3,2	3,0	4,0	30,5	34,5	36,3	24,8	21,5	39,9	85,6
Canola	..	–	–	–	–	...	..	–	–	–	–	...
Céréales mélangées	..	..	3,0	..	..	...	..	..	3,6	..	..	...
Maïs fourrager	30,1	40,2	44,2	37,2	31,9	– 14,4	252,5	441,8	441,6	327,3	331,3	1,2
Maïs-grain	8,8	8,0	9,4	8,5	9,2	8,3	1 223,9	1 039,8	1 200,2	1 079,0	1 138,7	5,5
Orge	3,3	3,7	3,4	3,3	3,6	7,7	18,6	17,2	13,1	7,6	8,9	17,1
Soya	2,8	2,5	3,2	2,8	3,2	10,5	180,2	164,1	227,2	227,1	220,5	– 2,9
Montérégie sud-ouest												
Avoine	..	3,0	..	..	..	...	..	1,8	..	..	..	...
Blé	3,2	3,2	3,6	3,4	3,5	5,7	18,7	13,3	18,7	15,1	11,0	– 27,2
Canola	–	–	–	–	..	...	–	–	–	–	..	...
Maïs fourrager	43,5	47,2	47,4	40,7	42,5	4,3	317,5	292,4	308,0	280,8	403,4	43,7
Maïs-grain	9,3	8,6	10,0	8,8	10,0	13,7	923,8	839,0	993,7	1 018,2	1 037,9	1,9
Orge	3,5	3,7	3,4	3,2	3,8	18,4	20,8	15,9	14,8	11,3	10,7	– 5,3
Soya	3,0	2,6	3,3	2,9	3,1	7,2	147,4	140,8	198,2	176,4	209,9	19,0
Centre-du-Québec												
Avoine	2,2	2,1	2,5	2,1	2,5	18,9	29,4	34,5	35,3	24,7	33,1	34,0
Blé	2,8	2,6	3,5	2,9	3,6	26,2	5,1	11,3	26,6	14,7	21,1	43,5
Céréales mélangées	2,4	2,5	..	..	..	...	6,4	4,0	..	..	..	...
Maïs fourrager	42,5	27,6	45,9	36,6	30,8	– 15,8	387,2	416,6	477,2	457,0	477,1	4,4
Maïs-grain	6,8	5,3	8,2	8,1	8,9	9,8	460,3	288,1	442,5	381,7	586,7	53,7
Orge	2,9	2,7	2,8	2,1	2,8	36,3	23,4	21,6	15,7	11,5	15,4	33,9
Soya	2,5	1,7	2,9	2,4	2,9	18,2	105,8	65,5	134,9	139,9	134,8	– 3,6
Ensemble du Québec												
Avoine	2,2	2,2	2,5	2,3	2,5	5,8	205,0	220,0	263,0	223,0	220,0	– 1,3
Blé	2,8	2,7	3,0	2,8	3,4	20,3	149,5	148,5	157,0	116,0	160,0	37,9
Canola	1,8	2,0	2,0	2,2	2,0	– 8,3	35,0	23,5	25,0	36,0	33,0	– 8,3
Céréales mélangées	2,5	2,7	2,7	2,5	2,6	7,1	48,0	53,0	59,0	42,0	41,0	– 2,4
Maïs fourrager	35,6	32,6	40,4	35,1	33,5	– 4,5	1 674,7	2 100,1	2 120,1	2 000,3	2 430,3	21,5
Maïs-grain	8,2	7,5	9,3	8,3	9,1	9,5	3 150,0	2 720,0	3 410,0	3 125,0	3 505,0	12,2
Orge	2,6	2,9	3,0	2,8	3,3	18,1	258,0	276,0	270,0	196,0	234,0	19,4
Soya	2,6	2,2	3,1	2,7	3,0	10,3	600,0	530,0	823,0	800,0	825,0	3,1

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, *Enquêtes sur les grandes cultures*.

10. Science et technologie

10.1 Ressources humaines en science et technologie

par Christine Lessard, Direction des statistiques économiques et du développement durable

Les personnes qui occupent un emploi en science et technologie, l'emploi en science et technologie et la main-d'œuvre en science et technologie sont des expressions équivalentes. Par convention, les personnes désignées par l'une ou l'autre de ces appellations sont âgées de 25 à 64 ans.

Au Québec, en 2012, selon l'*Enquête sur la population active*, 1 327 400 personnes de 25 à 64 ans occupent un emploi en science et technologie (ST), soit 40,0 % des personnes de ce groupe d'âge qui occupent un emploi (tableau 10.1.1). De 2007 à 2012, l'emploi en ST a augmenté de 12,3 %, l'accroissement étant de 1,6 % depuis 2011.

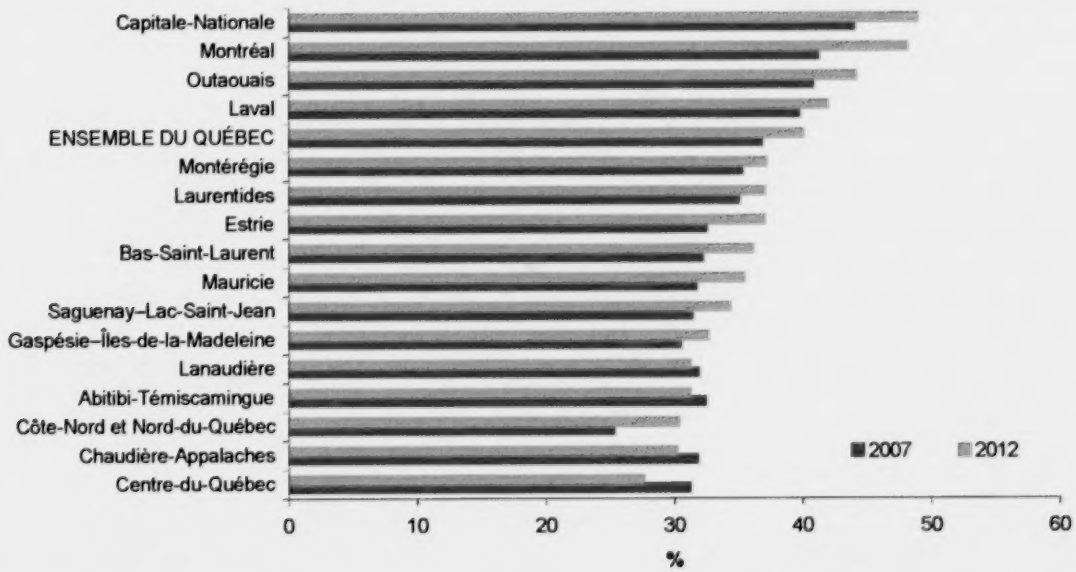
Plus de six personnes sur dix (63,2 %) qui occupent un emploi en ST habitent la région de Montréal (28,6 %) ou l'une des régions adjacentes, soit celles de la Montérégie (17,7 %), des Laurentides (6,8 %), de Laval (5,5 %) et de Lanaudière (4,7 %). Deux sur dix (21,1 %) habitent soit la Capitale-Nationale (11,5 %), l'Outaouais (5,5 %) ou Chaudière-Appalaches (4,1 %), tandis que toutes les autres habitent l'une ou l'autre des neuf régions administratives restantes.

Forte présence dans les régions de Montréal et de la Capitale-Nationale

En 2012, près d'une personne de 25 à 64 ans sur deux qui occupent un emploi dans les régions de la Capitale-Nationale (48,9 %) et de Montréal (48,1 %) occupe un emploi en ST. Elles sont plus de quatre sur dix dans les régions de l'Outaouais (44,1 %) et de Laval (41,9 %). Dans les régions de la Montérégie (37,1 %), de l'Estrie (37,0 %) et des Laurentides (37,0 % également), la proportion se rapproche de celle qu'on observe dans l'ensemble du Québec (40,0 %). Ailleurs, la part de l'emploi en ST dans l'emploi des 25-64 ans varie de 27,6 % dans la région du Centre-du-Québec à 36,1 % dans celle du Bas-Saint-Laurent.

Figure 10.1.1

Emploi en science et technologie en pourcentage de l'emploi des 25-64 ans, régions administratives et ensemble du Québec, 2007 et 2012



Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Tableau V0210_18tab11, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

De 2007 à 2012, la part de l'emploi en ST chez les 25-64 ans qui occupent un emploi a gagné 3,2 points de pourcentage dans l'ensemble du Québec (de 36,8 % à 40,0 %) (figure 10.1.1). On note un gain dans la plupart des régions – celles du Centre-du-Québec, de Chaudière-Appalaches, de l'Abitibi-Témiscamingue et de Lanaudière faisant exception.

Jusqu'à sept emplois en ST sur dix occupés par des femmes

Dans l'ensemble du Québec et dans toutes les régions administratives, la majorité des personnes de 25 à 64 ans qui occupent un emploi en ST sont des femmes (tableau 10.1.2). Ainsi, les femmes représentent 59,0 % de la main-d'œuvre québécoise en ST. Leur présence, spécialement marquée dans les régions périphériques de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (72,4 %), de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec réunies (71,5 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (66,5 %) et du Bas-Saint-Laurent (66,3 %), l'est toutefois moins dans les régions de Montréal (53,1 %) et de la Capitale-Nationale (56,2 %).

Plus de la moitié des personnes de 25 à 64 ans qui occupent un emploi en science et technologie au Québec travaillent dans trois industries : celles des soins de santé et de l'assistance sociale (26,8 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (16,4 %) et des services d'enseignement (15,6 %). La main-d'œuvre en science et technologie est en majorité féminine dans les soins de santé et l'assistance sociale (84,2 %) et dans les services d'enseignement (66,1 %), ce qui explique la forte présence des femmes dans la main-d'œuvre en science et technologie en général. La présence de ces deux industries à prédominance féminine dans toutes les régions administratives du Québec explique à son tour la répartition différenciée selon le sexe de la main-d'œuvre québécoise en science et technologie.

Les moins de 45 ans majoritaires, sauf dans la région de Laval

Dans toutes les régions du Québec, sauf celle de Laval, la majorité des personnes qui occupent un emploi en ST sont âgées de moins de 45 ans (tableau 10.1.2). La main-d'œuvre en ST est particulièrement « jeune » dans les régions du Centre-du-Québec, de Montréal et de l'Outaouais, où la part des 25-44 ans parmi les personnes qui occupent un emploi en ST dépasse les 60,0 %. Dans plusieurs autres régions, cette part avoisine celle qu'on observe à l'échelle du Québec (58,3 %). Cependant, les 25-44 ans sont proportionnellement moins nombreux à occuper un emploi en ST dans les régions de l'Estrie (54,9 %), de la Montérégie (54,4 %), de la Mauricie (52,9 %), de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec réunies (52,3 %) ainsi qu'à Laval (48,4 %).

Environ la moitié des personnes ayant un emploi en ST sont titulaires d'un grade universitaire

Dans l'ensemble du Québec, la main-d'œuvre en science et technologie se partage presque également entre des personnes qui sont titulaires d'un grade universitaire (49,4 %) et d'autres qui ne le sont pas (50,6 %) (tableau 10.1.2). La situation varie, toutefois, selon la région administrative. Dans les régions de Montréal, de Laval et de la Capitale-Nationale, les titulaires d'un grade universitaire représentent respectivement 64,1 %, 56,1 % et 50,2 % des personnes qui occupent un emploi en ST. Cependant, ils en représentent entre 40 % et 50 % dans les régions de l'Estrie, de la Mauricie, du Bas-Saint-Laurent, de la Montérégie et de l'Outaouais, et moins de 40 % dans les autres régions.

Tableau 10.1.1

Personnes de 25 à 64 ans qui occupent un emploi en science et technologie (ST), régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2012

	Emploi en science et technologie (25-64 ans)							Emploi des 25-64 ans
	2007	2008	2009	2010	2011	2012		2012
			k			k	en % de l'emploi des 25-64 ans	k
Bas-Saint-Laurent	24,1	23,4	23,5	23,7	24,4	28,2	36,1	78,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	33,9	35,1	33,0	32,6	33,8	35,8	34,3	104,4
Capitale-Nationale	127,6	127,1	129,1	142,1	132,6	153,1	48,9	313,3
Mauricie	30,7	30,7	29,0	32,2	30,6	33,1	35,4	93,6
Estrie	39,9	41,0	45,4	42,9	46,5	45,2	37,0	122,1
Montréal	318,9	345,8	350,4	380,0	378,9	379,0	48,1	787,5
Outaouais	63,5	68,3	70,4	71,5	71,4	73,2	44,1	166,0
Abitibi-Témiscamingue	18,0	18,0	17,7	19,9	19,0	18,8	31,2	60,3
Côte-Nord et Nord-du-Québec	10,7	11,9	12,9	13,0	12,6	13,0	30,3	42,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9,3	10,4	9,6	10,0	10,7	10,5	32,6	32,2
Chaudière-Appalaches	53,7	51,4	54,3	55,8	60,6	53,8	30,2	178,1
Laval	67,3	66,4	71,0	77,9	69,0	72,9	41,9	174,0
Lanaudière	61,1	59,2	70,8	70,0	73,2	63,0	31,2	202,1
Laurentides	80,5	71,2	85,9	82,0	84,9	89,8	37,0	242,5
Montérégie	211,9	191,7	202,7	209,6	228,3	234,3	37,1	630,8
Centre-du-Québec	30,2	31,0	30,4	28,3	29,6	23,9	27,6	86,6
Ensemble du Québec	**1 181,5**	**1 182,6**	**1 236,1**	**1 291,4**	**1 306,2**	**1 327,4**	**40,0**	**3 314,6**

Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Tableau V0210_18tab11, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 10.1.2

Personnes de 25 à 64 ans qui occupent un emploi en science et technologie (ST), selon le sexe et le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

	Emploi en science et technologie (25-64 ans)						
	Total	Hommes	Femmes	25-44 ans	45-64 ans	Avec grade universitaire	Sans grade universitaire
	k	%		%		%	
Bas-Saint-Laurent	28,2	33,7	66,3	58,9	40,8	44,3	55,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	35,8	34,9	64,8	57,0	43,0	38,8	61,2
Capitale-Nationale	153,1	43,8	56,2	57,9	42,1	50,2	49,8
Mauricie	33,1	37,2	62,8	52,9	47,1	42,6	57,4
Estrie	45,2	41,8	58,2	54,9	45,1	41,2	58,8
Montréal	379,0	46,9	53,1	63,3	36,7	64,1	35,9
Outaouais	73,2	41,3	58,7	60,5	39,5	45,8	54,1
Abitibi-Témiscamingue	18,8	33,0	66,5	56,4	43,6	35,6	64,4
Côte-Nord et Nord-du-Québec	13,0	27,7	71,5	52,3	47,7	30,8	68,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	10,5	27,6	72,4	57,1	41,9	35,2	64,8
Chaudière-Appalaches	53,8	34,0	66,0	57,2	42,9	39,2	60,8
Laval	72,9	42,8	57,2	48,4	51,6	56,1	43,8
Lanaudière	63,0	36,0	64,0	58,1	41,9	35,2	64,8
Laurentides	89,8	36,6	63,4	57,8	42,2	37,2	62,8
Montérégie	234,3	37,7	62,3	54,4	45,6	44,4	55,5
Centre-du-Québec	23,9	39,7	60,3	65,7	34,3	33,1	66,9
Ensemble du Québec	**1 327,4**	**41,0**	**59,0**	**58,3**	**41,7**	**49,4**	**50,6**

Note : En raison des arrondissements, le total n'égale pas toujours la somme des parties.
Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Tableau V0210_18tab11, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

10.2 Accès des ménages à Internet

par Marianne Bernier, Direction des statistiques économiques et du développement durable

Ce chapitre porte sur l'accès des ménages québécois à Internet. Il présente des données régionales sur le branchement à Internet selon certaines variables socioéconomiques ainsi que sur le branchement à Internet haute vitesse. Les données ont été tirées de l'*Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet* réalisée par l'Institut au courant de l'année 2012.

Le branchement à Internet

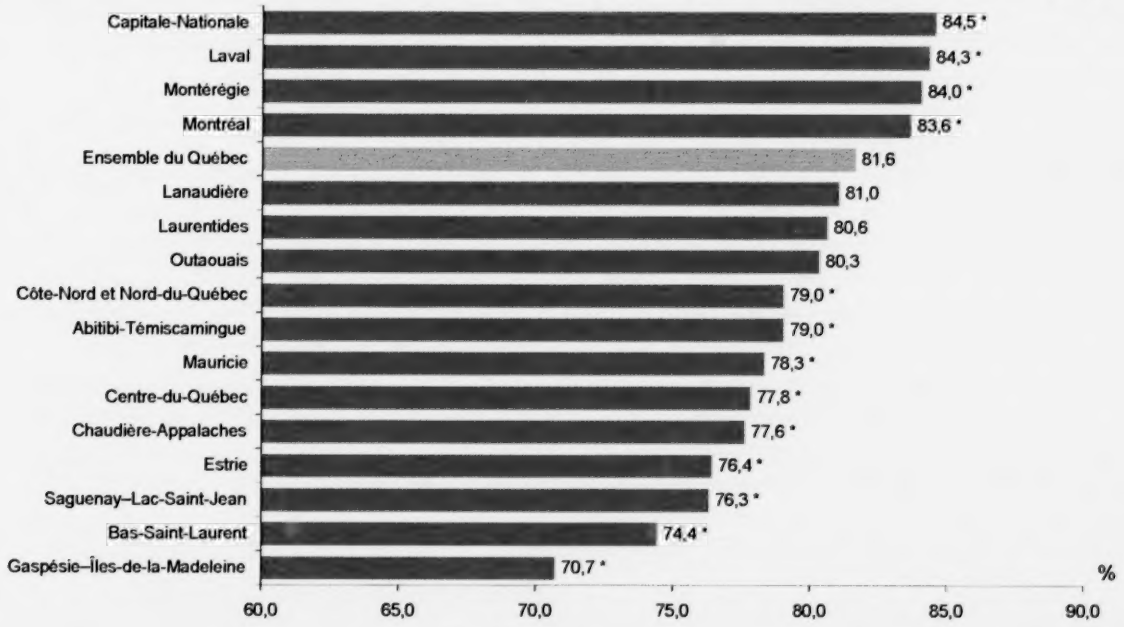
En 2012, 81,6 % des ménages québécois sont branchés à Internet. La région administrative où le taux de branchement est le plus élevé est la Capitale-Nationale (84,5 %), suivie des régions de Laval (84,3 %), de la Montérégie (84,0 %) et de Montréal (83,6 %). Ces quatre régions sont par ailleurs les plus densément peuplées du Québec.

Le taux de branchement des ménages n'est pas significativement différent de celui pour l'ensemble du Québec dans trois régions administratives : l'Outaouais (80,3 %), les Laurentides (80,6 %) et Lanaudière (81,0 %), trois régions situées près de centres urbains importants (Ottawa et Montréal).

Enfin, dans les autres régions administratives, les taux de branchement se situent sous la barre des 80,0 %, tous significativement différents du taux québécois : la Côte-Nord et Nord-du-Québec (79,0 %), l'Abitibi-Témiscamingue (79,0 %), la Mauricie (78,3 %), le Centre-du-Québec (77,8 %), Chaudière-Appalaches (77,6 %), l'Estrie (76,4 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (76,3 %), et le Bas-Saint-Laurent (74,4 %). La région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (70,7 %) a, quant à elle, le taux de branchement le moins élevé du Québec.

Figure 10.2.1

Proportion de ménages branchés à Internet, régions administratives et ensemble du Québec, 2012



* L'estimation est significativement différente de celle pour l'ensemble du Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet*, 2012.

Internet et le revenu du ménage

Le taux de branchement à Internet varie selon le revenu du ménage (tableau 10.2.1). Les ménages plus nantis ont des taux de branchement plus élevés. Ainsi, le taux de branchement est de 59,5 % dans les ménages ayant un revenu se situant dans le premier quartile de revenu, de 79,7 % chez ceux du deuxième, de 90,2 % chez ceux du troisième et finalement de 96,0 % chez les ménages du dernier quartile[1]. Ces taux sont tous significativement différents les uns des autres. L'écart entre le taux de branchement des ménages ayant un revenu se situant dans les troisième et quatrième quartiles est néanmoins moins élevé que celui entre les taux des ménages des premier et deuxième quartiles.

Parmi toutes les régions du Québec, on observe cette corrélation entre le revenu du ménage et le branchement à Internet. Par ailleurs, il existe de légères variations entre les taux de branchement des régions administratives pour un même quartile de revenu. Par exemple, parmi les ménages du premier quartile de revenu, la région de Montréal se distingue significativement de l'ensemble du Québec par un taux de branchement à Internet (67,7 %) plus élevé. À l'opposé, les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (47,3 %), de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (49,0 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (49,2 %), du Bas-Saint-Laurent (49,5 %) et de Chaudière-Appalaches (50,8 %) se distinguent par des taux de branchement significativement plus bas que celui du Québec (59,5 %).

Parmi les ménages se situant dans la classe de revenu la plus élevée, le taux de branchement à Internet varie moins d'une région administrative à l'autre. En effet, il varie de 92,8 % en Abitibi-Témiscamingue à 97,9 % dans la région de la Capitale-Nationale. Par ailleurs, ce n'est qu'en Abitibi-Témiscamingue (92,8 %) que le taux de branchement des ménages du quatrième quartile de revenu se distingue significativement de celui pour l'ensemble du Québec (96,0 %).

Internet et la scolarité dans le ménage

Le taux de branchement varie aussi selon le niveau de scolarité des membres du ménage (tableau 10.2.2). Parmi les ménages où aucun membre n'a de diplôme, le taux de branchement est de 44,1 %. Il est de 77,2 % dans les ménages où le plus haut diplôme obtenu est un diplôme d'études secondaires ou un diplôme du secondaire professionnel, et de 90,8 % dans les ménages ayant un diplôme collégial ou universitaire inférieur au baccalauréat. Enfin, le taux de branchement est de 94,8 % dans les ménages où un membre détient au moins un baccalauréat.

Cette relation est vraie dans toutes les régions administratives du Québec. Par ailleurs, les taux de branchement varient entre les régions pour un même niveau de scolarité, notamment le moins élevé. Ainsi, dans la région du Bas-Saint-Laurent, seulement 37,7 % des ménages sans diplôme sont branchés à Internet, tandis que dans la région de Lanaudière (51,1 %) et de la Mauricie (53,6 %), plus de la moitié de ces ménages le sont. La différence est de 15,9 points de pourcentage entre le taux de branchement le plus et le moins élevé.

Dans les ménages les plus scolarisés, c'est-à-dire ceux dont un membre détient au moins un baccalauréat, le taux de branchement varie très peu d'une région à l'autre. Seule la région de la Capitale-Nationale (96,0 %) affiche un taux de branchement significativement supérieur à celui pour l'ensemble du Québec (94,8 %).

Internet et la présence d'enfant dans le ménage

Le branchement à Internet varie grandement selon qu'il y ait ou non présence d'enfant de moins de 16 ans dans le ménage (tableau 10.2.3). Au Québec, le taux de branchement des ménages sans enfants est de 77,3 %, et celui des ménages avec enfants, de 94,5 %. La différence entre les taux de branchement de ces deux types de ménage est significative dans toutes les régions administratives.

1. La répartition des quartiles est basée sur le revenu du ménage au Québec. Le premier quartile correspond à un revenu de 0 $ à 30 998 $, le deuxième de 30 999 $ à 54 990 $, le troisième de 54 991 $ à 89 996 $ et le quatrième de 89 997 $ et plus.

Le taux de branchement à Internet chez les ménages sans enfants varie beaucoup plus, d'une région administrative à l'autre (jusqu'à 15,9 points de pourcentage d'écart entre deux régions) que le taux de branchement chez les ménages avec enfants (6,9 points de différence). Il est possible que les ménages sans enfants constituent un groupe plus hétérogène que les ménages avec enfants, et que leurs caractéristiques varient davantage d'une région à l'autre. Les ménages sans enfants comprennent notamment des personnes vivant seules et sont plus susceptibles que les ménages avec enfants de compter des personnes âgées. Par ailleurs, les ménages sans enfants sont un groupe proportionnellement plus nombreux que les ménages avec enfants : ils représentent 75,2 % de tous les ménages au Québec.

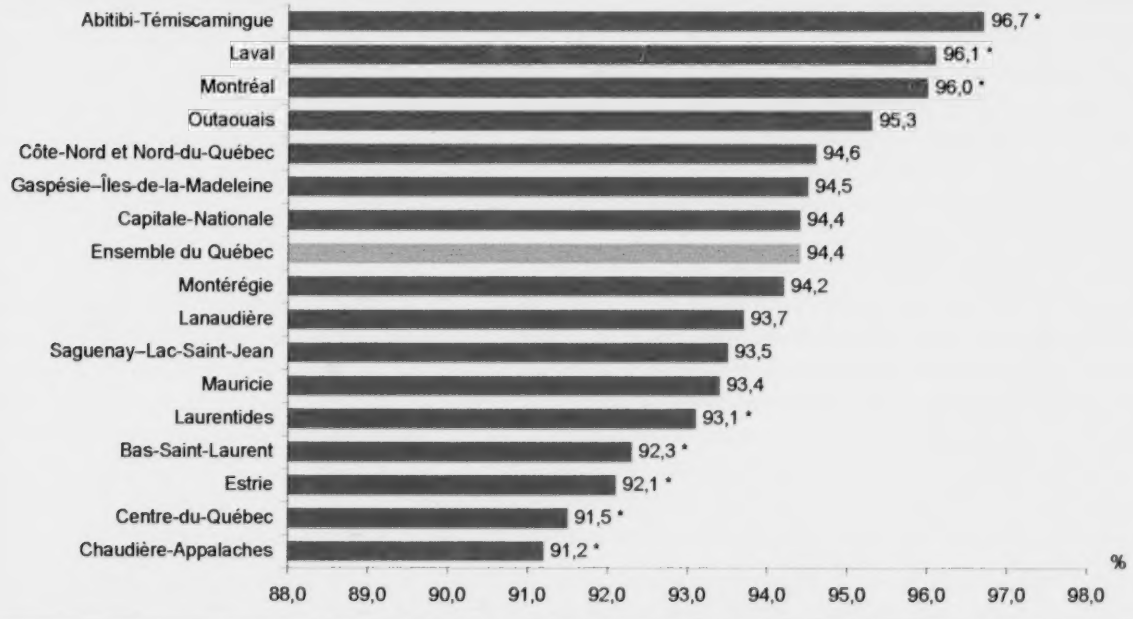
Le branchement à Internet haute vitesse

Le branchement à la haute vitesse est maintenant la norme dans les ménages branchés du Québec. Ainsi, cette proportion est de 94,4 %, ce qui représente 76,7 % de l'ensemble des ménages au Québec. Contrairement au taux de branchement à Internet, le taux de branchement à la haute vitesse varie très peu entre les régions administratives; il existe néanmoins des différences significatives entre les régions.

Les trois régions où l'on constate la plus grande proportion de ménages branchés à la haute vitesse sur l'ensemble des ménages branchés sont l'Abitibi-Témiscamingue (96,7 %), Laval (96,1 %) et Montréal (96,0 %). La plupart des régions ont un taux de branchement à Internet haute vitesse avoisinant celui de l'ensemble du Québec, soit légèrement au-dessus : l'Outaouais (95,3 %), la Côte-Nord et Nord-du-Québec (94,6 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (94,5 %), soit légèrement au-dessous : la Montérégie (94,2 %), Lanaudière (93,7 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (93,5 %) et la Mauricie (93,4 %). La Capitale-Nationale a quant à elle un taux de branchement Internet haute vitesse semblable à celui observé dans l'ensemble du Québec (94,4 %). Par ailleurs, la proportion de ménages branchés à la haute vitesse des régions du Centre-du-Québec (91,5 %), de l'Estrie (92,1 %), du Bas-Saint-Laurent (92,3 %) et des Laurentides (93,1 %) est significativement plus basse que celle de l'ensemble du Québec. Enfin, les ménages branchés de la région de Chaudière-Appalaches (91,2 %) sont ceux dont le taux de branchement haute vitesse est le moins élevé.

Figure 10.2.2

Proportion de ménages branchés à Internet haute vitesse sur l'ensemble des ménages branchés, régions administratives et ensemble du Québec, 2012



* L'estimation est significativement différente de celle pour l'ensemble du Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet*, 2012.

Tableau 10.2.1

Proportion de ménages branchés à Internet, selon le quartile du revenu du ménage, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

	Premier quartile	Deuxième quartile	Troisième quartile	Quatrième quartile
	%	%	%	%
Bas-Saint-Laurent	49,5 *	77,7	90,0	95,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	49,2 *	77,5	89,2	96,2
Capitale-Nationale	58,5	80,3	94,2 *	97,9
Mauricie	57,3	81,2	91,1	95,8
Estrie	56,2	79,5	89,9	93,1
Montréal	67,7 *	81,4	90,4	96,3
Outaouais	54,6	70,6 *	85,9 *	96,0
Abitibi-Témiscamingue	54,6 *	79,9	86,3	92,8 *
Côte-Nord et Nord-du-Québec	49,0 *	76,6	86,7	94,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	47,3 *	73,7 *	88,1	93,2
Chaudière-Appalaches	50,8 *	77,2	89,0	95,7
Laval	63,6	79,3	89,9	96,7
Lanaudière	56,1	79,8	89,6	95,4
Laurentides	54,1	76,2	90,7	95,5
Montérégie	61,0	82,4 *	89,3 *	95,5
Centre-du-Québec	55,7	80,8	93,1 *	97,5
Ensemble du Québec	**59,5**	**79,7**	**90,2**	**96,0**

* L'estimation est significativement différente de celle pour l'ensemble du Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet*, 2012.

Tableau 10.2.2

Proportion de ménages branchés à Internet, selon le plus haut niveau de scolarité atteint dans le ménage, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

	Aucun diplôme	Secondaire ou secondaire professionnel	Collégial et universitaire inférieur au baccalauréat	Baccalauréat ou plus
	%	%	%	%
Bas-Saint-Laurent	37,7 *	73,8	88,6	92,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	38,5 *	70,9 *	90,6	93,1
Capitale-Nationale	37,9	78,1	95,0 *	96,0 *
Mauricie	53,6 *	72,6 *	89,4	94,9
Estrie	40,7	72,3 *	90,2	95,6
Montréal	43,0 *	73,3	86,6 *	95,1
Outaouais	39,2	77,6	90,8	94,7
Abitibi-Témiscamingue	46,9	79,9	90,0	94,0
Côte-Nord et Nord-du-Québec	46,9	81,5 *	90,3	94,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	39,4	70,9 *	90,4	94,6
Chaudière-Appalaches	42,7	76,3	88,4	94,0
Laval	44,3	77,7	94,6 *	96,1
Lanaudière	51,1 *	79,6	93,6 *	93,5
Laurentides	45,0	79,5	91,0	94,8
Montérégie	48,9	82,1 *	93,0	93,9
Centre-du-Québec	42,4	77,9	91,2 *	96,5
Ensemble du Québec	**44,1**	**77,2**	**90,8**	**94,8**

* L'estimation est significativement différente de celle pour l'ensemble du Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet*, 2012.

Tableau 10.2.3

Proportion de ménages branchés à Internet, selon la présence d'enfants de moins de 16 ans, régions administratives et ensemble du Québec, 2012

	Sans enfants		Avec enfants	
	%		%	
Bas-Saint-Laurent	68,7	*	94,2	
Saguenay–Lac-Saint-Jean	71,5	*	92,6	
Capitale-Nationale	80,8	*	98,3	*
Mauricie	73,4	*	96,3	
Estrie	71,8	*	91,4	*
Montréal	80,7	*	93,3	
Outaouais	75,8		91,4	*
Abitibi-Témiscamingue	73,5	*	94,3	
Côte-Nord et Nord-du-Québec	72,7	*	96,4	*
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	64,9	*	92,0	
Chaudière-Appalaches	71,8	*	94,9	
Laval	79,8		95,5	
Lanaudière	75,2		95,8	
Laurentides	76,3		92,4	
Montérégie	79,4	*	95,8	
Centre-du-Québec	72,0	*	95,3	
Ensemble du Québec	**77,3**	*	**94,5**	

* L'estimation est significativement différente de celle pour l'ensemble du Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet*, 2012.

11. Santé

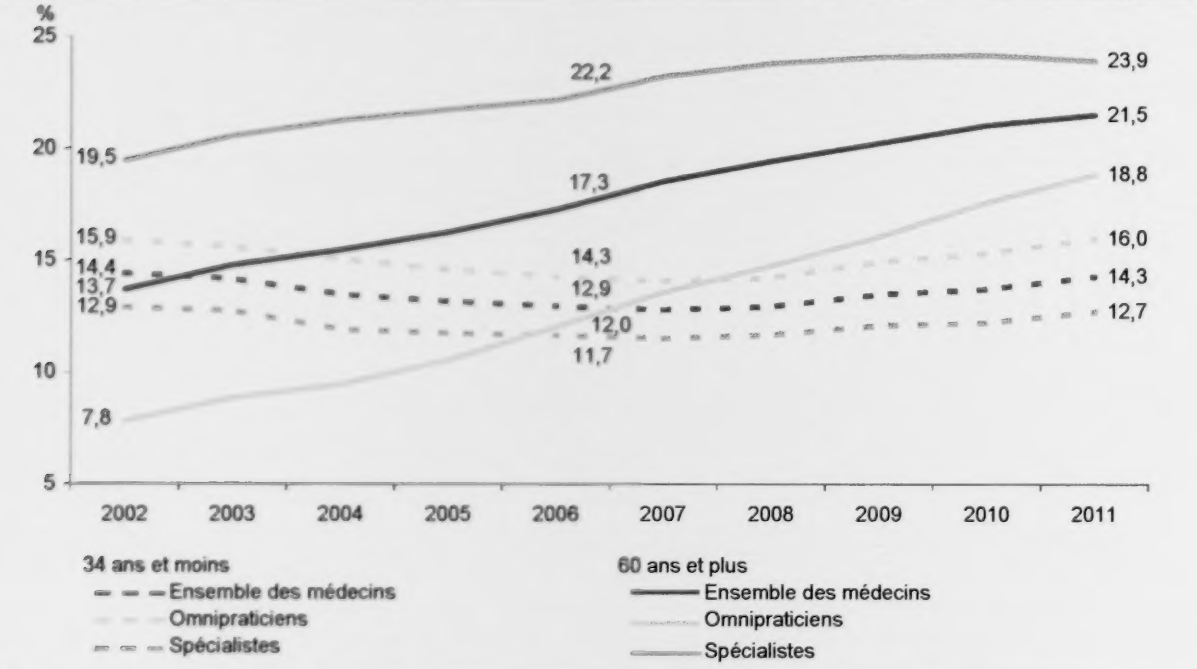
par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le découpage géographique utilisé pour analyser cette section est celui des régions sociosanitaires telles que délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005. Il existe deux variations avec le découpage des régions administratives. Pour les régions sociosanitaires, la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule et unique région; à l'inverse, le Nord-du-Québec est divisé en trois régions que sont le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James. Par ailleurs, l'analyse dans cette section est davantage focalisée sur l'offre de services dans le système de santé au Québec, à savoir le personnel de la santé et les installations sociosanitaires.

Personnel de la santé : féminisation et vieillissement des médecins

En 2011 au Québec, le nombre de médecins a augmenté de 2,7 %, ce qui est encore plus élevé que la hausse observée en 2010 (+ 2,3 %). Néanmoins, seules six régions ont un accroissement supérieur à la moyenne québécoise, notamment le regroupement Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James (+ 15,0 %). À l'inverse, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est l'unique région qui affiche un recul, bien que très faible, du nombre de médecins en 2011 (– 0,7 %). Entre 2007 et 2011, c'est la région de la Mauricie et Centre-du-Québec qui montre la plus forte croissance (+ 15,1 %).

Évolution de la proportion de l'effectif des médecins de 34 ans et moins et de ceux de 60 ans et plus, selon la spécialité, ensemble du Québec, 2002-2011



Source : Régie de l'assurance maladie du Québec, 2013.

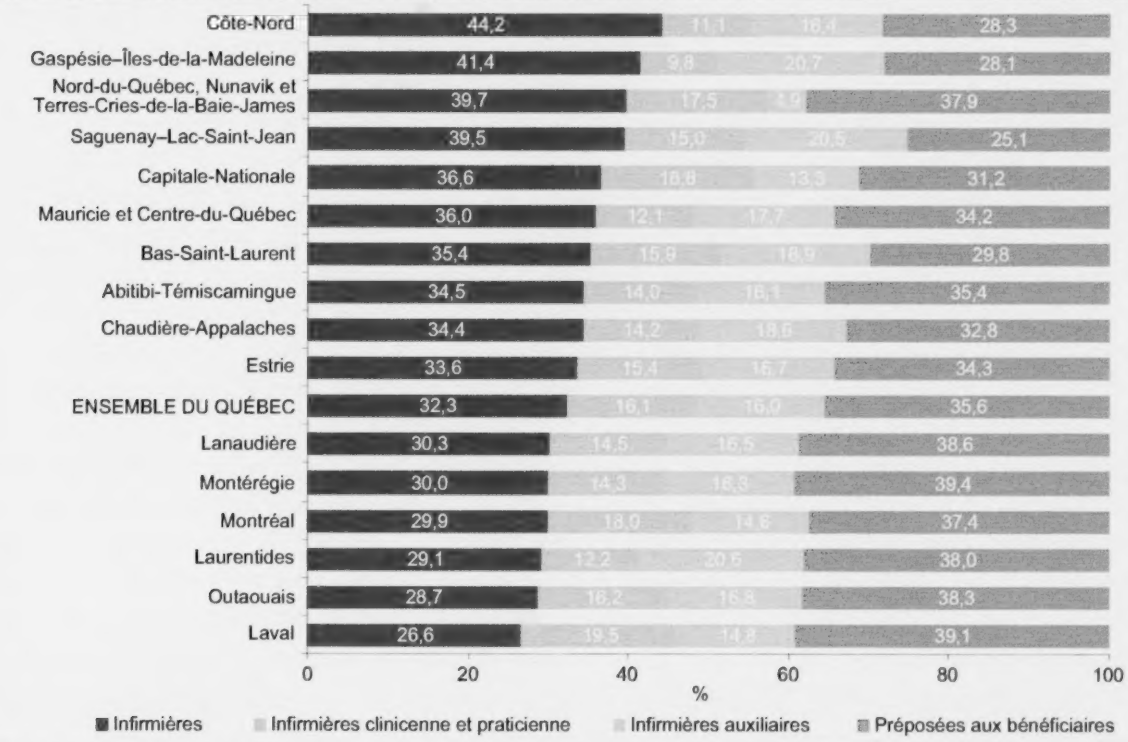
Depuis une dizaine d'années, on observe au Québec un vieillissement de l'effectif de l'ensemble des médecins. Alors que la proportion des 34 ans et moins est restée relativement stable entre 2002 et 2011 (– 0,1 point de pourcentage), celle des 60 ans et plus n'a fait qu'augmenter (+ 7,8 points). Par ailleurs, pour la première fois en 2011, la proportion de femmes médecins généralistes (51,0 %) surpasse celle des hommes (49,0 %). La féminisation des médecins est aussi perceptible lorsque l'on constate que la proportion des femmes dans l'effectif de l'ensemble des médecins est passée de 36,0 % en 2002 à 43,6 % en 2011. Ce phénomène est particulièrement marqué chez les 34 ans et moins où l'écart entre les deux sexes s'est accentué depuis dix ans, passant de 24,3 points en 2002 à 35,7 points en 2011; les femmes de 34 ans et moins représentent 67,9 % de l'effectif des médecins en 2011, au lieu de 62,1 % en 2002.

Pour ce qui est des dentistes, on observe en 2011 pour le Québec la plus faible hausse des cinq dernières années (+ 0,3 %). Plus de la moitié des régions stagnent ou évoluent négativement, en particulier l'Outaouais (– 10,4 %). Les régions de la Côte-Nord (+ 10,8 %), de l'Estrie (+ 4,6 %) et de Chaudière-Appalaches (+ 4,2 %) se démarquent quant à elles positivement. Depuis 2007, c'est le Bas-Saint-Laurent (+ 18,6 %) et Lanaudière (+ 17,9 %) qui affichent les plus fortes croissances. À l'inverse, le regroupement Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James (– 17,2 %) et l'Outaouais (– 11,2 %) marquent un certain recul du nombre de dentistes.

On enregistre au Québec pour le personnel infirmier une augmentation en 2011-2012 de 2,0 %, ce qui poursuit la tendance positive des trois dernières années. Cette croissance est plus évidente chez les infirmières clinicienne et praticienne (+ 6,6 %), les infirmières auxiliaires (+ 4,7 %) et les préposées aux bénéficiaires (+ 1,4 %) que chez les infirmières, puisque leur nombre diminue (– 0,9 %), et ce, pour une troisième année consécutive. Seule la Côte-Nord enregistre un recul quant au nombre de son personnel infirmier (– 3,6 %). Les plus fortes croissances s'observent dans les Laurentides, la Mauricie et Centre-du-Québec et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 3,0 % chacune).

Figure 11.1

Composition de l'effectif du réseau de la santé et des services sociaux selon certaines catégories du personnel infirmier, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2011-2012



Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2013.

Installations sociosanitaires

En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans le secteur des soins de santé physique et de gériatrie, plus de la moitié des régions sociosanitaires du Québec ont un taux inférieur à celui de la province en 2010-2011 (84,8 %), notamment le Nunavik et la Côte-Nord (62,0 % et 69,8 % respectivement). À l'inverse, Laval pointe en tête avec 93,4 %. Cinq régions ont vu leur taux diminuer en 2010-2011, en particulier les Laurentides (– 3,7 points de pourcentage), et ce, pour une troisième année consécutive. Au niveau provincial, l'augmentation du taux d'occupation (+ 0,9 point) est jointe par une croissance du nombre d'usagers (+ 2,3 %). Cette hausse du nombre d'usagers, une première en quatre ans, est fortement influencée par les augmentations significatives dans la majorité des régions sociosanitaires, en particulier la Montérégie (+ 8,2 %), Lanaudière (+ 4,5 %) et les Laurentides (+ 4,1 %). Seules les régions de l'Abitibi-Témiscamingue (– 6,0 %), de Laval (– 2,3 %) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 0,9 %) connaissent des diminutions.

Dans le secteur de l'hébergement et des soins de longue durée, plus de la moitié des régions sociosanitaires du Québec ont un taux d'occupation des lits dressés inférieur à celui de la province en 2010-2011 (97,6 %), notamment le Nord-du-Québec avec 83,0 %. À l'inverse, le taux dans Laval est nettement supérieur avec 99,7 %. En 2009-2011, sept régions ont vu leur taux régresser, en particulier Lanaudière (– 2,7 points de pourcentage) et la Côte-Nord (– 2,0 points). Au niveau provincial, l'augmentation du taux d'occupation (+ 0,5 point) s'accompagne d'un recul du nombre d'usagers (– 0,5 %). Cette baisse est influencée par les décroissances du nombre d'usagers dans la moitié des régions sociosanitaires, surtout dans le Nord-du-Québec (– 25,0 %) et Chaudière-Appalaches (– 6,0 %), ce qui fait contrepoids aux augmentations de l'autre moitié des régions, notamment celles des Laurentides (+ 8,1 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 5,7 %).

Tableau 11.1

Médecins[1] et nombre pour 1 000 personnes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2007-2011

	Médecins					Nombre pour 1 000 personnes[2]				
	2007	2008	2009	2010	2011	2007	2008	2009	2010	2011
	n					n pour 1 000 habitants				
Bas-Saint-Laurent	451	467	477	481	491	2,24	2,33	2,38	2,41	2,46
Saguenay–Lac-Saint-Jean	501	518	521	543	561	1,84	1,90	1,91	2,00	2,07
Capitale-Nationale	1 946	1 981	2 014	2 059	2 098	2,89	2,91	2,93	2,97	2,99
Mauricie et Centre-du-Québec	793	822	847	871	913	1,63	1,68	1,72	1,77	1,85
Estrie	752	769	781	813	821	2,49	2,52	2,54	2,62	2,62
Montréal	5 710	5 758	5 842	5 972	6 121	3,03	3,04	3,04	3,07	3,11
Outaouais	568	594	567	567	582	1,63	1,68	1,58	1,56	1,58
Abitibi-Témiscamingue	319	322	321	327	335	2,20	2,22	2,21	2,25	2,30
Côte-Nord	226	227	231	229	232	2,36	2,38	2,43	2,41	2,44
Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James	133	124	130	127	146	3,27	3,02	3,14	3,03	3,44
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	271	278	287	302	300	2,87	2,96	3,07	3,25	3,24
Chaudière-Appalaches	644	652	671	701	715	1,61	1,63	1,67	1,74	1,77
Laval	531	542	568	582	595	1,40	1,41	1,45	1,46	1,47
Lanaudière	592	588	584	605	636	1,34	1,31	1,28	1,31	1,36
Laurentides	707	716	718	739	771	1,34	1,34	1,33	1,35	1,39
Montérégie	2 031	2 051	2 128	2 149	2 218	1,45	1,45	1,49	1,49	1,53
Ensemble du Québec	**16 175**	**16 409**	**16 687**	**17 067**	**17 535**	**2,10**	**2,12**	**2,13**	**2,16**	**2,20**

1. Dans les statistiques, seuls les médecins ayant reçu de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) au moins un paiement pour des services médicaux rendus durant l'année visée sont pris en compte.
2. Calculé pour l'ensemble du personnel concerné par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière. Pour plusieurs raisons, les ratios médecins/population par région ne doivent pas être interprétés comme des indicateurs d'accès aux services médicaux. Parmi ces raisons, la principale tient au fait que les populations de plusieurs régions reçoivent une partie importante des services qui leur sont fournis de médecins d'une région autre que celle dans laquelle résident ces populations. C'est le cas notamment des populations des régions situées en périphérie des grands centres de Montréal et de Québec.

Source : Régie de l'assurance maladie du Québec, 2013.

Tableau 11.2

Dentistes[1] et nombre pour 1 000 personnes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2007-2011

	Dentistes					Nombre pour 1 000 personnes[2]				
	2007	2008	2009	2010	2011	2007	2008	2009	2010	2011
	n					n pour 1 000 habitants				
Bas-Saint-Laurent	59	60	63	70	70	0,29	0,30	0,31	0,35	0,35
Saguenay–Lac-Saint-Jean	104	109	114	111	110	0,38	0,40	0,42	0,41	0,41
Capitale-Nationale	322	327	343	340	341	0,48	0,48	0,50	0,49	0,49
Mauricie et Centre-du-Québec	165	163	162	161	160	0,34	0,33	0,33	0,33	0,32
Estrie	111	113	107	108	113	0,37	0,37	0,35	0,35	0,36
Montréal	1 202	1 198	1 210	1 242	1 233	0,64	0,63	0,63	0,64	0,63
Outaouais	116	112	101	115	103	0,33	0,32	0,28	0,32	0,28
Abitibi-Témiscamingue	40	40	44	40	41	0,28	0,28	0,30	0,28	0,28
Côte-Nord	36	37	37	37	41	0,38	0,39	0,39	0,39	0,43
Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James	29	26	26	24	24	0,71	0,63	0,63	0,57	0,57
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	25	26	27	25	25	0,26	0,28	0,29	0,27	0,27
Chaudière-Appalaches	137	140	140	144	150	0,34	0,35	0,35	0,36	0,37
Laval	181	183	189	190	193	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48
Lanaudière	151	152	167	179	178	0,34	0,34	0,37	0,39	0,38
Laurentides	209	218	211	216	215	0,40	0,41	0,39	0,39	0,39
Montérégie	575	586	583	590	604	0,41	0,42	0,41	0,41	0,42
Ensemble du Québec	**3 462**	**3 490**	**3 524**	**3 592**	**3 601**	**0,45**	**0,45**	**0,45**	**0,45**	**0,45**

1. Dans les statistiques, seuls les dentistes ayant reçu de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) au moins un paiement pour des services médicaux rendus durant l'année visée sont pris en compte.
2. Calculé pour l'ensemble du personnel concerné par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.

Source : Régie de l'assurance maladie du Québec, 2013.

Tableau 11.3

Personnel infirmier[1] du réseau de la santé et des services sociaux, et nombre pour 1 000 personnes[2], régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2008-2009 à 2011-2012

	Personnel infirmier[3]				Nombre pour 1 000 personnes			
	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
	n				n pour 1 000 habitants			
Bas-Saint-Laurent	3 022	3 024	3 009	3 082	15,07	15,09	15,05	15,47
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3 884	3 914	3 980	4 098	14,25	14,38	14,65	15,10
Capitale-Nationale	12 932	12 921	13 045	13 156	19,02	18,82	18,80	18,77
Mauricie et Centre-du-Québec	6 571	6 661	6 739	6 939	13,42	13,56	13,66	14,03
Estrie	4 842	4 921	5 005	5 090	15,88	16,02	16,15	16,27
Montréal	34 141	34 763	35 344	36 172	18,01	18,10	18,16	18,36
Outaouais	3 535	3 551	3 665	3 754	10,01	9,92	10,09	10,19
Abitibi-Témiscamingue	2 116	2 106	2 163	2 199	14,58	14,51	14,87	15,10
Côte-Nord	1 316	1 262	1 263	1 218	13,81	13,26	13,28	12,79
Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James	908	904	900	916	22,14	21,82	21,48	21,60
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 576	1 622	1 626	1 627	16,78	17,36	17,48	17,60
Chaudière-Appalaches	4 822	4 872	4 834	4 908	12,07	12,14	11,99	12,12
Laval	3 531	3 638	3 670	3 694	9,18	9,30	9,23	9,14
Lanaudière	4 154	4 262	4 386	4 454	9,23	9,33	9,47	9,49
Laurentides	5 001	5 145	5 334	5 495	9,37	9,52	9,74	9,92
Montérégie	12 982	13 377	13 687	13 982	9,20	9,39	9,51	9,62
Ensemble du Québec	**105 333**	**106 943**	**108 650**	**110 784**	**13,59**	**13,67**	**13,74**	**13,89**

Note: Bien que regroupant une grande majorité de femmes, les données sur les infirmières, les infirmières clinicienne et praticienne, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires incluent également les hommes.

1. Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars). L'effectif du réseau de la santé et des services sociaux comprend uniquement certaines catégories du personnel infirmier: les infirmières, les infirmières clinicienne et praticienne, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires.
2. Calculé pour l'ensemble du personnel infirmier par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.
3. Le nombre de personnes à l'emploi du réseau au 31 mars de l'année. Les personnes occupant plus d'un emploi au 31 mars sont comptabilisées une seule fois, en priorisant selon le statut (d'abord temps complet régulier, puis temps partiel régulier et ensuite temps partiel occasionnel), et, pour un même statut, selon l'équivalent temps complet (ETC) (MSSS, 2012).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2013.

Tableau 11.4

Nombre de lits dressés et d'usagers[1] dans le secteur des soins de santé physique et de gériatrie, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2006-2007 à 2010-2011

	Lits dressés[2]					Nombre d'usagers[3]				
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
	n					n				
Bas-Saint-Laurent	455	465	450	442	437	23 809	22 080	22 211	21 966	22 275
Saguenay–Lac-Saint-Jean	718	674	754	738	730	33 618	33 126	31 338	32 236	32 454
Capitale-Nationale	1 777	1 754	1 725	1 771	1 805	90 011	88 993	88 394	84 171	85 946
Mauricie et Centre-du-Québec	1 001	986	1 006	1 010	1 027	43 692	43 713	42 858	42 050	43 306
Estrie	676	676	705	705	714	31 175	31 403	32 350	31 999	33 205
Montréal	5 654	5 731	5 692	5 772	5 805	218 977	216 382	220 916	219 517	220 165
Outaouais	532	506	486	488	485	30 290	29 672	30 246	29 623	29 934
Abitibi-Témiscamingue	299	300	282	310	283	12 514	16 872	16 444	16 731	15 735
Côte-Nord	225	205	211	221	230	8 898	8 705	8 403	8 274	8 282
Nord-du-Québec	38	34	34	34	37	2 112	1 979	2 071	2 042	2 047
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	242	229	224	209	202	12 464	11 394	11 980	12 288	12 179
Chaudière-Appalaches	528	532	532	513	522	33 213	32 863	33 218	34 033	35 210
Laval	544	618	580	552	561	22 576	22 945	23 012	22 622	22 093
Lanaudière	484	514	567	539	523	29 431	31 922	25 848	24 913	26 034
Laurentides	723	711	707	683	716	43 152	41 803	40 846	38 281	39 846
Montérégie	1 794	1 759	1 772	1 856	1 909	87 484	87 920	88 228	86 336	93 402
Nunavik	15	15	..	..	13	1 235	1 235	..	..	1 336
Ensemble du Québec	**15 705**	**15 709**	**15 727**	**15 843**	**15 999**	**724 651**	**723 007**	**718 363**	**707 082**	**723 449**

1. Les données sont présentées sur la base des années financières (1er avril au 31 mars).
2. Nombre de lits dressés (lits dotés en personnel et prêts à recevoir un usager), tel qu'observé au 31 mars de chaque année financière, pour des soins de santé physique et de gériatrie au sein du réseau d'établissements publics et privés conventionnés du Québec.
3. Usagers présents à un moment ou l'autre durant l'année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2012.

Tableau 11.5

Taux d'occupation des lits dressés et séjour moyen des usagers[1] dans le secteur des soins de santé physique et de gériatrie, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2006-2007 à 2010-2011

	Taux d'occupation[2]					Séjour moyen				
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
	%					jours				
Bas-Saint-Laurent	77,4	76,1	76,8	77,0	78,5	5,4	5,9	5,7	5,7	5,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	79,1	75,7	73,5	75,7	76,9	6,2	5,6	6,5	6,3	6,3
Capitale-Nationale	83,8	86,1	88,3	88,0	87,6	6,0	6,2	6,3	6,8	6,7
Mauricie et Centre-du-Québec	80,8	80,4	80,5	78,1	79,5	6,8	6,6	6,9	6,8	6,9
Estrie	84,5	86,3	83,7	85,1	83,8	6,7	6,8	6,7	6,8	6,6
Montréal	83,1	82,2	83,3	82,6	84,1	7,8	7,9	7,8	7,9	8,1
Outaouais	81,1	84,6	89,9	92,3	93,0	5,2	5,3	5,3	5,5	5,5
Abitibi-Témiscamingue	75,6	77,7	80,4	71,7	80,8	6,6	5,0	5,0	4,8	5,3
Côte-Nord	66,8	68,9	67,5	68,5	69,8	6,2	5,9	6,2	6,7	7,1
Nord-du-Québec	58,9	66,6	66,3	72,0	78,4	3,9	4,2	4,0	4,4	5,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	70,9	71,8	75,3	82,2	87,8	5,0	5,3	5,1	5,1	5,3
Chaudière-Appalaches	85,6	81,1	83,1	85,7	87,5	5,0	4,8	4,9	4,7	4,7
Laval	91,4	83,9	89,9	93,7	93,4	8,0	8,2	8,3	8,3	8,7
Lanaudière	93,8	87,9	78,4	81,8	87,7	5,6	5,2	6,3	6,5	6,4
Laurentides	89,2	90,7	86,6	83,6	79,9	5,5	5,6	5,5	5,4	5,2
Montérégie	92,1	93,0	92,0	91,5	90,4	6,9	6,8	6,7	7,2	6,7
Nunavik	..	51,3	..	..	62,0	3,1	2,3	..	..	2,0
Ensemble du Québec	**84,1**	**83,6**	**84,0**	**83,9**	**84,8**	**6,6**	**6,6**	**6,7**	**6,9**	**6,8**

1. Les données sont présentées sur la base des années financières (1er avril au 31 mars).
2. Représente le nombre de jours-présence réels divisé par le nombre de jours-présence théoriques (nombre de lits dressés au 31 mars multiplié par 365 jours) pour une année financière donnée, le tout multiplié par 100.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2012.

Tableau 11.6

Nombre de lits dressés et d'usagers[1] dans le secteur de l'hébergement et des soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2006-2007 à 2010-2011

	Lits dressés[2]					Nombre d'usagers[3]				
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
	n					n				
Bas-Saint-Laurent	1 345	1 238	1 220	1 165	1 140	2 213	2 069	2 093	1 905	1 897
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 285	1 351	1 180	1 330	1 313	2 194	2 147	2 091	2 272	2 325
Capitale-Nationale	4 118	4 068	4 122	4 153	4 075	6 598	6 312	6 641	6 211	5 902
Mauricie et Centre-du-Québec	2 743	2 724	2 705	2 672	2 666	4 491	4 563	4 627	4 627	4 550
Estrie	1 574	1 588	1 553	1 584	1 591	3 094	3 012	2 662	2 692	2 741
Montréal	14 361	13 938	13 603	13 473	13 244	24 446	23 362	23 026	22 286	22 003
Outaouais	1 340	1 372	1 386	1 381	1 386	2 685	2 309	2 229	2 178	2 291
Abitibi-Témiscamingue	720	725	741	701	715	1 431	1 503	1 600	1 638	1 732
Côte-Nord	427	442	446	435	436	684	668	650	612	641
Nord-du-Québec	32	36	36	36	33	98	118	130	104	78
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	611	588	577	590	543	1 006	1 031	1 104	1 028	1 048
Chaudière-Appalaches	2 209	2 104	2 069	2 096	1 990	3 715	3 593	3 543	3 771	3 544
Laval	1 452	1 450	1 461	1 502	1 449	2 529	2 720	2 788	2 798	2 740
Lanaudière	1 712	1 763	1 789	1 821	1 877	2 993	3 162	3 607	3 405	3 418
Laurentides	1 901	1 905	1 928	1 920	1 948	3 414	3 417	3 509	3 680	3 977
Montérégie	5 371	5 350	5 365	5 336	5 293	10 045	9 758	9 687	9 821	9 803
Nunavik	10	10	..	..	12	17	21	..	..	13
Ensemble du Québec	**41 211**	**40 652**	**40 181**	**40 195**	**39 711**	**71 653**	**69 765**	**69 987**	**69 028**	**68 703**

1. Les données sont présentées sur la base des années financières (1er avril au 31 mars).
2. Nombre de lits dressés (lits dotés en personnel et prêts à recevoir un usager), tel qu'observé au 31 mars de chaque année financière, pour de l'hébergement et des soins de longue durée au sein du réseau d'établissements publics et privés conventionnés du Québec.
3. Usagers présents à un moment ou l'autre durant l'année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2012.

Tableau 11.7

Taux d'occupation des lits dressés et séjour moyen des usagers[1] dans le secteur de l'hébergement et des soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2006-2007 à 2010-2011

	Taux d'occupation[2]					Séjour moyen				
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
	%					jours				
Bas-Saint-Laurent	94,4	98,2	94,4	95,7	95,6	209,4	214,5	200,8	213,7	209,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	98,4	93,8	97,0	92,4	93,4	210,4	215,4	199,8	197,4	192,6
Capitale-Nationale	98,2	98,4	97,0	97,4	98,1	223,6	231,6	219,8	237,8	247,3
Mauricie et Centre-du-Québec	97,0	97,7	97,2	96,7	96,4	216,2	213,0	207,4	203,7	206,1
Estrie	95,7	96,1	97,9	96,3	96,1	177,6	184,9	208,5	206,8	203,5
Montréal	98,3	98,5	98,2	97,2	98,1	210,7	214,6	211,7	214,4	215,6
Outaouais	98,1	99,3	96,7	97,5	97,5	178,7	215,4	219,5	225,6	215,4
Abitibi-Témiscamingue	96,9	95,6	93,9	97,7	97,4	177,9	168,4	158,7	152,7	146,7
Côte-Nord	95,8	95,6	96,6	96,6	94,6	218,2	230,9	241,9	250,6	234,8
Nord-du-Québec	90,2	87,0	81,1	76,3	83,0	107,6	96,9	82,0	96,4	128,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	93,6	97,1	97,2	94,5	96,5	207,6	202,2	185,4	197,9	182,5
Chaudière-Appalaches	96,9	98,4	98,6	95,7	98,2	210,2	210,4	210,2	194,1	201,3
Laval	99,5	99,6	98,8	97,3	99,7	208,5	193,7	189,0	190,7	192,4
Lanaudière	98,0	98,2	99,3	99,4	96,7	204,7	199,8	179,7	194,0	193,8
Laurentides	98,8	99,0	98,4	98,4	97,3	200,9	201,4	197,2	187,5	173,9
Montérégie	98,0	97,9	98,3	98,2	98,5	191,2	195,9	198,6	194,8	194,1
Nunavik	98,6	99,5	..	..	99,0	211,6	173,0	..	..	333,0
Ensemble du Québec	**97,8**	**98,1**	**97,8**	**97,1**	**97,6**	**205,2**	**208,6**	**204,9**	**206,4**	**205,9**

1. Les données sont présentées sur la base des années financières (1er avril au 31 mars).
2. Représente le nombre de jours-présence réels divisé par le nombre de jours-présence théoriques (nombre de lits dressés au 31 mars multiplié par 365 jours) pour une année financière donnée, le tout multiplié par 100.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2012.

12. Éducation

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

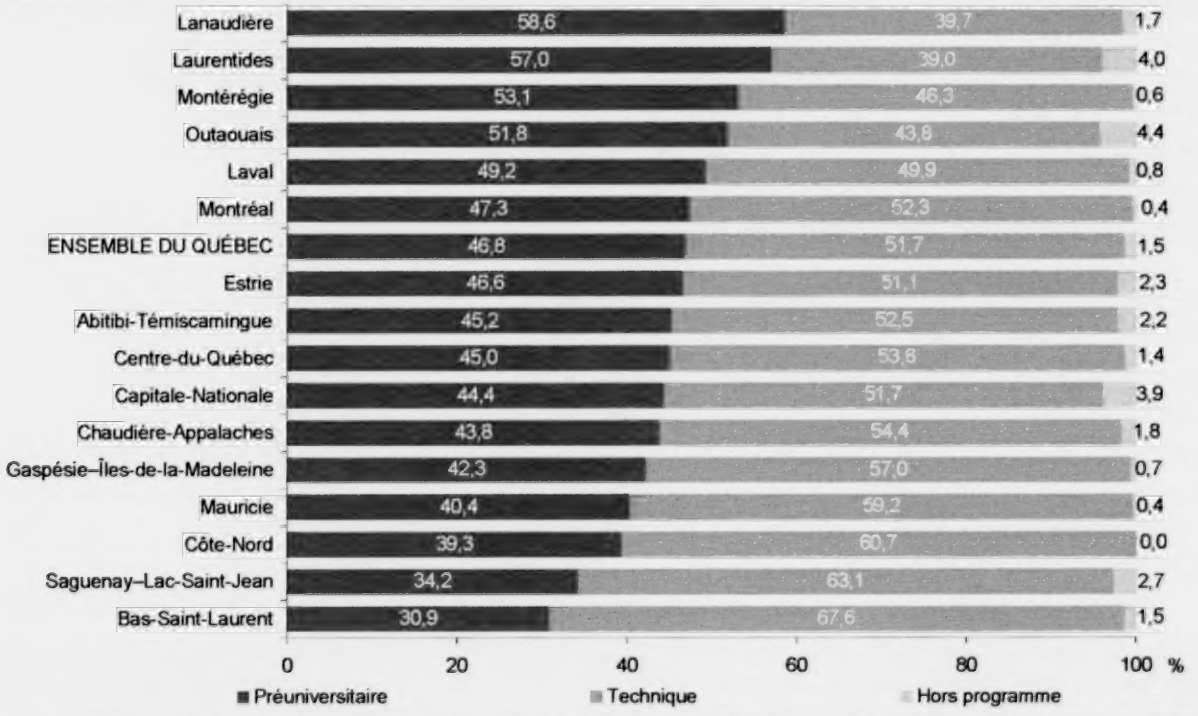
Les données des diplômés collégiaux proviennent du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Il est important de noter que les données concernant les diplômés au collégial de 2011 sont provisoires et incomplètes. Environ 3 000 attestations d'études collégiales (AEC) sont manquantes à l'échelle du Québec, ce qui est probablement dû à un retard de transmission des données (en période de grève étudiante), et non à une baisse réelle du nombre d'AEC.

Enseignement collégial : diplômés selon le type de formation et le type de programme

Les établissements collégiaux de l'ensemble du Québec ont décerné 26 737 diplômes en formation préuniversitaire (46,8 %) et 29 510 diplômes en formation technique (51,7 %) en 2011. Pour une cinquième année consécutive, l'écart pour les diplômes attribués entre ces deux types de formation se réduit graduellement; en 2006, les proportions étaient de 45,1 % pour la formation préuniversitaire contre 54,9 % pour la formation technique. Seules les régions de Lanaudière, des Laurentides, de la Montérégie et de l'Outaouais ont une proportion inverse pour la répartition des diplômes collégiaux, en particulier Lanaudière avec 58,6 % des diplômes décernés en formation préuniversitaire pour 39,7 % des diplômes décernés en formation technique. À l'inverse, le Bas-Saint-Laurent se distingue autant par sa forte proportion en formation technique (67,6 %) que par sa faible part en formation préuniversitaire (30,9 %).

Figure 12.1

Proportions de diplômes collégiaux décernés par type de formation, régions administratives et ensemble du Québec, 2011



Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2013.

Entre 2006 et 2011, le nombre de diplômés de niveau collégial a augmenté de 8,0 %. Cette tendance positive est due principalement à la hausse de 12,3 % des diplômes préuniversitaires, plus souvent observée chez les hommes (14,5 %) que chez les femmes (10,9 %). Les diplômes techniques ont quant à eux augmenté de 1,6 % durant la même période, et ce, autant chez les femmes que chez les hommes. En ce qui concerne les régions administratives, Laval, le Centre-du-Québec et l'Outaouais se différencient avec un fort accroissement du nombre de diplômés de niveau collégial supérieur à 20 % entre 2006 et 2011 (25,6 %, 23,2 % et 23,0 % respectivement). À l'inverse, six régions enregistrent un recul du nombre de diplômés de niveau collégial, notamment la tendance fortement négative observée dans celle de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 19,2 %) et celle du Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 9,9 %).

On constate également en 2011 au Québec que le nombre de diplômes collégiaux décernés à des femmes dépasse celui des diplômes remis aux hommes (60,0 % et 40,0 % respectivement), et ce, tant en formation préuniversitaire que technique. L'écart entre les deux sexes s'accroît pour la deuxième année consécutive (20,1 points par rapport à 18,7 points en 2010 et 18,0 points en 2009). Cette augmentation est essentiellement due à la croissance des diplômes décernés chez les femmes plus marquée que celle chez les hommes. Par ailleurs, plus de la moitié des régions affichent une proportion de diplômes collégiaux remis aux femmes supérieure à 60 %, notamment les Laurentides (65,7 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (64,1 %). À l'inverse, Laval est la région où l'écart entre les deux sexes est le moins élevé (9,1 points), avec 54,6 % de diplômés féminins et 45,4 % de diplômés masculins.

En formation préuniversitaire, les sciences humaines regroupent 50,4 % des diplômes décernés et les sciences, 30,6 %. Ces familles de programmes représentent, dans le même ordre, le plus grand nombre de diplômes attribués au préuniversitaire, quelle que soit la région au Québec. On peut aussi observer dans l'ensemble du Québec que les femmes sont majoritaires dans tous les types de programmes préuniversitaires, à l'exception de celui en sciences. En ce qui a trait à la formation technique, ce sont les techniques administratives qui comptent le plus de diplômes décernés, soit 29,2 %, suivies par les techniques humaines, 23,6 %. Par ailleurs, au Québec, les hommes sont plus souvent diplômés en techniques administratives et physiques, alors que les femmes sont majoritairement diplômées en techniques biologiques et humaines; pour ce qui est des techniques artistiques, les proportions entre les deux sexes sont équivalentes.

Tableau 12.1

Nombre de diplômes décernés au collégial par type de formation, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2011

	2008r	2009r	2010r	2011p1	2008r	2009r	2010r	2011p1	2008r	2009r	2010r	2011p1
	Enseignement collégial2				Préuniversitaire				Technique			
	n											
Bas-Saint-Laurent	1 934	2 258	2 007	1 937	646	636	588	598	1 283	1 616	1 405	1 310
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 667	2 750	2 945	2 509	902	930	987	859	1 763	1 801	1 902	1 583
Capitale-Nationale	6 730	6 906	7 294	6 803	2 948	3 173	3 214	3 018	3 727	3 638	3 854	3 517
Mauricie	2 035	2 073	2 187	2 105	844	902	850	850	1 189	1 168	1 329	1 247
Estrie	2 134	2 190	2 311	2 352	968	1 018	1 124	1 096	1 162	1 146	1 153	1 203
Montréal	22 341	23 352	24 654	23 247	10 429	10 831	11 104	10 994	11 900	12 472	13 469	12 154
Outaouais	1 449	1 504	1 601	1 584	770	850	893	821	665	632	673	694
Abitibi-Témiscamingue	689	711	685	630	341	344	373	285	348	356	298	331
Côte-Nord	377	364	426	417	149	162	166	164	228	202	258	253
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	334	314	352	298	153	164	146	126	181	149	205	170
Chaudière-Appalaches	1 566	1 680	1 876	1 705	681	690	780	747	885	987	1 086	927
Laval	1 706	1 802	1 872	1 902	720	728	829	936	984	1 063	1 028	950
Lanaudière	1 363	1 489	1 531	1 538	729	744	880	901	632	735	628	611
Laurentides	2 161	2 434	2 517	2 461	1 250	1 368	1 440	1 403	909	1 049	1 031	959
Montérégie	5 913	6 343	6 736	6 441	2 969	3 282	3 513	3 421	2 932	3 044	3 203	2 984
Centre-du-Québec	1 006	1 085	1 162	1 151	477	500	535	518	529	582	617	617
Ensemble du Québec	**54 405**	**57 255**	**60 156**	**57 080**	**24 976**	**26 322**	**27 422**	**26 737**	**29 317**	**30 640**	**32 139**	**29 510**

1. Les données de 2011 sont provisoires et incomplètes. Environ 3 000 attestations d'études collégiales (AEC) sont manquantes à l'échelle du Québec, ce qui est probablement dû à un retard de transmission des données (en période de grève étudiante) et non à une baisse réelle du nombre d'AEC.
2. La somme des nombres de diplômes décernés pour les formations préuniversitaire et technique n'égale pas nécessairement le nombre de diplômes décernés de l'enseignement collégial car les diplômes hors programmes ne sont pas présentés.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2013.

Tableau 12.2

Nombre de diplômes décernés au collégial selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

	2007r	2008r	2009r	2010r	2011p1	2007r	2008r	2009r	2010r	2011p1
	Hommes					Femmes				
	n									
Bas-Saint-Laurent	718	786	934	785	752	1 283	1 148	1 324	1 222	1 185
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 102	1 035	1 176	1 258	1 065	1 598	1 632	1 574	1 687	1 444
Capitale-Nationale	2 597	2 601	2 733	2 932	2 662	3 928	4 129	4 173	4 362	4 141
Mauricie	682	722	753	806	761	1 310	1 313	1 320	1 381	1 344
Estrie	798	858	875	918	969	1 206	1 276	1 315	1 393	1 383
Montréal	9 218	9 213	9 953	10 370	9 496	12 859	13 128	13 399	14 284	13 751
Outaouais	567	582	550	663	659	801	867	954	938	925
Abitibi-Témiscamingue	256	272	309	264	235	380	417	402	421	395
Côte-Nord	141	141	152	160	177	210	236	212	266	240
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	124	113	109	127	107	257	221	205	225	191
Chaudière-Appalaches	674	628	698	760	658	1 017	938	982	1 116	1 047
Laval	761	786	869	883	864	840	920	933	989	1 038
Lanaudière	472	481	551	515	595	875	882	938	1 016	943
Laurentides	710	691	791	853	845	1 374	1 470	1 643	1 664	1 616
Montérégie	2 385	2 363	2 568	2 695	2 492	3 360	3 550	3 775	4 041	3 949
Centre-du-Québec	361	402	453	477	474	582	604	632	685	677
Ensemble du Québec	**21 566**	**21 674**	**23 474**	**24 466**	**22 811**	**31 880**	**32 731**	**33 781**	**35 690**	**34 269**

1. Les données de 2011 sont provisoires et incomplètes. Environ 3 000 attestations d'études collégiales (AEC) sont manquantes à l'échelle du Québec, ce qui est probablement dû à un retard de transmission des données (en période de grève étudiante) et non à une baisse réelle du nombre d'AEC.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2013.

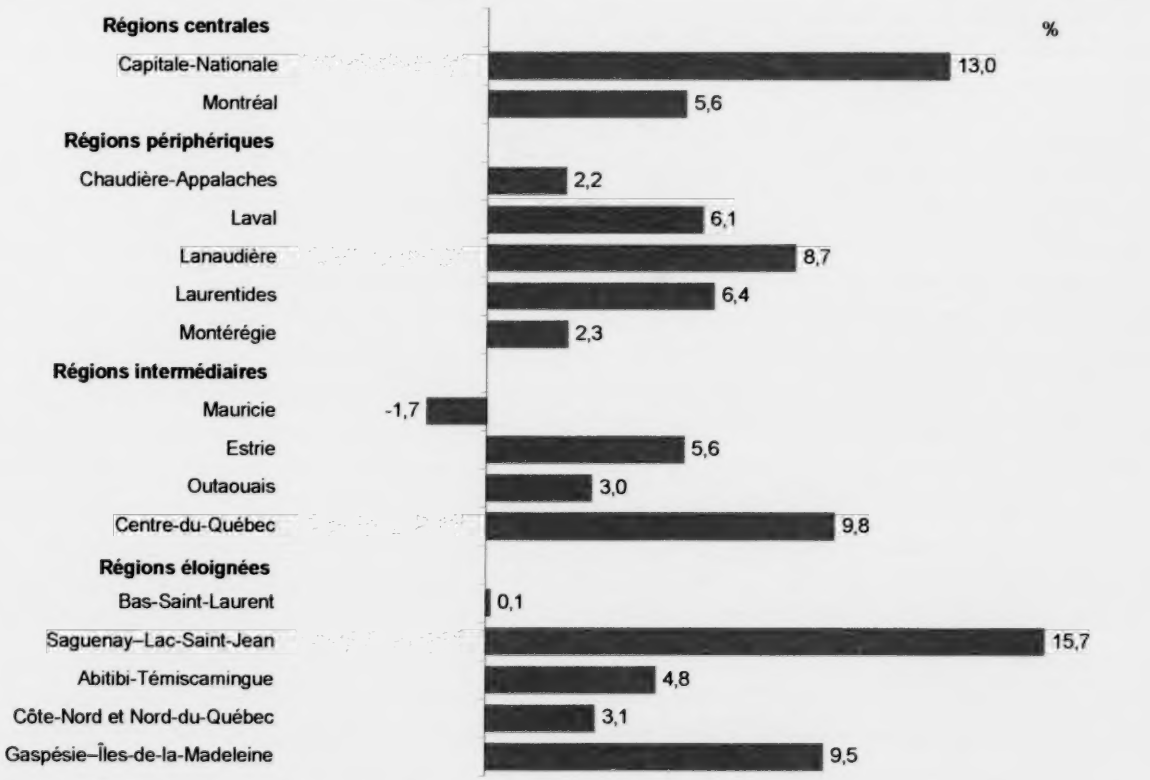
13. Culture et communications

par Marie-Hélène Provençal, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Les statistiques présentées dans cette section portent sur les dépenses culturelles des municipalités au titre de la culture. Elles sont tirées de l'*Enquête sur les dépenses des municipalités au titre de la culture*, réalisée par l'OCCQ depuis 2007. Chaque année, des données sont recueillies auprès des municipalités québécoises au sujet des dépenses qu'elles ont effectuées selon divers domaines culturels[1]. Trois grandes catégories de dépenses sont couvertes par l'enquête, soit les dépenses en services rendus, les frais de financement et d'amortissement et les frais généraux. Grâce au recensement des municipalités de 5 000 habitants et plus, il est possible de comparer les données relatives aux dépenses culturelles par régions administratives, et ce, à partir de l'année 2009. Aux fins de l'analyse, les 17 régions du Québec sont regroupées en quatre blocs selon le type de région[2] : les régions centrales, les régions périphériques, les régions intermédiaires et les régions éloignées. Le texte qui suit donne un aperçu de l'évolution des dépenses culturelles en services rendus des municipalités selon les régions administratives et selon leur regroupement par type de région.

Figure 13.1

Taux de croissance annuel moyen des dépenses culturelles des municipalités en services rendus, régions administratives du Québec, 2009 à 2011



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les dépenses des municipalités au titre de la culture*.

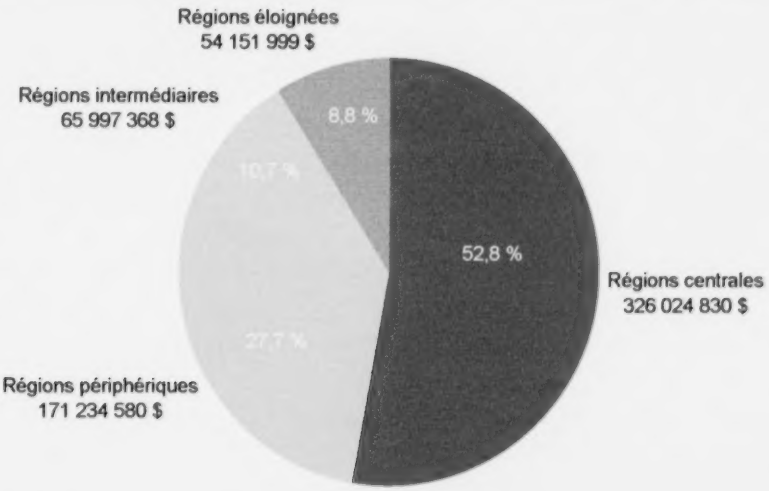
1. Pour des explications complètes sur la méthodologie, les concepts et les définitions, veuillez consulter le site de l'OCCQ : [En ligne]. [http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/culture_comnc/depense_culture/adm_pub_munic/index.htm].
2. HARVEY, Fernand et FORTIN, Andrée (1995). *La nouvelle culture régionale*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, p.29-32.

Évolution des dépenses culturelles des municipalités

Entre 2009 et 2011, dans presque toutes les régions du Québec, les municipalités ont augmenté leurs dépenses en services culturels rendus à la population. Le taux de croissance des dépenses au titre de la culture varie considérablement d'une région à l'autre (figure 13.1 et tableau 1.1). Dans deux régions, le taux de croissance annuel moyen est particulièrement soutenu. Le Saguenay–Lac-Saint-Jean connaît une croissance annuelle moyenne de 15,7 % de ses dépenses culturelles et la croissance est aussi très marquée dans la Capitale-Nationale, avec 13,0 % d'augmentation annuelle moyenne.

Plus de la moitié des dépenses culturelles se concentrent dans les deux régions « centrales » que sont Montréal et la Capitale-Nationale. En 2011, ces deux régions ont dépensé 326,0 M$ en services culturels rendus, soit 52,8 % du total québécois pour ce type de dépense (figure 13.2). Pour l'ensemble des autres régions, les municipalités ont dépensé 291,4 M$.

Figure 13.2
Dépenses culturelles des municipalités en services rendus, selon le type de région, Québec, 2011



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les dépenses des municipalités au titre de la culture*.

Les municipalités québécoises ont dépensé en moyenne 78,07 $ par habitant pour des services culturels en 2011. Les deux régions centrales, soit Montréal et la Capitale-Nationale, sont les seules où ces dépenses en culture ont dépassé 100 $ par habitant. Cela est beaucoup plus que la moyenne québécoise et que celle de toute autre région (tableau 13.2). À l'inverse, les municipalités des régions périphériques aux grands centres ont un niveau de dépenses par habitant généralement inférieur à celui des autres régions : la région des Laurentides est la seule dans la catégorie « périphérique » à enregistrer des dépenses culturelles par habitant de plus de 60,00 $. Ce sont les régions de Chaudière-Appalaches (34,60 $ par habitant), de l'Estrie (38,45 $) et du Bas-Saint-Laurent (44,93 $) qui ont les plus faibles dépenses culturelles par habitant. Notons que, pour la période entre 2009 et 2011, ces trois régions affichent un taux de croissance annuel moyen de leurs dépenses en services culturels inférieur à la moyenne québécoise.

Sources de financement des dépenses culturelles

Les dépenses culturelles sont financées à partir de quatre sources différentes. Premièrement, les impôts fonciers et les taxes municipales sont désignés par « contribution municipale ». Deuxièmement, la municipalité tire des revenus au moyen de la tarification d'activités ou par la vente de biens et services; dans ce cas, la dépense est assumée, au moins en partie, par l'utilisateur des services. Troisièmement, une partie des revenus vient des subventions octroyées par les gouvernements fédéral

et provincial. Quatrièmement, il existe une source de revenu que nous classons dans la catégorie « autres revenus » dont l'importance est généralement marginale. Les municipalités de régions centrales font toutefois exception puisque, depuis 2009, plus de 8 % des revenus sont classés « autres revenus », en raison notamment de la quote-part versée aux municipalités centrales pour les dépenses d'agglomération.

La contribution municipale demeure de loin la principale source de financement puisqu'elle en représente 79,3 % (tableau 13.3). À l'échelle régionale, quel que soit le type de région, la part de cette source de financement se situe légèrement en deçà de 80 %, sauf dans les régions périphériques où elle atteint 83,3 %.

En ce qui concerne la tarification ou la vente de biens et services, ce revenu finance 8,6 % des dépenses culturelles, pour l'ensemble des municipalités du Québec. La part provenant de la tarification des services est particulièrement importante dans les régions intermédiaires puisqu'elle finance 13,1 % des dépenses culturelles. On peut en déduire que, dans ces régions, le financement de la culture est davantage assumé par les utilisateurs de services culturels. Par ailleurs, cette source de financement a diminué de 3,8 % au cours des trois dernières années dans les régions centrales.

Entre 2009 et 2011, les différents revenus qui servent à financer les dépenses culturelles des municipalités ont fluctué selon les types de région. Parmi ces revenus, les subventions reçues des gouvernements provincial et fédéral sont ceux qui présentent les variations les plus importantes. Les régions centrales se distinguent par une croissance annuelle moyenne de 16,7 % des subventions reçues. À l'inverse, dans les régions périphériques et intermédiaires, on observe un taux de croissance annuel moyen négatif (– 19,1 % et – 6,8 % respectivement).

Tableau 13.1

Dépenses culturelles des municipalités en services rendus, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 à 2011

	2009	2010	2011	TCAM[1] 2011/2009
		$		%
Régions centrales				
Capitale-Nationale	54 982 101	62 854 896	70 170 001	13,0
Montréal	229 496 193	244 446 132	255 854 829	5,6
Régions périphériques				
Chaudière-Appalaches	13 411 019	13 250 959	14 010 254	2,2
Laval	17 854 088	21 944 546	20 082 143	6,1
Lanaudière	19 975 489	21 131 148	23 591 112	8,7
Laurentides	29 784 588	31 298 008	33 707 716	6,4
Montérégie	76 338 846	74 136 081	79 843 356	2,3
Régions intermédiaires				
Mauricie	23 675 188	20 905 806	22 880 567	– 1,7
Estrie	10 794 878	11 885 519	12 028 297	5,6
Outaouais	18 379 010	19 092 864	19 488 286	3,0
Centre-du-Québec	9 622 580	10 971 208	11 600 217	9,8
Régions éloignées				
Bas-Saint-Laurent	8 925 278	8 618 194	8 948 031	0,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	15 598 865	20 145 442	20 891 629	15,7
Abitibi-Témiscamingue	9 740 991	10 274 955	10 694 832	4,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	8 290 856	8 527 406	8 810 331	3,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 008 557	4 546 052	4 807 176*	9,5
Ensemble du Québec	**550 878 527**	**584 029 215**	**617 408 778**	**5,9**

1. TCAM : taux de croissance annuel moyen.
* Estimation statistique d'une précision qui n'est que passable : à interpréter avec prudence.
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les dépenses des municipalités au titre de la culture*.

Tableau 13.2

Dépenses culturelles des municipalités en services rendus par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 à 2011

	2009	2010	2011	TCAM[1] 2011/2009
		$/hab.		%
Régions centrales				
Capitale-Nationale	80,29	90,87	100,44	11,8
Montréal	120,35	126,39	129,89	3,9
Régions périphériques				
Chaudière-Appalaches	33,33	32,68	34,60	1,9
Laval	45,56	55,04	49,70	4,4
Lanaudière	43,86	45,71	50,51	7,3
Laurentides	55,12	57,12	61,01	5,2
Montérégie	53,96	51,90	55,45	1,4
Régions intermédiaires				
Mauricie	91,41	80,61	88,41	– 1,7
Estrie	35,18	38,34	38,45	4,5
Outaouais	51,50	52,73	53,12	1,6
Centre-du-Québec	41,87	47,35	49,97	9,2
Régions éloignées				
Bas-Saint-Laurent	44,51	42,83	44,93	0,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	57,57	74,36	77,58	16,1
Abitibi-Témiscamingue	68,60	72,27	75,32	4,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	82,04	84,27	87,55	3,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	43,84*	49,69	53,33	10,3
Ensemble du Québec	**71,04**	**74,51**[r]	**78,07**	**4,8**

1. TCAM : taux de croissance annuel moyen.
* Estimation statistique d'une précision qui n'est que passable : à interpréter avec prudence.
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les dépenses des municipalités au titre de la culture*.

Tableau 13.3

Sources de financement des dépenses culturelles des municipalités en services rendus, selon le type de régions et ensemble du Québec, 2009 à 2011

	2009		2010r		2011		TCAM[1] 2011/2009
	$	%	$	%	$	%	%
Régions centrales							
Contribution municipale	216 081 204	76,0	241 233 126	78,5	251 103 523	77,0	7,8
Vente de biens et services (tarification)	23 628 296	8,3	17 936 145	5,8	21 851 215	6,7	– 3,8
Subventions reçues	18 584 494	6,5	22 175 458	7,2	25 303 802	7,8	16,7
Autres revenus	26 184 298	9,2	25 956 299	8,4	27 766 291	8,5	3,0
Dépenses totales	284 478 294	100,0	307 301 028	100,0	326 024 830	100,0	7,1
Régions périphériques							
Contribution municipale	127 153 613	80,8	134 191 456	83,0	142 714 433	83,3	5,9
Vente de biens et services (tarification)	13 176 503	8,4	8 745 623	5,4	16 868 897	9,9	13,1
Subventions reçues	15 096 386	9,6	11 541 192	7,1	9 883 224	5,8	– 19,1
Autres revenus	F	F	7 282 471	4,5	1 768 026	1,0	...
Dépenses totales	157 364 030	100,0	161 760 742	100,0	171 234 580	100,0	4,3
Régions intermédiaires							
Contribution municipale	48 323 451	77,4	49 323 500	78,5	52 326 464	79,3	4,1
Vente de biens et services (tarification)	8 249 593	13,2	8 523 018	13,6	8 646 705	13,1	2,4
Subventions reçues	4 371 103	7,0	3 941 484	6,3	3 800 354	5,8	-6,8
Autres revenus	F	F	1 067 395	1,7	1 223 845	1,9	...
Dépenses totales	62 471 656	100,0	62 855 397	100,0	65 997 368	100,0	2,8
Régions éloignées							
Contribution municipale	36 290 051	77,9	38 916 154	74,7	43 279 988	79,9	9,2
Vente de biens et services (tarification)	5 538 015*	11,9*	6 172 691*	11,8*	5 902 466*	10,9*	3,2
Subventions reçues	3 923 892	8,4	6 526 544	12,5	4 374 899	8,1	5,6
Autres revenus	F	F	496 659*	1,0*	594 647*	1,1*	...
Dépenses totales	46 564 547	100,0	52 112 048	100,0	54 151 999	100,0	7,8
Ensemble du Québec							
Contribution municipale	427 848 320	77,7	463 664 236	79,4	489 424 407	79,3	7,0
Vente de biens et services (tarification)	50 592 410	9,2	41 377 477	7,1	53 269 283	8,6	2,6
Subventions reçues	41 975 876	7,6	44 184 678	7,6	43 362 279	7,0	1,6
Autres revenus	30 461 922	5,5	34 802 824	6,0	31 352 808	5,1	1,5
Dépenses totales	550 878 527	100,0	584 029 215	100,0	617 408 778	100,0	5,9

1. TCAM : taux de croissance annuel moyen.

* Estimation statistique d'une précision qui n'est que passable : à interpréter avec prudence.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les dépenses des municipalités au titre de la culture*.

14. Statistiques par MRC

Cette section du *Panorama des régions du Québec* offre une analyse à l'échelle des municipalités régionales de comté (MRC). Au Québec, on peut remarquer la présence de 104 MRC géographiques. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE. L'accent de cette section a été mis sur l'étude de trois thématiques interreliées que sont la démographie, le revenu disponible des ménages et le taux de travailleurs.

Il est à noter que pour la MRC d'Eeyou Istchee, le toponyme est provisoire et désigne un espace géostatistique pour les Cris dans le Nord-du-Québec[1], conséquemment, un nouveau toponyme officiel est à venir. Également, il importe de mentionner le cas unique des régions administratives de Montréal et Laval qui sont respectivement composées d'une MRC identique au territoire régional.

Par ailleurs, les variables sont analysées suivant le découpage géographique et la dénomination au 1er juillet 2012 pour la démographie, tandis que pour le revenu disponible des ménages, l'analyse est faite selon le découpage géographique et la dénomination au 31 décembre 2011 , alors que pour le taux de travailleurs, l'analyse est faite selon le découpage géographique et la dénomination au 31 décembre 2012[2]. Ainsi, dans la région administrative de la Montérégie, le nom de la MRC de Lajemmerais change pour celui de la MRC de Marguerite-D'Youville, puisque la date d'entrée en vigueur de ce changement a eu lieu le 12 février 2011.

L'intérêt d'une analyse à l'échelle supralocale réside dans la comparaison qui est effectuée entre des territoires d'une même région ou d'une région limitrophe. En effet, la conception de ce type d'étude permet, par exemple, d'apporter des nuances au portrait d'une région administrative, ou bien même de faire ressortir les territoires supralocaux qui se démarquent de par leur situation.

14.1 Démographie

par Anne Binette Charbonneau et Martine St-Amour, Direction des statistiques sociodémographiques

La croissance démographique varie grandement d'une région à l'autre, mais également à l'intérieur de chaque région. Pour illustrer ces contrastes, la carte 14.1.1 présente les taux d'accroissement annuel moyen des MRC entre 2006 et 2012. Le tableau 14.1.1 contient les données détaillées pour les périodes 1996-2001, 2001-2006 et 2006-2012.

En moyenne, la population du Québec a crû à un taux annuel de 9,0 pour mille au cours de la période 2006-2012. Les trois régions situées au nord de Montréal, soit Laval, Lanaudière et les Laurentides, sont celles qui ont connu les plus fortes croissances durant cette période. On peut voir sur la carte que la population a augmenté dans toutes les MRC de Lanaudière et des Laurentides. Celles qui affichent les taux d'accroissement les plus élevés, supérieurs à 15 pour mille, sont concentrées dans une zone chevauchant les deux régions. Avec une croissance annuelle moyenne de 32,3 pour mille, soit plus de 3 %, Mirabel, dans la région des Laurentides, occupe le premier rang parmi l'ensemble des MRC du Québec. Dans la même région, La Rivière-du-Nord (+ 22,6 pour mille) et Les Pays-d'en-Haut (+ 15,4 pour mille) font aussi partie des MRC à forte croissance. C'est également le cas des MRC des Moulins (+ 23,8 pour mille) et de Montcalm (+ 17,8 pour mille), situées dans Lanaudière. Laval (+ 15,9 pour mille), dont le territoire forme une seule MRC, s'ajoute à ce groupe.

Sur la rive sud de Montréal, la Montérégie fait également bonne figure au chapitre de la croissance démographique. Elle profite notamment de la vigueur de Vaudreuil-Soulanges, qui maintient un taux d'accroissement élevé depuis plusieurs années. En

1. Ce territoire géostatistique comprend les réserves autochtones cries (Terres réservées aux Cris) et les municipalités de village cri (VC), ainsi que l'établissement amérindien d'Oujé-Bougoumou.
2. Depuis le 7 juillet 2010, la MRC de la Basse-Côte-Nord dans la région de la Côte-Nord est devenue la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent. Son territoire reprend celui occupé par l'ancienne MRC en y ajoutant le territoire non organisé (TNO) de Petit-Mécatina.

2006-2012, ce taux s'établit à 22,4 pour mille. La population augmente aussi dans la plupart des autres MRC de la région, quoique à un rythme moins soutenu. Seules deux MRC présentent un taux d'accroissement négatif, soit Acton (– 2,3 pour mille) et Le-Haut-Saint-Laurent (– 2,6 pour mille), mais les pertes y sont assez faibles.

Dans plusieurs MRC des régions adjacentes, les gains migratoires réalisés au détriment de Montréal sont un facteur d'accroissement important. La croissance de Montréal s'en trouve au contraire atténuée. Selon les données provisoires, le taux d'accroissement y aurait été similaire à la moyenne québécoise en 2006-2012, à environ 9 pour mille.

À l'instar de ce qui s'observe dans la grande région de Montréal, ce sont les MRC situées en périphérie de Québec qui connaissent la croissance la plus marquée dans la région de la Capitale-Nationale. Les gains migratoires enregistrés au détriment de Québec expliquent grandement la vigueur démographique de la MRC de La Jacques-Cartier (+ 31,8 pour mille), la seconde plus rapide du Québec en 2006-2012, et dans une moindre mesure celle de La Côte-de-Beaupré (+ 14,8 pour mille) et Portneuf (+ 10,4 pour mille). Québec connaît pour sa part une croissance plus modérée, mais tout de même semblable à la moyenne québécoise (+ 8,5 pour mille). La dynamique démographique est différente dans les autres MRC de la région. Une légère croissance a été enregistrée à L'Île-d'Orléans (+ 1,8 pour mille), tandis que Charlevoix (– 0,7 pour mille) et Charlevoix-Est (– 3,2 pour mille) ont vu leur effectif se réduire.

Sur la rive sud de Québec, dans la région de Chaudière-Appalaches, les taux d'accroissement les plus élevés en 2006-2012 sont enregistrés par Lévis (+ 9,1 pour mille) et les trois MRC qui l'entourent, soit Lotbinière (+ 11,4 pour mille), La Nouvelle-Beauce (+ 10,6 pour mille) et Bellechasse (+ 5,7 pour mille). En revanche, le bilan est moins favorable dans les MRC qui sont les plus éloignées du noyau urbain formé autour de Lévis. Des pertes non négligeables sont notamment enregistrées dans Les Etchemins (– 7,1 pour mille) et L'Islet (– 5,2 pour mille).

L'Outaouais est la région qui connaît la plus forte croissance à l'extérieur des régions adjacentes à Montréal. La présentation des taux d'accroissement à l'échelle des MRC permet toutefois de constater que la croissance enregistrée par cette région entre 2006 et 2012 se concentre dans la zone englobant Les Collines-de-l'Outaouais (+ 24,6 pour mille) et Gatineau (+ 14,2 pour mille). La population est plutôt stable dans Papineau, tandis que Pontiac (– 8,0 pour mille) et La Vallée-de-la-Gatineau (– 3,2 pour mille) sont en décroissance.

En Mauricie, la population a augmenté entre 2006 et 2012 dans les trois MRC qui longent le fleuve, soit Maskinongé (+ 4,1 pour mille), Trois-Rivières (+ 5,5 pour mille) et Les Chenaux (+ 8,0 pour mille). On note plutôt une diminution de la population dans les trois MRC plus au nord. Les pertes sont non négligeables dans Shawinigan et Mékinac, de l'ordre d'environ – 7 pour mille annuellement en moyenne. Dans le Centre-du-Québec, Drummond (+ 9,8 pour mille), Arthabaska (+ 8,1 pour mille) et Bécancour (+ 6,9 pour mille) ont crû modérément, tandis que la population de L'Érable (– 2,6 pour mille) et de Nicolet-Yamaska (– 3,0 pour mille) a diminué légèrement. Soulignons que toutes les MRC de cette région ont connu une amélioration de leur bilan démographique par rapport à la période précédente. En Estrie, Sherbrooke (+ 13,2 pour mille) et Memphrémagog (+ 7,9 pour mille) se distinguent avec les taux d'accroissement les plus élevés, les effectifs ayant connu de faibles fluctuations dans le reste de la région.

Le Nord-du-Québec compte deux MRC à forte croissance en 2006-2012, soit Eeyou Istchee (+ 21,0 pour mille) et Kativik (+ 18,8 pour mille). Ces dernières se distinguent par une fécondité beaucoup plus élevée que la moyenne québécoise. La situation est toute autre dans la MRC de Jamésie, qui a pour sa part enregistré une baisse de ses effectifs de l'ordre de – 5,8 pour mille annuellement en moyenne en 2006-2012. Ce taux représente néanmoins une amélioration majeure par rapport aux périodes précédentes, quand il était d'environ – 20,0 pour mille. La forte croissance d'Eeyou Istchee et de Kativik, ainsi que l'atténuation du déclin dans la MRC de Jamésie, ont permis au Nord-du-Québec de se hisser aux côtés des régions adjacentes à Montréal pour ce qui est du rythme d'accroissement au cours de la dernière période

Les estimations de population : prudence dans l'interprétation des données provisoires

Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des MRC entre 2006 et 2012. Les estimations de population de Statistique Canada actuellement disponibles pour cette période ont comme point de départ les comptes du Recensement de 2006 (rajustés pour le sous-dénombrement net), auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Les estimations de population seront révisées en 2014 pour s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011. Il est possible que certains résultats changent à la suite de ces révisions.

En Abitibi-Témiscamingue, trois MRC sur cinq ont un taux d'accroissement positif en 2006-2012, soit La Vallée-de-l'Or (+ 4,7 pour mille), Rouyn-Noranda (+ 4,1 pour mille) et Abitibi (+ 3,8 pour mille). Leur gain compense les pertes enregistrées dans Abitibi-Ouest (– 1,1 pour mille) et Témiscamingue (– 7,3 pour mille), ce qui permet à l'Abitibi-Témiscamingue de figurer parmi les régions en croissance en 2006-2012, après avoir décliné pendant de nombreuses années.

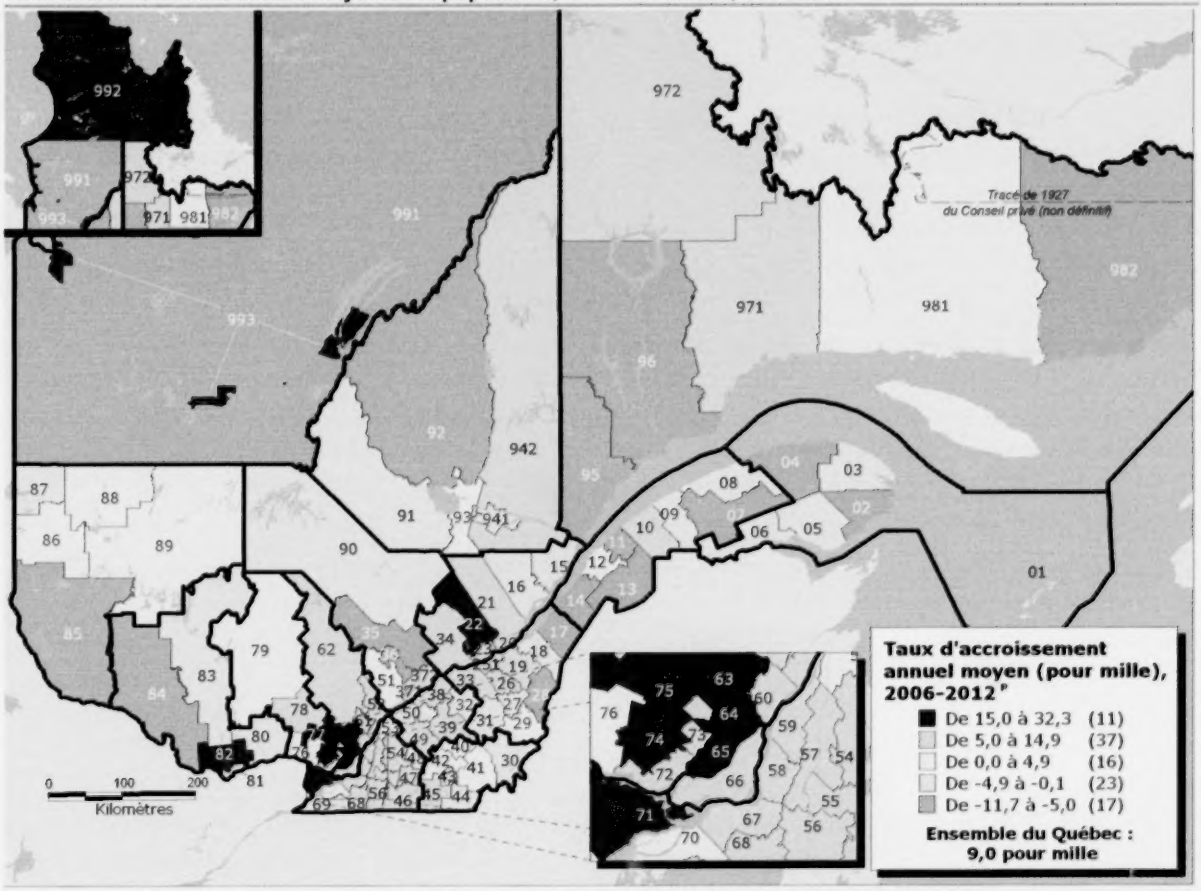
Les quatre autres régions éloignées ont enregistré une réduction de leur effectif entre 2006 et 2012, mais l'ampleur des pertes est grandement atténuée par rapport aux périodes précédentes. Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, deux MRC ont vu leur population s'accroître depuis 2006, soit Le Fjord-du-Saguenay (+ 8,3 pour mille) et Lac-Saint-Jean-Est (+ 1,3 pour mille). Saguenay, située entre celles-ci, enregistre une très légère baisse (– 0,8 pour mille). Des pertes plus importantes sont enregistrées dans Maria-Chapdelaine (– 7,7 pour mille) et Le Domaine-du-Roy (– 3,6 pour mille), mais néanmoins réduites par rapport à ce qu'elles étaient en 1996-2001 et 2001-2006.

Sur la Côte-Nord, trois des six MRC sont en décroissance, dont La Haute-Côte-Nord (– 11,7 pour mille) et Le Golfe-du-Saint-Laurent (– 11,2 pour mille), qui enregistrent les taux les plus négatifs de toutes les MRC du Québec. En revanche, Caniapiscau (+ 11,4 pour mille), Sept-Rivières (+ 5,2 pour mille) et Minganie (+ 1,5 pour mille) affichent un accroissement de leur population.

Le Bas-Saint-Laurent compte six MRC sur huit en décroissance. Rimouski-Neigette (+ 5,9 pour mille) et Rivière-du-Loup (+ 3,6 pour mille), qui comprennent les deux principales municipalités de la région, sont les seules à connaître un accroissement de leur population. Parmi les MRC en déclin, Les Basques et La Matapédia affichent les pertes les plus importantes, d'environ – 9 pour mille annuellement en moyenne. Enfin, bien que la plupart des MRC de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine aient amélioré leur bilan démographique depuis la fin des années 1990, elles sont encore toutes déficitaires en 2006-2012. Les pertes relatives les plus importantes sont enregistrées dans La Haute-Gaspésie (– 8,4 pour mille) et Le Rocher-Percé (– 8,1 pour mille).

Carte 14.1.1

Taux d'accroissement annuel moyen de la population, MRC du Québec, 2006-2012[p]



Sources : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2013), adapté par l'Institut de la statistique du Québec; ministère des Ressources naturelles.

Tableau 14.1.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC[1], régions administratives et ensemble du Québec, 1996-2012[p]

Code	MRC par région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[2]		
		1996	2001	2006	2012[p]	1996-2001	2001-2006	2006-2012[p]
		n				pour 1 000		
01	**Bas-Saint-Laurent**	**208 695**	**204 298**	**201 564**	**199 834**	**– 4,3**	**– 2,7**	**– 1,4**
07	La Matapédia	21 153	20 272	19 249	18 205	– 8,5	– 10,4	– 9,3
08	Matane	24 019	22 902	22 343	21 793	– 9,5	– 4,9	– 4,2
09	La Mitis	20 420	19 671	19 385	18 982	– 7,5	– 2,9	– 3,5
10	Rimouski-Neigette	53 369	53 289	53 521	55 457	– 0,3	0,9	5,9
11	Les Basques	10 331	10 004	9 478	8 954	– 6,4	– 10,8	– 9,5
12	Rivière-du-Loup	32 524	32 436	33 567	34 302	– 0,5	6,9	3,6
13	Témiscouata	23 393	22 812	21 852	20 987	– 5,0	– 8,6	– 6,7
14	Kamouraska	23 486	22 912	22 169	21 154	– 4,9	– 6,6	– 7,8
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**290 182**	**283 290**	**274 116**	**273 009**	**– 4,8**	**– 6,6**	**– 0,7**
91	Le Domaine-du-Roy	34 287	33 443	32 138	31 459	– 5,0	– 8,0	– 3,6
92	Maria-Chapdelaine	28 396	27 373	25 914	24 742	– 7,3	– 11,0	– 7,7
93	Lac-Saint-Jean-Est	53 054	52 700	51 479	51 876	– 1,3	– 4,7	1,3
941	Saguenay	154 497	149 755	144 447	143 769	– 6,2	– 7,2	– 0,8
942	Le Fjord-du-Saguenay	19 948	20 019	20 138	21 163	0,7	1,2	8,3
03	**Capitale-Nationale**	**643 377**	**651 552**	**668 733**	**707 984**	**2,5**	**5,2**	**9,5**
15	Charlevoix-Est	17 162	16 928	16 437	16 124	– 2,7	– 5,9	– 3,2
16	Charlevoix	13 612	13 419	13 219	13 166	– 2,9	– 3,0	– 0,7
20	L'Île-d'Orléans	6 977	6 903	6 873	6 949	– 2,1	– 0,9	1,8
21	La Côte-de-Beaupré	21 911	21 414	23 226	25 379	– 4,6	16,2	14,8
22	La Jacques-Cartier	25 218	27 016	30 205	36 581	13,8	22,3	31,8
23	Québec	512 701	520 042	531 997	560 006	2,8	4,5	8,5
34	Portneuf	45 796	45 830	46 776	49 779	0,1	4,1	10,4
04	**Mauricie**	**264 581**	**260 037**	**260 315**	**263 269**	**– 3,5**	**0,2**	**1,9**
35	Mékinac	13 643	13 045	12 682	12 170	– 9,0	– 5,6	– 6,9
36	Shawinigan	54 565	52 998	52 040	49 831	– 5,8	– 3,6	– 7,2
371	Trois-Rivières	126 352	124 673	127 196	131 436	– 2,7	4,0	5,5
372	Les Chenaux	17 280	17 537	17 061	17 904	3,0	– 5,5	8,0
51	Maskinongé	36 242	35 641	35 804	36 695	– 3,3	0,9	4,1
90	La Tuque	16 499	16 143	15 532	15 233	– 4,4	– 7,7	– 3,2
05	**Estrie**	**282 671**	**291 382**	**301 017**	**315 487**	**6,1**	**6,5**	**7,8**
30	Le Granit	21 579	22 200	22 481	22 185	5,7	2,5	– 2,2
40	Les Sources	15 183	14 812	14 489	14 512	– 4,9	– 4,4	0,3
41	Le Haut-Saint-François	21 664	21 813	21 713	21 912	1,4	– 0,9	1,5
42	Le Val-Saint-François	28 735	28 923	29 224	29 452	1,3	2,1	1,3
43	Sherbrooke	136 902	141 681	148 993	161 253	6,9	10,1	13,2
44	Coaticook	18 483	18 771	18 582	18 432	3,1	– 2,0	– 1,4
45	Memphrémagog	40 125	43 182	45 535	47 741	14,7	10,6	7,9
06	**Montréal**	**1 797 912**	**1 850 521**	**1 873 608**	**1 981 672**	**5,8**	**2,5**	**9,3**
66	Montréal	1 797 912	1 850 521	1 873 608	1 981 672	5,8	2,5	9,3
07	**Outaouais**	**311 733**	**322 934**	**344 861**	**372 329**	**7,1**	**13,1**	**12,8**
80	Papineau	20 603	20 794	21 961	21 921	1,8	10,9	– 0,3
81	Gatineau	220 639	231 329	244 706	266 535	9,5	11,2	14,2
82	Les Collines-de-l'Outaouais	34 186	36 010	42 511	49 282	10,4	33,1	24,6
83	La Vallée-de-la-Gatineau	20 523	19 979	20 922	20 526	– 5,4	9,2	– 3,2
84	Pontiac	15 782	14 822	14 761	14 065	– 12,5	– 0,8	– 8,0

Tableau 14.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC[1], régions administratives et ensemble du Québec, 1996-2012[p]

Code	MRC par région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[2]		
		1996	2001	2006	2012[p]	1996-2001	2001-2006	2006-2012[p]
		n				pour 1 000		
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**155 901**	**148 559**	**144 857**	**146 753**	**– 9,6**	**– 5,0**	**2,2**
85	Témiscamingue	18 259	17 812	17 080	16 344	– 5,0	– 8,4	– 7,3
86	Rouyn-Noranda	43 165	40 320	40 256	41 247	– 13,6	– 0,3	4,1
87	Abitibi-Ouest	23 864	22 326	20 892	20 759	– 13,3	– 13,3	– 1,1
88	Abitibi	25 618	25 033	24 440	25 000	– 4,6	– 4,8	3,8
89	La Vallée-de-l'Or	44 995	43 068	42 199	43 403	– 8,8	– 4,1	4,7
09	**Côte-Nord**	**104 643**	**99 479**	**96 559**	**95 647**	**– 10,1**	**– 6,0**	**– 1,6**
95	La Haute-Côte-Nord	13 615	13 133	12 352	11 515	– 7,2	– 12,3	– 11,7
96	Manicouagan	36 739	34 188	33 241	32 086	– 14,4	– 5,6	– 5,9
971	Sept-Rivières	36 964	35 378	35 018	36 119	– 8,8	– 2,0	5,2
972	Caniapiscau	4 488	4 243	3 991	4 274	– 11,2	– 12,2	11,4
981	Minganie	7 010	6 830	6 405	6 462	– 5,2	– 12,8	1,5
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	5 827	5 707	5 552	5 191	– 4,2	– 5,5	– 11,2
10	**Nord-du-Québec**	**39 050**	**39 325**	**40 271**	**42 993**	**1,4**	**4,8**	**10,9**
991	Jamésie	18 691	16 631	14 984	14 468	– 23,3	– 20,8	– 5,8
992	Kativik	8 820	9 820	10 955	12 263	21,5	21,9	18,8
993	Eeyou Istchee[3]	11 539	12 874	14 332	16 262	21,9	21,4	21,0
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**106 404**	**98 599**	**95 162**	**92 536**	**– 15,2**	**– 7,1**	**– 4,7**
01	Les Îles-de-la-Madeleine	13 943	13 058	13 166	12 824	– 13,1	1,6	– 4,4
02	Le Rocher-Percé	21 608	19 607	18 465	17 586	– 19,4	– 12,0	– 8,1
03	La Côte-de-Gaspé	21 078	18 855	17 944	17 727	– 22,3	– 9,9	– 2,0
04	La Haute-Gaspésie	13 906	12 936	12 355	11 751	– 14,5	– 9,2	– 8,4
05	Bonaventure	19 787	18 597	17 985	17 630	– 12,4	– 6,7	– 3,3
06	Avignon	16 082	15 546	15 247	15 018	– 6,8	– 3,9	– 2,5
12	**Chaudière-Appalaches**	**385 705**	**390 845**	**396 948**	**408 188**	**2,6**	**3,1**	**4,7**
17	L'Islet	20 083	19 725	18 951	18 364	– 3,6	– 8,0	– 5,2
18	Montmagny	24 102	23 865	23 288	22 810	– 2,0	– 4,9	– 3,5
19	Bellechasse	33 868	33 990	33 672	34 838	0,7	– 1,9	5,7
251	Lévis	119 972	124 523	131 464	138 874	7,4	10,8	9,1
26	La Nouvelle-Beauce	30 276	31 295	31 752	33 839	6,6	2,9	10,6
27	Robert-Cliche	18 967	19 147	18 920	18 628	1,9	– 2,4	– 0,8
28	Les Etchemins	18 600	18 066	17 670	16 931	– 5,8	– 4,4	– 7,1
29	Beauce-Sartigan	46 992	48 835	50 083	51 400	7,7	5,0	4,3
31	Les Appalaches	45 571	44 043	43 515	42 717	– 6,8	– 2,4	– 3,1
33	Lotbinière	27 274	27 356	27 633	29 587	0,6	2,0	11,4
13	**Laval**	**334 918**	**350 287**	**372 409**	**409 718**	**9,0**	**12,2**	**15,9**
65	Laval	334 918	350 287	372 409	409 718	9,0	12,2	15,9
14	**Lanaudière**	**380 827**	**396 386**	**433 778**	**476 941**	**8,0**	**18,0**	**15,8**
52	D'Autray	38 213	39 174	40 654	42 135	5,0	7,4	6,0
60	L'Assomption	103 680	105 974	110 798	120 241	4,4	8,9	13,6
61	Joliette	53 580	55 283	58 801	63 752	6,3	12,3	13,5
62	Matawinie	41 865	44 039	49 959	52 288	10,1	25,2	7,6
63	Montcalm	38 649	39 517	43 091	47 949	4,4	17,3	17,8
64	Les Moulins	104 840	112 399	130 475	150 576	13,9	29,8	23,8

Tableau 14.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC[1], régions administratives et ensemble du Québec, 1996-2012[p]

Code	MRC par région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[2]		
		1996	2001	2006	2012[p]	1996-2001	2001-2006	2006-2012[p]
		n				pour 1 000		
15	**Laurentides**	**439 611**	**472 923**	**518 395**	**563 139**	**14,6**	**18,3**	**13,8**
72	Deux-Montagnes	81 304	84 510	89 811	96 672	7,7	12,2	12,3
73	Thérèse-De Blainville	121 159	133 357	144 788	154 060	19,2	16,4	10,3
74	Mirabel	23 050	27 991	35 309	42 875	38,7	46,2	32,3
75	La Rivière-du-Nord	85 112	92 336	102 725	117 673	16,3	21,3	22,6
76	Argenteuil	28 992	29 497	30 167	30 746	3,5	4,5	3,2
77	Les Pays-d'en-Haut	28 712	31 657	36 762	40 312	19,5	29,8	15,4
78	Les Laurentides	36 929	39 447	43 198	45 049	13,2	18,2	7,0
79	Antoine-Labelle	34 353	34 128	35 635	35 752	– 1,3	8,6	0,5
16	**Montérégie**	**1 282 798**	**1 313 169**	**1 383 020**	**1 470 252**	**4,7**	**10,4**	**10,2**
46	Brome-Missisquoi	50 925	51 926	53 063	55 801	3,9	4,3	8,4
47	La Haute-Yamaska	73 719	75 877	80 176	85 380	5,8	11,0	10,5
48	Acton	15 520	15 456	15 408	15 201	– 0,8	– 0,6	– 2,3
53	Pierre-De Saurel	52 926	50 982	50 133	50 150	– 7,5	– 3,4	0,1
54	Les Maskoutains	79 804	80 484	81 362	84 046	1,7	2,2	5,4
55	Rouville	30 564	30 556	31 700	34 470	– 0,1	7,4	14,0
56	Le Haut-Richelieu	98 938	102 792	109 941	114 515	7,6	13,4	6,8
57	La Vallée-du-Richelieu	94 915	98 108	107 950	117 199	6,6	19,1	13,7
58	Longueuil	376 732	379 323	388 817	410 314	1,4	4,9	9,0
59	Marguerite-D'Youville	61 945	65 367	70 630	73 834	10,8	15,5	7,4
67	Roussillon	141 543	149 390	161 150	176 207	10,8	15,1	14,9
68	Les Jardins-de-Napierville	23 268	23 272	24 403	26 202	0,0	9,5	11,8
69	Le Haut-Saint-Laurent	24 685	24 926	25 034	24 653	1,9	0,9	– 2,6
70	Beauharnois-Salaberry	60 576	60 294	61 164	62 598	– 0,9	2,9	3,9
71	Vaudreuil-Soulanges	96 738	104 416	122 089	139 682	15,3	31,2	22,4
17	**Centre-du-Québec**	**217 889**	**222 745**	**225 929**	**235 005**	**4,4**	**2,8**	**6,6**
32	L'Érable	25 015	24 459	23 255	22 893	– 4,5	– 10,1	– 2,6
38	Bécancour	19 927	19 428	18 906	19 710	– 5,1	– 5,4	6,9
39	Arthabaska	63 818	65 337	66 777	70 120	4,7	4,4	8,1
49	Drummond	85 144	89 590	93 881	99 590	10,2	9,4	9,8
50	Nicolet-Yamaska	23 985	23 931	23 110	22 692	– 0,5	– 7,0	– 3,0
	Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**8 054 756**	**4,1**	**6,3**	**9,0**

Note : Les taux de la période 2006-2012 couvrent une période de six ans, alors que l'amplitude des deux périodes précédentes est de cinq ans. Les taux d'accroissement sont toutefois annualisés, ce qui permet la comparaison du rythme de la croissance d'une période à l'autre. Les périodes sont définies en fonction des années de recensement qui balisent les estimations de population utilisées. Les estimations actuellement disponibles pour les années 2006-2012 ont comme point de départ les comptes du Recensement de 2006. Elles seront révisées en 2014 pour s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011. Comme il est possible que certains résultats changent à la suite de ces révisions, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions au cours de cette période.

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.
2. Calculé par rapport à la population moyenne de la période.
3. Nouveau toponyme officiel à venir.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2013), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

14.2 Revenu disponible des ménages par habitant

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Au chapitre 6.2, il était question de l'évolution récente du revenu disponible des ménages dans l'ensemble des régions administratives. Afin d'obtenir un portrait plus complet, la présente section traite du revenu disponible des ménages à une échelle géographique encore plus fine, soit les MRC. En plus de faire ressortir les points saillants des résultats de la dernière année étudiée – 2011 –, le présent article met en relief les différences de revenu qui existent entre les territoires supralocaux de chacune des régions.

Le revenu disponible des ménages continue d'augmenter dans la quasi-totalité des MRC

En 2011, le revenu disponible des ménages par habitant croît en regard de 2010 dans l'ensemble des MRC, à l'exception d'Arthabaska et des Pays-d'en-Haut où il recule de 0,3 % et de 0,2 % respectivement. Dans la première MRC, la baisse est attribuable essentiellement au repli du revenu mixte net, tandis que dans Les Pays-d'en-Haut la diminution du revenu des ménages s'explique principalement par la baisse du revenu net de la propriété.

Sur les 104 MRC qui composent le Québec, 48 connaissent une croissance du revenu disponible des ménages par habitant supérieure à la moyenne provinciale (+ 2,6 %). La hausse la plus prononcée a été enregistrée dans Abitibi-Ouest (+ 7,2 %). La forte progression dans ce territoire supralocal est principalement due à la hausse marquée de la rémunération des salariés et du revenu mixte net. D'ailleurs, l'ensemble des MRC de la région de l'Abitibi-Témiscamingue affiche une croissance supérieure à la moyenne québécoise. Outre Abitibi-Ouest, les augmentations les plus remarquables dans la région sont observées dans Rouyn-Noranda et le Témiscamingue où le revenu disponible des ménages s'accroît de 6,6 % et de 5,8 % respectivement.

On observe aussi des hausses supérieures à la moyenne québécoise dans tous les territoires supralocaux de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, particulièrement dans La Haute-Gaspésie (+ 4,9 %), Les Îles-de-la-Madeleine (+ 4,4 %) et La Côte-de-Gaspé (+ 4,3 %). La croissance substantielle de la rémunération des salariés, principale composante des revenus primaires, est à l'origine de la forte progression dans ces trois territoires maritimes.

On note aussi que plusieurs MRC de la région de la Côte-Nord présentent une augmentation importante du revenu disponible des ménages en 2011. La hausse la plus spectaculaire a été enregistrée dans la MRC de Minganie (+ 7,1 %) – deuxième plus forte croissance au Québec – stimulée, notamment, par

Tableau 14.2.1

Les 25 MRC présentant le revenu disponible des ménages par habitant le plus élevé en 2011 et changement de rang par rapport à 2010

Rang	MRC	Revenu disponible des ménages par habitant ($/hab.)	Changement de rang
1	Caniapiscau	37 562	↔
2	La Jacques-Cartier	32 125	↔
3	La Vallée-du-Richelieu	30 520	↑1
4	Les Pays-d'en-Haut	30 504	↓1
5	Thérèse-De Blainville	29 717	↑1
6	L'Île-d'Orléans	29 661	↓1
7	Rouyn-Noranda	29 384	↑2
8	Marguerite-D'Youville	29 261	↓1
9	Sept-Rivières	28 315	↓1
10	Vaudreuil-Soulanges	28 258	↔
11	Minganie	28 186	↑7
12	La Vallée-de-l'Or	27 989	↑1
13	La Côte-de-Beaupré	27 868	↑2
14	Lévis	27 707	↓3
15	Jamésie	27 685	↑1
16	Longueuil	27 649	↓4
17	Les Collines-de-l'Outaouais	27 370	↓3
18	Mirabel	26 866	↑8
19	L'Assomption	26 716	↓2
20	Montréal	26 567	↑5
21	Québec	26 436	↓1
22	Memphrémagog	26 433	↓3
23	Rouville	26 393	↓2
24	Gatineau	26 368	↔
25	Les Moulins	26 355	↓3

Note: Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale; Régie des rentes du Québec; Ressources humaines et Développement des compétences Canada; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

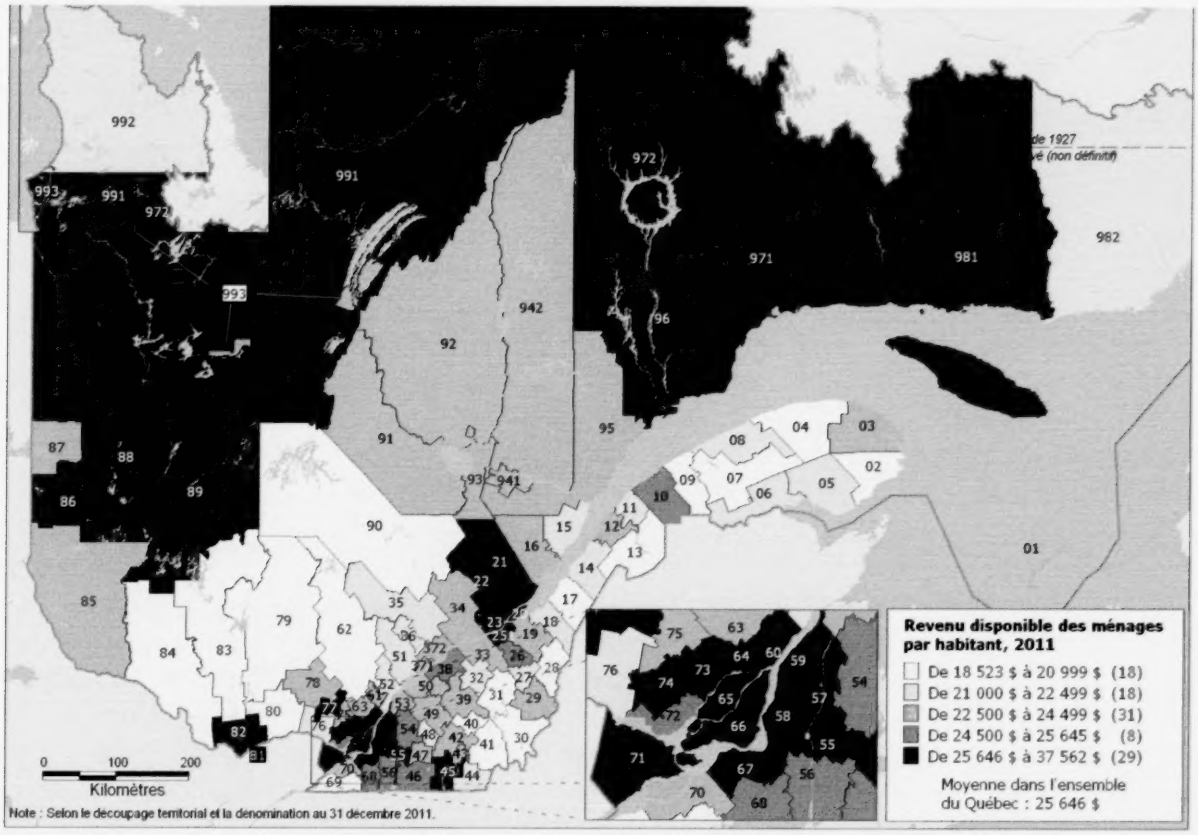
la construction du complexe hydroélectrique de 1 550 MW sur la rivière Romaine, l'un des plus gros chantiers au Québec. La MRC de Caniapiscau (+ 5,6 %) connaît également une croissance marquée en 2011, et qui s'explique, en bonne partie, par l'intensification des activités minières dans la municipalité de Fermont.

Croissance modeste dans les MRC de la Mauricie

En revanche, la grande majorité des MRC de la Mauricie affiche un faible taux de croissance du revenu disponible des ménages par habitant en 2011. C'est particulièrement le cas de Shawinigan, où le revenu disponible croît de 0,2 % par rapport à 2010, sous l'effet conjugué d'une hausse modeste de la rémunération des salariés et de la diminution du revenu net de la propriété. En fait, dans la région, seule La Tuque (+ 2,8 %) enregistre un taux de croissance du revenu disponible des ménages supérieur à la moyenne provinciale. Ce sont les revenus mixtes nets et les transferts reçus par les ménages en provenance des administrations publiques qui ont dynamisé le revenu disponible dans cette dernière MRC.

Carte 14.2.1

Revenu disponible des ménages par habitant, MRC du Québec, 2011



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale; ministère des Ressources naturelles; Régie des rentes du Québec; Ressources humaines et Développement des compétences Canada; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Revenu disponible élevé dans Caniapiscau

Pour une troisième année consécutive, la MRC de Caniapiscau est celle qui affiche le revenu disponible des ménages par habitant le plus élevé au Québec, soit 37 562 $. Elle est suivie, de loin, à ce chapitre par La Jacques-Cartier (32 125 $), La Vallée-du-Richelieu (30 520 $) et Les Pays-d'en-Haut (30 504 $). Comme l'illustre la carte 14.2.1, les MRC présentant les niveaux de revenu les plus élevés se concentrent essentiellement dans les régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de Gatineau, de même que dans les régions minières du Nord-du-Québec, de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue.

En revanche, les territoires supralocaux qui enregistrent les revenus disponibles des ménages par habitant les plus faibles se concentrent principalement dans la péninsule gaspésienne, au Bas-Saint-Laurent, dans le sud-est de l'Estrie, dans le nord de l'Outaouais, dans le sud-est de la région de Chaudière-Appalaches ainsi qu'en Haute-Mauricie. D'ailleurs, c'est la MRC de Pontiac en Outaouais qui présente, pour une cinquième année d'affilée, le revenu disponible des ménages par habitant le plus bas de la province, soit 18 523 $. Notons que parmi les 20 MRC ayant les niveaux de revenu les plus faibles au Québec, trois sont situées en Outaouais et quatre dans le Bas-Saint-Laurent.

Disparités de revenu importantes dans la Côte-Nord

Comme illustré à la figure 14.2.1, les inégalités de revenu entre les MRC varient énormément d'une région à l'autre. L'écart le plus important entre les territoires supralocaux d'une même région est observé dans la Côte-Nord. En 2011, le revenu disponible des ménages par habitant de Caniapiscau (37 562 $) est près de deux fois supérieur à celui du Golfe-du-Saint-Laurent (21 843 $). Depuis les trois dernières années, l'écart de revenu s'est creusé entre ces deux MRC en raison de la croissance fulgurante des salaires dans Caniapiscau stimulée, entre autres, par l'intensification des activités minières.

Les régions des Laurentides et de la Montérégie continuent, elles aussi, à être marquées par de grands écarts de revenu. Dans les Laurentides, le revenu disponible des résidants des Pays-d'en-Haut est supérieur de 50 %, en moyenne, à celui des habitants de la MRC d'Antoine-Labelle, située à l'extrême nord de la région et qui est marquée par un taux de travailleurs des 25-64 ans parmi les plus faibles du Québec. Quant à la Montérégie, les différences de revenu demeurent importantes, notamment entre les territoires supralocaux situés à proximité de l'île de Montréal, comme La Vallée-du-Richelieu (30 520 $) et Marguerite-D'Youville (29 261 $), et les MRC les plus éloignées, telles que Le Haut-Saint-Laurent (20 205 $) et Acton (21 834 $).

Les inégalités de revenu sont aussi relativement fortes entre les territoires supralocaux de la Capitale-Nationale. Les deux MRC de l'est de la région, à savoir Charlevoix-Est (21 548 $) et Charlevoix (23 068 $), ont un revenu disponible inférieur à celles de La Jacques-Cartier (32 125 $) et de L'Île-d'Orléans (29 661 $). Le retard historique des deux MRC de l'est de la Capitale-Nationale est attribuable, en grande partie, à la rémunération des salariés et au taux de travailleurs qui sont largement moindres que dans le reste de la région.

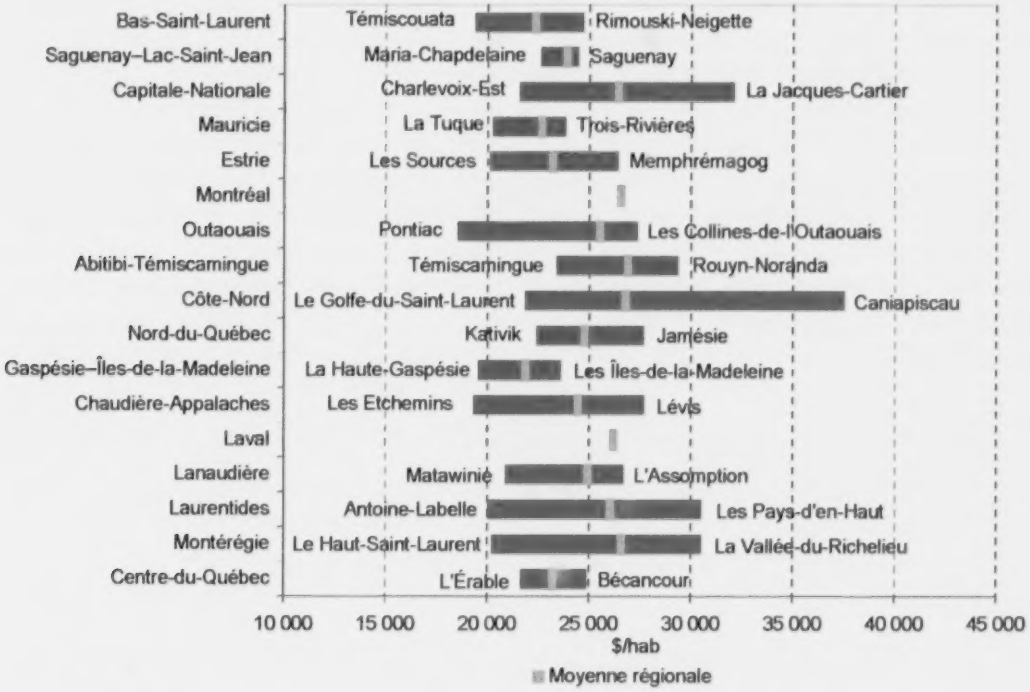
En ce qui a trait à l'Outaouais, elle continue de se caractériser par des disparités de revenu importantes entre les MRC du nord et celles du sud. En 2011, la différence de revenu entre les territoires supralocaux situés en partie ou en totalité dans la région métropolitaine d'Ottawa-Gatineau et les MRC du nord de l'Outaouais est de plus de 6 000 $ par habitant. Le taux de travailleurs particulièrement faible dans Pontiac, Papineau et La Vallée-de-la-Gatineau apparaît comme la principale cause de ce clivage nord-sud.

Dans la région de Lanaudière, un clivage nord-sud est aussi observé, quoique dans une moindre mesure qu'en Outaouais. Dans cette région, l'écart de revenu est de plus de 5 300 $, par habitant, entre la MRC qui affiche le revenu disponible le plus élevé de la région, L'Assomption (26 716 $), et celle présentant le revenu le plus faible, soit la Matawinie (20 892 $). Néanmoins, les disparités de revenu tendent à s'amenuiser légèrement dans la région lanaudoise, depuis les trois dernières années, en raison du fait que la situation du marché du travail s'est embellie dans la MRC de Matawinie.

À l'opposé, les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Mauricie et du Centre-du-Québec se caractérisent par un niveau de revenu relativement homogène. Dans ces régions, les écarts entre les MRC présentant le revenu disponible le plus élevé et celles présentant le plus faible sont de moins de 3 600 $ par habitant. Par contre, l'ensemble des MRC des trois régions mentionnées précédemment continue d'accuser un retard par rapport à la moyenne provinciale au chapitre du revenu disponible des ménages par habitant.

Figure 14.2.1

Écarts entre les MRC affichant le revenu disponible des ménages par habitant le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2011



Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, Commission de la santé et de la sécurité du travail, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Régie des rentes du Québec, Ressources humaines et Développement des compétences Canada, Revenu Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Société de l'assurance automobile du Québec, Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 14.2.2

Revenu disponible des ménages par habitant, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

Code	MRC par région administrative	2007	2008	2009	2010	2011[p]	Variation 2011/2010	TCAM 2011/2007
		$/hab.					%	
01	**Bas-Saint-Laurent**	**19 937**	**20 954**	**21 456**	**21 804**	**22 345**	**2,5**	**2,9**
07	La Matapédia	17 820	18 653	19 167	19 701	20 374	3,4	3,4
08	Matane	19 503	21 938	20 880	21 711	22 025	1,4	3,1
09	La Mitis	18 316	19 469	19 936	20 354	20 703	1,7	3,1
10	Rimouski-Neigette	22 282	23 204	23 920	23 906	24 703	3,3	2,6
11	Les Basques	18 396	18 979	19 768	20 325	21 139	4,0	3,5
12	Rivière-du-Loup	21 178	21 781	22 682	22 961	23 349	1,7	2,5
13	Témiscouata	17 351	18 086	18 829	19 227	19 374	0,8	2,8
14	Kamouraska	19 213	20 077	20 581	20 996	21 558	2,7	2,9
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**21 221**	**21 849**	**22 566**	**23 198**	**23 887**	**3,0**	**3,0**
91	Le Domaine-du-Roy	20 606	20 898	21 508	21 852	23 022	5,4	2,8
92	Maria-Chapdelaine	20 349	21 036	21 116	21 491	22 599	5,2	2,7
93	Lac-Saint-Jean-Est	21 192	21 678	22 434	23 068	23 696	2,7	2,8
941	Saguenay	21 760	22 495	23 342	24 005	24 458	1,9	3,0
942	Le Fjord-du-Saguenay	19 536	20 226	20 901	22 058	23 279	5,5	4,5
03	**Capitale-Nationale**	**24 103**	**24 920**	**25 706**	**25 904**	**26 431**	**2,0**	**2,3**
15	Charlevoix-Est	19 586	20 505	21 294	21 288	21 548	1,2	2,4
16	Charlevoix	20 647	21 019	21 490	22 663	23 068	1,8	2,8
20	L'Île-d'Orléans	26 220	28 859	28 897	29 434	29 661	0,8	3,1
21	La Côte-de-Beaupré	24 347	25 226	26 344	26 826	27 868	3,9	3,4
22	La Jacques-Cartier	27 278	29 190	30 018	30 960	32 125	3,8	4,2
23	Québec	24 389	25 126	25 907	25 985	26 436	1,7	2,0
34	Portneuf	20 845	21 534	22 286	22 863	23 567	3,1	3,1
04	**Mauricie**	**20 819**	**21 464**	**21 960**	**22 319**	**22 664**	**1,5**	**2,1**
35	Mékinac	20 017	20 504	20 637	21 072	21 396	1,5	1,7
36	Shawinigan	19 477	20 007	20 642	20 962	21 002	0,2	1,9
371	Trois-Rivières	21 911	22 490	23 004	23 428	23 833	1,7	2,1
372	Les Chenaux	20 751	21 538	21 785	22 510	22 864	1,6	2,5
51	Maskinongé	20 155	21 238	21 641	21 678	22 124	2,1	2,4
90	La Tuque	18 552	18 970	19 552	19 699	20 243	2,8	2,2
05	**Estrie**	**21 343**	**21 978**	**22 250**	**22 707**	**23 180**	**2,1**	**2,1**
30	Le Granit	19 540	19 889	20 075	20 408	20 765	1,7	1,5
40	Les Sources	18 669	19 539	20 154	19 739	20 086	1,8	1,8
41	Le Haut-Saint-François	18 344	18 873	19 319	19 861	20 584	3,6	2,9
42	Le Val-Saint-François	22 000	23 468	23 147	23 215	24 219	4,3	2,4
43	Sherbrooke	21 659	22 107	22 385	22 789	23 201	1,8	1,7
44	Coaticook	19 158	19 629	20 241	21 095	21 418	1,5	2,8
45	Memphrémagog	23 922	24 808	25 108	26 085	26 433	1,3	2,5
06	**Montréal**	**24 988**	**25 643**	**25 528**	**25 596**	**26 567**	**3,8**	**1,5**
66	Montréal	24 988	25 643	25 528	25 596	26 567	3,8	1,5
07	**Outaouais**	**22 638**	**23 392**	**24 506**	**24 866**	**25 523**	**2,6**	**3,0**
80	Papineau	18 309	18 997	19 914	20 323	20 896	2,8	3,4
81	Gatineau	23 406	24 167	25 291	25 646	26 368	2,8	3,0
82	Les Collines-de-l'Outaouais	24 776	25 676	27 017	26 921	27 370	1,7	2,5
83	La Vallée-de-la-Gatineau	17 733	17 924	19 013	19 705	20 099	2,0	3,2
84	Pontiac	16 750	17 391	17 545	18 289	18 523	1,3	2,5

Tableau 14.2.2 (suite)

Revenu disponible des ménages par habitant, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

Code	MRC par région administrative	2007	2008	2009	2010	2011[p]	Variation 2011/2010	TCAM 2011/2007
		$/hab.					%	
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**22 584**	**23 781**	**24 308**	**25 550**	**26 907**	**5,3**	**4,5**
85	Témiscamingue	20 226	21 163	21 293	22 113	23 398	5,8	3,7
86	Rouyn-Noranda	24 446	25 725	26 107	27 560	29 384	6,6	4,7
87	Abitibi-Ouest	20 211	21 036	21 391	22 372	23 977	7,2	4,4
88	Abitibi	21 840	23 153	23 658	24 775	25 692	3,7	4,1
89	La Vallée-de-l'Or	23 343	24 659	25 558	26 947	27 989	3,9	4,6
09	**Côte-Nord**	**23 037**	**24 077**	**24 739**	**26 152**	**26 789**	**2,4**	**3,8**
95	La Haute-Côte-Nord	19 269	19 891	20 955	22 072	22 737	3,0	4,2
96	Manicouagan	23 387	23 936	24 419	25 385	25 669	1,1	2,4
971	Sept-Rivières	23 931	25 283	25 886	27 794	28 315	1,9	4,3
972	Caniapiscau	33 051	34 687	33 574	35 580	37 562	5,6	3,2
981	Minganie	21 418	23 286	25 058	26 314	28 186	7,1	7,1
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	18 162	19 206	20 184	21 331	21 843	2,4	4,7
10	**Nord-du-Québec**	**21 468**	**47 729**	**23 619**	**24 094**	**24 753**	**2,7**	**3,6**
991	Jamésie	23 905	26 290	26 259	26 738	27 685	3,5	3,7
992	Kativik	19 027	21 105	20 859	21 251	22 415	5,5	4,2
993	Eeyou Istchee'	20 839	89 191	23 172	23 765	23 813	0,2	3,4
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**18 901**	**19 736**	**20 516**	**21 002**	**21 857**	**4,1**	**3,7**
01	Les Îles-de-la-Madeleine	20 786	21 431	22 459	22 610	23 606	4,4	3,2
02	Le Rocher-Percé	17 675	18 580	19 589	19 964	20 724	3,8	4,1
03	La Côte-de-Gaspé	20 347	21 025	21 683	21 960	22 907	4,3	3,0
04	La Haute-Gaspésie	16 988	17 862	17 973	18 636	19 545	4,9	3,6
05	Bonaventure	18 816	19 807	20 692	21 376	22 247	4,1	4,3
06	Avignon	18 686	19 546	20 394	21 153	21 817	3,1	3,9
12	**Chaudière-Appalaches**	**22 264**	**23 067**	**23 616**	**24 028**	**24 444**	**1,7**	**2,4**
17	L'Islet	18 693	19 247	19 847	20 328	20 805	2,3	2,7
18	Montmagny	19 870	20 595	20 825	21 343	21 692	1,6	2,2
19	Bellechasse	21 479	22 335	22 959	23 543	24 236	2,9	3,1
251	Lévis	25 362	26 208	27 022	27 198	27 707	1,9	2,2
26	La Nouvelle-Beauce	22 947	24 003	24 499	24 868	25 543	2,7	2,7
27	Robert-Cliche	20 310	21 062	21 560	21 839	22 175	1,5	2,2
28	Les Etchemins	17 506	18 118	18 806	19 045	19 306	1,4	2,5
29	Beauce-Sartigan	22 012	22 262	22 451	23 101	23 355	1,1	1,5
31	Les Appalaches	19 199	20 156	20 423	20 780	20 950	0,8	2,2
33	Lotbinière	21 575	22 686	22 989	23 965	24 012	0,2	2,7
13	**Laval**	**24 313**	**25 237**	**25 344**	**25 682**	**26 196**	**2,0**	**1,9**
65	Laval	24 313	25 237	25 344	25 682	26 196	2,0	1,9
14	**Lanaudière**	**22 794**	**23 511**	**23 900**	**24 463**	**24 934**	**1,9**	**2,3**
52	D'Autray	20 412	20 817	21 202	21 869	22 242	1,7	2,2
60	L'Assomption	24 743	25 302	25 748	26 322	26 716	1,5	1,9
61	Joliette	22 607	23 486	23 703	24 272	24 452	0,7	2,0
62	Matawinie	18 783	19 132	19 768	20 283	20 892	3,0	2,7
63	Montcalm	21 155	21 915	22 290	22 833	23 441	2,7	2,6
64	Les Moulins	23 995	24 957	25 260	25 788	26 355	2,2	2,4

Tableau 14.2.2 (suite)

Revenu disponible des ménages par habitant, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

Code	MRC par région administrative	2007	2008	2009	2010	2011[p]	Variation 2011/2010	TCAM 2011/2007
		$/hab.					%	
15	**Laurentides**	**23 902**	**24 614**	**25 043**	**25 595**	**26 045**	**1,8**	**2,2**
72	Deux-Montagnes	23 275	24 083	24 362	24 940	25 267	1,3	2,1
73	Thérèse-De Blainville	27 431	28 116	28 692	29 392	29 717	1,1	2,0
74	Mirabel	23 731	24 483	24 978	25 594	26 866	5,0	3,2
75	La Rivière-du-Nord	21 926	22 864	23 071	23 340	23 983	2,8	2,3
76	Argenteuil	20 141	20 742	20 901	21 773	22 290	2,4	2,6
77	Les Pays-d'en-Haut	28 553	29 296	29 488	30 573	30 504	– 0,2	1,7
78	Les Laurentides	21 366	21 910	22 562	22 772	23 135	1,6	2,0
79	Antoine-Labelle	18 315	18 464	19 421	19 600	20 022	2,2	2,3
16	**Montérégie**	**24 303**	**24 932**	**25 487**	**26 014**	**26 598**	**2,2**	**2,3**
46	Brome-Missisquoi	..	..	23 693	24 661	25 322	2,7	..
47	La Haute-Yamaska	..	..	23 641	23 980	24 359	1,6	..
48	Acton	19 754	20 266	20 461	21 516	21 834	1,5	2,5
53	Pierre-De Saurel	21 999	22 730	23 083	23 305	24 108	3,4	2,3
54	Les Maskoutains	23 341	23 748	24 037	24 719	25 445	2,9	2,2
55	Rouville	23 501	24 768	25 271	25 814	26 393	2,2	2,9
56	Le Haut-Richelieu	23 184	23 519	24 217	24 758	25 060	1,2	2,0
57	La Vallée-du-Richelieu	27 385	28 299	28 629	29 459	30 520	3,6	2,7
58	Longueuil	25 744	26 418	26 762	27 149	27 649	1,8	1,8
59	Marguerite-D'Youville	26 547	27 433	28 397	29 010	29 261	0,9	2,5
67	Roussillon	23 588	24 245	24 605	25 144	25 694	2,2	2,2
68	Les Jardins-de-Napierville	23 703	24 614	24 011	24 731	25 521	3,2	1,9
69	Le Haut-Saint-Laurent	17 631	18 030	19 072	19 415	20 205	4,1	3,5
70	Beauharnois-Salaberry	21 077	21 779	22 247	22 596	22 992	1,8	2,2
71	Vaudreuil-Soulanges	26 212	26 599	26 959	27 462	28 258	2,9	1,9
17	**Centre-du-Québec**	**21 227**	**22 065**	**22 333**	**22 827**	**23 219**	**1,7**	**2,3**
32	L'Érable	20 014	20 498	20 783	21 431	21 631	0,9	2,0
38	Bécancour	21 580	22 835	23 296	23 991	24 918	3,9	3,7
39	Arthabaska	21 146	22 172	22 576	23 467	23 401	– 0,3	2,6
49	Drummond	21 604	22 339	22 516	22 618	23 177	2,5	1,8
50	Nicolet-Yamaska	20 833	21 534	21 580	22 217	22 996	3,5	2,5
	Ensemble du Québec	**23 480**	**24 347**	**24 606**	**24 988**	**25 646**	**2,6**	**2,2**

Note: Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.

1. Nouveau toponyme officiel à venir.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale; Régie des rentes du Québec; Ressources humaines et Développement des compétences Canada; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

14.3 Taux de travailleurs

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du developpement durable

La présente section fait un survol de la situation du marché du travail des 104 MRC du Québec, à l'aune du taux de travailleurs des 25-64 ans. En plus de comparer les données de 2011 avec celles de 2010 afin de mieux cerner l'évolution récente du marché du travail, cet article met en évidence les disparités, souvent importantes, qui subsistent entre les territoires supralocaux d'une même région.

La situation du marché du travail s'améliore dans la majorité des MRC

Le taux de travailleurs des 25-64 ans croît en 2011 pour une deuxième année consécutive au Québec, après s'être replié en 2009 en raison de la récession économique. Il augmente d'un demi-point de pourcentage par rapport à 2010 pour atteindre 73,3 %. La plupart des MRC profitent de la croissance survenue au Québec, particulièrement Mirabel où le taux de travailleurs grimpe de 2,2 points de pourcentage. On observe aussi des hausses marquées dans plusieurs MRC situées dans les régions ressources, telles qu'Abitibi-Ouest (+ 1,8 point), Kativik (+ 1,8 point) et Le Golfe-du-Saint-Laurent (+ 1,7 point). D'ailleurs, l'ensemble des MRC de la région de l'Abitibi-Témiscamingue connaît une croissance supérieure à la moyenne québécoise et qui est attribuable, en bonne partie, à la vigueur du secteur minier.

Tableau 14.3.1

Les 50 MRC présentant le plus haut taux de travailleurs des 25-64 ans en 2011 et changement de rang par rapport à 2010

Rang	MRC	Taux de travailleurs (%)	Changement de rang	Rang	MRC	Taux de travailleurs (%)	Changement de rang
1	Mirabel	87,1	↑1	26	Rouyn-Noranda	76,4	↑3
2	La Jacques-Cartier	86,8	↓1	27	Portneuf	76,3	↑7
3	Marguerite-D'Youville	85,7	↔	28	Le Haut-Richelieu	76,2	↓2
4	La Vallée-du-Richelieu	84,5	↑1	29	L'Érable	76,1	↑1
5	La Nouvelle-Beauce	83,8	↓1	30	La Vallée-de-l'Or	75,8	↑3
6	Les Moulins	83,3	↔	31	Minganie	75,8	↑2
7	Vaudreuil-Soulanges	83,0	↔	32	Beauce-Sartigan	75,6	↓3
8	Rouville	82,3	↔	33	Gatineau	75,6	↓8
9	Lévis	81,7	↔	34	Les Collines-de-l'Outaouais	75,4	↓3
10	L'Assomption	81,4	↑1	35	Arthabaska	75,2	↑2
11	Deux-Montagnes	81,4	↑2	36	Abitibi	74,9	↔
12	Les Jardins-de-Napierville	81,3	↔	37	Montcalm	74,8	↑8
13	La Côte-de-Beaupré	81,0	↓1	38	La Rivière-du-Nord	74,8	↑3
14	Roussillon	81,0	↑2	39	Le Val-Saint-François	74,7	↑2
15	Caniapiscau	80,6	↓5	40	Longueuil	74,7	↓2
16	Thérèse-De Blainville	80,4	↔	41	Manicouagan	74,5	↓4
17	Lotbinière	80,1	↔	42	Lac-Saint-Jean-Est	74,2	↑3
18	Bellechasse	80,0	↔	43	Québec	74,0	↓8
19	Kativik	79,8	↓1	44	Bécancour	74,0	↔
20	Laval	78,3	↔	45	Rimouski-Neigette	73,7	↑4
21	Les Maskoutains	78,2	↔	46	Charlevoix	73,6	↓1
22	Sept-Rivières	77,6	↔	47	Acton	73,6	↓4
23	Jamésie	77,2	↑1	48	Saguenay	73,5	↑6
24	Robert-Cliche	76,7	↓1	49	Rivière-du-Loup	73,4	↓6
25	La Haute-Yamaska	76,4	↑1	50	Nicolet-Yamaska	73,3	↑7

Note: Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Revenu Québec.

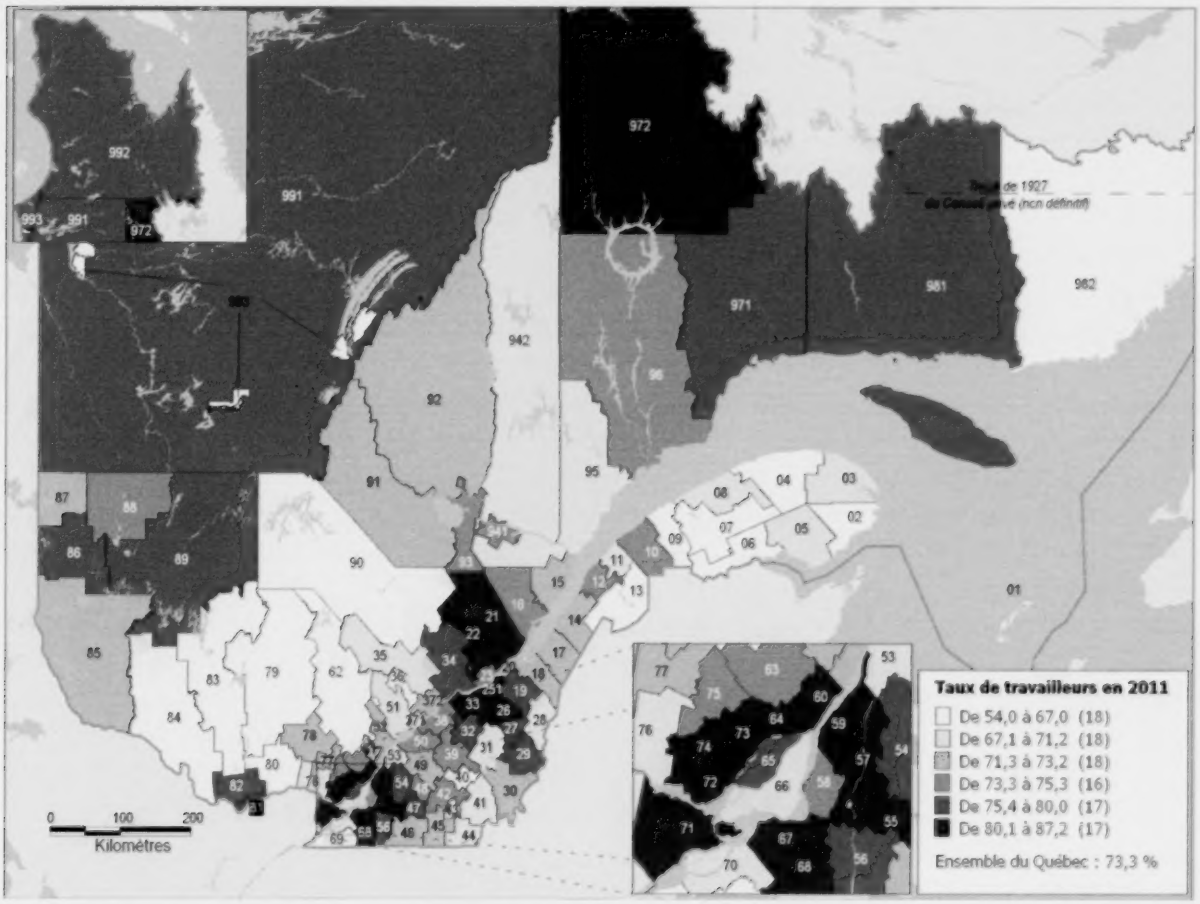
Le taux de travailleurs est aussi en forte progression dans les territoires supralocaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean, particulièrement dans la MRC de Maria-Chapdelaine et la ville de Saguenay où il croît respectivement de 1,6 et de 1,4 point de pourcentage par rapport à 2010. Grâce à cette croissance marquée, cette dernière affiche pour la première fois un taux de travailleurs supérieur à celui observé au Québec.

Dans la région du Centre-du-Québec, le marché du travail a également poursuivi son embellie. Toutes les MRC connaissent, en 2011, une croissance du taux de travailleurs supérieure à la moyenne québécoise. Nicolet-Yamaska et Arthabaska arrivent en tête des MRC de la région en raison d'un accroissement du taux de travailleurs de 1,6 et de 1,1 point de pourcentage respectivement.

En revanche, on constate une contraction du marché du travail dans 10 des 104 MRC de la province. La baisse la plus importante est enregistrée dans Eeyou Istchee, le taux de travailleurs fléchissant de 5,1 points de pourcentage en 2011, et ce, après avoir connu une croissance vigoureuse un an plus tôt. La baisse dans cette MRC du Nord-du-Québec affecte uniquement les 25-44 ans puisque chez les 45-64 ans on constate une légère augmentation du taux de travailleurs.

Carte 14.3.1

Taux de travailleurs des 25 à 64 ans, MRC du Québec, 2011



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Ressources naturelles; Revenu Québec.

On observe également, en 2011, une baisse du taux de travailleurs des 25-64 ans dans Sherbrooke et Québec, où il diminue de 0,6 et 0,3 point de pourcentage respectivement. Il s'agit d'une quatrième baisse annuelle consécutive pour ces deux territoires. Le déclin du secteur manufacturier semble être à l'origine de la diminution dans Sherbrooke. Quant à Québec, la baisse est due à l'augmentation plus rapide de la population des 25-64 ans que du nombre de travailleurs du même groupe d'âge. Tandis que Québec voit son taux de travailleurs diminué, les MRC avoisinantes connaissent une croissance marquée. C'est le cas des MRC de Portneuf (+ 1,7 point), de La Jacques-Cartier (+ 0,9 point), de La Côte-de-Beaupré (+ 0,6 point) ainsi que de Lévis (+ 0,6 point).

Taux de travailleurs élevés dans les couronnes de Montréal et de Québec

En 2011, 49 MRC ont un taux de travailleurs supérieur à celui observé au Québec (73,3 %). Grâce une croissance vigoureuse en 2011, Mirabel présente pour la première fois depuis 2002 le taux de travailleurs le plus élevé de la province, soit 87,1 %. Elle est suivie à cet égard par La Jacques-Cartier (86,8 %), Marguerite-D'Youville (85,7 %) et La Vallée-du-Richelieu (84,5 %). D'ailleurs, comme l'illustre la carte 14.3.1, les territoires supralocaux qui présentent les plus hauts taux de travailleurs se concentrent essentiellement autour des noyaux urbains de Montréal et de Québec. Parmi les 15 MRC et TE affichant les taux les plus élevés, 14 sont situés à proximité de ces noyaux urbains, l'exception étant Caniapiscau (80,6 %) sur la Côte-Nord dont l'économie repose largement sur l'exploitation du minerai de fer.

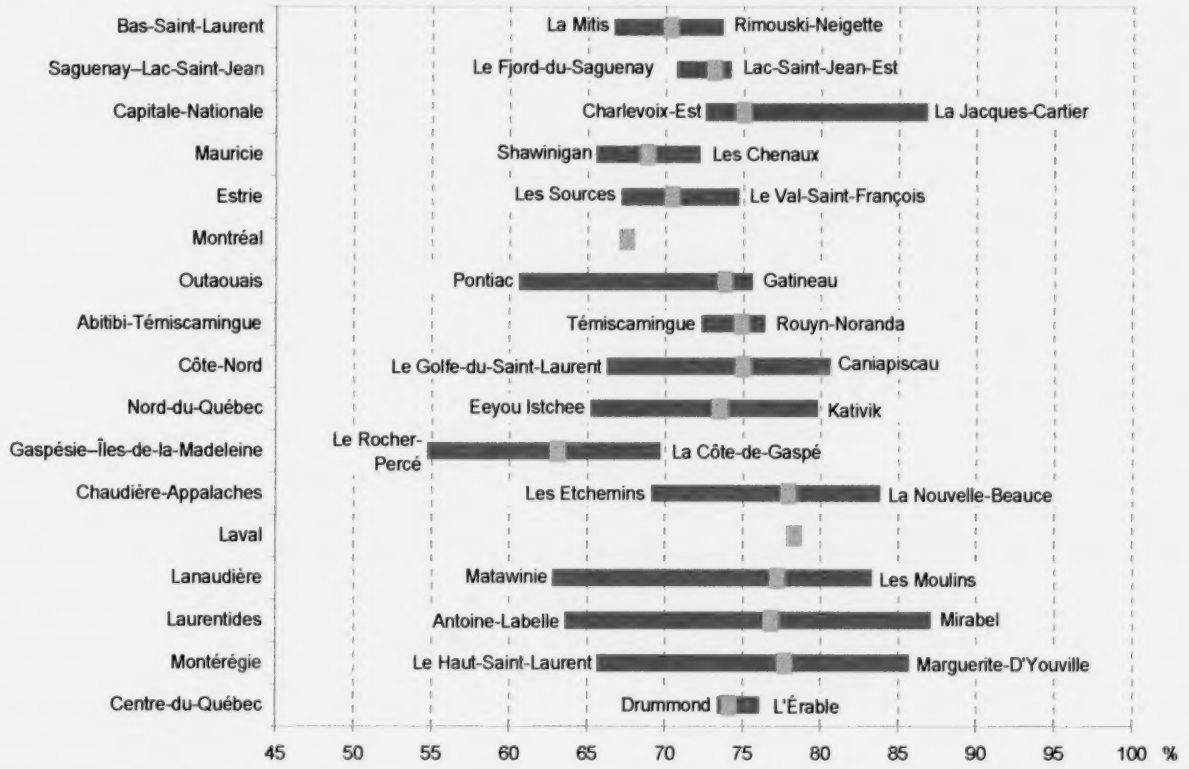
Montréal qui compte de loin le plus grand nombre de travailleurs (769 037) présente, contrairement aux MRC environnantes, un taux de travailleurs largement plus faible que celui du Québec. Il s'établit à 67,5 % en 2011, ce qui place Montréal au 83e rang parmi les 104 MRC que compte le Québec. Notons que le territoire montréalais ne cesse de dégringoler au classement des MRC. À titre d'exemple, il occupait le 55e rang en 2002, le 66e rang en 2006 et le 80e rang en 2009.

Bien que la situation du marché du travail se soit grandement améliorée au cours des dernières années, plusieurs territoires supralocaux éloignés des grands centres urbains continuent de présenter des taux de travailleurs largement plus bas que la moyenne québécoise. En effet, les MRC situées dans les régions ressources ont, pour la plupart, des taux de travailleurs relativement faibles, en particulier en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. D'ailleurs, les MRC du Rocher-Percé (54,0 %) et de La Haute-Gaspésie (57,5 %) continuent d'afficher les taux de travailleurs les plus bas de la province. Des taux de travailleurs relativement faibles sont également répertoriés dans les MRC du nord de l'Outaouais comme Pontiac (59,9 %) et La Vallée-de-la-Gatineau (62,9 %), dans celles de l'est du Bas-Saint-Laurent, telles que La Mitis (66,1 %) et Le Témiscouata (66,3 %) ainsi que dans le nord de la région de la Mauricie. Notons cependant que les MRC situées dans les régions ressources, et dont l'économie repose en bonne partie sur l'extraction minière ou les services publics, font meilleure figure et affichent des taux de travailleurs supérieurs à la moyenne québécoise. C'est le cas notamment de Kativik (79,8 %) et de Jamésie (77,2 %) dans le Nord-du-Québec, de Rouyn-Noranda (76,4 %) et de La Vallée-de-l'Or (75,8 %) en Abitibi-Témiscamingue ainsi que de Caniapiscau (80,6 %) et de Sept-Rivières (77,6 %) dans la région de la Côte-Nord.

Comme illustré à la figure 14.3.1, les taux de travailleurs peuvent différer considérablement entre les MRC d'une même région. L'écart le plus important entre les territoires supralocaux est observé dans la région des Laurentides; la ville de Mirabel (87,1 %) située au sud de la région a un taux de travailleurs de 24,0 points de pourcentage supérieur à celui de la MRC d'Antoine-Labelle (63,1 %) située au nord et dont l'économie est basée essentiellement sur l'exploitation des ressources forestières. Des disparités importantes sont aussi relevées dans les régions de Lanaudière (20,9 points) et de la Montérégie (20,7 points). À l'inverse, les écarts du taux de travailleurs sont beaucoup moins prononcés à l'intérieur de la région du Centre-du-Québec; la différence est de seulement 2,9 points de pourcentage entre la MRC de L'Érable, qui se classe première dans la région avec un taux de travailleurs de 76,1 % et celle de Drummond, qui se classe dernière avec un taux de travailleurs de 73,2 %.

Figure 14.3.1

Écarts entre les MRC affichant le plus haut et le plus bas taux de travailleurs des 25 à 64 ans pour chacune des régions administratives, 2011



Sources : Institut de la statistique du Québec; Revenu Québec.

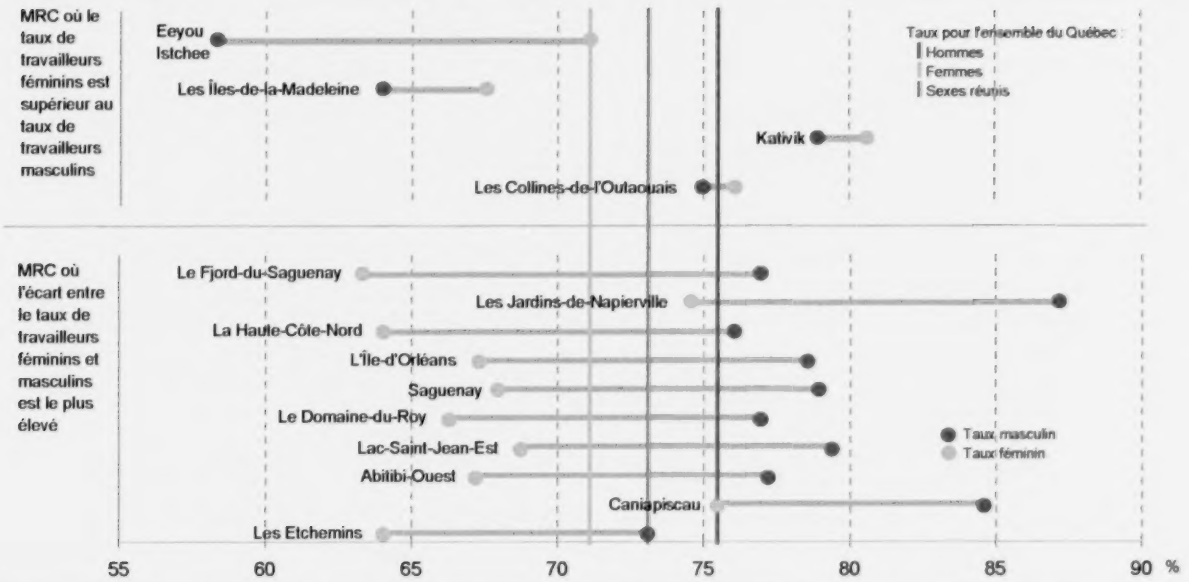
Taux de travailleurs des femmes atteint un sommet historique

En 2011, le taux de travailleurs des femmes au Québec progresse de 0,7 point de pourcentage et atteint un nouveau sommet de 71,1 %, tandis que celui des hommes croît plus faiblement, soit de 0,4 point pour se fixer à 75,5 %. La croissance du taux de travailleurs chez les femmes ne se reflète pas dans l'ensemble des territoires supralocaux : neuf MRC subissent une diminution. Le territoire cri d'Eeyou Istchee dans le Nord-du-Québec est la MRC qui accuse la baisse la plus marquée, soit une chute de 4,4 points de pourcentage. À l'opposé, plusieurs MRC enregistrent des augmentations importantes, telles que Mékinac (+ 3,0 points), Mirabel (+ 2,7 points) et Saguenay (+ 2,7 points).

Chez les hommes, on note les plus fortes hausses dans les MRC dites éloignées des grands centres urbains, telles que Le Golfe-du-Saint-Laurent (+ 3,7 points), Témiscamingue (+ 1,7 point) et La Haute-Gaspésie (+1,7 point). En 2011, Le Rocher-Percé continue de montrer le plus faible taux de travailleurs tant chez les hommes (54,2 %) que chez les femmes (53,9 %). En revanche, on observe le plus haut taux de travailleurs des femmes dans la MRC de La Jacques-Cartier (86,2 %) et celui des hommes dans Mirabel (89,0 %). Par ailleurs, c'est dans la MRC du Fjord-du-Saguenay où l'écart est le plus prononcé entre le taux de travailleurs des femmes et celui des hommes, soit une différence de 13,6 points de pourcentage à l'avantage de ces derniers. Enfin, soulignons que le taux de travailleurs des femmes est supérieur à celui des hommes dans seulement quatre des 104 MRC, à savoir Eeyou Istchee, Kativik, Les Collines-de-l'Outaouais et Les Îles-de-la-Madeleine.

Figure 14.3.2

Écarts entre le taux de travailleurs masculins et féminins pour certaines MRC, 2011



Sources : Institut de la statistique du Québec; Revenu Québec.

Tableau 14.3.2

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC et ensemble du Québec, 2007-2011

Code	MRC par région administrative	2007r	2008r	2009r	2010r	2011p	Écart 2011-2010	Écart 2011-2007
		%					point de %	
01	**Bas-Saint-Laurent**							
07	La Matapédia	62,6	63,3	62,8	65,2	66,6	1,4	4,0
08	Matane	63,3	64,7	64,1	65,9	67,3	1,4	4,0
09	La Mitis	64,1	65,1	65,1	64,9	66,1	1,2	2,0
10	Rimouski-Neigette	72,9	73,2	72,6	72,9	73,7	0,8	0,8
11	Les Basques	63,2	64,5	65,1	66,0	67,1	1,1	3,9
12	Rivière-du-Loup	72,4	73,4	73,2	73,2	73,4	0,2	1,0
13	Témiscouata	62,7	64,5	65,2	66,1	66,3	0,2	3,6
14	Kamouraska	68,6	69,7	70,5	71,1	71,5	0,4	2,9
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**							
91	Le Domaine-du-Roy	70,3	70,3	68,8	70,8	71,8	1,0	1,5
92	Maria-Chapdelaine	70,0	70,9	70,1	70,5	72,1	1,6	2,1
93	Lac-Saint-Jean-Est	71,1	72,3	71,9	73,1	74,2	1,1	3,1
941	Saguenay	70,5	71,1	71,3	72,1	73,5	1,4	3,0
942	Le Fjord-du-Saguenay	67,6	68,7	68,5	69,3	70,5	1,2	2,9
03	**Capitale-Nationale**							
15	Charlevoix-Est	69,9	70,7	70,7	71,7	72,2	0,5	2,3
16	Charlevoix	70,3	71,3	71,6	73,1	73,6	0,5	3,3
20	L'Île-d'Orléans	73,6	72,6	72,0	73,1	73,0	– 0,1	– 0,6
21	La Côte-de-Beaupré	79,6	80,1	80,6	80,4	81,0	0,6	1,4
22	La Jacques-Cartier	83,8	84,4	85,2	85,9	86,8	0,9	3,0
23	Québec	75,3	75,2	74,5	74,3	74,0	– 0,3	– 1,3
34	Portneuf	72,4	73,2	73,2	74,6	76,3	1,7	3,9
04	**Mauricie**							
35	Mékinac	66,8	67,6	66,1	67,9	69,4	1,5	2,6
36	Shawinigan	64,2	64,9	63,5	64,1	65,1	1,0	0,9
371	Trois-Rivières	70,5	70,4	69,6	70,0	70,0	0,0	– 0,5
372	Les Chenaux	71,5	72,4	71,8	72,0	72,2	0,2	0,7
51	Maskinongé	67,4	68,0	67,8	68,3	68,9	0,6	1,5
90	La Tuque	65,9	65,9	65,2	65,7	65,9	0,2	0,0
05	**Estrie**							
30	Le Granit	70,0	69,5	69,5	70,0	71,8	1,8	1,8
40	Les Sources	65,3	65,8	64,4	65,6	66,5	0,9	1,2
41	Le Haut-Saint-François	67,6	68,0	67,9	68,8	70,0	1,2	2,4
42	Le Val-Saint-François	74,0	74,8	72,5	73,7	74,7	1,0	0,7
43	Sherbrooke	72,5	71,8	69,9	69,6	69,0	– 0,6	– 3,5
44	Coaticook	70,9	70,5	69,9	70,1	71,1	1,0	0,2
45	Memphrémagog	71,7	71,9	71,2	72,7	73,1	0,4	1,4
06	**Montréal**							
66	Montréal	68,7	69,0	67,1	67,0	67,5	0,5	– 1,2
07	**Outaouais**							
80	Papineau	62,4	63,5	63,5	64,2	65,0	0,8	2,6
81	Gatineau	75,1	75,8	75,2	76,1	75,6	– 0,5	0,5
82	Les Collines-de-l'Outaouais	76,1	76,4	76,6	75,1	75,4	0,3	– 0,7
83	La Vallée-de-la-Gatineau	60,8	61,6	61,4	62,7	62,9	0,2	2,1
84	Pontiac	59,2	60,3	58,1	60,0	59,9	– 0,1	0,7

Tableau 14.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC et ensemble du Québec, 2007-2011

Code	MRC par région administrative	2007[r]	2008[r]	2009[r]	2010[r]	2011[p]	Écart 2011-2010	Écart 2011-2007
		%					point de %	
08	**Abitibi-Témiscamingue**							
85	Témiscamingue	69,8	70,6	69,0	70,7	71,9	1,2	2,1
86	Rouyn-Noranda	73,7	74,5	74,0	75,6	76,4	0,8	2,7
87	Abitibi-Ouest	67,4	68,4	68,3	70,6	72,4	1,8	5,0
88	Abitibi	71,3	72,8	72,6	74,2	74,9	0,7	3,6
89	La Vallée-de-l'Or	71,4	72,7	72,2	74,8	75,8	1,0	4,4
09	**Côte-Nord**							
95	La Haute-Côte-Nord	65,9	66,1	67,9	69,8	70,2	0,4	4,3
96	Manicouagan	73,2	73,0	73,2	74,1	74,5	0,4	1,3
971	Sept-Rivières	73,3	73,9	73,6	76,6	77,6	1,0	4,3
972	Caniapiscau	77,2	79,7	76,9	80,9	80,6	– 0,3	3,4
981	Minganie	70,3	69,8	73,1	74,9	75,8	0,9	5,5
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	58,3	62,1	60,4	63,9	65,6	1,7	7,3
10	**Nord-du-Québec**							
991	Jamésie	75,7	77,4	75,8	76,1	77,2	1,1	1,5
992	Kativik	74,8	76,5	77,5	78,0	79,8	1,8	5,0
993	Eeyou Istchee[1]	66,5	67,3	66,3	69,8	64,7	– 5,1	– 1,8
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**							
01	Les Îles-de-la-Madeleine	59,4	60,9	62,4	65,0	65,8	0,8	6,4
02	Le Rocher-Percé	49,3	50,6	52,1	54,5	54,0	– 0,5	4,7
03	La Côte-de-Gaspé	66,7	67,2	68,1	68,5	69,7	1,2	3,0
04	La Haute-Gaspésie	53,3	54,2	53,2	56,0	57,5	1,5	4,2
05	Bonaventure	62,1	64,4	64,9	66,1	67,1	1,0	5,0
06	Avignon	61,5	62,8	60,7	62,8	63,2	0,4	1,7
12	**Chaudière-Appalaches**							
17	L'Islet	69,8	71,0	71,0	72,1	72,5	0,4	2,7
18	Montmagny	69,3	70,1	69,5	71,4	72,1	0,7	2,8
19	Bellechasse	76,6	77,4	77,6	78,0	80,0	2,0	3,4
251	Lévis	81,3	81,7	81,4	81,1	81,7	0,6	0,4
26	La Nouvelle-Beauce	82,3	83,1	83,1	83,6	83,8	0,2	1,5
27	Robert-Cliche	75,5	76,4	75,5	76,4	76,7	0,3	1,2
28	Les Etchemins	67,8	68,4	67,4	69,1	68,8	– 0,3	1,0
29	Beauce-Sartigan	75,5	75,8	74,5	75,3	75,6	0,3	0,1
31	Les Appalaches	67,3	68,4	68,2	68,5	68,9	0,4	1,6
33	Lotbinière	77,6	78,2	77,7	78,4	80,1	1,7	2,5
13	**Laval**							
65	Laval	77,8	78,1	77,0	77,5	78,3	0,8	0,5
14	**Lanaudière**							
52	D'Autray	69,4	69,8	69,8	70,1	71,4	1,3	2,0
60	L'Assomption	80,5	80,4	80,3	80,6	81,4	0,8	0,9
61	Joliette	71,9	72,3	71,9	72,2	72,2	0,0	0,3
62	Matawinie	60,6	60,9	61,0	61,4	62,4	1,0	1,8
63	Montcalm	71,6	72,3	72,0	73,1	74,8	1,7	3,2
64	Les Moulins	82,3	83,1	81,9	82,6	83,3	0,7	1,0

Tableau 14.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC et ensemble du Québec, 2007-2011

Code	MRC par région administrative	2007r	2008r	2009r	2010r	2011p	Écart 2011-2010	Écart 2011-2007
		%					point de %	
15	**Laurentides**							
72	Deux-Montagnes	80,0	80,6	79,7	80,4	81,4	1,0	1,4
73	Thérèse-De Blainville	80,0	80,3	79,8	79,8	80,4	0,6	0,4
74	Mirabel	82,7	83,2	82,9	84,9	87,1	2,2	4,4
75	La Rivière-du-Nord	74,6	74,8	73,8	74,0	74,8	0,8	0,2
76	Argenteuil	67,7	68,6	67,0	67,5	68,4	0,9	0,7
77	Les Pays-d'en-Haut	69,9	70,2	69,8	70,6	71,3	0,7	1,4
78	Les Laurentides	71,1	71,9	71,5	71,2	71,7	0,5	0,6
79	Antoine-Labelle	60,6	61,8	61,7	62,3	63,1	0,8	2,5
16	**Montérégie**							
46	Brome-Missisquoi	72,6	72,5	72,2	72,9	72,6	– 0,3	0,0
47	La Haute-Yamaska	76,5	76,3	74,9	75,8	76,4	0,6	– 0,1
48	Acton	71,6	72,0	70,9	73,4	73,6	0,2	2,0
53	Pierre-De Saurel	67,6	67,7	66,8	67,3	68,4	1,1	0,8
54	Les Maskoutains	77,0	77,3	76,5	76,9	78,2	1,3	1,2
55	Rouville	79,1	80,1	80,2	81,6	82,3	0,7	3,2
56	Le Haut-Richelieu	76,3	76,6	75,8	75,8	76,2	0,4	– 0,1
57	La Vallée-du-Richelieu	82,5	82,9	83,1	83,4	84,5	1,1	2,0
58	Longueuil	74,3	74,9	73,9	74,1	74,7	0,6	0,4
59	Marguerite-D'Youville	83,2	83,9	83,8	84,6	85,7	1,1	2,5
67	Roussillon	80,4	80,9	80,2	80,3	81,0	0,7	0,6
68	Les Jardins-de-Napierville	79,1	80,1	79,4	80,4	81,3	0,9	2,2
69	Le Haut-Saint-Laurent	64,5	64,6	63,9	64,3	65,0	0,7	0,5
70	Beauharnois-Salaberry	69,8	70,4	69,9	70,0	71,1	1,1	1,3
71	Vaudreuil-Soulanges	81,3	81,6	81,0	81,7	83,0	1,3	1,7
17	**Centre-du-Québec**							
32	L'Érable	73,9	74,3	73,7	75,2	76,1	0,9	2,2
38	Bécancour	71,9	72,3	72,6	73,2	74,0	0,8	2,1
39	Arthabaska	74,0	74,6	73,6	74,1	75,2	1,1	1,2
49	Drummond	73,1	73,3	71,9	72,6	73,2	0,6	0,1
50	Nicolet-Yamaska	71,3	71,5	71,0	71,7	73,3	1,6	2,0
	Ensemble du Québec	72,9	73,3	72,4	72,8	73,3	0,5	0,4

Note: Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.

1. Nouveau toponyme officiel à venir.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Revenu Québec.

Concepts et définitions

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Indice synthétique de fécondité

L'indice synthétique de fécondité correspond au nombre moyen d'enfants qu'aurait un groupe de femmes si elles connaissaient, tout au long de leur vie féconde, les niveaux de fécondité par âge d'une année ou d'une période donnée. Il se calcule en faisant la somme des taux de fécondité par âge de l'année ou de la période considérée. Cet indicateur est indépendant de la structure par âge de la population. Il est cependant sensible aux changements qui peuvent survenir dans le calendrier de la fécondité. Par exemple, un report des naissances conduit à une baisse de l'indice, même si la descendance finale des générations, mesurée à la fin de la vie féconde, n'est pas modifiée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Familles et ménages

Famille de recensement

Une famille de recensement est composée d'un couple marié ou en union libre, avec ou sans enfants, ou d'un parent seul vivant avec au moins un enfant dans le même logement. Les couples peuvent être de sexe opposé ou de même sexe.

Enfants dans les familles de recensement

Sont considérés comme des enfants dans les familles de recensement les fils et les filles biologiques, par alliance ou par adoption qui vivent dans le même logement que leurs parents ou qu'un de leurs parents, ainsi que les petits-enfants qui vivent avec leurs grands-parents en l'absence des parents. Les enfants qui vivent avec leur conjoint ou avec un ou plusieurs de leurs propres enfants ne font pas partie de la famille de recensement de leurs parents, même s'ils vivent dans le même logement. Ils font plutôt partie d'une famille de recensement distincte. Dans cette publication (section 3), les enfants peuvent être de tous âges.

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu disponible des ménages

Somme de tous les revenus reçus par les ménages résidant dans un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels. Plus précisément, le revenu disponible se compose du revenu primaire, des transferts courants que reçoivent les ménages des non-résidents, des ISBLSM et des administrations publiques moins les transferts courants que les ménages versent aux non-résidents, aux ISBLSM (les dons), ainsi qu'aux administrations publiques comme les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes d'assurance sociale.

Revenu disponible des ménages par habitant

Correspond au revenu disponible des ménages d'un territoire donné divisé par la population totale.

Revenu primaire

Les revenus primaires sont les revenus qui échoient aux ménages du fait de leur participation aux processus de production, ou parce qu'elles possèdent les actifs nécessaires pour la production. Les revenus primaires se composent de la rémunération des salariés, du revenu mixte net et du revenu net de la propriété. Les revenus primaires ne comprennent pas les cotisations sociales aux régimes d'assurance sociale, ni les prestations versées à partir de ces régimes, les impôts courants sur le revenu, sur le patrimoine, etc., ni les autres transferts courants.

Rémunération des salariés

Elle se définit comme la rémunération totale, en espèces ou en nature, à verser par une entreprise à un salarié pour le travail effectué par celui-ci durant la période comptable. La rémunération des salariés est enregistrée sur la base des droits et obligations; elle est donc mesurée par la valeur de la rémunération en espèces ou en nature qu'un salarié est en droit de recevoir de la part de son employeur, pour le travail effectué au cours de la période concernée, que la rémunération soit payée à l'avance, au moment où le travail est effectué, ou après. Plus précisément, sont considérés dans la rémunération des salariés, les salaires avant retenues, les pourboires, les commissions, les primes de rendement, les honoraires des directeurs et les allocations pour vacances et congés de maladie, ainsi que le solde et les indemnités militaires.

Revenu mixte net

Il correspond au revenu que les entreprises non constituées en société tirent de la production de biens et de services. On l'appelle revenu mixte parce qu'il inclut à la fois le revenu imputé au facteur capital de la production, ainsi que le revenu imputé au facteur travail de la production (rémunération du travail effectué par le ou les propriétaires). Le revenu mixte net correspond au revenu mixte brut moins la consommation de capital fixe.

Revenu net de la propriété

Cette catégorie de revenu correspond essentiellement aux revenus de placement, lesquels comprennent les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, de même que les intérêts sur les dépôts en banque ou en société de fiducie. Les gains en capital sont exclus.

Transferts courants des administrations publiques aux ménages

Paiements tels que les prestations fiscales pour enfants et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de sécurité de la vieillesse, les prestations de bien-être social, les bourses d'études et les subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux peuples autochtones, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, et les allocations aux anciens combattants.

Transferts courants des non-résidents aux ménages

Pensions payées par des administrations publiques étrangères à des résidents canadiens plus les versements faits par des non-résidents à des résidents canadiens.

Transferts courants des ISBLSM aux ménages

Comprennent les transferts en argent ainsi que les transferts en nature comme les dons de nourriture, de vêtements, de couvertures et de médicaments

Transferts courants des ménages aux non-résidents

Versements par des résidents canadiens à des non-résidents et retenues d'impôt à la source versées à l'étranger.

Transferts courants aux ISBLSM

Ils consistent en des transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ISBLSM, sous forme de cotisations, de souscriptions, de dons volontaires, etc. Ces transferts sont destinés à couvrir les coûts de la production non marchande des institutions sans but lucratif au service des ménages, ou à fournir les fonds permettant de financer les transferts courants aux ménages résidents ou non résidents, sous forme de prestations d'assistance sociale.

Transferts courants des ménages aux administrations publiques

Impôts sur le revenu, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts courants.

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Nombre d'unités de logements

Il correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées

Mines

Investissement minier

L'investissement minier concerne l'ensemble des travaux liés à l'exploration et la mise en valeur d'un dépôt minéral et les travaux d'aménagement du complexe minier nécessaire à sa mise en production. Il inclut aussi l'immobilisation (construction non résidentielle et acquisition d'équipement et de machinerie) et les réparations pour les compagnies productrices.

Production minérale

La production minérale concerne les minéraux métalliques, les minéraux industriels et les matériaux de construction. Dans les minéraux métalliques, on regroupe les métaux précieux (or, argent, platine, etc.), les métaux usuels (cuivre, zinc, nickel, fer, plomb, etc.) et autres métaux (niobium, cobalt cadmium, antimoine, sélénium tellure, etc.). On retrouve ensuite le groupe des minéraux industriels (chrysotile, graphite, scorie de titane, mica, tourbe, sel, etc.) comprenant aussi le soufre produit par des fonderies et affineries. Le dernier groupe est celui des matériaux de construction (sable et gravier, pierre, brique, ciment, etc.).

Effectifs miniers

Les effectifs attribués au secteur minier sont rapportés en personne-année et concernent tous les employés d'un établissement minier incluant le personnel d'administration. Les effectifs miniers comprennent aussi les employés œuvrant dans les usines de première transformation comme les fonderies, affineries et cimenteries et les employés travaillant pour les entreprises de forage carottier. Ces dernières données ne sont cependant pas régionalisées.

Industrie bioalimentaire

Année-récolte

Période retenue dans le domaine des productions végétales. Son amplitude est de 12 mois et elle correspond aux différentes étapes du cycle de production.

Science et technologie

Ressources humaines en science et technologie

Les personnes qui occupent un emploi en science et technologie sont soit des spécialistes qui exercent des professions intellectuelles et scientifiques, soit des techniciens ou des spécialistes associés, au sens de la Classification internationale type des professions (CITP-88). Le personnel de gestion et de supervision ainsi que le personnel de la vente sont notamment exclus de cette population. Les ressources humaines en science et technologie (RHST) définies selon la profession, les personnes qui occupent un emploi en science et technologie, l'emploi en science et technologie, la main-d'œuvre en science et technologie, les personnes qui exercent une profession scientifique ou technique, sont toutes des expressions équivalentes. Par convention, les personnes désignées par l'une ou l'autre de ces appellations sont âgées de 25 à 64 ans.

Santé

Infirmière

Détient un diplôme d'études collégiales en soins infirmiers (DEC) d'une durée de 3 ans et un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ou est en attente de le recevoir.

Infirmières clinicienne ou praticienne

Détiennent un baccalauréat en sciences infirmières ou un baccalauréat comportant trois certificats admissibles, dont au moins deux certificats reconnus en soins infirmiers, ou un diplôme de deuxième cycle donnant ouverture au certificat de spécialiste de l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Québec (OIIQ) et les attestations de formation prescrites par la réglementation ainsi qu'un certificat de spécialiste de l'OIIQ. Ces infirmières doivent détenir également un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ou être en attente de le recevoir.

Infirmière auxiliaire

Détient le diplôme d'études professionnelles (DEP) décerné pour avoir réussi le programme de formation Santé, assistance et soins infirmiers (SASI) et un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec.

Préposée aux bénéficiaires

Détient un diplôme d'études professionnelles ou une attestation d'études collégiales en assistance à la personne en établissement de santé ou autre formation appropriée.

Éducation

Formation professionnelle

La formation professionnelle, constituée de l'ensemble des programmes d'études professionnelles (sanctionnés par une AFP, un DEP ou une ASP), est régie par la Loi sur l'instruction publique, le Régime pédagogique de la formation professionnelle et l'Instruction de la formation professionnelle et est offerte aux jeunes et aux adultes. Les métiers ou professions associés à ces programmes sont d'un niveau de complexité moindre que celles associées aux programmes d'études techniques. Les programmes d'études professionnelles sont dispensés par des établissements d'enseignement secondaire (les centres de formation administrés par les commissions scolaires et établissements privés). Une formation professionnelle mène à l'exercice d'un métier spécialisé ou semi-spécialisé.

Formation technique

La formation technique, constituée de l'ensemble des programmes d'études techniques (sanctionnés par un DEC ou une AEC), est régie par la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et le Règlement sur le Régime des études collégiales et est offerte aux jeunes et aux adultes. Les métiers ou professions associées à ces programmes sont d'un niveau de complexité plus élevé que celles associées aux programmes d'études professionnelles. Les programmes de formation technique sont dispensés par des établissements d'enseignement postsecondaire (les cégeps, les établissements privés subventionnés, les établissements privés non-subventionnés et les écoles gouvernementales). Une formation technique vise un métier ou une profession de technicienne ou technicien.

Dépenses municipales en culture

Les dépenses municipales au titre de la culture ont trois sources principales de financement. D'abord, la « contribution municipale » tirée des impôts fonciers et des taxes municipales est assumée par tous les citoyens de la municipalité. Ensuite, les revenus tirés des utilisateurs de services municipaux par la tarification d'activités ou la « vente de biens et services ». Enfin, les « subventions » octroyées par les gouvernements fédéral et provincial sont à la charge de la population québécoise ou canadienne selon l'origine de la subvention. Certaines municipalités ont à l'occasion une quatrième source de financement (« autres revenus »), quoique cela demeure marginal pour l'ensemble des municipalités observées; on y retrouve entre autres la quote-part de municipalités liées versée à leur municipalité centrale pour des dépenses d'agglomération.

Coup d'œil sur le Bas-Saint-Laurent

Superficie en terre ferme (2012) : 22 185 km²

Population (2012ᵖ) : 199 834 habitants

Densité de population (2012) : 9,0 hab./km²

Principales municipalités et population (2012ᵖ) :

Rimouski	47 352 hab.
Rivière-du-Loup	19 130 hab.
Matane	14 418 hab.

Principales bases économiques de la région :

Foresterie et exploitation forestière
Fabrication de produits en bois
Cultures agricoles et élevage

Statistiques de la région du Bas-Saint-Laurent

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	200 591 r	200 383 r	199 877 r	199 225 r	199 834 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 306	– 456	– 162	– 28	– 46
Accroissement naturel[1]	n	9	0	23 p	67 p	– 23 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,729	1,728	1,783	1,833 p	1,780 p
Taux d'activité	%	61,6	60,2	59,5	58,7	61,4
Taux d'emploi	%	56,2	54,6	53,5	54,1	56,4
Taux de chômage	%	8,7	9,2	10,0	8,0	8,1
PIB par habitant	$/hab.	28 969 r	29 127 er	30 347 e	31 669 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	20 954	21 456	21 804	22 345 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 367,4	1 369,4	1 393,4	1 418,3	1 690,8
Taux de faible revenu des familles	%	7,3 r	6,9	6,1	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC du Bas-Saint-Laurent

	Population au 1er juillet 2012ᵖ		Revenu disponible des ménages par habitant 2011ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2011ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2012ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2011/2010	%	Écart 2011-2010
La Matapédia	18 205	– 9,3	20 374	3,4	66,6	1,4
Matane	21 793	– 4,2	22 025	1,4	67,3	1,4
La Mitis	18 982	– 3,5	20 703	1,7	66,1	1,2
Rimouski-Neigette	55 457	5,9	24 703	3,3	73,7	0,8
Les Basques	8 954	– 9,5	21 139	4,0	67,1	1,1
Rivière-du-Loup	34 302	3,6	23 349	1,7	73,4	0,2
Témiscouata	20 987	– 6,7	19 374	0,8	66,3	0,2
Kamouraska	21 154	– 7,8	21 558	2,7	71,5	0,4

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011, et pour le taux de travailleurs selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 147.

Coup d'œil sur le Saguenay–Lac-Saint-Jean

Superficie en terre ferme (2012) : 95 893 km²

Population (2012ᵖ) : 273 009 habitants

Densité de population (2012) : 2,8 hab./km²

Principales municipalités et population (2012ᵖ) :

Saguenay	143 769 hab.
Alma	30 085 hab.
Dolbeau-Mistassini	14 079 hab.

Principales bases économiques de la région :

Première transformation des métaux
Fabrication du papier
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie
Foresterie et exploitation forestière

Statistiques de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	272 574 r	272 145 r	271 660 r	271 305 r	273 009 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 448	– 659	– 396	3	332
Accroissement naturel[1]	n	648	517	538 p	562 p	423 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,822	1,855	1,763	1,820 p	1,763 p
Taux d'activité	%	60,2	59,9	58,3	58,5	60,9
Taux d'emploi	%	55,0	53,9	53,5	53,7	55,9
Taux de chômage	%	8,5	10,0	8,1	8,3	8,1
PIB par habitant	$/hab.	34 230 r	31 876 r	34 859 r	36 221 rp	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	21 849	22 566	23 198	23 887 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 896,2	1 749,7	2 048,2	2 688,5	2 350,0
Taux de faible revenu des familles	%	7,0 r	6,7	6,0	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

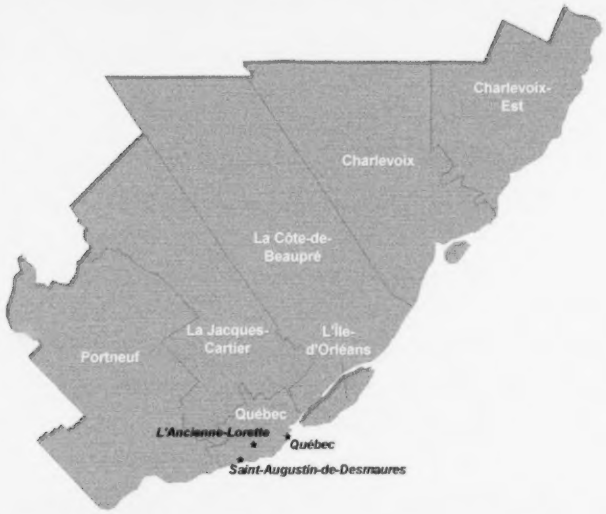
Statistiques des MRC du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Population au 1er juillet 2012ᵖ		Revenu disponible des ménages par habitant 2011ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2011ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2012ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2011/2010	%	Écart 2011-2010
Le Domaine-du-Roy	31 459	– 3,6	23 022	5,4	71,8	1,0
Maria-Chapdelaine	24 742	– 7,7	22 599	5,2	72,1	1,6
Lac-Saint-Jean-Est	51 876	1,3	23 696	2,7	74,2	1,1
Saguenay	143 769	– 0,8	24 458	1,9	73,5	1,4
Le Fjord-du-Saguenay	21 163	8,3	23 279	5,5	70,5	1,2

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011, et pour le taux de travailleurs selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 147.

Coup d'œil sur la Capitale-Nationale



Superficie en terre ferme (2012) : 18 639 km²

Population (2012ᵖ) : 707 984 habitants

Densité de population (2012) : 38,0 hab./km²

Principales municipalités et population (2012ᵖ) :

Québec	521 993 hab.
Saint-Augustin-de-Desmaures	18 718 hab.
L'Ancienne-Lorette	16 855 hab.

Principales bases économiques de la région :

Administrations publiques
Hébergement et services de restauration
Fabrication de boissons et de produits du tabac

Statistiques de la région de la Capitale-Nationale

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	679 842 r	686 631 r	693 946 r	700 766 r	707 984 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	3 044	2 761	2 172	2 554	1 912
Accroissement naturel[1]	n	1 805	1 848	1 968 p	1 917 p	1 790 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,596	1,593	1,583	1,573 p	1,546 p
Taux d'activité	%	66,1	65,8	66,4	67,9	68,2
Taux d'emploi	%	63,1	62,3	63,1	63,9	64,3
Taux de chômage	%	4,6	5,3	5,1	5,8	5,7
PIB par habitant	$/hab.	40 657 r	41 633 er	42 371 e	43 862 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	24 920	25 706	25 904	26 431 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	6 205,8	7 181,5	7 085,3	6 474,7	6 802,7
Taux de faible revenu des familles	%	5,9 r	5,9	5,5	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de la Capitale-Nationale

	Population au 1er juillet 2012ᵖ		Revenu disponible des ménages par habitant 2011ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2011ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2012ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2011/2010	%	Écart 2011-2010
Charlevoix-Est	16 124	– 3,2	21 548	1,2	72,2	0,5
Charlevoix	13 166	– 0,7	23 068	1,8	73,6	0,5
L'Île-d'Orléans	6 949	1,8	29 661	0,8	73,0	– 0,1
La Côte-de-Beaupré	25 379	14,8	27 868	3,9	81,0	0,6
La Jacques-Cartier	36 581	31,8	32 125	3,8	86,8	0,9
Québec	560 006	8,5	26 436	1,7	74,0	– 0,3
Portneuf	49 779	10,4	23 567	3,1	76,3	1,7

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011, et pour le taux de travailleurs selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 147.

Coup d'œil sur la Mauricie

Superficie en terre ferme (2012) : 35 452 km²

Population (2012ᵖ) : 263 269 habitants

Densité de population (2012) : 7,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2012ᵖ) :

Trois-Rivières	131 436 hab.
Shawinigan	49 831 hab.
La Tuque	11 203 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication du papier
Foresterie et exploitation forestière
Services publics

Statistiques de la région de la Mauricie

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	261 144 r	261 272 r	261 846 r	261 927 r	263 269 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	195	121	353	353	402
Accroissement naturel[1]	n	– 68	– 65	– 133 p	– 164 p	– 243 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,679	1,700	1,668	1,689 p	1,615 p
Taux d'activité	%	58,4	57,2	57,5	58,5	56,3
Taux d'emploi	%	53,5	51,7	52,3	53,9	50,8
Taux de chômage	%	8,5	9,6	9,1	7,8	9,7
PIB par habitant	$/hab.	30 638 r	30 106 er	30 702 e	31 999 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	21 464	21 960	22 319	22 664 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 868,3	1 729,7	1 826,8	1 577,9	1 785,7
Taux de faible revenu des familles	%	9,7 r	9,6	8,9	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de la Mauricie

	Population au 1er juillet 2012ᵖ		Revenu disponible des ménages par habitant 2011ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2011ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2012ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2011/2010	%	Écart 2011-2010
Mékinac	12 170	– 6,9	21 396	1,5	69,4	1,5
Shawinigan	49 831	– 7,2	21 002	0,2	65,1	1,0
Trois-Rivières	131 436	5,5	23 833	1,7	70,0	0,0
Les Chenaux	17 904	8,0	22 864	1,6	72,2	0,2
Maskinongé	36 695	4,1	22 124	2,1	68,9	0,6
La Tuque	15 233	– 3,2	20 243	2,8	65,9	0,2

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011, et pour le taux de travailleurs selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 147.

Coup d'œil sur l'Estrie

Superficie en terre ferme (2012) : 10 194 km²

Population (2012ᵖ) : 315 487 habitants

Densité de population (2012) : 30,9 hab./km²

Principales municipalités et population (2012ᵖ) :

Sherbrooke	161 253 hab.
Magog	25 460 hab.
Coaticook	8 941 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
Fabrication de produits en bois
Fabrication du papier

Statistiques de la région de l'Estrie

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	304 820 r	307 174 r	309 917 r	312 858 r	315 487 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	70	40	386	234	314
Accroissement naturel[1]	n	1 021	1 036	957 p	927 p	884 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,740	1,725	1,744	1,667 p	1,641 p
Taux d'activité	%	63,1	65,4	61,9	64,0	61,1
Taux d'emploi	%	59,4	60,6	56,9	59,7	56,1
Taux de chômage	%	5,9	7,5	8,1	6,7	8,0
PIB par habitant	$/hab.	30 230 r	29 985 er	31 445 e	32 588 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	21 978	22 250	22 707	23 180 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 956,8	1 871,5	2 238,3	2 106,5	2 303,5
Taux de faible revenu des familles	%	9,0 r	9,1	8,7	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de l'Estrie

	Population au 1er juillet 2012ᵖ		Revenu disponible des ménages par habitant 2011ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2011ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2012ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2011/2010	%	Écart 2011-2010
Le Granit	22 185	– 2,2	20 765	1,7	71,8	1,8
Les Sources	14 512	0,3	20 086	1,8	66,5	0,9
Le Haut-Saint-François	21 912	1,5	20 584	3,6	70,0	1,2
Le Val-Saint-François	29 452	1,3	24 219	4,3	74,7	1,0
Sherbrooke	161 253	13,2	23 201	1,8	69,0	– 0,6
Coaticook	18 432	– 1,4	21 418	1,5	71,1	1,0
Memphrémagog	47 741	7,9	26 433	1,3	73,1	0,4

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011, et pour le taux de travailleurs selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 147.

Coup d'œil sur Montréal

Superficie en terre ferme (2012) : 498 km²

Population (2012[p]) : 1 981 672 habitants

Densité de population (2012) : 3 977,8 hab./km²

Principales municipalités et population (2012[p]) :

Montréal	1 735 450 hab.
Dollard-Des Ormeaux	50 773 hab.
Côte-Saint-Luc	33 662 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de vêtements
Fabrication de boissons et de produits du tabac
Arts, spectacles et loisirs
Industrie de l'information et industrie culturelle

Statistiques de la région de Montréal

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	1 896 110 r	1 920 906 r	1 946 304 r	1 969 707 r	1 981 672 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 21 477	– 19 463	– 23 640	– 22 207	– 20 492
Accroissement naturel[1]	n	8 004	8 107	8 337 p	8 476 p	8 719 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,543	1,537	1,508	1,476 p	1,469 p
Taux d'activité	%	65,8	64,8	65,3	64,1	64,3
Taux d'emploi	%	60,1	57,6	58,9	57,9	57,7
Taux de chômage	%	8,7	11,1	9,7	9,7	10,2
PIB par habitant	$/hab.	52 399 r	52 107 r	53 622 r	55 722 rp	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	25 643	25 528	25 596	26 567 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	11 896,7	11 811,8	11 477,3	14 135,2	16 245,4
Taux de faible revenu des familles	%	16,7 r	17,0	16,6	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

Coup d'œil sur l'Outaouais

Superficie en terre ferme (2012) : 30 504 km²

Population (2012ᵖ) : 372 329 habitants

Densité de population (2012) : 12,2 hab./km²

Principales municipalités et population (2012ᵖ) :

Gatineau	266 535 hab.
Val-des-Monts	11 069 hab.
Cantley	10 251 hab.

Principales bases économiques de la région :

Administrations publiques
Foresterie et exploitation forestière
Fabrication du papier

Statistiques de la région de l'Outaouais

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	353 024 r	358 122 r	363 259 r	368 459 r	372 329 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	1 363	1 437	1 312	1 017	243
Accroissement naturel[1]	n	1 938	2 038	1 925 p	1 687 p	1 646 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,823	1,887	1,821	1,761 p	1,746 p
Taux d'activité	%	71,6	68,9	68,7	68,8	67,7
Taux d'emploi	%	67,7	64,5	63,9	63,7	63,2
Taux de chômage	%	5,4	6,4	6,9	7,4	6,5
PIB par habitant	$/hab.	28 757 r	29 214 er	30 255 e	31 269 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	23 392	24 506	24 866	25 523 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	2 805,2	2 445,8	2 999,9	2 722,4	3 028,3
Taux de faible revenu des familles	%	9,0 r	8,9	8,4	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

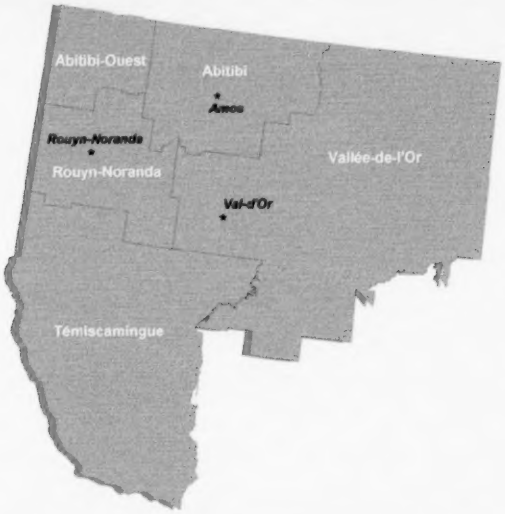
Statistiques des MRC de l'Outaouais

	Population au 1er juillet 2012ᵖ		Revenu disponible des ménages par habitant 2011ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2011ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2012ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2011/2010	%	Écart 2011-2010
Papineau	21 921	– 0,3	20 896	2,8	65,0	0,8
Gatineau	266 535	14,2	26 368	2,8	75,6	– 0,5
Les Collines-de-l'Outaouais	49 282	24,6	27 370	1,7	75,4	0,3
La Vallée-de-la-Gatineau	20 526	– 3,2	20 099	2,0	62,9	0,2
Pontiac	14 065	– 8,0	18 523	1,3	59,9	– 0,1

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011, et pour le taux de travailleurs selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 147.

Coup d'œil sur l'Abitibi-Témiscamingue



Superficie en terre ferme (2012) : 57 339 km²

Population (2012ᵖ) : 146 753 habitants

Densité de population (2012) : 2,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2012ᵖ) :

Rouyn-Noranda	41 247 hab.
Val-d'Or	32 105 hab.
Amos	12 459 hab.

Principales bases économiques de la région :

Extraction minière et activités de soutien
Foresterie et exploitation forestière
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie

Statistiques de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	145 089 r	145 157 r	145 415 r	145 642 r	146 753 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	-390	-392	-407	53	153
Accroissement naturel[1]	n	573	602	567 p	537 p	530 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	2,048	2,146	2,035	2,060 p	2,044 p
Taux d'activité	%	64,0	62,4	63,6	65,8	63,4
Taux d'emploi	%	59,1	56,5	58,2	60,8	59,3
Taux de chômage	%	7,5	9,5	8,5	7,5	6,4
PIB par habitant	$/hab.	35 922 r	37 540 er	40 028 e	41 784 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	23 781	24 308	25 550	26 907 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 354,3	1 820,1	2 384,9	2 029,0	2 069,9
Taux de faible revenu des familles	%	8,1 r	8,0	7,1	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de l'Abitibi-Témiscamingue

	Population au 1er juillet 2012ᵖ		Revenu disponible des ménages par habitant 2011ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2011ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2012ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2011/2010	%	Écart 2011-2010
Témiscamingue	16 344	– 7,3	23 398	5,8	71,9	1,2
Rouyn-Noranda	41 247	4,1	29 384	6,6	76,4	0,8
Abitibi-Ouest	20 759	– 1,1	23 977	7,2	72,4	1,8
Abitibi	25 000	3,8	25 692	3,7	74,9	0,7
La Vallée-de-l'Or	43 403	4,7	27 989	3,9	75,8	1,0

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011, et pour le taux de travailleurs selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 147.

Coup d'œil sur la Côte-Nord

Superficie en terre ferme (2012) : 236 699 km²

Population (2012[p]) : 95 647 habitants

Densité de population (2012) : 0,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2012[p]) :

Sept-Îles	26 465 hab.
Baie-Comeau	21 908 hab.
Port-Cartier	6 931 hab.

Principales bases économiques de la région :

Extraction minière et activités de soutien
Pêche, chasse et piégeage
Première transformation des métaux

Statistiques de la région de la Côte-Nord

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	95 260 r	95 184 r	95 098 r	95 215 r	95 647 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 918	– 452	– 313	37	– 306
Accroissement naturel[1]	n	459	394	438 p	410 p	299 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	2,018	1,986	2,033	2,066 p	1,888 p
Taux d'activité[2]	%	61,4	59,2	63,8	62,3	61,0
Taux d'emploi[2]	%	54,5	53,5	59,4	57,4	56,4
Taux de chômage[2]	%	11,2	9,8	6,9	7,8	7,6
PIB par habitant	$/hab.	51 935 r	50 214 er	57 097 ep	58 909 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	24 077	24 739	26 152	26 789 p	..
Dépenses en immobilisation[4]	M$	1 346,5	1 813,3	2 258,1	3 001,1	4 316,7
Taux de faible revenu des familles	%	10,0 r	9,7	8,5	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de la Côte-Nord

	Population au 1er juillet 2012[p]		Revenu disponible des ménages par habitant 2011[p]		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2011[p]	
	n	TAAM[1] 2006-2012[p] pour 1000	$/hab.	Variation 2011/2010	%	Écart 2011-2010
La Haute-Côte-Nord	11 515	– 11,7	22 737	3,0	70,2	0,4
Manicouagan	32 086	– 5,9	25 669	1,1	74,5	0,4
Sept-Rivières	36 119	5,2	28 315	1,9	77,6	1,0
Caniapiscau	4 274	11,4	37 562	5,6	80,6	– 0,3
Minganie	6 462	1,5	28 186	7,1	75,8	0,9
Le Golfe-du-Saint-Laurent	5 191	– 11,2	21 843	2,4	65,6	1,7

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011, et pour le taux de travailleurs selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 147.

Coup d'œil sur le Nord-du-Québec

Superficie en terre ferme (2012) : 718 229 km²

Population (2012ᵖ) : 42 993 habitants

Densité de population (2012) : 0,1 hab./km²

Principales municipalités et population (2012ᵖ) :

Chibougamau	7 498 hab.
Chisasibi	4 585 hab.
Mistissini	3 261 hab.

Principales bases économiques de la région :

Services publics
Extraction minière et activités de soutien
Foresterie et exploitation forestière
Pêche, chasse et piégeage

Statistiques de la région du Nord-du-Québec

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	41 020 r	41 421 r	41 890 r	42 400 r	42 993 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 298	– 384	– 173	– 154	– 171
Accroissement naturel[1]	n	693	702	657 p	644 p	611 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	2,831	2,883	2,818	2,805 p	2,697 p
Taux d'activité[2]	%	61,4	59,2	63,8	62,3	61,0
Taux d'emploi[2]	%	54,5	53,5	59,4	57,4	56,4
Taux de chômage[2]	%	11,2	9,8	6,9	7,8	7,6
PIB par habitant	$/hab.	67 289 r	60 535 er	63 610 e	66 131 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	47 729	23 619	24 094	24 753 p	..
Dépenses en immobilisation[4]	M$	2 661,9	2 231,3	2 508,6	2 437,6	2 624,9
Taux de faible revenu des familles	%	14,9 r	16,0	15,4	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC du Nord-du-Québec

	Population au 1er juillet 2012ᵖ		Revenu disponible des ménages par habitant 2011ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2011ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2012ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2011/2010	%	Écart 2011-2010
Jamésie	14 468	– 5,8	27 685	3,5	77,2	1,1
Kativik	12 263	18,8	22 415	5,5	79,8	1,8
Eeyou Istchee[2]	16 262	21,0	23 813	0,2	64,7	– 5,1

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011, et pour le taux de travailleurs selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 147.
2. Nouveau toponyme officiel à venir.

Coup d'œil sur la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Superficie en terre ferme (2012) : 20 272 km²

Population (2012ᵖ) : 92 536 habitants

Densité de population (2012) : 4,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2012ᵖ) :

Gaspé	14 876 hab.
Les Îles-de-la-Madeleine	12 435 hab.
Chandler	7 508 hab.

Principales bases économiques de la région :

Pêche, chasse et piégeage
Foresterie et exploitation forestière
Cultures agricoles et élevage
Hébergement et services de restauration

Statistiques de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	93 904 r	93 447 r	93 040 r	92 452 r	92 536 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 210	– 61	146	99	– 1
Accroissement naturel[1]	n	– 213	– 175	– 265 p	– 243 p	– 268 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,694	1,703	1,705	1,846 p	1,690 p
Taux d'activité	%	54,6	51,6	54,3	55,2	53,2
Taux d'emploi	%	45,2	43,7	46,3	48,3	46,4
Taux de chômage	%	17,2	15,7	14,8	12,4	12,9
PIB par habitant	$/hab.	23 600 r	23 885 r	26 087 r	27 323 r	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	19 736	20 516	21 002	21 857 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	722,4	618,2	933,9	1 046,4	787,8
Taux de faible revenu des familles	%	10,0 r	9,7	8,8	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Population au 1er juillet 2012ᵖ		Revenu disponible des ménages par habitant 2011ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2011ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2012ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2011/2010	%	Écart 2011-2010
Les Îles-de-la-Madeleine	12 824	– 4,4	23 606	4,4	65,8	0,8
Le Rocher-Percé	17 586	– 8,1	20 724	3,8	54,0	– 0,5
La Côte-de-Gaspé	17 727	– 2,0	22 907	4,3	69,7	1,2
La Haute-Gaspésie	11 751	– 8,4	19 545	4,9	57,5	1,5
Bonaventure	17 630	– 3,3	22 247	4,1	67,1	1,0
Avignon	15 018	– 2,5	21 817	3,1	63,2	0,4

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011, et pour le taux de travailleurs selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 147.

Coup d'œil sur Chaudière-Appalaches

Superficie en terre ferme (2012) : 15 071 km²

Population (2012[p]) : 408 188 habitants

Densité de population (2012) : 27,1 hab./km²

Principales municipalités et population (2012[p]) :

Lévis	138 874 hab.
Saint-Georges	31 334 hab.
Thetford Mines	25 228 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de produits du pétrole et du charbon
Fabrication de produits en bois
Fabrication de meubles et de produits connexes

Statistiques de la région de Chaudière-Appalaches

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	399 646 r	401 191 r	403 093 r	404 931 r	408 188 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	28	463	754	525	606
Accroissement naturel[1]	n	1 806	1 682	1 747 p	1 633 p	1 410 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,980	1,961	1,967	2,003 p	1,940 p
Taux d'activité	%	66,1	66,8	68,5	69,3	66,7
Taux d'emploi	%	62,8	62,8	64,9	65,9	63,7
Taux de chômage	%	5,0	5,9	5,2	4,8	4,6
PIB par habitant	$/hab.	32 025 r	30 977 er	31 831 p	32 915 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	23 067	23 616	24 028	24 444 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	2 734,8	2 523,1	2 811,5	3 161,1	3 505,8
Taux de faible revenu des familles	%	5,5 r	5,4	4,8	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de Chaudière-Appalaches

	Population au 1er juillet 2012[p]		Revenu disponible des ménages par habitant 2011[p]		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2011[p]	
	n	TAAM[1] 2006-2012[p] pour 1000	$/hab.	Variation 2011/2010	%	Écart 2011-2010
L'Islet	18 364	– 5,2	20 805	2,3	72,5	0,4
Montmagny	22 810	– 3,5	21 692	1,6	72,1	0,7
Bellechasse	34 838	5,7	24 236	2,9	80,0	2,0
Lévis	138 874	9,1	27 707	1,9	81,7	0,6
La Nouvelle-Beauce	33 839	10,6	25 543	2,7	83,8	0,2
Robert-Cliche	18 828	– 0,8	22 175	1,5	76,7	0,3
Les Etchemins	16 931	– 7,1	19 306	1,4	68,8	– 0,3
Beauce-Sartigan	51 400	4,3	23 355	1,1	75,6	0,3
Les Appalaches	42 717	– 3,1	20 950	0,8	68,9	0,4
Lotbinière	29 587	11,4	24 012	0,2	80,1	1,7

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011, et pour le taux de travailleurs selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 147.

Coup d'œil sur Laval

Superficie en terre ferme (2012) : 246 km²

Population (2012ᵖ) : 409 718 habitants

Densité de population (2012) : 1 665,7 hab./km²

Principales municipalités et population (2012ᵖ) :

Laval	409 718 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de produits chimiques
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
Commerce de gros

Statistiques de la région de Laval

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	384 447 r	391 147 r	397 800 r	404 094 r	409 718 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	2 601	2 882	3 099	1 844	1 173
Accroissement naturel[2]	n	1 920	1 965	1 827 p	1 808 p	1 718 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,774	1,776	1,725	1,669 p	1,662 p
Taux d'activité	%	69,5	67,1	67,2	66,2	68,5
Taux d'emploi	%	64,9	62,1	61,8	61,5	62,9
Taux de chômage	%	6,6	7,6	8,0	7,1	8,1
PIB par habitant	$/hab.	31 010 r	30 406 er	31 316 e	32 245 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	25 237	25 344	25 682	26 196 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	3 465,3	2 653,0	2 896,3	2 423,9	3 021,4
Taux de faible revenu des familles	%	8,1 r	8,4	8,1	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

Coup d'œil sur Lanaudière

Superficie en terre ferme (2012) : 12 313 km²

Population (2012ᵖ) : 476 941 habitants

Densité de population (2012) : 38,7 hab./km²

Principales municipalités et population (2012ᵖ) :

Terrebonne	108 092 hab.
Repentigny	82 390 hab.
Mascouche	42 484 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
Fabrication de produits métalliques
Fabrication de produits minéraux non métalliques

Statistiques de la région de Lanaudière

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	450 040 r	456 861 r	463 193 r	469 143 r	476 941 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	5 441	4 390	4 324	3 933	4 173
Accroissement naturel[1]	n	2 389	2 511	2 300 p	2 133 p	2 018 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,991	2,029	1,949	1,971 p	1,957 p
Taux d'activité	%	65,4	67,9	66,9	68,4	65,7
Taux d'emploi	%	60,7	62,4	62,0	63,1	60,5
Taux de chômage	%	7,2	8,2	7,3	7,7	7,9
PIB par habitant	$/hab.	22 532 r	22 379 er	23 223 e	23 959 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	23 511	23 900	24 463	24 934 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	3 090,6	2 760,2	2 953,7	3 267,9	3 371,7
Taux de faible revenu des familles	%	8,0 r	8,1	7,5	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de Lanaudière

	Population au 1er juillet 2012ᵖ		Revenu disponible des ménages par habitant 2011ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2011ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2012ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2011/2010	%	Écart 2011-2010
D'Autray	42 135	6,0	22 242	1,7	71,4	1,3
L'Assomption	120 241	13,6	26 716	1,5	81,4	0,8
Joliette	63 752	13,5	24 452	0,7	72,2	0,0
Matawinie	52 288	7,6	20 892	3,0	62,4	1,0
Montcalm	47 949	17,8	23 441	2,7	74,8	1,7
Les Moulins	150 576	23,8	26 355	2,2	83,3	0,7

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011, et pour le taux de travailleurs selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 147.

Coup d'œil sur les Laurentides

Superficie en terre ferme (2012) : 20 560 km²

Population (2012ᵖ) : 563 139 habitants

Densité de population (2012) : 27,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2012ᵖ) :

Saint-Jérôme	69 539 hab.
Blainville	54 288 hab.
Saint-Eustache	43 851 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de matériel de transport
Fabrication de produits minéraux non métalliques
Foresterie et exploitation forestière

Statistiques de la région des Laurentides

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	533 918 r	540 407 r	547 707 r	554 013 r	563 139 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	4 205	4 335	5 162	4 482	5 534
Accroissement naturel[1]	n	2 402	2 345	2 220 p	1 996 p	2 006 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,915	1,903	1,883	1,815 p	1,856 p
Taux d'activité	%	66,8	66,8	67,6	67,6	68,3
Taux d'emploi	%	61,9	61,6	62,3	62,1	63,7
Taux de chômage	%	7,2	7,8	7,8	8,1	6,8
PIB par habitant	$/hab.	28 739 r	28 387 er	29 276 e	30 282 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	24 614	25 043	25 595	26 045 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	4 499,3	4 110,5	4 471,4	4 010,0	4 134,1
Taux de faible revenu des familles	%	7,9 r	7,9	7,3	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC des Laurentides

	Population au 1er juillet 2012ᵖ		Revenu disponible des ménages par habitant 2011ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2011ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2012ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2011/2010	%	Écart 2011-2010
Deux-Montagnes	96 672	12,3	25 267	1,3	81,4	1,0
Thérèse-De Blainville	154 060	10,3	29 717	1,1	80,4	0,6
Mirabel	42 875	32,3	26 866	5,0	87,1	2,2
La Rivière-du-Nord	117 673	22,6	23 983	2,8	74,8	0,8
Argenteuil	30 746	3,2	22 290	2,4	68,4	0,9
Les Pays-d'en-Haut	40 312	15,4	30 504	– 0,2	71,3	0,7
Les Laurentides	45 049	7,0	23 135	1,6	71,7	0,5
Antoine-Labelle	35 752	0,5	20 022	2,2	63,1	0,8

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011, et pour le taux de travailleurs selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 147.

Coup d'œil sur la Montérégie

Superficie en terre ferme (2012) : 11 111 km²

Population (2012ᵖ) : 1 470 252 habitants

Densité de population (2012) : 132,3 hab./km²

Principales municipalités et population (2012ᵖ) :

Longueuil	238 296 hab.
Saint-Jean-sur-Richelieu	92 710 hab.
Brossard	82 009 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de matériel de transport
Première transformation des métaux
Cultures agricoles et élevage
Fabrication de produits chimiques

Statistiques de la région de la Montérégie

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	1 410 610 r	1 424 319 r	1 439 625 r	1 453 053 r	1 470 252 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	6 116	4 861	6 502	6 260	5 337
Accroissement naturel[1]	n	6 629	6 619	6 240 p	6 139 p	5 795 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,853	1,852	1,840	1,814 p	1,826 p
Taux d'activité	%	67,4	67,5	67,5	66,0	67,0
Taux d'emploi	%	62,9	62,4	62,3	61,3	62,7
Taux de chômage	%	6,6	7,6	7,7	7,0	6,5
PIB par habitant	$/hab.	31 004 r	30 578 r	31 812 r	32 879 r	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	24 932	25 487	26 014	26 598 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	10 788,3	10 520,3	10 888,0	10 257,5	11 254,1
Taux de faible revenu des familles	%	7,8 r	8,0	7,5	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

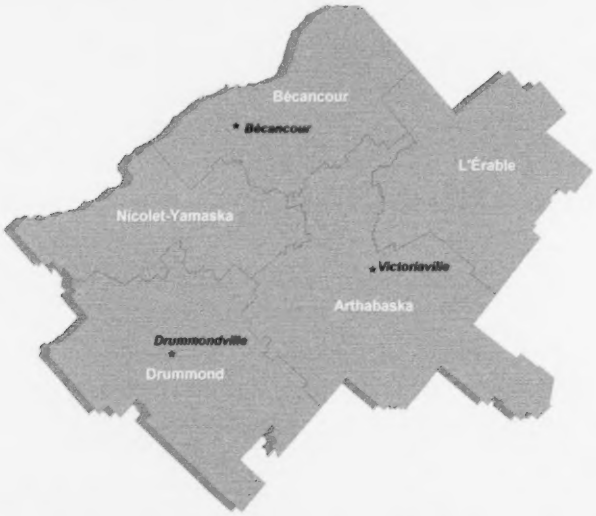
Statistiques des MRC de la Montérégie

	Population au 1er juillet 2012ᵖ		Revenu disponible des ménages par habitant 2011ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2011ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2012ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2011/2010	%	Écart 2011-2010
Brome-Missisquoi	55 801	8,4	25 322	2,7	72,6	– 0,3
La Haute-Yamaska	85 380	10,5	24 359	1,6	76,4	0,6
Acton	15 201	– 2,3	21 834	1,5	73,6	0,2
Pierre-De Saurel	50 150	0,1	24 108	3,4	68,4	1,1
Les Maskoutains	84 046	5,4	25 445	2,9	78,2	1,3
Rouville	34 470	14,0	26 393	2,2	82,3	0,7
Le Haut-Richelieu	114 515	6,8	25 060	1,2	76,2	0,4
La Vallée-du-Richelieu	117 199	13,7	30 520	3,6	84,5	1,1
Longueuil	410 314	9,0	27 649	1,8	74,7	0,6
Marguerite-D'Youville	73 834	7,4	29 261	0,9	85,7	1,1
Roussillon	176 207	14,9	25 694	2,2	81,0	0,7
Les Jardins-de-Napierville	26 202	11,8	25 521	3,2	81,3	0,9
Le Haut-Saint-Laurent	24 653	– 2,6	20 205	4,1	65,0	0,7
Beauharnois-Salaberry	62 598	3,9	22 992	1,8	71,1	1,1
Vaudreuil-Soulanges	139 682	22,4	28 258	2,9	83,0	1,3

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011, et pour le taux de travailleurs selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 147.

Coup d'œil sur le Centre-du-Québec



Superficie en terre ferme (2012) : 6 921 km²

Population (2012ᵖ) : 235 005 habitants

Densité de population (2012) : 34,0 hab./km²

Principales municipalités et population (2012ᵖ) :

Drummondville	72 341 hab.
Victoriaville	43 357 hab.
Bécancour	12 180 hab.

Principales bases économiques de la région :

Cultures agricoles et élevage
Fabrication de machines
Première transformation des métaux

Statistiques de la région du Centre-du-Québec

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population au 1er juillet[1]	n	228 479 r	230 036 r	231 417 r	232 799 r	235 005 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	984	577	881	996	837
Accroissement naturel[1]	n	701	722	690 p	670 p	583 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,965	1,952	1,904	1,958 p	1,968 p
Taux d'activité	%	67,1	66,2	61,4	61,4	59,9
Taux d'emploi	%	61,8	61,5	57,5	57,0	54,9
Taux de chômage	%	7,8	7,1	6,5	7,2	8,3
PIB par habitant	$/hab.	33 637 r	33 832 er	34 471 p	35 613 ep	..
Revenu disponible des ménages par habitant	$/hab.	22 065	22 333	22 827	23 219 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 458,5	1 648,4	1 921,7	1 692,9	1 754,4
Taux de faible revenu des familles	%	8,4 r	8,6	7,8	..	..

1. Voir l'encadré de la page 40.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (par exemple, l'année 2012 s'étend du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012).
3. 2008-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC du Centre-du-Québec

	Population au 1er juillet 2012ᵖ		Revenu disponible des ménages par habitant 2011ᵖ		Taux de travailleurs des 25-64 ans 2011ᵖ	
	n	TAAM[1] 2006-2012ᵖ pour 1000	$/hab.	Variation 2011/2010	%	Écart 2011/2010
L'Érable	22 893	– 2,6	21 631	0,9	76,1	0,9
Bécancour	19 710	6,9	24 918	3,9	74,0	0,8
Arthabaska	70 120	8,1	23 401	– 0,3	75,2	1,1
Drummond	99 590	9,8	23 177	2,5	73,2	0,6
Nicolet-Yamaska	22 692	– 3,0	22 996	3,5	73,3	1,6

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011, et pour le taux de travailleurs selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 147.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Publié annuellement, le *Panorama des régions du Québec* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives et des municipalités régionales de comté (MRC) et des territoires équivalents (TE) qui les comprennent.

L'édition 2013 contient :

- un dossier thématique, dont la matière varie avec les années suivant les sujets d'intérêt général. Pour cette cinquième édition, M. André Lemelin, de l'Institut national de recherche scientifique – Urbanisation, Culture et Société (INRS UCS), étudie l'évolution de la répartition spatiale de la population, de la production et du revenu au Québec et ses régions, en réorganisant les données afin de construire des régions analytiques selon un point de vue du centre-périphérie;
- douze thématiques variées sont analysées d'après les plus récentes statistiques : démographie, familles et ménages, conditions de vie et bien-être, marché du travail, comptes économiques, investissements et permis de bâtir, mines, industrie bioalimentaire, science et technologie, santé, éducation ainsi que la culture et les communications;
- une section spéciale consacrée aux statistiques par MRC dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu disponible des ménages et le taux de travailleurs;
- un portrait statistique de chaque région administrative disponible en un coup d'œil.

Avec cette cinquième édition de cette publication, l'Institut désire continuer à offrir un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales au Québec et un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs régionaux.

Institut de la statistique Québec